

COLLECTION LOVANIUM
OUVRAGES SCIENTIFIQUES ET LITTÉRAIRES
PUBLIÉS PAR UN GROUPE DE PROFESSEURS
DE L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN




V

# GUELFES ET GIBELINS

PREMIER VOLUME

## LA LUTTE DU SACERDOCE ET DE L'EMPIRE

PAR DOM CHARLES POULET

LA COLLECTION *LOVANIUM* NE S'ADRESSE pas à un groupe déterminé de lecteurs. Elle n'a point pour objet la mise au jour de « travaux spéciaux » ni de manuels consacrés à une activité scientifique strictement limitée. Elle a plutôt en vue un public fait de tous les publics, c'est-à-dire le public lettré qui a le goût des choses de l'esprit, qui aime d'avoir de bonnes « clartés de tout », qui désire étendre et approfondir ses connaissances dans les divers domaines de la vie intellectuelle.

Ce programme demande que, d'une part, les sujets traités présentent un *intérêt général* et que, de l'autre, ils retiennent l'attention par la *manière* dont ils sont exposés. Telles sont les deux préoccupations essentielles des collaborateurs dont *Lovanium* s'est assuré le concours.

La collection « LOVANIUM » paraît sous le contrôle d'un comité de publication composé de MM. A. Bayot, M. De Wulf, H. De Voght, Georges Doutrepont, Léon Dupriez, Victor Grégoire, Albert Lemaire, Raymond Lemaire, Manille Ide, Fernand Mayence, René Maere, Léon Noël et Léon Van der Essen, professeurs à l'Université de Louvain.

# GUELFES ET GIBELINS

PAR DOM CHARLES POULET
MOINE BÉNÉDICTIN DE LA CONGRÉGATION DE SOLESMES

---

PREMIER VOLUME

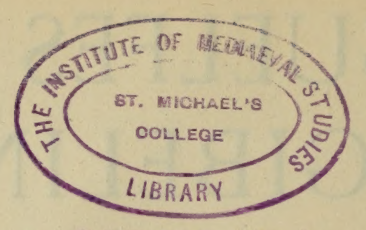
## LA LUTTE DU SACERDOCE ET DE L'EMPIRE (1152-1250)




VROMANT & Co, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

3, RUE DE LA CHAPELLE | 37, RUE DE LILLE (VIIe)
BRUXELLES | PARIS

1922






Nihil obstat :
† Fr. JOANNES DE PUNIET
abbas Sti Pauli de Wiciaco,
29 Aprilis 1922.

IMPRIMATUR
Mechliniae, 19 Julii 1922.
J. THYS, can. lib. cens.

PIO PATRI

PROSPERO GUÉRANGER

STRENUO ECCLESIAE ROMANAE

AMANTIQUE DEFENSORI

FERVENS ALUMNUS

D. D. D.

# INTRODUCTION

Le moyen âge avait rêvé d'un État politique grandiosement simple : la chrétienté menée par le pape et l'empereur, l'un chef religieux gardant le spirituel, l'autre chef guerrier protégeant et administrant, tous deux lieutenants de Saint-Pierre. Tel devait être le Saint-Empire romain dont la prestigieuse date de naissance fut le couronnement de Charlemagne, la nuit de Noël de l'an 800. L'institution eût été un empire, autrement dit un *imperium,* s'étendant non à un pays en particulier, mais au monde entier. Ce pouvoir se trouvait revêtu de sainteté, tant en vertu de son origine, — le couronnement conféré par le pape, — que par son but, la défense de tous les intérêts chrétiens. Empire romain enfin, parce que l'Église qu'il protège est celle de Rome, et qu'il se reconnaît pour amis ou pour ennemis les amis ou les ennemis de Saint-Pierre. La célèbre mosaïque que Léon III fit placer au Latran, symbolisait parfaitement cet idéal : le pape et Charlemagne s'y trouvent agenouillés, à droite et à gauche de saint Pierre ; au pontife romain l'apôtre confère le pallium, au « seigneur Charles » l'étendard. Ainsi devait-on aboutir à une union parfaite de l'Église et de l'État.

La réalité donna un démenti presque constant à cette théorie trop belle. On vit les empereurs se parer de leur titre comme d'un droit à opprimer la papauté, et bientôt la thèse impérialiste reconnut au César un pouvoir illimité et incontrôlé comme au temps de la Rome païenne. « Seigneur empereur, s'écriera au XIII^e^ siècle Walther de la Vogelweide, je vous apporte un message du Très-Haut. A lui, les cieux ; à vous, la terre. Car vous êtes son vicaire. » Contre de pareilles prétentions, les papes pouvaient-ils

ne point protester? Au grand scandale de la chrétienté, « les deux moitiés de Dieu » s'étreignirent en un duel terrible, et qui dura des siècles.

Cette lutte a eu ses phases. Pendant la première, qui est la querelle des Investitures (1073-1122), les papes défendirent avant tout les franchises de l'Église, la liberté des élections épiscopales. Mais au moment où nous l'étudions, le conflit est devenu purement politique; les évêques de Rome combattent alors contre l'envahisseur teuton pour la liberté de l'Italie et le maintien de l'État pontifical. Vers le milieu du XII^e siècle, une dynastie plus ambitieuse encore que les précédentes s'est levée en Germanie, celle des Hohenstaufen. Combien vastes et nuageuses s'affirment ses prétentions ! Ne rêve-t-elle pas d'un État qui, débordant les limites de l'Allemagne, s'étendrait sur l'Italie et sur l'Orient, et qui, maître à Rome et à Constantinople, renouvellerait l'ancien empire romain en faisant de la Méditerranée un lac Staufen? Seulement, devant cette conception impérialiste se dresse le pape. Maître à Rome, il veut l'y demeurer, sachant bien que si la ville de Pierre devient propriété des Staufen, Pierre lui-même sera leur vassal et leur chapelain. Par un geste de suprême audace morale, sans armes et sans soldats, il déclare que Rome n'est plus à César, mais qu'elle est à Pierre. Aussitôt se rangent à ses côtés tous ceux qui, dans la Péninsule, rejettent l'imperium tudesque comme une odieuse domination étrangère. Cette lutte entre les partisans du pape et de l'empereur s'appela celle des guelfes et des gibelins.

Il importe d'identifier ces noms qui, jusqu'à la fin du moyen âge, resteront l'étiquette des partis. Il y avait en Bavière une ancienne et puissante famille, celle des Welfs; durant la première partie du XII^e siècle, on l'avait vue disputer l'empire aux Staufen; cependant devant les électeurs le Staufen Conrad III l'emporta sur le Welf Henri le Superbe; entre les deux grandes maisons s'ensuivit une rivalité ardente. Elle durait encore lorsque Fré-

déric Barberousse résolut de passer en Italie pour briser, dans une lutte suprême, la ligue lombarde d'Alexandre III. Barberousse avait beaucoup essayé pour se réconcilier avec les Welfs, il supplia alors à deux genoux leur chef Henri le Lion de l'accompagner en Italie; celui-ci refusa, et sans doute son abstention fut-elle cause de la terrible défaite de Legnano, qui anéantit les ambitions du Staufen et le contraignit à l'humiliation de Venise. Cette défection importante au moment décisif méritait d'être considérée comme le type des oppositions aux visées dominatrices des Césars allemands; dès lors, on appela welfs ou guelfes les ennemis de la domination impériale; par contre, on dénomma gibelins les partisans de l'empereur, parce que Weiblingen était un château de Souabe appartenant aux Staufen, et que parfois son nom servit de cri de guerre aux soldats de l'empereur.

Une telle origine des termes prête à réflexion. Ne souligne-t-elle pas ce fait que tout Allemand n'était pas nécessairement gibelin et partisan de l'empereur? Sans doute, le guelfisme fut-il par essence pontifical et italien; pourtant, même en Germanie, les conquérants Staufen rencontrèrent des oppositions. A première vue, il semble que ces plans grandioses de domination mondiale eussent dû surexciter le patriotisme allemand; les Césars ne manquèrent pas de faire vibrer autant qu'ils le purent la fibre patriotique. Lorsqu'en 1225, Frédéric veut rallier à son expédition transalpine les seigneurs teutons, il rappelle qu'elle est entreprise « pour promouvoir l'honneur de l'Empire, en rétablir les droits en Lombardie et en confondre les adversaires »; reconquérir « l'héritage de l'Empire », voilà le but. Ainsi Frédéric essaie-t-il de hausser ses féodaux à la hauteur de sa thèse impérialiste, si affolante pour l'orgueil des Allemands; et ceux-ci ne laissent pas que de se laisser griser plus ou moins par cette conception d'une plus grande Germanie qui irait bien jusqu'au golfe de Naples!

Cependant, combien peu développé demeure encore le sentiment national ! Au XII$^e$ et au XIII$^e$ siècle, l'Europe se trouve émiettée en une poussière de fiefs, et les féodaux ne sont guère des féaux; pour eux, la patrie, n'est-ce pas d'abord et principalement les châteaux-forts qui constituent leur bien propre? Ils ont un patriotisme de donjon qui singulièrement l'emporte sur tout autre; souvent la force impériale pèse sur eux comme une menace d'oppression, et ils sont libertaires. Dans cet état d'égoïsme anarchique, on devait voir fréquemment des seigneurs en lutte avec l'empereur; alors, en Allemagne, comme en France et partout, on guettait les moments de faiblesse du pouvoir central. Quelle merveilleuse occasion de se révolter avec chance de succès, quand l'empereur chevauchait au loin, qu'il usait ses forces restreintes à guerroyer contre les Lombards, ou encore simplement quand son prestige subissait les atteintes des excommunications pontificales ! Alors voyait-on des seigneurs allemands devenir partisans du pape, et ce ne fut pas la moindre raison de l'échec des ambitions impériales que ce guelfisme plus ou moins latent en Germanie, tout prêt à éclater en insurrection au premier revers du Staufen. L'empereur ressemblait toujours à un général qui entreprendrait une audacieuse marche en avant sans être sûr que ses derrières sont bien gardés.

A l'expérience, les Césars avisèrent d'un remède catégorique; ils résolurent d'établir le point de départ de leurs opérations non plus en Allemagne, mais à Naples et en Sicile; la conquête de la Péninsule se ferait non pas par le nord, mais par le sud. N'éviterait-on pas ainsi en partie le péril allemand et le péril lombard? De plus, on se trouverait établi en Sicile comme au centre même du futur empire, au bord de cette Méditerranée qui doit être allemande, à mi-route de Rome et de Constantinople, ces deux capitales de la Pangermanie rêvée. De cet admirable point stratégique devenaient réalisables la guerre au pape

et la croisade contre l'infidèle, ces deux parties contradictoires du programme césarien.

Seulement, en perdant ainsi le contact direct avec la Germanie, les Staufen tendaient à s'expatrier eux-mêmes ; ils se retrouvaient moins Allemands pour devenir plus Italiens. En réalité, Henri VI, marié à Constance la Sicilienne, Frédéric II surtout, fils de celle-ci, furent plutôt des Méridionaux. Frédéric II sacrifia tout à son établissement en Sicile et à ses rêves méditerranéens ; afin que les féodaux allemands lui laissassent les mains libres en Italie, il leur accorda les plus larges concessions. A la diète de Francfort, Frédéric posait l'acte principal par lequel il abandonnait la Germanie à elle-même pour se tourner tout entier vers la Péninsule : il signe alors avec les princes une alliance, une « confédération », qui les rend quasi indépendants du pouvoir impérial. Ainsi espérait-il séparer nettement leur cause de celle de la papauté et ne plus se voir obligé, comme ses prédécesseurs, à revenir hâtivement d'Italie en Allemagne afin de dompter des révoltes. Expédient séduisant à coup sûr pour un prince avant tout préoccupé de fixer sa domination en Italie ; mais en fait, n'acheminait-il pas de plus en plus l'Allemagne vers la féodalité et vers le désordre? Frédéric II est le plus grand responsable de l'état d'anarchie dans lequel l'Allemagne se débattit si longtemps encore après lui.

Ainsi, plus que jamais, la question italienne nous apparaît funeste aux intérêts de l'Empire ; c'est l'Italie qui a perdu l'Allemagne. Celle-ci n'a donc pas seulement donné au guelfisme son nom, elle lui a fourni un appui indirect, mais fort efficace. L'Italie et la France en bénéficièrent ; grâce à ce guelfisme, la Germanie demeura impuissante à se former en un temps où les rois de France, besogneux et réalistes, travaillaient infatigablement à l'unité nationale. Par là, les conséquences européennes de la lutte des guelfes et des gibelins demeurent incalculables.

Cependant, le guelfisme proprement dit réside dans la

Péninsule; les guelfes sont les défenseurs des libertés italiennes et pontificales contre les ingérences allemandes; patriotes italiens, ils se rangent autour du pape pour la défense du sol sacré. Vérité incontestable. Aux yeux du grand public et en regard de l'histoire universelle, sans doute n'y a-t-il même que cela. La querelle du sacerdoce et de l'Empire apparaît dès lors comme une lutte sombre et ardente; il faudrait la rapprocher des grandes guerres défensives nationales, par exemple de la guerre d'Espagne sous Napoléon.

Ce côté de la question est réel. Il ne faudrait pas pousser le scepticisme jusqu'à nier catégoriquement à cette époque l'existence des grands sentiments; ils se font jour assurément. Le plan des Césars germaniques comporte un asservissement complet de la Péninsule; Frédéric II surtout a conçu un système administratif puissant qui prendrait l'Italie entière dans les rouages d'une centralisation hiérarchisée et d'un fonctionnarisme servile. A n'en pas douter, les Italiens défendent donc les libertés municipales et nationales.

Les papes ne manquèrent pas d'exalter, autant que possible, le patriotisme italien. Innocent III, par exemple, représente les Teutons comme des envahisseurs brutaux et odieux. « Pas un d'entre vous qui n'ait été leur victime », dit-il aux Capouans; de même, en écrivant aux Lombards, il invoque l'intérêt de l'Italie entière.

Autre grande idée à défendre, la plus grande à coup sûr : se déclarer guelfe, n'était-ce pas se ranger au parti pontifical, n'était-ce pas défendre la liberté du pape et de l'Église? Réalité aveuglante, du jour où triompherait l'impérialisme, le pape deviendrait le chapelain du Staufen, l'idéal chrétien du moyen âge se verrait remplacé par l'idéal païen de l'antiquité; l'Église servirait l'État au lieu d'être protégée par lui. Aussi la conception gibeline apparaît-elle, en ces temps de foi, comme la plus odieuse et la plus monstrueuse des hérésies politiques.

On réclamait Charlemagne, et voici qu'à sa place surgissait César.

Évidemment, ces « dramatiques conflits d'idées n'échappèrent pas aux contemporains ». Les papes s'acharnèrent à les souligner; souvent l'empereur était représenté comme un véritable antéchrist et un tyran d'Église. « Voyez, s'écrie Grégoire IX dans sa bulle *Ascendens de mari*, dirigée contre Frédéric II, voyez la bête qui monte du fond de la mer, la bouche pleine de blasphèmes, avec les griffes de l'ours, le corps pareil à celui du léopard. Elle ouvre la gueule pour vomir l'outrage contre Dieu. » Retentissant par intervalles, les excommunications avertissaient d'ailleurs les chrétiens que le parti de l'empereur était, à la lettre, le parti du diable; et vraiment, il semblait que la formule « Hors du guelfisme, point de salut » s'imposât sans conteste.

Comment, dès lors, s'expliquer qu'on ait vu tant de gibelins dans la Péninsule? Si l'on dresse la carte de l'Italie du Nord aux différentes phases de la lutte, on s'aperçoit aussitôt que cités guelfes et gibelines s'enchevêtrent et s'entre-croisent; à aucune époque, il ne manque des villes gibelines dans la Lombardie; bien plus, telle qui fut guelfe au début se retrouve gibeline à un autre moment, et vice-versa. Y a-t-il donc eu de si nombreuses défaillances du patriotisme italien et du christianisme, en un siècle où la foi restait ardente? Si un guelfisme allemand étonne et scandalise comme un crime de lèse-patrie, à fortiori un gibelinisme italien nous déconcerte-t-il à première vue comme une trahison à l'égard de l'Italie et du pape.

En réalité, de tels crimes se commettaient habituellement. Car, si le loyalisme a été trop faible pour faire contrepoids aux tentations de révoltes que fournissaient aux Allemands les expéditions transalpines des empereurs, le patriotisme italien et la fidélité à l'égard du pape cédaient non moins souvent devant les intérêts municipaux. Assurément le conflit d'idées était extrêmement

grave; non moins formidable que la liberté de l'Italie et de l'Église était l'enjeu de la lutte; ni les papes, ni les empereurs n'exagéraient. Toutefois, pratiquement, les cités se dévouent avant tout à leur propre cause; la grande querelle du pape et de l'empereur ne les retient que secondairement; leurs préoccupations principales se tournent du côté de leurs intérêts locaux, opposés âprement à d'autres intérêts locaux. Une ville est surtout en lutte avec une ou deux de ses voisines pour des questions d'annexes et de banlieues; à triompher de ces adversaires directs, elle épuisera toutes les ressources de son industrieuse diplomatie. Or entre toutes les habiletés qui peuvent lui assurer la victoire, la plus efficace ne consistera-t-elle pas à se placer sous le patronage d'un des deux grands champions, le pape ou l'empereur?

Toutefois, soulignons-le, pour les cités italiennes « ces deux moitiés de Dieu » ne sont que des moyens et des instruments; la fin réelle c'est avant tout le triomphe sur la cité rivale; ainsi la grande lutte du sacerdoce et de l'Empire se trouve-t-elle mise au service des petites rivalités urbaines. Car le patriotisme municipal l'emporte de beaucoup sur le patriotisme tout court, qui n'existe guère. En conséquence, une ville italienne n'a pas honte de se déclarer gibeline et impérialiste, si son intérêt personnel le réclame, et si sa proche rivale s'est déclarée guelfe. On trouve même des cités dont l'intérêt constant réclame qu'elles restent gibelines, et elles le demeurent invinciblement; le cas le plus frappant n'est-il pas celui de Pise, dont la position maritime exceptionnelle exige de l'empereur qu'il ne marchande pas les sacrifices en vue de conserver sa fidélité?

Néanmoins, un tel exemple reste exceptionnel. Assez souvent une ville passe d'un parti à l'autre suivant les fluctuations des groupements locaux; une cité amie devient-elle gibeline, on pourra passer à l'impérialisme du jour au lendemain; par contre, si une cité ennemie se

proclame gibeline, il est probable qu'on retournera bientôt au guelfisme pour continuer à lui faire échec. Dans ces conditions, l'empereur apparaît en Italie comme un maquignon dans une grande foire; lier à lui telle ou telle ville en se prononçant pour elles et en leur octroyant des concessions, il le peut toujours; par contre, impossible qu'il contente tout le monde; les mêmes combinaisons diplomatiques qui lui procurent un allié, lui font aussi un ennemi; s'il se prononce pour une ville, il s'aliénera sa rivale.

Ainsi guelfisme ou impérialisme ne peuvent jamais triompher pleinement; ils sont toujours plus ou moins en balance; la même main qui met un poids dans le plateau gibelin, en pose presque nécessairement un autre dans le plateau guelfe. En conséquence, tant en Italie qu'en Allemagne, nulle fidélité durable. Les seuls qui aient servi Frédéric II sans jamais le trahir sont peut-être les Sarrazins de Lucera, parce qu'ils étaient des janissaires à gages. Ainsi s'expliquent les revirements et les à-coups d'une lutte sans cesse rouverte; trop d'appétits opposés se trouvaient en conflit pour qu'on pût jamais les satisfaire tous. Guelfisme et impérialisme sont des hydres à cent têtes; vous en coupez une ici, et il en renaît deux ou trois autres un peu plus loin.

Pour triompher définitivement, il faudrait frapper l'ennemi au cœur; mais la chose est-elle possible? En effet, la puissance adverse n'est pas une dynastie qui peut crouler, c'est la papauté qui ne meurt pas; à un pontife, un autre pontife succède, et tous de se déclarer guelfes parce que l'honneur et la liberté de l'Église leur imposent de le demeurer inébranlablement. Frédéric l'avouait d'un air désabusé le jour où il apprit que l'archevêque Sinibald de Fiesque devenait Innocent IV. « J'ai perdu aujourd'hui un excellent ami; car un pape ne saurait être gibelin. » N'est-il pas beau de voir s'élever pardessus tant d'égoïsmes emmêlés un personnage désin-

téressé et sublime qui lutte pour une idée grande et immortelle : la liberté de l'Église? A l'énergie et à l'héroïsme habituels de ses décisions, on reconnaît un être supérieur aux contingences de la politique humaine; les fatigues, les périls, l'exil ne lui coûtent pas; aucune concession susceptible de compromettre les franchises romaines; Pierre brave en face César; il lui oppose les principes sans céder d'un pas. Rien de plus poignant, par exemple, que le spectacle de Grégoire IX, vieillard plus qu'octogénaire, et qui à l'approche de Frédéric II reste inflexible dans ses revendications, préférant la mort à la servitude. « Ne vous laissez pas, écrivait-il à ses cardinaux captifs, ne vous laissez pas, vous croyants, troubler par le changement apparent de ce qui arrive. Ne soyez ni abattus dans le malheur, ni fiers dans l'infortune, ayez confiance en Dieu; supportez avec patience les épreuves qu'il vous envoie. La petite barque de Pierre peut de temps en temps être assaillie par des vents contraires, et par les coups de la tempête; mais bientôt, au souffle impérieux de Dieu, le calme succède à l'orage, et échappée aux vagues écumantes, elle glisse en paix sur la plaine liquide, apaisée et soumise. » Voilà bien l'indéfectible sérénité de cette Église romaine à qui le Christ a promis que les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle. Envisagée à ce point de vue, la lutte du sacerdoce et de l'Empire devient « un dramatique conflit d'idées »; plus qu'instructive, elle est stimulatrice des convictions, car, de même que le spectacle de l'héroïsme de nos ancêtres combattant pour la grandeur de la nation nourrit et rend vraiment fort notre patriotisme, de même la vue des pontifes luttant sans faiblir pour la liberté de Rome et de l'Église, entretient en nous un ultramontanisme vivant et enthousiaste.

Ce fut cette énergie inébranlable des grands papes qui procura le triomphe du guelfisme, triomphe dans ce sens que les Staufen furent vaincus : leurs derniers descendants,

Conrad et Conradin, vinrent mourir en Italie de la main du prince qui représente alors les intérêts guelfes et pontificaux : Charles d'Anjou, frère de saint Louis. Victoire incomplète pourtant, et toute négative : s'il avait écarté le grand péril Staufen, le guelfisme n'avait en rien réalisé l'unité dans la Péninsule. On assiste même dans la seconde moitié du XIIIe siècle à un émiettement sans cesse plus inquiétant des forces italiennes.

Après s'être engagé de ville à ville, le conflit se renferme *intra muros*. A côté des rivalités extérieures des cités, voici maintenant les querelles intestines, la question sociale et la rivalité des classes. Ce furent d'abord les nobles qui régirent les communes; mais enrichies et organisées, les classes populaires le disputèrent bientôt avec eux pour la possession du pouvoir municipal. Qu'on ne s'illusionne pas, ici encore l'enjeu est tout entier pratique; les *popolani* ne sont pas des socialistes à thèses tranchantes; une part dans le gouvernement, un nombre de places dans les conseils, une représentation profitable de leurs intérêts, voilà ce qu'ils réclament. Des luttes ardentes s'ensuivent, d'autant que souvent pour conserver ou acquérir une importance politique, telle grande famille se met à la tête des nobles, telle autre prend la direction des popolani.

Les luttes municipales se compliquent à l'infini, de plus en plus elles tendent à devenir des querelles de personnes, des rivalités de maisons, ou parfois même entre membres d'une même maison. Les uns deviennent-ils guelfes, les autres se proclament gibelins. Pures appellations dans lesquelles l'attachement au pape ou à l'empereur n'a plus ordinairement rien à faire; car l'empereur est mort pour l'Italie, et le pape ne peut rien dans ces conflits municipaux. Sous les dénominations traditionnelles, se perpétuent d'âpres luttes qui confinent parfois à la simple vendetta.

On comprend dès lors que les papes aient échoué dans

leur généreuse ambition de résorber les partis et de réaliser une Italie pacifiée où l'on ne verrait plus ni guelfes, ni gibelins. De tels termes pouvaient-ils conserver encore un sens précis? Ce n'était plus le grand conflit du pape et de l'empereur : c'étaient mille petites luttes, ardentes et sauvages, au milieu desquelles on jouait du poignard. Si énigmatiques étaient même devenus ces mots de ralliement que pour les expliquer on imaginait parfois d'horrifiques légendes. Écoutez plutôt celle que rapporte Saba-Malaspina en guise d'introduction à son histoire : « Jadis, pensent les esprits crédules, on vit apparaître au-dessus de la Toscane, dans un ciel chargé de nuées, deux formes féminines. Les roulements du tonnerre, répercutés dans les creux des nuages, brouillaient et confondaient leurs noms... On put discerner cependant que l'une s'appelait Gebellia et l'autre Guelfa. Elles luttaient ensemble, les bras enlacés, corps contre corps; leur duel se prolongea des premières rougeurs de l'aurore jusqu'à l'instant où le soleil atteignît le milieu de sa course. Chacune d'elles, tantôt avait ignominieusement le dessous, tantôt comme revenue à la vie foulait l'autre aux pieds d'un joyeux triomphe... Victorieuses et vaincues successivement, à tour de rôle s'évanouissaient leur gloire et la crainte qu'elles inspiraient... et les chances du combat étaient si égales que ses phases alternantes semblaient de même durée à ceux qui les suivaient des yeux. »

Pourtant, un guelfisme de grande envergure survivait. La dynastie angevine avait sauvé la papauté des Staufen gibelins; elle était donc guelfe, elle était le guelfisme même. A la fin du XIIIe siècle, en dehors des compétitions municipales, on appelle guelfes les Angevins, les Français. Il y eut alors une menace guelfe, comme jadis un péril gibelin, seulement fut-elle d'autre sorte. A son tour, Charles d'Anjou rêva de constituer une vaste puissance méditerranéenne qui dominerait en même temps à Constantinople et à Rome. Pour réaliser ce plan oppresseur

des libertés pontificales, il ne se servit pas de la force brutale, mais de la diplomatie : à la manière allemande, il substituait ainsi la manière française. Prétendait-il intervenir à Constantinople, il arguait le péril turc ; voulait-il s'imposer dans la Péninsule, il prétextait l'anarchie italienne. En ne s'occupant que de ses propres affaires, il se donnait toujours l'air de travailler à celles du bon Dieu. Alors des papes politiques se levèrent en vue de lui faire échec doucement et énergiquement; ainsi éliminèrent-ils pour un temps les prétextes de croisade en réalisant l'union avec les Grecs; de même, ils essayaient de contrebalancer la force italienne de l'Angevin au sud, en y opposant une influence impériale au nord. Les ambitions angevines n'aboutirent pas; les Vêpres siciliennes en sonnèrent le glas.

Ces prétentions guelfes suscitèrent un réveil ou plutôt un éveil véritable du gibelinisme. En effet, nous l'avons vu, jusqu'ici le gibelinisme avait été un moyen beaucoup plus qu'une conviction politique. Mais au XIVe siècle, parmi les gens éclairés, un patriotisme tend à naître. Dans l'émiettement indéfini des partis, ce patriotisme ne peut être purement italien; car on se rend trop bien compte que l'unité péninsulaire ne se fera jamais par ces guelfes et ces gibelins, par ces blancs et ces noirs qui se disputent et s'entre-tuent; au sein d'une telle anarchie, comment la formule *Italia fara da se* viendrait-elle sur les lèvres de personne?

On se retourne alors vers l'empereur, on soupire après lui, on regarde toujours du côté des Alpes pour voir s'il ne viendra pas sauver les Italiens des Français et aussi d'eux-mêmes. Chez les grands lettrés, chez un Dante par exemple, ce patriotisme gibelin s'abreuve aux sources mêmes de l'antiquité classique; ainsi la Renaissance politique perce-t-elle déjà, précédant l'autre. Exilé par un guelfisme local, Dante répudie sans doute sa ville natale; écœuré de sa bestialité, ne déclare-t-il pas que désormais,

il sera à lui-même tout son parti[1]? Il ne cesse pourtant d'aimer sa patrie d'un idéal amour; combien volontiers il lui referait une virginité politique en la fiançant à l'empereur!

Inutile de le dire, un tel impérialisme convaincu et tapageur n'eut aucun résultat historique direct; Dante et plus tard Pétrarque en furent pour leurs frais d'éloquence indignée; les accents s'en perdirent dans le tumulte des factions urbaines. L'Empereur n'accourut pas en conquérant; et d'ailleurs, fût-il venu, les Italiens ne l'auraient point reçu. Au moment où se déclamait cet impérialisme sentimental et littéraire, l'empereur, lui, n'était plus gibelin; les désastres des Staufen ne l'avaient-ils pas suffisamment instruit du danger des grands rêves politiques? C'est à l'antre du lion que Rodolphe de Habsbourg comparaît l'Italie : « Je vois bien, disait-il, les pas de ceux qui y sont allés, mais rien n'indique qu'on puisse en revenir. » Assagis, les empereurs se laissaient maintenant absorber par l'œuvre de restauration nationale; ils essayèrent de remédier à l'anarchie féodale allemande, résultat de la politique hasardeuse des Staufen. On ne les vit plus se risquer en Italie qu'à la dérobée, heureux de recevoir de-ci de-là quelque menue obole en souvenir des droits périmés.

Ainsi la lutte du sacerdoce et de l'Empire avait-elle desservi à la fois l'Allemagne et l'Italie, en les livrant à l'anarchie. Les empereurs en furent les premières victimes. Même triomphante, la papauté en subit, elle aussi, de douloureux contre-coups : comme derniers aboutissants

1. *Di sua bestialitate il suo processo*
*Fara la pruova, si ch'a te fia bello*
*Averti fatta parte per te stesso*

De sa bestialité sa conduite
donnera la preuve, de sorte qu'il deviendra beau
pour toi d'avoir été à toi-même tout ton parti.
(*Paradis*, ch. XVII.)

de ces grandes querelles, voici Anagni et l'exil d'Avignon.

Une philosophie de l'histoire vraiment un peu simpliste a l'habitude de présenter ces événements comme des crimes exclusivement français. Parfois, il est vrai, les préjugés aident à formuler de tels jugements; et pourtant, lorsqu'on étudie l'histoire de l'Église, ne faut-il pas s'élever au-dessus des questions de personnalités et de nationalités? Une haute impartialité ne s'impose-t-elle pas absolument? Or, les événements du XIVe siècle ont leur cause profonde dans ceux du XIIIe siècle; ce sont les luttes des guelfes et des gibelins, et l'anarchie italienne en résultant, qui permirent à l'ignoble Nogaret le lâche attentat d'Agnani; cet attentat est d'ailleurs commis avec la complicité et la collaboration des Italiens; et le fameux soufflet retentissant à travers l'Europe comme le signal des temps modernes, c'est un gibelin d'Italie, c'est Sciarra Colonna qui l'a donné.

De même, si l'exil d'Avignon se prolongea fort longtemps, n'est-ce point surtout parce que l'état d'anarchie où se débattait la Péninsule la rendait littéralement inhabitable [1]? Une étude détaillée de la politique pontificale au XIVe siècle lave les papes en très grande partie du reproche d'avoir voulu demeurer en France au sein du luxe doré de la cour avignonnaise. La vérité est qu'ils essayèrent par tous les moyens de rentrer dans leurs États; mais une implacable barrière gibeline leur en barrait l'entrée. Il n'y a nulle exagération à dire que le retour en Italie fut impossible jusqu'au jour où l'épée et la diplomatie du très grand Albornoz eurent frayé un chemin.

1. Nous ne prétendons pas supprimer les responsabilités françaises; elles ne sont que trop réelles; mais il importe de les faire partager par qui de droit. A noter d'ailleurs que c'est bien plutôt l'apologie de la Papauté d'Avignon que celle de la France qui se trouve ainsi esquissée. Voir à ce sujet le livre si documenté de M. G. MOLLAT, *Les Papes d'Avignon*. (Collection *Biblioth. de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique*, nouvelle édition, 1921, chez Gabalda, Paris.)

Alors, Dieu, qui ne manque jamais à son Église, suscita une sainte, et par ses exhortations elle fit tomber les arguments trop humains qui retenaient encore les papes sur les bords du Rhône.

Nous l'avons vu, le guelfisme fut souvent réduit à n'être qu'un misérable expédient au service des ambitions et des rivalités municipales. Mais il y a un guelfisme plénier et surnaturel, celui des grands papes, celui de sainte Catherine de Sienne; il affirmait en théorie, et aussi dans la pratique politique, que Rome est au pape comme la ville de Pierre. La persistance d'une telle conviction, voilà ce qui donne son unité et sa grandeur à la politique italienne de la papauté. Un Innocent III, un Grégoire IX, un Urbain IV, un Grégoire XI ont envisagé avant tout cela; aussi ont-ils conservé une confiance inébranlable dans la victoire finale. Cette idée sublime de sauvegarder, coûte que coûte, la liberté des papes dans la Rome de Pierre les hanta; elle plana au-dessus de toute leur diplomatie; elle en illumine maintenant les moindres recoins. Qu'importaient les labeurs, les exils, les souffrances sans nom et sans nombre, pourvu que la papauté demeurât inasservie. *Nil tam diligit Deus quam libertatem romanae ecclesiae!*

Oosterhout, Abbaye Saint-Paul, en la fête de la Cathedra S.-Petri, ce 22 février 1922.

Dom Charles POULET.

---

# LIVRE PREMIER

---

## LA CONQUÊTE DE L'ITALIE PAR LE NORD. BARBEROUSSE, LA PAPAUTÉ ET LES CITÉS LOMBARDES

## CHAPITRE PREMIER

### Les Préliminaires du Conflit sous le pontificat d'Adrien IV.

Deux grandes questions politiques retinrent l'attention du moyen âge chrétien : la question d'Orient et la question italienne; la lutte contre le Croissant, et la lutte du sacerdoce et de l'Empire. La première fut un splendide acte de foi; la seconde, un scandale continu.

En Allemagne, au milieu du xii^e siècle, les récents malheurs de la deuxième croisade ont fait abandonner tout projet sur l'Orient [1]; on en revient aux rêves d'Occident, la conquête de l'Italie qui assurerait la domination germanique. Aussi, à la mort de Conrad III (1152), guelfes et gibelins résolurent-ils de se rapprocher. Négligeant le fils de Conrad, un enfant, ils élirent son neveu, Frédéric Barberousse, un homme de trente et un ans, robuste et énergique, gibelin par son père Henri le Borgne, guelfe par sa mère Judith, fille du duc de Bavière, Henri le Noir. Déjà Barberousse avait bien montré sa valeur dans la dernière croisade où sous les murs de Damas il s'était distingué « au-dessus de tous »; ambitieux d'ailleurs autant qu'audacieux, il deviendrait l'incarnation vivante des visées germaniques sur la Péninsule. « Enfant de

1. Suscitée par saint Bernard après la perte d'Édesse, la deuxième croisade avait été entreprise par Louis VII et Conrad III; l'expédition échoua devant Damas (juillet 1148); le seul résultat fut d'arrêter la marche en avant de l'atabek Noureddin, et de retarder ainsi la prise de la Ville sainte. On sait que Jérusalem devait retomber aux mains des infidèles en 1187. Toute cette période est marquée en Orient par des insuccès et des revers.



l'Église, mais héritier d'Empire, formé pour la guerre au milieu des luttes allemandes et des guerres de l'Orient, et pour la politique au milieu des diètes de son pays et des difficultés orientales, il était l'homme d'une génération jeune, impatiente, instruite, ambitieuse, ayant beaucoup vu, désirant davantage; il promettait à l'Allemagne de brillantes, mais orageuses destinées [1]. » Élu à la diète de Francfort, le 4 mars 1152, couronné le 8 à Aix dans la vieille chapelle de Charlemagne, il jurait respect et amour au pape, protection à sa sainte mère l'Église. Une telle promesse cadrait assez mal avec ses projets de soumettre l'Italie et Rome même au joug tudesque. N'aimait-il pas se proclamer « le successeur d'Auguste et des Antonins » ? Et son imagination rêveuse s'échappait vers l'Adriatique.

### I. Alliance éphémère de la Papauté et de Barberousse contre les Arnauldistes.

La Péninsule, d'ailleurs, implorait son aide; partout y régnaient le désordre et la contradiction. Dans le nord, inquiets des progrès du mouvement communal, les feudataires italiens réclament son secours : à la diète de Francfort, on les avait vus supplier Frédéric d'intervenir, afin, disaient-ils, « de forcer les villes à se dessaisir des droits impériaux accaparés par les bourgeois ». Au midi, un parti criait aussi à l'usurpation : lors d'une seconde diète tenue à Wurtzbourg, des exilés siciliens vinrent prier l'empereur d'expulser de leur patrie le roi normand Roger, réputé usurpateur. Enfin, le pape Eugène III dépêchait vers Barberousse deux cardinaux chargés de lui offrir la couronne impériale et de lui demander sa protection effective.

Rome était alors dominée par une faction démagogique

1. Zeller, *Histoire d'Allemagne*, t. IV, pp. 118-119.

que conduisait Arnauld de Brescia. Ce tribun patronait une fausse réforme cléricale basée sur la suppression de la propriété ecclésiastique : solution à coup sûr fort simple et fort catégorique de la question des Investitures. Arnauld avait d'abord appliqué à Brescia, aux dépens de l'évêque, ce programme niveleur : il y gagna une sentence d'exil. La révolution romaine de 1143 lui prépara un terrain d'action plus vaste : les républicains avaient mis, en effet, dans leur programme politique la suppression de l'État pontifical. La prédication d'Arnauld fut accueillie à Rome comme une authentication des théories nouvelles. Dès lors, la lutte éclata entre la papauté et la commune rebelle. Le 15 février 1145, Luce II (1144-45) mourait d'une blessure reçue en assiégeant le Capitole. Après un court séjour à Rome, son successeur Eugène III (1145-53) dut s'exiler et se fixer à Viterbe. Le pape ne pouvait l'emporter par ses propres forces; il lui fallait recourir à une alliance étrangère, soit celle de l'Italie du Sud, soit celle de l'Allemagne. Mais, à cette époque, l'empereur Conrad III était parti à la croisade; nulle autre aide pour Eugène III que celle du Normand Roger II de Sicile; grâce à elle, il réussit à rentrer temporairement dans Rome. Néanmoins l'alliance sicilienne fut de courte durée; le pape ne pouvait être à la fois l'ami de Roger II et de l'empereur allemand qui convoitait l'Italie du Sud. L'un ou l'autre, mais non pas l'un et l'autre.

## 2. Le voyage de Barberousse en Italie et la dénonciation de l'Alliance.

Dès l'été de 1150, Eugène III se voyait à nouveau chassé par les Arnauldistes. Entre les rebelles et la papauté, ce fut à qui gagnerait les faveurs de l'empereur d'Allemagne. Les révolutionnaires avaient envoyé à Conrad une missive très obséquieuse, avec cette suscription : « Le sénat et le peuple romain au très excellent et illustre

maître de Rome et du monde entier, à Conrad... » « Nous désirons, lui disaient-ils, relever et agrandir l'empire romain dont Dieu vous a conféré la direction, et le rétablir dans l'état où il était au temps de Constantin et de Justinien, qui, par la vigueur du sénat et du peuple romain, tinrent sous leur pouvoir l'Univers entier... Que votre royale majesté vienne sans retard vers nous, puisqu'à Rome vous pourrez réaliser tous vos vœux ; car nous sommes prêts à faire votre volonté en toutes choses. » *(Sumus enim per omnia vestrae voluntati semper obtemperare, parati* [1]*.)* « Le prince très chrétien, dit dédaigneusement le chroniqueur Othon de Freisingen, refusa de prêter l'oreille à ces paroles ou plutôt à ces niaiseries. » Son successeur Barberousse montra envers les Romains une non moindre désinvolture ; il ne prit même pas la peine de leur annoncer son élection.

Au contraire, Conrad, puis Barberousse, firent bon accueil à Eugène III qui implorait la protection impériale. N'apparaissait-il pas clairement que des deux pouvoirs en compétition, la papauté demeurait le seul légitime ? Les Arnauldistes avaient beau parler au nom de Rome, « maîtresse du monde et mère de tous les empereurs », ces titres anciens, orgueilleusement portés, n'étaient plus que des mots vides de sens réel ; si bruyante qu'elle se montrât, une insurrection précaire de Romains exaltés ne pouvait supprimer l'ordre chrétien déjà séculaire.

Le silence méprisant de Barberousse froissa au vif les Romains superbes. Un certain Arnauldiste, nommé Wetzel, osait bien écrire directement à Frédéric pour lui faire la leçon : « Les décisions de l'Empereur n'ont force de loi que lorsque le peuple lui a remis toute la puissance dont il a le dépôt. C'est au Sénat et au peuple qu'il appartient de créer l'empereur, et nulle loi, nulle raison ne les

1. Voir VACANDARD, *Arnauld de Brescia*, dans *Revue des Questions historiques*, t. XXXV, pp. 52-114.

en peut empêcher. » Déjà Arnauld rêvait d'établir, aux élections de novembre 1152, un sénat composé de cent membres qui nommeraient un nouvel empereur plus respectueux des droits de l'antique république.

Par Ubald, abbé de Corbie, Eugène III fit habilement connaître à Barberousse les projets arnauldistes. Le parti du prince fut bientôt pris; pour le moment, ses intérêts et ceux du pape se confondaient; il contracta alliance avec Eugène III aux conditions suivantes : « Monseigneur le roi des Romains promettra lui-même en présence du légat pontifical qu'il ne fera ni paix, ni trêve, soit avec les habitants de Rome, soit avec Roger, roi de Sicile, sans le libre consentement et la volonté du pape Eugène. Il s'appliquera selon ses moyens à replacer les Romains sous l'autorité pontificale... Il promet de ne céder au souverain des Grecs aucune terre de ce côté de la mer, et même dans le cas où ce dernier se rendrait maître de quelques portions de l'Italie, le roi s'oblige à faire ses efforts pour l'en chasser. De son côté, Monseigneur le pape promet, en présence des envoyés royaux, d'honorer le roi comme un fils chéri de l'Église, et de lui donner, sans aucune objection, la couronne impériale, lorsqu'il se présentera pour la recevoir. »

Ce traité devait être solennellement approuvé à la diète de Constance, le 23 mars 1153. Il faut y noter une défiance du Grec, commune au pape et à Barberousse. Chez l'un, sentiment légitime de la défense nationale; chez l'autre, expression d'une volonté irréductible de devenir le seul maître en Italie, et de ne pas y souffrir l'autorité rivale du Grec, de ce Manuel Comnène qui avait de très vieilles ambitions dans l'Italie du Sud. Le basileus Comnène et le tribun Arnauld avaient été repoussés, parce que tous deux prétendaient s'allier à la puissance impériale en la restreignant; or Barberousse la voulait sans limite. « Restaurer l'empire romain dans son ancienne grandeur et splendeur », tel est le but du Staufen, selon les expressions mêmes qu'il emploiera dans une lettre au pape. Ainsi

échoueront les combinaisons diplomatico-matrimoniales qu'esquissera bientôt Comnène en vue de faire épouser une princesse byzantine à Barberousse récemment divorcé d'avec Adélaïde de Vohlbourg, coupable de stérilité. Manuel et Frédéric eussent voulu, tous deux, refaire à leur profit l'unité antique. Fort heureusement pour le Saint-Siège, pour la Sicile et pour l'Italie entière, leurs prétentions respectives s'excluaient et se combattaient; la sainte alliance des empereurs n'aurait jamais lieu.

Quoi qu'il en soit, les conséquences premières de l'entente furent bonnes pour la papauté. A Rome, la convention exerça une influence sur les élections sénatoriales; le parti modéré l'emporta sur les Arnauldistes; il s'empressa de rappeler le pape, qui rentra en triomphe dans sa ville (décembre 1152). Malheureusement, Eugène III mourait six mois après, le 8 juillet 1153, avant d'avoir pu achever l'œuvre du rétablissement de la souveraineté temporelle, qu'il était capable de mener à bonne fin. Au moins, son successeur Anastase IV jouit-il des bons résultats de sa politique; durant son court pontificat de dix-huit mois, il n'eut à réprimer aucune révolte († 4 décembre 1154).

La Providence suscita alors un pontife de grande envergure que Grégorovius a justement appelé « le digne prédécesseur d'Alexandre III ». « L'Église romaine, dit à son sujet Voltaire, a toujours eu cet avantage de pouvoir donner au mérite ce qu'ailleurs on donne à la naissance » : l'Anglais Adrien IV était fils d'un mendiant. Intelligent et énergique, il avait eu l'occasion de connaître les Romains au temps où il servait Eugène III : il savait leur turbulence.

Les Arnauldistes couvaient, dans l'ombre, une revanche. La révolte éclata aussitôt l'élection. Adrien se retira dans la cité léonine et déclara qu'il n'en sortirait pas avant d'avoir obtenu la soumission des rebelles et la condamnation d'Arnauld; il excommunia d'ailleurs celui-ci, et pria le sénat de l'exiler. La colère des républicains ne fit que

s'accroître ; ils allèrent jusqu'à attaquer le cardinal Gérard, sur la via Sacra. Intrépide jusqu'au bout, Adrien IV répondit en jetant l'interdit sur la ville. L'interdit, c'était l'arme suprême, si terrible pour les âmes croyantes de ce temps-là ! La mesure fit d'autant plus d'impression que prise à la veille des fêtes pascales. Par l'intermédiaire des sénateurs, le peuple supplia alors le pape de pardonner. Adrien y mit pour condition la soumission ou l'exil d'Arnauld et des Arnauldistes. La réconciliation sembla définitive : le jour de Pâques, Adrien célébrait en grande pompe l'office au Latran. Quant à Arnauld insoumis, il fuyait vers sa Lombardie, lorsqu'à Bricole, dans le Val d'Orcie, il fut reconnu par le cardinal Odon, son compatriote, qui s'empressa de le faire enfermer dans un couvent de Camaldules. Les vicomtes de Compagnatico vinrent bientôt l'en délivrer et le mettre à l'abri dans un de leurs châteaux ; en tous cas, il ne nuisait plus.

Dès octobre 1154, Frédéric le Grand entreprit l'expédition promise à la détresse des Italiens, et plus encore à son propre orgueil. En Lombardie, les guerres communales avaient surtout leur double pivot à Pavie et à Milan. Craignant la puissance de Milan, Barberousse prit parti pour Pavie qui, en conséquence, de papaline devint impérialiste. Frédéric commit dès l'abord une très lourde faute en négligeant de se porter aussitôt sur Milan, son principal adversaire; il commença par démolir Rosati, Trecati, Galiati, pilla Chieri, rasa Tortone, soumit Brescia. Mais il avait laissé aux Milanais le temps de se préparer, il n'osa plus les attaquer. Procédés de condottiere, non pas tactique de grand capitaine : quand on manque le but principal, on a tout perdu.

Cependant Barberousse traversait la Toscane et rapidement s'avançait vers Rome, la ville de la couronne impériale. Établi à Viterbe, Eugène III lui envoie une ambassade qui confirme les bases d'entente posées à Constance et réclame le châtiment d'Arnauld. Entre

Sutri et Nepi, sur le plateau de Campo-Grasso, le pape et l'empereur, « ces deux moitiés de Dieu », se rencontrent. Entrevue impressionnante des deux grandes forces du moyen âge : le vicaire du Christ et son chevalier à l'épée ! Des deux, cependant, le pape demeure le plus grand : d'après la conception médiévale de la personne de l'Église, le pape est l'âme, et l'empereur ne figure que le corps : or le corps doit vivre sous l'obédience de l'âme. Un rite expressif symbolise cette théorie : à l'arrivée du pontife, l'empereur doit venir lui tenir l'étrier et l'aider à descendre de cheval. Mais, parvenu devant la tente de Barberousse, Adrien ne voit pas celui-ci s'approcher pour accomplir le cérémonial. Calme et résolu, il va droit au César et lui signifie qu'il lui refuse le baiser de paix tant qu'il n'aura pas accompli les prescriptions d'usage. Deux jours durant, la discussion se prolonge; on finit par convaincre Barberousse qu'avant lui Lothaire même s'y est astreint : des témoins, des princes allemands l'affirment. Barberousse se soumet, et, devant l'armée et le peuple, consent enfin à accomplir le cérémonial. Toutefois, l'événement avait assez montré quelles étaient les visées du Staufen, et comment il prétendait n'avoir nul supérieur, pas même le pape. Il avait cédé une fois au sujet de la cérémonie symbolique, mais céderait-il souvent dans la pratique?

Le sénat accourait, lui aussi, à la rencontre de Frédéric. Ne représentait-il pas la commune romaine, et derrière elle la Rome antique, la Rome de toutes les grandeurs? L'orateur de la députation le rappela à Barberousse, lui signifiant que son impérialat n'est pas l'absolutisme, mais un pouvoir constitutionnel, endigué par les volontés du sénat électif. « Rome, disait-il, est prête à recevoir honorablement son empereur, s'il vient, comme nous aimons à le croire, avec des intentions pacifiques. Puisse la Ville éternelle recouvrer par ton influence son antique splendeur, comme au temps où la sagesse du sénat et la valeur de l'ordre équestre avaient étendu sa domination des bornes

de l'Orient à celles de l'Occident! Nous avons rétabli le Sénat et l'ordre équestre, pour conseiller et servir ta personne et l'Empire. Écoute cette parole de la reine du monde : Tu étais étranger, je t'ai fait citoyen; tu es arrivé des pays transalpins, je t'ai constitué prince. Le premier de tes devoirs avant d'entrer dans Rome est de t'obliger, par serment, à observer nos lois, à maintenir nos privilèges, à nous défendre même au péril de ta vie contre les Barbares. Tu devras aussi payer aux officiers qui te proclameront au Capitole cinq mille livres d'argent. De plus, tu jureras tes promesses et les signeras de ta main. »

A ces mots, Barberousse s'indigne; il interrompt brusquement la harangue, et réplique : « J'avais souvent entendu vanter la grandeur et la sagesse des Romains; mais tes paroles hautaines montrent bien plutôt une folle arrogance qu'un juste sentiment de la situation de Rome. Ta ville n'est plus ce qu'elle était autrefois : soumise aux vicissitudes des choses humaines, elle obéit après avoir commandé. C'est désormais à l'Allemagne qu'il faut demander l'antique gloire du Capitole, le courage des guerriers, la sagesse du Sénat. Charlemagne et Othon le Grand, dont vos ancêtres implorèrent l'appui, ont chassé d'Italie les Lombards, les Grecs, et les tyrans qui l'opprimaient. Comme leur successeur, je suis le prince des Romains et le maître légitime de Rome. Crois-tu que le bras des peuples germaniques ait perdu sa vigueur? Quelqu'un des vôtres songerait-il à arracher sa massue des mains d'Hercule? Sois assuré qu'avec l'aide de Dieu mes fidèles guerriers l'en feraient bientôt repentir... Sache donc que le prince donne des lois au peuple et n'en a jamais à recevoir de lui [1]. » C'était bien la voix de César.

1. Ces discours nous ont été rapportés par Othon de Freisingen, oncle de l'empereur, et témoin oculaire. (*Gesta Frederici*, II, XXI.) Voir C. DU CHERRIER, *Histoire de la lutte des papes et des empereurs de la maison de Souabe*, t. I, pp. 167-169. Nous empruntons généralement les textes aux traductions courantes.

Le lendemain, après avoir, par précaution, envoyé mille chevaliers occuper la cité léonine, Adrien et Frédéric pénétrèrent dans la ville. Le pape reçoit l'empereur à Saint-Pierre, le conduit au tombeau des apôtres, l'y couronne solennellement au milieu des ovations des soldats allemands (18 juin 1155). Mais le peuple romain semblait moins enthousiaste. Coup sur coup, il venait d'apprendre la réponse altière et despotique du Staufen au Sénat, et d'autre part l'exécution d'Arnauld; en conformité des traités, Barberousse avait arraché le tribun aux vicomtes de Campagnatico; condamné à la peine de mort, Arnauld avait été pendu, puis brûlé sur un bûcher et jeté dans le Tibre, « de peur que le peuple n'honorât ses reliques comme celles d'un martyr ». Amers étaient les dons de joyeux avènement du César allemand. La population romaine se montrait toute prête à s'insurger. Au moment où, après le sacre, l'empereur, couronne en tête, regagnait son camp hors les murs, le Sénat faisait sonner la cloche du Capitole, appelant le peuple à la révolte. Une bande se précipita sur Saint-Pierre, y détruisit la garde impériale qui y était demeurée; une autre, par le Transtévère, envahissait la cité léonine. Déjà, pour l'empereur, c'était le moment de prendre au sérieux sa fonction de protecteur de la papauté : il revient sur ses pas et engage avec les rebelles une lutte dont il sort victorieux, après avoir tué un millier de Romains et s'être emparé de deux cents prisonniers. Digne exploit d'un soir de sacre teuton ! « Tu vois, Rome, dit à ce propos Othon de Freisingen, au lieu d'or allemand on te donne du fer; c'est avec cet argent-là que les Germains achètent une couronne. »

Mais Frédéric manquait de vivres; il dut lever le camp. La malaria acheva de lui ôter toute idée de retour offensif contre Rome. Il ne songea plus qu'à retourner dans son Allemagne, après avoir toutefois saccagé Spolète qui osait bien lui refuser tribut. Rentré à Rome sous la protection de Barberousse, le pape dût en sortir avec lui; il y demeura

juste le temps nécessaire pour couronner son ennemi du lendemain, ce même Barberousse. L'égide impériale protégeait donc bien peu. Pour l'empereur, l'expédition n'avait été qu'un aller et retour rapide, marqué d'une traînée de sang et de ruines. Ses prétentions exorbitantes à devenir seul maître dans la Péninsule, voilà ce qu'elle révélait : les villes de la Haute-Italie n'avaient qu'à se soumettre ou à périr; Rome n'était ni au pape, ni au sénat, mais au seul Staufen; ainsi toute autorité temporelle deviendrait usurpation, hormis celle de Barberousse. Mais ce voyage de revendication des droits n'avait point paru triomphant : quand on affiche de telles prétentions, ne faut-il pas savoir les soutenir par les armes? Et Barberousse, avec ses 6,000 hommes, avait bien fait de-ci de-là des exécutions terribles, il était parvenu facilement à fomenter des haines, il n'avait pas su donner l'impression de la force, ni rien conquérir définitivement. Fiasco matériel, et fiasco moral ! Adrien IV essayait de s'entendre avec les Romains et avec Roger de Sicile. Milan et Plaisance se liguaient en vue de relever Tortone. L'Italie semblait déjà comme un guêpier en révolution.

Personne n'était dompté, mais tous voulaient s'organiser afin d'assurer leur sécurité et leur indépendance. La première, la Sicile avait voulu parer au danger. Dans le temps même où Barberousse faisait son expédition, elle tenta de l'isoler par la diplomatie. En effet, Roger II étant mort au début de 1154, son fils Guillaume I essaya de contracter alliance avec l'autre empereur, le basileus Manuel Comnène. Mais Manuel refusa toutes offres parce qu'il espérait toujours s'agrandir aux dépens de la Sicile; il envoya même une ambassade à Barberousse pour lui proposer le dépeçage à l'amiable de l'Italie du Sud. Ses députés rencontrèrent l'empereur, retour d'expédition. Était-ce bien le moment de penser à attaquer la Sicile? D'ailleurs, l'orgueil du Teuton se refusait à un partage de domination, même et surtout avec les Grecs. Manuel se

retourna ensuite vers Adrien IV et lui fit des propositions d'alliance; volontiers il eût assumé le rôle de protecteur de la papauté, à condition que la papauté fût complice de ses prétentions conquérantes en Italie, et même qu'elle consentît à lui attribuer la couronne impériale.

Mais qu'allait faire Adrien? Telles sont les choses que tout changement dans la situation de l'Italie du Sud aura son contre-coup à Rome. La vraie politique renouvelée de Grégoire VII, celle qu'on aurait dû toujours suivre sur les bords du Tibre, consistait à faire bloc avec la Sicile en vue de s'opposer à tous ennemis extérieurs, Grecs ou Allemands. N'était-ce pas la sauvegarde du pape? N'était-ce pas l'intérêt de Guillaume I[er]? Celui-ci le sentait bien. Brouillé d'abord avec Adrien IV pour s'être fait couronner sans son assentiment, il avait éconduit très vivement le cardinal Henri chargé de lui dire que le pape lui refusait le titre royal; en mai 1155, on le vit même envahir les États de l'Église. Mais attaqué par les Grecs, menacé d'une insurrection intérieure, il comprit vite la nécessité de l'alliance pontificale; il fit des ouvertures au pontife alors exilé à Bénévent par les incorrigibles Romains. A la condition de rentrer en grâce auprès d'Adrien, il lui promettait les villes de Padala, Montefasco et Morcone; il lui assurait des subsides et un contingent. Un moyen inespéré de récupérer Rome, de détruire le péril grec, de conjurer le péril allemand, telle apparaissait l'alliance sicilienne. Adrien IV envoya à Salerne le cardinal Ubald qui entamerait des négociations. Malheureusement, quand celui-ci revint, tout avait échoué par suite des intrigues des cardinaux gibelins, « ces cardinaux fossiles, imbus d'une politique qui comptait ses années par ses échecs ».

Alors, Guillaume fit face à la mauvaise fortune. Il battit complètement les Grecs à la décisive bataille de Brindisi (28 mai 1156), et marcha aussitôt sur Bénévent pour y assiéger le pape. Craignant des représailles, celui-ci

avait fait déguerpir les cardinaux coupables de tout le malheur ! Après avoir soutenu un siège, il dut accepter des conditions normandes non plus favorables, mais très dures. L'accord fut signé à Bénévent, le 18 février 1157. Adrien IV abandonnerait les Grecs, ses alliés de la veille; ce n'était pas un grand sacrifice. On régla ensuite toutes les questions pendantes entre la Sicile et l'État pontifical : le Pape légitima les conquêtes déjà faites par les Normands, reconnut leurs droits sur le duché d'Apulie, le principat de Capoue avec tout ce qu'il comporte *(cum omnibus pertinentibus suis)*, c'est à savoir Naples, Amalfi et Salerme; enfin le Saint-Siège accordait à Guillaume II l'investiture de ses États. En échange, le roi de Sicile promettait un tribut à Adrien; sans doute, prenait-il aussi l'engagement de l'aider à rentrer dans Rome. Somme toute, l'aventure finissait bien : on se débarrassait de l'alliance grecque, on contractait avec les Siciliens une alliance défensive contre tous ennemis extérieurs. Mais que n'avait-on commencé par là?

La diplomatie pontificale déjouait ainsi les projets de Barberousse. Son but inavoué n'était-il pas de s'emparer du royaume des Deux-Siciles ainsi que de la Lombardie, d'enserrer par le nord et par le sud les États de l'Église et de posséder effectivement l'Italie entière? Aussi exprima-t-il des doléances très vives : à l'entendre, par le traité de Bénévent et l'alliance sicilienne, le pape avait violé le traité de Constance et l'alliance allemande: grief mal fondé à coup sûr, car si, à Constance, Frédéric avait promis de ne pas conclure d'arrangement avec les Normands sans l'assentiment du pape, celui-ci n'avait pris aucun engagement semblable. En effet, que Barberousse s'alliât à Roger II, c'était un geste de menace et d'hostilité à l'égard du pauvre État pontifical; mais que le pape s'alliât à Roger II, il n'y avait là qu'une simple mesure de préservation personnelle qui ne devait offenser personne, hormis les mal intentionnés. Adrien IV, par contre, aurait bien

pu se plaindre de ce que l'empereur, son protecteur attitré, n'eût rien fait récemment pour le secourir. Le fameux bras d'Hercule était-il donc infirme?

### 3. L'Opposition des Principes : Besançon et Roncaglia.

Le pape cherchait pourtant à prolonger la bonne entente avec le César allemand; il la sentait désormais précaire. Déjà tendue, la situation s'aggrava considérablement lors de la diète de Besançon que Frédéric tint en octobre 1157. Deux légats pontificaux y parurent, les cardinaux Bernard de Saint-Clément et Roland Bandinelli de Saint-Marc, le futur Alexandre III. Ils apportaient à la diète une lettre de réclamation au sujet d'un crime commis en Allemagne sur la personne d'Eskill, primat de Danemark et de Suède, crime que Barberousse n'avait pas réprimé parce qu'il n'aimait pas Eskill, confident du roi de Danemark et inspirateur de sa politique anti-impériale. Par contre, ancien légat en Scandinavie, Adrien avait pour Eskill de l'estime et de l'amitié; comme pape, d'ailleurs, il ne pouvait pas ne pas protester. Il s'étonnait donc que Barberousse payât si mal le récent cadeau de la couronne impériale : « Souviens-toi, très glorieux fils, avec quelle bienveillance et quelle joie tu as été reçu, il y a quelque temps, par ta mère la sainte Église romaine... Quelle surabondance de dignité et de gloire elle t'a procurée *(contulerit)*, et enfin comment elle t'a fait arriver au sommet de la grandeur en t'accordant la dignité impériale *(insigne coronae beneficium libentissime conferens)*... Du reste, loin de nous repentir d'avoir ainsi accompli tous tes désirs, nous aurions eu plutôt plaisir à conférer à ton excellence des bienfaits *(beneficia)* encore plus précieux, s'il eut été nécessaire... »

Le chancelier Raynald de Dassel, homme perfide, traduisit en allemand devant la diète cette missive pontificale.

Des murmures s'élevèrent lorsqu'on arriva au passage visant le don de la couronne impériale; ils redoublèrent à ces paroles : « Nous aurions eu plaisir à conférer à ton excellence des fiefs *(beneficia)* encore plus importants. » Le chancelier traduisait l'expression ambiguë *beneficia* de la façon la plus provocante; au lieu de dire « bienfait, faveur », il disait « fief, don matériel ». Toute la théorie des prétentions ecclésiastiques sur le temporel était-elle donc ici exposée par le pape à la face même de l'empereur? Les seigneurs allemands le croient. Ils protestent bruyamment, somment les légats de s'expliquer. La discussion s'anime; c'est alors que, dans l'ardeur de la dispute, le cardinal Roland s'écrie : « Eh ! de qui donc l'empereur tient-il l'imperium, si ce n'est du pape? » *(A quo ergo habet si a domno papa non habet imperium?)* Le tumulte devient indescriptible. Othon de Wittelsbach, comte palatin de Bavière, s'élance, l'épée haute, sur le cardinal Roland, et celui-ci n'échappe à ses coups que par l'intervention de Frédéric, qui le couvre de son corps. Barberousse ne se doutait guère que, par ce geste, il sauvait la vie à celui qui, sous le nom d'Alexandre III, deviendrait son plus fameux adversaire, qui le vaincrait et qui l'humilierait à ses pieds.

L'empereur n'en était pas moins profondément irrité. « Si nous n'étions pas de l'Église, s'écria-t-il, vous éprouveriez combien sont lourds les glaives allemands. » Il chassa les légats avec ordre de quitter ses États dès le lendemain. Puis il envoya une lettre circulaire à tous ses vassaux pour rappeler les événements de la diète et protester contre les prétentions papales : « Par l'élévation des princes, disait-il, nous tenons la couronne et l'Empire de Dieu seul; il y a deux sceptres auxquels est confié le gouvernement du monde; mais puisque saint Pierre disait : « Craignez Dieu et honorez le roi », il en a menti quiconque ose soutenir que Frédéric a reçu la couronne impériale des mains du pape à titre de beneficium. » Tout l'orgueil impérial se

trouvait concentré dans cette phrase : pour Barberousse nul supérieur, hormis Dieu, — qui n'est pas gênant.

Adrien pouvait prévoir que ce nouveau conflit était gros de conséquences, qu'il amènerait sans doute une seconde expédition de Frédéric en Italie, et cette fois aux dépens du pape. Cependant, malgré l'opposition des cardinaux gibelins, il n'hésita pas à envoyer aux évêques allemands la plus énergique protestation (décembre 1157). « Nous le disons avec douleur, notre cher fils l'empereur romain Frédéric a fait ce que jamais n'a osé faire aucun de ses prédécesseurs. En effet, lui ayant envoyé deux de nos meilleurs frères, les cardinaux Bernard et Roland, il a paru tout d'abord les recevoir cordialement, mais il a suffi d'un mot : *insigne videlicet coronae beneficium contulimus*, pour qu'aussitôt il entrât dans une violente colère, qu'il proférât contre nous et nos légats des injures impossibles à reproduire, et qu'il chassât nos envoyés de la manière la plus honteuse. On raconte qu'après leur départ, il a défendu à tous ses sujets de venir trouver le pape, et a placé des gardes à toutes les frontières de l'Empire pour faire exécuter, même par la force, son ordonnance. Nous vous demandons, mes frères, de vous montrer comme le rempart de la maison de Dieu, et de ramener le plus tôt possible notre fils dans une autre voie. »

La réponse des évêques allemands témoigna d'un grand étonnement; leur romanisme alors n'était déjà pas sans alliage. « Les paroles de votre lettre, disaient-ils au pape, ont bouleversé l'Empire tout entier, et l'empereur ni les princes n'ont pu les supporter... Cependant nous avons reçu votre parole avec respect, et, conformément à vos ordres, nous avons transmis vos exhortations à l'empereur. Dieu soit loué, il nous a fait cette réponse digne d'un prince catholique : « Nous ne pouvons, ni ne voulons franchir les bornes attribuées à l'Église. Nous sommes prêts à rendre à notre père (le pape) le respect qui lui est dû; mais quant à la libre couronne de l'Empire, nous ne la devons qu'à la

grâce de Dieu *(divino beneficio).* Lors de l'élection, l'archevêque de Mayence a la première voix; viennent ensuite les autres princes; l'archevêque de Cologne sacre le roi, et le pape sacre l'empereur. Hors de là tout est mauvais. Dieu a exalté l'Église dans la capitale du monde avec l'aide de l'Empire, et maintenant c'est dans cette même ville que l'Église veut perdre l'Empire; évidemment, telle n'est pas la volonté de Dieu. On a commencé par une peinture, on y a joint une inscription, et maintenant on veut donner à cette inscription force de loi. Voilà ce que je ne supporterai pas : plutôt déposer la couronne que de la laisser ainsi dégrader avec moi ! L'image sera détruite, l'inscription sera rayée afin que les souvenirs de la désunion entre le sacerdoce et l'Empire ne soient pas éternels. »

Ces dernières paroles demandent explication. Il existait à Rome un tableau rappelant la fameuse scène où l'empereur tient humblement l'étrier pontifical; sous la toile, cette inscription : *(Rex) homo fit Papae, sumit quo dante coronam :* le roi est l'homme du pape, c'est à lui qu'il doit la couronne. Frédéric n'a donc pas encore pris son parti de l'humiliante cérémonie; pour lui ne symbolise-t-elle pas sa soumission au pape? Il veut absolument réduire le rôle du pontife à celui d'un bénisseur surnuméraire qui n'aura qu'à chanter amen sur l'air des électeurs allemands. Barberousse ne doit la couronne qu'à la grâce de Dieu, *divino beneficio,* et non pas au bon vouloir du pape, *beneficio papae.* C'est déjà l'impérialisme sous sa forme la plus osée. Et voilà pourtant ce que les évêques de Germanie appellent une bonne réponse. Les préjugés de race empêchaient leur mentalité de s'adapter à la grandiose conception médiévale; ils rapetissaient le Saint-Empire aux proportions d'une institution nationale. Pour eux, non pas l'Église par-dessus tout, mais l'Allemagne par-dessus tout. *Deutschland über alles!*

Cependant Frédéric préparait une nouvelle campagne

d'Italie. Raynald de Dassel et Othon de Wittelsbach, les deux héros de la diète de Besançon, partirent préparer les voies en Lombardie. En vain, par amour de la paix, Adrien envoie-t-il en Allemagne une lettre où il explique le sens des mots en litige : « Parmi nous, disait-il, le terme beneficium ne s'entend point d'un fief, mais d'un bienfait; conférer *(conferre)* signifie imposer avec les mains, et non investir. » Malheureusement, les légats porteurs de la missive, eurent des aventures; ils cherchent d'abord à Parme, puis à Modène les deux agents impériaux, et naïvement leur expliquent la mission à eux confiée. Avec une bienveillance apparente, les Allemands écoutent leurs confidences, puis ils s'empressent d'envoyer un courrier à Frédéric, le priant de se mettre en garde contre les perfides légats; d'ailleurs l'heure a sonné de détruire la puissance romaine. Aussi, quand, après avoir été dévalisée et retenue dans le Tyrol, l'ambassade arriva à Augsbourg, le baiser de paix, Frédéric le lui donna fort volontiers; mais il demeura bien résolu à faire la guerre. Le mois suivant, il passait les Alpes pour cette fameuse expédition qui devait soumettre Rome et l'Italie. Il comptait faire grand; pourtant, il avouait à son oncle le chroniqueur qu'il se reposait beaucoup sur son génie inventif pour transformer les événements en un beau chapitre d'histoire.

Les cités lombardes demeurent toujours le premier rempart de l'Italie et de Rome. Après le départ de Barberousse, Milan avait repris la tête de la confédération, et visant à l'hégémonie, on l'avait vu détruire Lodi pour assurer sa liaison avec Plaisance et Crême, ses alliées; elle avait aussi rebâti Tortone, détruite par Frédéric. Milan restait donc la grande ennemie de Barberousse dans l'Italie du Nord; elle représentait le principe des libertés communales et de l'indépendance italienne, en opposition aux théories absolutistes du César allemand.

Évitant la faute commise lors de sa première expédition, Barberousse mit aussitôt le siège devant Milan avec

une nombreuse armée. Bientôt la ville atterrée fit des propositions de paix : dans l'attitude la plus suppliante, revêtus d'habits grossiers, l'épée sur la nuque et croix en main, les nobles milanais durent jurer fidélité à l'empereur. Mais celui-ci désirait plus encore; il voulait la victoire de ses principes, il voulait une proclamation de ses prétendus droits sur l'Italie et sur Rome.

A Roncaglia, entre Plaisance et Crémone, il tint dans ce but une diète fameuse. Là, devant les représentants de la Péninsule et de la Germanie, Frédéric prit la parole. Il déclara qu'il aspirait à la paix : nul moyen de l'établir solide que de la baser sur l'unanime entente au sujet des droits impériaux. En conséquence, Barberousse demandait qu'on discutât et qu'on recherchât historiquement l'étendue des prérogatives impériales. Sur le champ, l'archevêque de Milan donne avec complaisance une solution vraiment satisfaisante : « Il a plu à votre grandeur, disait-il, de consulter ses fidèles et les élus de son peuple sur les prérogatives du souverain. Sachez donc que le droit de faire les lois appartient à vous seul, parce que votre volonté est elle-même la loi suprême *(tua voluntas jus est)*, et que la justice et les intérêts de l'Empire sont remis entre vos mains : un ordre, une lettre ou un décret de vous deviennent aussitôt une loi obligatoire pour tous. N'est-il pas en effet de toute raison que le commandement appartienne à celui qui est chargé de nous protéger? N'est-ce pas une juste indemnité des soins du gouvernement? » On eût dit la leçon apprise par cœur.

Des légistes, quatre célèbres docteurs de Bologne, Martin, Bulgare, Hugo et Jacob, ne furent pas moins courtisans. On remarquera que l'un d'eux avait un nom juif; de fait, l'argent a dû jouer un certain rôle dans tout cela, et stimuler les convictions. Au moins le droit romain procurait-il aux légistes des excuses que le code ecclésiastique ne fournissait certes pas au servile archevêque. C'est en invoquant ce droit romain, et notamment les

Pandectes récemment retrouvés à Amalfi, qu'on qualifiait l'empereur de « dominateur du monde entier ».

Les droits impériaux étaient donc illimités. Par quatre lois parfaitement oppressives, les légistes en assurèrent l'intangibilité : loi relative à la constitution des villes dont l'empereur nommait lui-même podestats et consuls; loi touchant les régales qui, appartenant à l'empereur, ne valaient que pour ceux qui les auraient reçues légitimement de lui; loi applicable aux fiefs qui demeuraient inaliénables sans l'autorisation du suzerain, et dont la possession requérait le serment d'homme-lige; loi concernant les guerres privées et enjoignant à tous de jurer la paix publique comme en Allemagne. En conséquence, Frédéric enverrait bientôt dans les villes des délégués chargés de rechercher et de restituer à l'Empire les droits réguliers, de procéder à la nomination des podestats.

La diète de Roncaglia n'apparaît-elle pas comme une réplique de l'empereur aux prétentions prêtées à la papauté lors de la diète de Besançon? Si les décisions despotiques de Barberousse lésaient les cités lombardes, n'y avait-il pas une puissance en Italie dont les principes et les décisions de Roncaglia menaçaient bien davantage encore l'indépendance temporelle, l'Église italienne et surtout la papauté? Les évêques, en effet, étaient aussi par là mis en en demeure, comme les princes et les villes, d'abandonner leurs fiefs, ou de devenir les vassaux directs de l'empereur. Et le pape lui-même, dans Rome, dans les anciennes et nouvelles donations, dans l'héritage de la comtesse Mathilde, que lui restait-il, si l'empereur y revendiquait l'investiture et l'exercice des droits régaliens ! Les évêques italiens, pourvus de fiefs, allaient-ils donc se soumettre pour les garder, comme cela arrivait en Allemagne depuis le commencement du règne de Frédéric, au serment et au service féodal vis-à-vis de l'empereur? Mais alors, ce n'était plus seulement l'Italie qui devenait une province de l'empire allemand, elle-même, par suite, l'Église ita-

lienne devenait sa première vassale, et le pape, dans Rome dépendante de l'empereur, n'était plus que son chapelain. Ainsi la lutte nouvelle qui se préparait entre le pape et l'empereur devenait toute politique, et l'ancien conflit des investitures se transformait en une guerre de l'empire allemand contre l'indépendance italienne[1]. Conjointement unies, la question italienne et la question romaine se trouvaient dès lors posées avec une netteté et une impériosité qui étaient celles mêmes des principes. Le conflit du sacerdoce et de l'Empire, que le premier voyage de Barberousse n'avait fait qu'esquisser, s'aggravait lors du second voyage dans la mesure même où se précisait le dogme monstrueux de l'omnipotence impériale. Contre ce dogme, le pape allait se dresser en tant que défenseur de Rome et de l'Italie; derrière lui se grouperaient toutes les forces vives de la Péninsule, prêtes à faire obstacle jusqu'au bout à l'impérial intrus.

Sur ces grandes querelles nées de la diète de Roncaglia, se greffait un démêlé secondaire, assez âpre cependant, au sujet de la succession à l'évêché de Ravenne. Le pape envoya au quartier général de Bologne quatre légats; ils étaient porteurs d'une lettre visant les décisions de Roncaglia : Adrien réclamait comme territoires pontificaux Ferrare et les possessions de la comtesse Mathilde, autrement dit, le duché de Spolète, la Sardaigne et la Corse. Au nom des droits du Saint-Siège, il demandait que l'empereur n'exerçât sur Rome aucune suzeraineté, qu'il n'y envoyât pas de représentant, qu'il n'y entretînt pas de rapports avec les magistrats. Car, dans la ville apostolique toute autorité ainsi que les regalia appartiennent à Saint-Pierre; en dépit de la diète de Roncaglia, Rome est papale et non point impériale. Barberousse ne partageait nullement cet avis; il ne voulut rien entendre : « Puisque, disait-il, par disposition divine, je m'appelle et

1. ZELLER, *Histoire d'Allemagne*, t. IV, pp. 163-164.

je suis l'empereur des Romains, si je n'ai pas le gouvernement de Rome, je n'ai que l'ombre du pouvoir *(speciem tantum dominationis)*.

En faveur de sa cause, le pape pouvait soulever tout le parti national italien; il n'y manqua pas. En avril 1159, de concert avec le roi de Sicile, on le vit encourager sous main la révolte des Milanais, qui chassèrent les officiers impériaux venus pour élire un podestat. Retenir le plus longtemps possible Frédéric dans la Haute-Italie en lui suscitant des embarras était habile : Milan et Crême vont immobiliser Barberousse et longtemps se rire de lui derrière leurs murailles. D'autre part, le pape devenait de plus en plus Sicilien; les cardinaux gibelins se voyaient décidément évincés; le parti anti-impérialiste, dont l'âme était Roland Bandinelli, l'emportait sans conteste, réclamant avec instance l'excommunication du Teuton.

Si le pape faisait adroitement la guerre à l'empereur, en lui suscitant des ennemis chez lui, dans cette Lombardie où il s'était établi, Barberousse répondait à Adrien par les mêmes procédés; il envoyait à Rome des émissaires chargés de se mettre en rapport avec le sénat et le peuple, et de réveiller le vieux parti républicain. Lui qui avait mis à mort Arnauld, essayait de faire revivre les idées d'Arnauld puisqu'elles pouvaient servir sa politique : ce ne sera pas la dernière fois qu'un empereur tente d'affaiblir ses ennemis en leur conseillant la République. Barberousse réussissait si bien qu'en mai 1159 le pape dut à nouveau quitter Rome et se réfugier à Anagni avec douze cardinaux.

Pour faire échec aux manœuvres césariennes, Adrien se rapproche de plus en plus du parti italien. A Anagni il reçoit les délégués siciliens, les envoyés de Plaisance, de Brescia et de Milan, et engage les villes lombardes à ne pas traiter avec l'empereur sans le consentement pontifical. Pour terminer cette guerre indirecte et diplomatique, présage de luttes plus âpres, le 24 juin 1159, le pape publia le bref suivant contre Frédéric : « La loi divine qui

promet une longue vie à ceux qui respectent leurs parents, menace de mort ceux qui les méprisent ; la vérité dit aussi : quiconque s'élève sera abaissé. Aussi, très cher fils dans le Seigneur, nous sommes grandement surpris de ce que tu ne rendes pas à Saint-Pierre et à l'Église romaine le respect qui leur est dû. Placer dans tes lettres ton nom avant le mien est chose inusitée et inconvenante. Et que penser de la fidélité que tu as jurée à Saint-Pierre quand tu exiges des évêques qu'ils te prêtent serment de vassalité, quand tu interdis l'entrée des villes aux cardinaux, mes envoyés? Réfléchis, réfléchis, nous te le conseillons ; tu as reçu de nous l'onction et la couronne, et en ambitionnant ce qui ne te revient pas, tu pourrais perdre ce qui t'appartient. »

Les réflexions de Barberousse ne le guérirent pas de son orgueil et de son insolence : « A chacun le sien, répondit-il ; je ne méprise pas mes ancêtres desquels je tiens ma dignité et la couronne. Au temps de Constantin le Grand, le pape a-t-il jamais possédé un *regale?* Les *regalia* que possède la papauté, elle les tient de la libéralité des princes. Aussi dans nos lettres à l'évêque de Rome, plaçons-nous, d'après l'ancien droit notre nom avant le sien... Pourquoi n'exigerions-nous pas des évêques serment de vassalité, puisqu'ils possèdent nos *regalia?* Ils doivent ou y renoncer, ou donner à l'empereur ce qui est à l'empereur. Vous donnez une fâcheuse idée de votre humilité et de votre modestie, en exposant à des laïcs de pareils griefs. Nous sommes donc forcé de vous répondre que le monstre de l'orgueil est monté sur le siège de Pierre. » Sous ces lignes pleines d'effronterie et de menace, on devine l'inspiration du chancelier Raynald de Dassel, l'implacable adversaire de la papauté.

Presque au reçu de cette insolence, Adrien IV mourait à Anagni le 1er septembre 1159. Il avait déployé de réelles qualités diplomatiques, et parfois une véritable énergie ; ainsi se montra-t-il lors de sa première entrevue avec Barberousse pour la question de l'étrier. Cependant il lui

manqua parfois cette fermeté qui lui eût permis d'être maître chez lui, et la faction gibeline du Sacré Collège put malheureusement retarder trop longtemps l'alliance sicilienne qui s'imposait; un peu avant sa mort, au reçu de l'insolente réponse de Barberousse, il hésita à fulminer l'excommunication. Il avait été surtout le pape des négociations; ses combats, il les avait livrés dans les diètes, notamment à Besançon. Mais, dans l'état où était parvenue la crise, les théories impériales et pontificales se trouvaient violemment en opposition; il n'y avait plus à discuter, il fallait agir. La cause de la papauté, ses droits sur Rome, aussi bien que les intérêts généraux de la Péninsule, réclamaient un pape énergique, prêt à résister en face au Staufen et à se mesurer avec ce barbare dans un corps corps sans merci. Comprenant combien serait importante cette nomination du futur pontife, Guillaume de Sicile l'avait préparée du vivant même d'Adrien; déjà, dans le traité conclu avec les villes lombardes on agite le problème de l'élection papale. Nul n'était mieux désigné pour devenir le candidat italien que ce Roland Bandinelli qui, à la diète de Besançon, avait si audacieusement nié les droits absolutistes de l'empereur à la face même de Barberousse; dans le Sacré Collège, il était le chef incontesté du parti guelfe; à coup sûr, il serait un lutteur. Deviendrait-il pape, ou bien se verrait-il supplanté par un candidat impérial? Grave question dont dépendait en partie le sort de Rome et de l'Italie. Comme transition des milieux diplomatiques au théâtre des champs de bataille, la lutte allait se porter sur le terrain électoral.

---



## CHAPITRE II

### Les premières Victoires de Barberousse sur Alexandre III.

LES obsèques du dernier pape n'étaient pas sans rapport avec l'élection du nouveau; le scrutin devant s'ouvrir au lieu même des funérailles, sans doute les choses tourneraient-elles tout autrement, selon qu'elles auraient lieu à Anagni, fief du parti sicilien, ou à Rome, fief du parti impérial. Sous la pression du sénat romain, il fut décidé que funérailles et élection se feraient à Rome. Là tout se trouvait préparé pour le triomphe du candidat gibelin : sénateurs, peuple, clergé étaient gagnés. Seul le Sacré Collège faisait exception; mais on était bien décidé à ne lui laisser qu'un rôle intimidé et secondaire.

#### I. La Candidature de l'Antipape Victor et le Conciliabule de Pavie.

Après trois jours de délibération, toutes les voix des cardinaux, sauf trois, se portèrent sur la personne du chancelier Roland Bandinelli (7 septembre). Cependant deux prélats impérialistes donnèrent leur suffrage à un concurrent, le cardinal Octavien. Si Roland était l'élu du Sacré Collège, Octavien se sentait celui de toute une faction. Ne pouvait-il l'emporter de force? Il le crut, se jeta sur Roland que les cardinaux revêtaient du manteau pontifical. Une lutte épique s'ensuivit; l'emblème fut successivement pris et repris. De guerre lasse, les partisans d'Octavien s'avisèrent d'aller lui chercher un autre manteau tout pareil; il s'en revêtit avec une telle préci-

pitation qu'il le mit à l'envers et le haut en bas; mais il le serra bien fort autour de son cou, et s'étant élancé à l'autel entonna le *Te Deum*. Alors les portes furent forcées; soudoyée par les partisans d'Octavien, une bande armée nettoya la place de tous adversaires. Octavien monta sur le siège de Saint-Pierre; comme un dictateur après un coup d'État, ses partisans l'acclamèrent avec frénésie; il était l'élu de la force.

Il ne restait plus au cardinal Roland qu'à s'enfuir et à se réfugier dans la forteresse de Saint-Pierre. Neuf jours durant, il y fut assiégé par les Victoriens; enfin parvint-il à passer dans une tour mieux défendue du Transtévère.

En se prolongeant, la lutte laissait à la vérité le temps de percer. Quand les impériaux écrivirent aux évêques pour les inviter à assister au sacre de Victor IV, ils essuyèrent des refus. D'autre part, mieux renseigné, le peuple se prononçait contre Victor; à son apparition, les cris retentissaient : « Fils de damné, fils de damné », épithète que lui valait en même temps que son rôle d'antipape, son nom de famille qui était Maledetti. Des paroles passant aux actes, le peuple, sous la conduite d'Othon Frangipani, délivra le cardinal Roland toujours assiégé, et le porta en triomphe jusqu'à Nympha au sud de Rome (17 septembre). Le 20, on l'y sacrait sous le nom d'Alexandre III. Ainsi était annulé le résultat du coup de main impérial. Déjà muni de l'excommunication d'Alexandre, Victor parvint sans doute, quinze jours plus tard, à se faire sacrer, lui aussi, dans le monastère de Farfa. Mais l'assistance était médiocre; le meilleur parrain de l'usurpateur se nommait Othon de Wittelsbach, l'agent attitré de Barberousse. Cet Othon prolongeait ainsi le geste de menace qu'il avait esquissé contre le cardinal Roland, lorsqu'à la diète de Besançon, il s'était élancé sur lui, l'épée haute, pour défendre les droits impériaux.

Avec l'audacieuse franchise du bon droit, Alexandre III écrivit aussitôt aux évêques et à l'empereur pour leur

notifier son élévation à la papauté. Barberousse entra dans une si violente colère que, sans l'intervention des ducs Welf et Henri le Lion, il eût fait décapiter sur-le-champ les légats porteurs de la lettre. Il fallut pourtant bien se rendre à l'évidence : en dépit de la pression exercée par les émissaires impériaux, notamment par le comte palatin Othon, la fortune de Victor IV périclitait; l'épiscopat et le clergé se prononçaient en masse contre lui.

Barberousse comprit alors que c'était non par la fureur, mais par l'habileté qu'il pourrait vaincre; il joua au grand impartial, écrivit en toute honnêteté aux évêques de son empire, puis aux rois de France et d'Angleterre, de ne pas se prononcer prématurément entre les deux candidats; ne fallait-il pas que la lumière se fît d'abord sur la ténébreuse affaire? Puis, en qualité de protecteur de l'Église, il décida la réunion d'un concile général qui prononcerait avec pleine justice sur la cause d'Alexandre et de Victor. Il essaya de faire prendre au sérieux par tous cette comédie de la révision; aux rois d'Angleterre, de France, d'Espagne et de Hongrie il demanda avec instance qu'ils envoyassent des prélats au concile.

Enfin, une ambassade composée des évêques Herman de Verden et Daniel de Prague convoqua les deux rivaux, non toutefois dans les mêmes termes; d'Alexandre III on disait le cardinal Roland, d'Octavien le pape Victor. N'était-ce point supposer résolu dans le sens impérial le problème posé? La convocation portée à Alexandre n'en contenait pas moins ces paroles : « Nous vous invitons au nom du Tout-Puissant à assister à ladite cour... Le ciel est témoin que nous ne sommes dirigé dans cette importante affaire par aucun motif de haine ou d'affection personnelle; nous désirons seulement contribuer de tout notre pouvoir à assurer la paix de l'Église. Si vous refusez de vous soumettre au jugement de cet auguste tribunal, Dieu vous verra et prononcera. » Alexandre ne se laissa pas intimider; son élection était absolument valide, il la

déclara indiscutable. « Attaché sincèrement à l'empereur, nous nous étonnons fort de ce qu'il refuse à nous ou plutôt à Saint-Pierre et à la sainte Église romaine l'honneur qui leur est dû. Il a écrit à nous et à nos frères, convoquant tous les évêques de son empire à son camp devant Pavie pour y délibérer sur les divisions qui affligent l'Église. En agissant ainsi, il a oublié la conduite de ses ancêtres, et dépassé les limites de son pouvoir, car il a convoqué un concile à l'insu du pape, et nous y a invité comme l'un de ses sujets... Même les moindres Églises sont mieux traitées par les princes que ne l'est maintenant par l'empereur l'Église romaine. »

L'assemblée de Pavie n'en fut pas moins ouverte, le 5 février 1160, et aussitôt on voulut la dénommer orgueilleusement concile œcuménique; en réalité elle ne fut jamais que le conventicule de Barberousse. Cinquante évêques y figuraient seulement, tous Italiens ou Allemands. Vivement sollicités, les souverains de France et d'Angleterre avaient bien consenti à expédier des envoyés mais uniquement à titre de spectateurs. Devant une telle assemblée de courtisans, Frédéric prononça un discours, émouvant d'impartialité : « Je n'ignore pas, disait-il, qu'en vertu de la dignité impériale, j'ai le droit de convoquer les conciles, surtout à une époque où l'Église court de si grands dangers (comme ont fait Constantin, Théodore, Justinien, et plus tard Charlemagne et Othon), cependant je laisse à votre prudence le soin de décider cette difficile question... Nous vous engageons à vous conduire en cette affaire en ne perdant jamais de vue la responsabilité qui vous incombe devant Dieu. » Sur ce, il quitta l'assemblée par surcroît d'impartialité. En fait, ne savait-il pas qu'il n'avait pas besoin d'être présent pour imposer son avis?

Pourtant, si flagrante apparaissait l'injustice à commettre, qu'il y eut plus de tiraillement qu'on n'avait prévu. Dans l'assemblée, un parti protestataire se forma, com-

posé d'évêques italiens; conscients de leur incompétence, ils demandaient qu'on remît la décision à un concile vraiment œcuménique. Mais, conduite par le chancelier Raynald de Dassel, la faction allemande voulait absolument l'emporter : elle argua qu'un nouveau voyage en Italie serait très coûteux, que d'ailleurs Alexandre, contumace, ne méritait pas de tels ménagements, qu'enfin ce même Alexandre avait eu l'audace de concerter avec les Lombards et les Siciliens une ligue anti-impériale : ce dernier grief s'appuya sur des pièces incontestablement fausses. Promesses aux uns, menaces aux autres, rien ne fut omis. La voix des opposants, on la couvrit; de dégoût plusieurs prirent la fuite, notamment l'évêque même de Pavie. Ainsi se forgeait l'unanimité victorienne et impérialiste. « Sous l'influence d'un terrorisme de plus en plus violent », un récit officiel fut définitivement rédigé, d'après lequel Octavien avait été élu sans conteste évêque de Rome. Quant à Roland, un vil imposteur.

Au concile allemand manquait la fortune de devenir vraiment œcuménique; en frais de miracles, on accomplit encore celui-là. Il n'y avait que quarante-quatre évêques adhérents; pourtant on parvint à coucher, au bas de l'encyclique finale, cent cinquante-trois signatures d'évêques; après quoi, on osa bien ajouter : « Quant aux abbés, archidiacres et prévots, présents ou qui ont donné leur approbation par lettres, impossible de les compter; » on enregistra aussi l'approbation toute imaginaire des rois d'Angleterre, de France et de Hongrie. Jamais imposture ne fut plus grande dans une assemblée, jamais ne se joua plus cyniquement la comédie du concile *(scenae theatralis haec species quamverendi concilii imago)*. On avait demandé à Barberousse de sanctionner l'arrêt conciliaire; avec une profonde humilité, il déclara que simple laïc, il ne pouvait que souscrire au jugement des clercs. Le 12 février, l'empereur allait chercher processionnellement Victor au couvent de San-Salvanda; Barberousse

n'hésita plus cette fois à tenir l'étrier du pape pour l'aider à descendre, il l'accompagna jusqu'à l'autel, lui baisa les pieds. Au milieu de ces démonstrations d'une humilité triomphante, Frédéric pouvait se croire vainqueur.

Pure illusion ! Il avait beau brandir en signe de victoire les cent cinquante-trois signatures épiscopales du conciliabule de Pavie, personne n'y croyait. Inquiets de telles prétentions, les rois de France et d'Angleterre rassemblaient à Londres, à Beauvais et à Toulouse, des conciles, d'une équité implacable, et qui se déclaraient unanimement pour Alexandre. En Espagne, en Scandinavie, à Constantinople on s'élevait contre la flagrante fourberie de Barberousse. Partout où sa main brutale ne pouvait exercer de contrainte, le clergé embrassait franchement la cause romaine, notamment sa partie la plus saine, le clergé régulier. En Allemagne même, un parti protestataire surgissait : l'évêque Eberhard de Salzbourg en était l'âme énergique et agissante; derrière lui se groupaient résolus et combatifs les cisterciens et les chartreux; vainement, Frédéric furieux les chassait-il du royaume; ils n'en faisaient que plus efficacement campagne en faveur du vrai pape. Dans sa ville de Rome, celui-ci recueillait d'ailleurs tous les suffrages; on y chansonnait avec désinvolture l'antipape, voleur fébrile du manteau de pourpre; et bientôt, par toute la chrétienté courut cet impertinent refrain :

Beau fils au manteau retourné
Ne sera pape couronné.

Si bien appuyé par l'opinion, et fort de son droit, Alexandre fulminait l'excommunication contre Barberousse en personne, contre le comte palatin Otton, contre les fauteurs du schisme : « Voulant montrer qu'il soumettait à son pouvoir l'Église de Dieu et la réduisait en servitude, l'empereur a remis à l'apostat Octavien les insignes du pontificat... Ce Frédéric qui ne remplit plus l'office

d'un empereur, mais d'un tyran, le schismatique Octavien et tous leurs principaux fauteurs, nous les avons excommuniés publiquement le jour de la Cène du Seigneur, les cierges allumés, au milieu des prêtres, des nobles et du peuple assemblés dans l'Église. »

Il fallait que nous insistions sur les péripéties de ce fameux conciliabule de Pavie. Dans le conflit du sacerdoce et de l'Empire, le moment apparaît décisif : Victor triomphe-t-il, Rome est livrée à l'Allemagne; par contre, si Alexandre l'emporte, la papauté demeure libre et bientôt, avec l'aide des Lombards, elle tiendra en échec le Teuton vorace. Somme toute, après Pavie, la politique annexionniste de Barberousse semblait perdue devant l'opinion, et Rome pouvait se croire sauvée. Mais le bras du César allemand tenait la massue d'Hercule; il ne se résignerait pas à demeurer inactif tant que la ville impériale ne tomberait pas à sa merci.

## 2. Le deuxième Voyage de Barberousse en Italie : La Prise de Milan.

Pavie avait été un échec moral. Frédéric résolut de s'en venger par un incontestable succès matériel, en s'emparant de Milan, la clef de l'Italie et de Rome, le plus ardent soutien d'Alexandre. Il fit donc venir d'Allemagne une immense armée qui cerna la grande ville lombarde. La tactique de Barberousse, — si l'on peut appeler cela une tactique — consistait à tout dévaster autour de Milan, à brûler les récoltes et arracher les vignes, afin de réduire les habitants par la famine; impitoyablement ceux que l'on prenait portant des vivres aux assiégés avaient la main droite enlevée; en un seul jour, il en fut coupé vingt-cinq.

Intrépides, les Milanais résistèrent durant les années 1160 et 1161; ce ne fut qu'au printemps de 1162 qu'ils cédèrent enfin et capitulèrent sans condition. De l'autre

côté des Alpes, la reddition de la capitale lombarde est restée fameuse comme chez nous celle d'Eustache de Saint-Pierre et des bourgeois de Calais. Installé sur un trône au milieu de Lodi, Frédéric reçut, le 1er mars, les principaux personnages de Milan, l'épée sur la nuque, les pieds nus. « Nous avons forfait, dirent-ils, en prenant les armes contre l'empereur notre maître ; nous lui en demandons pardon, et le prions au nom de Dieu, de saint Ambroise et de tous les saints, d'épargner la ville et de faire paix à ses sujets repentants et soumis. » Impassible *(facie non commutata)*, l'empereur reçut les clefs de la ville. Trois jours après, trois cents chevaliers venaient encore se prosterner devant Barberousse. Enfin le troisième dimanche de mars, la foule des Milanais vint faire amende honorable, tête nue, pieds nus, corde au col, bannières renversées.

Burchard nous a laissé de la scène ce dramatique récit :

« Le troisième dimanche de mars, ils vinrent avec le *caracciolo* ou char de la ville, et avec toutes leurs bannières au nombre de plus de cent. Ils entrèrent en bon ordre dans la ville et s'avancèrent vers le palais de l'empereur qui, assis sur un trône élevé, était aperçu de loin. Les trompettes debout sur le char faisaient retentir leurs instruments d'airain et semblaient entonner les obsèques de leur orgueil mourant et qu'on allait ensevelir ; après avoir fini d'en sonner, ils les déposèrent aux pieds de l'empereur. Après que les Milanais eussent abandonné à l'empereur tout ce qu'ils possédaient, le char s'avança le dernier, et il inclina son mât qu'il tint baissé jusqu'à ce qu'il en eût enlevé l'étendard, et l'eût fait relever pleinement subjugué. Alors tous les chevaliers et le peuple se prosternèrent la face contre terre, pleurant et demandant miséricorde. Un de leurs consuls pérora pathétiquement, et lorsqu'il eut fini son discours, toute la multitude se prosterna derechef, et tendant les croix qu'elle tenait, elle implorait merci par la vertu de la croix avec de grandes

lamentations. Tous ceux qui étaient là furent touchés jusqu'aux larmes, mais la face de l'empereur demeura immobile; enfin, le comte de Biandrate, parlant pour ses anciens amis, excita la compassion en leur faveur et nous fit tous pleurer. Lui-même, la croix à la main, tomba en suppliant aux pieds de l'empereur, et toute la multitude se prosterna de nouveau avec lui. L'empereur seul endurcit son visage et le rendit comme la pierre *(solus imperator faciem suam firmavit ut petram).* »

Le farouche Barberousse ordonna aux Milanais d'abattre leurs murailles et d'évacuer la ville, il les fit camper en quatre villages, puis il décida le pillage et la destruction complète de la grande cité. « C'était là, disait-il, le fait de sa miséricorde; s'il avait agi selon sa justice, il aurait dû leur faire perdre la vie à tous. » Sous l'épouvante causée, se soumirent les autres communes lombardes, Brescia, Plaisance, Crémone, Pise, Mantoue, Vérone, etc. et à leur suite les villes de l'Italie centrale, Bologne, Imola, etc. La victoire de Frédéric paraissait complète. Avec Milan, la clef de Rome même lui était livrée. S'il n'avait pu solutionner la question italienne par la ruse d'une élection simoniaque, tout semblait indiquer qu'il venait de le faire par la force en s'emparant de Milan.

La victoire de l'empereur mettait le pape aux abois. Dès 1161, Alexandre III était rentré à Rome, à la faveur des élections sénatoriales; trois semaines écoulées, devant la menace d'une révolution gibeline, devant celle des troupes impériales, il avait dû quitter la ville. Il erra d'une cité à l'autre, de plus en plus anxieux du sort de Milan auquel le sien était si étroitement lié. Sous la menace toujours plus grande, à la fin de 1161, il s'embarqua à Terracine sur quatre galères, et se rendit à Gênes où il resta plus de deux mois, y faisant les frais d'une correspondance digne et calme comme aux plus beaux jours. Mais après la prise de Milan, Gênes même se trouvait menacée; force fut à Alexandre de la quitter. Il passa en France



où, à Montpellier, l'attendait l'accueil le plus chaleureux.

Alexandre proscrit et Barberousse triomphant ! Il semblait que cette fois l'empereur fût définitivement vainqueur et maître de l'Italie. Barberousse ne se tenait pas d'orgueil et de joie : « qui désormais lui disputerait Rome ? » « Moi Frédéric, signait-il, glorieux, toujours auguste et amplificateur de l'Empire. » Il datait ses lettres selon une chronologie triomphante qui partait de la ruine de Milan, et son oncle, Othon de Freisingen, avouait humblement qu'il ne pouvait « se mettre au pas de ces hauts faits, qu'il sentait son style succomber à la matière devant tant de victoires ».

Pour parachever son œuvre, Barberousse songea à s'emparer du royaume normand de Sicile. Dans ce but, il vise à se faire le centre d'une coalition. Dès les premiers mois de 1160, il travailla à se rapprocher du basileus Manuel Comnène. Composée d'Henri de Carinthie, du protonotaire Henri, et de Richard Polani, fils de l'ancien doge de Venise, une ambassade se dirigea vers Constantinople en vue d'élaborer le plan d'une campagne que les deux empereurs conduiraient contre la Sicile.

Après la chute de Milan, Barberousse s'alliait dans le même but avec les Pisans et les Génois. Déjà on se partage les dépouilles du lion mort : ainsi Frédéric promet-il aux Pisans la moitié de Palerme, de Messine, de Salerne et de Naples ; aux Génois, Syracuse et le Val de Noto ; aux Pisans, dans chacune des villes de l'Italie du Sud une rue avec ses maisons ; aux Génois dans chacun des ports, une rue, une église, un établissement de bains, un four et un entrepôt. Oui, mais il y a loin de la coupe aux lèvres ; en réalité, l'alliance grecque était sans avenir parce que les intérêts des deux empereurs restaient opposés ; leurs ambitions italiennes seraient rivales et non pas conjuguées. Loin de faire la guerre au Sicilien, Manuel allait tenter de le séduire afin qu'il lui concédât un pied-à-terre dans la Péninsule.

Aux yeux de la chrétienté, le concile de Pavie restait une odieuse comédie, et Victor un pape de cour. On le vit bien par l'accueil que reçut en France Alexandre III. Sous sa présidence se tient à Montpellier un concile national auquel assistaient les archevêques de Sens, de Tours, d'Aix, de Narbonne, nombre d'évêques et nombre de princes; derechef on y excommunia Victor à titre d'antipape. Ni le concile de Pavie, ni la prise de Milan ne faisaient donc taire la protestation des consciences.

Alexandre pouvait d'ailleurs compter sur l'alliance des rois de France et d'Angleterre, Louis VII et Henri II, auxquels les ambitions de Frédéric donnaient de légitimes inquiétudes. Alexandre pensait à former contre Barberousse une vaste coalition dans laquelle entreraient non seulement la France et l'Angleterre, mais l'empire grec et le royaume de Sicile, la Hongrie et la république de Venise. Entreprise ardue, à coup sûr, car il s'agissait de concilier les inconciliables pour une œuvre de chrétienté : comment, par exemple, ménager à la fois les intérêts de la Sicile et ceux de l'empire grec? Le succès ne semblait possible qui si les divers États s'oubliaient eux-mêmes pour ne plus penser qu'à la seule cause de l'Église. Mais, — l'Histoire l'a trop souvent montré — la générosité inouïe qui traversa la chrétienté entière lors du concile de Clermont et de l'appel à la croisade, fut un moment unique; la voix d'Alexandre III n'aurait donc pas autant d'écho que celle d'Urbain II. Au moins les craintes sérieuses que la diplomatie d'Alexandre causa à Barberousse, l'obligèrent-elles à ajourner la conquête du royaume normand, et ainsi se trouvèrent compromis les résultats de sa deuxième descente en Italie.

En effet, l'Italie est ainsi faite que pour la maîtriser, il faut la posséder tout entière; qui s'arrête sur le chemin de la conquête tournera bientôt bride. Si l'on veut commander à Rome et dans l'Italie centrale, on doit s'imposer à la fois en Lombardie et en Sicile; l'Italie du Sud n'est

pas comparable à je ne sais quelle Bretagne isolée et sans influence; elle constitue pour l'envahisseur un ennemi lointain, difficile à saisir, et tandis qu'on l'ira traquer, les Lombards n'auront-ils pas beau jeu à s'insurger et à couper les communications?

Aussi, Barberousse eût-il dû sacrifier tout le reste à cette entreprise. Au lieu de cela, il se laissa intimider par les manœuvres diplomatiques d'Alexandre. D'ailleurs, il est probable qu'il ne comprit pas alors la décisive importance d'une si lointaine conquête. Il quitta l'Italie, la croyant subjuguée. Cet homme a des projets gigantesques, mais il ne sait pas en achever l'exécution : lors du premier voyage, il a conquis la Lombardie, mais non pas Milan qui en demeure le centre; lors du deuxième voyage, il prétend avoir dompté l'Italie entière, mais il ne s'est pas approprié la Sicile, son plus redoutable contrefort. On le voit pressé de s'en aller par delà les Alpes à la recherche d'une nouvelle conquête, celle du royaume d'Arles [1]. Jouissant chez lui d'une autorité restreinte et discutée, Barberousse veut absolument être maître chez les autres, dans des contrées qui, géographiquement et moralement, sont incompatibles avec l'Empire. N'apparaît-il pas comme l'incarnation même du génie germain, orgueilleux, imaginatif et rêveur? Avec lui plus qu'avec nul autre, « l'Empire est une épée dont la pointe est partout, dont la poignée n'est nulle part ». Et voilà pourquoi la chute de Milan n'implique pas la mort de Rome et de l'Italie; l'énergie d'Alexandre III peut encore obtenir des triomphes.

Somme toute, par son action diplomatique, ce grand pape parvint à immobiliser Barberousse. Pourtant, il ne réussit pas dans son projet de coalition européenne. Deux causes principales peuvent être attribuées à cet échec :

1. On appelle royaume d'Arles cette partie de la Gaule orientale qui s'étend entre la Saône, le Rhône et les Alpes, et dont la capitale devrait être Lyon.

l'antipathie foncière des Grecs et des Siciliens, et le conflit franco-anglais.

L'aide anglaise constituait alors l'appoint le plus efficace. Les légats pontificaux l'avaient bien compris; ils firent tout pour plaire d'abord au Plantagenet. Or, certaines questions de mariages altéraient alors plus ou moins les rapports d'Henri II et de Louis VII. Veuf de Constance de Castille, celui-ci s'était aussitôt remarié avec Adèle de Champagne, union politique qui vexa le roi anglais. Il y répondit par le même procédé; bien que les deux fiancés n'eussent guère que neuf ans à eux deux, il maria son fils aîné avec la petite Marguerite de France, qui apportait en dot le Vexin. Dans le besoin où ils se trouvaient de faire plaisir au roi d'Angleterre, les délégués pontificaux y donnèrent leur approbation. Le mécontentement de Louis VII fut extrême; Alexandre III n'en tint pas compte suffisamment.

### 3. La Mystification de Saint-Jean de Losne.

Louis fit mine de se rapprocher de l'empereur. Simple geste d'intimidation ! Pouvait-il consentir à une véritable alliance avec le puissant Barberousse, convoiteur du royaume d'Arles? Malheureusement ce qui, dans son intention, ne devait être que discrète diplomatie, devint bientôt, par la faute de son entourage, engagement dangereux dont la France et la papauté auraient pu grandement pâtir. Il existait, en effet, à la cour capétienne un parti germanophile, conduit par le beau-frère même du roi, Henri le Libéral, comte de Champagne, et par Manassès de Garlande, évêque d'Orléans. Or, Henri le Libéral fut précisément désigné pour négocier l'accord impérial; au lieu de l'esquisser, il s'y engagea à fond. On alla jusqu'à convenir que l'empereur et le roi se rencontreraient à Saint-Jean de Losne, que chacun amènerait son pape, et que, choisis dans les deux nations, des arbitres tranche-

cheraient l'affaire. Si Louis VII n'accomplissait pas le traité, Henri le Libéral promettait de passer à l'empereur et de lui faire hommage de son fief.

Frédéric était joyeux; il croyait tenir le succès. Déjà prévoyait-il les résultats de l'entrevue de Saint-Jean de Losne : Alexandre refusant d'y comparaître, la cause de Victor dès lors triomphante, Rome cité impériale sous un pape chapelain de l'empereur. Aussi étaient-ce non seulement les princes et les évêques de son empire, mais encore les rois et seigneurs étrangers que Frédéric invitait à l'Assemblée; la France y serait aussi très représentée; on ne pourrait plus parler d'un concile trop germanique. Sûr du succès, Barberousse faisait dire partout que le Capétien se déclarait disposé à reconnaître Victor IV; il laissait écrire à Henri de France, archevêque de Reims et propre frère de Louis VII, une lettre où l'on annonçait la venue du roi à Saint-Jean de Losne « pour faire solennelle adhésion au pape Victor »; quasi publique et quasi officielle, cette confidence était signée par Raynald de Dassel, le propre chancelier du Staufen. Élargissant encore ses espérances, celui-ci voyait déjà le roi de France joué par l'assemblée, et l'emprise germanique assurée sur le royaume d'Arles; déjà il convoquait près de lui l'archevêque de Besançon « avec les autres fidèles de l'Empire ». A moi, Rome et l'Italie ! A moi, le royaume d'Arles ! pensait Frédéric. Jamais rêve germanique n'avait été plus grandiose.

Or, il arriva d'abord que, fort de la justice de sa cause, Alexandre refusa de venir à Saint-Jean de Losne, comme jadis à Pavie. « Je m'étonne, lui dit Louis VII en le voyant à l'abbaye de Souvigny, je m'étonne qu'ayant conscience de votre droit, vous laissiez passer l'occasion de le justifier par l'exposé public de votre cause. » Alexandre resta inébranlable dans sa dignité; tout au plus accorda-t-il l'envoi de quatre légats pontificaux à seul titre de spectateurs ennuyés. C'était une première déconvenue pour le

roi de France qui, dès lors, pouvait prévoir le succès du pape impérial avec toutes ses conséquences politiques. Il avait voulu effrayer Alexandre et non pas l'abattre.

Déjà inquiet, Louis VII arriva à Dijon où l'attendait Henri le Libéral. Celui-ci de lui expliquer qu'Alexandre refusant de comparaître, la reconnaissance de Victor devenait inévitable, que d'ailleurs si le roi de France n'y adhérait pas, il se verrait forcé, lui comte de Champagne, de passer à l'Empire avec tous ses biens, en raison d'engagements pris envers Barberousse. Louis VII alors voit très clair : il comprend qu'il a été joué par un parti germanique, il pénètre toutes les conséquences funestes qu'entraînerait l'entrevue. Il ne cherche plus qu'à gagner du temps. Au jour fixé, le 29 août, l'empereur paraît sur le pont de Saint-Jean de Losne, n'y trouve personne, y laisse des représentants. A son tour, Louis VII s'approche, mais flairant un piège, il n'envoie sur le pont, lui aussi, que des ambassadeurs. Ceux-ci requièrent des Allemands un délai : leur maître n'a pas connu assez tôt les véritables clauses du traité. Les impériaux se refusent à aucune concession; Louis VII ne s'en retourne pas moins à Dijon; le triomphe de l'antipape s'en trouve retardé et compromis.

Cependant Frédéric tient à son concile, dont il attend de si beaux résultats. Habilement, il utilise les engagements d'Henri le Libéral pour contraindre Louis VII par la crainte. Intimidé, le roi de France accepte; il va jusqu'à offrir en garantie trois grands feudataires de son royaume : le duc de Bourgogne, le comte de Flandre et le comte de Nevers. Ne semble-t-il pas que les intérêts romains et français soient définitivement compromis? Mais le pape est là. Aux procédés d'intimidation de Barberousse il oppose d'autres procédés d'intimidation en négociant l'alliance anglaise; par l'entremise de trois évêques anglais et d'Arnulf de Lisieux, il s'adresse au roi Henri II. Chez celui-ci le sentiment très net du péril impérial domine tous

autres considérants; promettant son secours à Alexandre, il ose bien menacer l'empereur de marcher contre lui avec son armée de Normandie.

Pour le roi de France, perplexité et irrésolution toujours plus grandes. Néanmoins, en vue de faire face à ses promesses, il se rend sur le pont de Saint-Jean de Losne. Il y rencontre le chancelier Raynald de Dassel, et celui-ci lui expose de nouveaux plans, plus impérialistes que jamais, trop prétentieux et trop insolents pour être habiles. « L'empereur et les évêques de l'Empire, dit-il, ont seuls qualité pour juger des élections pontificales; le roi de France et son clergé sont convoqués uniquement pour entendre le prononcé de la sentence impériale et promettre de s'y conformer. » Parler ainsi n'était-ce pas offrir à Louis VII l'occasion de se tirer d'un mauvais pas? Se retournant vers Henri le Libéral, il s'écrie : « Eh bien, comte, vous êtes présent, vous êtes témoin, vous voyez que l'empereur qui, d'après vous, devait se trouver ici, est absent, et que ses représentants viennent devant vous de changer les termes du procès ! — C'est vrai, répond le comte. — Alors, je suis libéré de tout engagement. — Vous êtes libre, réplique Henri. —Vous avez dégagé votre parole, corroborent tous les barons et évêques de l'escorte. » Louis alors de tourner bride. En vain les impériaux le poursuivent, lui criant des promesses : « J'ai fait tout ce que je devais faire », répondait-il en s'enfuyant. Au galop de son cheval, il se dérobait aux prétentions impériales sur Rome et sur le pape [1].

Ainsi se terminait par la défaite de Barberousse l'incident ou mieux la mystification de Saint-Jean de Losne. En exagérer l'importance serait difficile. « Par cette résolution, le roi de France infligea à la cause du schisme un coup, dont elle était condamnée à mourir, d'une mort

1. Sur l'entrevue de Saint-Jean de Losne, voir LAVISSE, *Histoire de France*, t. III, 1re partie, pp. 36-44.

lente en vérité, mais fatale; au milieu de ce siècle que l'on a justement appelé le siècle ecclésiastique, la royauté française venait de renouveler son alliance avec l'Église par un acte sur la portée duquel il était impossible de se méprendre, et de déjouer du même coup les desseins qui voulaient asservir le pouvoir spirituel au pouvoir temporel. Immense fut en Europe le retentissement de la décision de Louis VII; immense aussi la colère de l'empereur qui, paraît-il, alla jusqu'à s'exhaler en vaines menaces contre le roi de France[1]. »

Sans doute le Capétien ne poussa-t-il pas à l'extrême son opposition à Barberousse; ce fut plutôt une résistance passive, la plus conforme à son tempérament, la plus habile aussi. Ne pouvait-il craindre qu'en provoquant ouvertement l'empereur, il ne le poussât vers l'alliance anglaise? Le résultat moral n'en fut pas moins excellent; voyant le parti alexandrin soutenu par la France, nombre de pusillanimes, surtout parmi les clercs, se prononcèrent en sa faveur. On le constate particulièrement dans les régions limitrophes de l'Empire, dans ce royaume d'Arles où l'influence du Staufen et du Capétien ne cessent de se combattre. L'exemple le plus frappant est celui de Cluny, gouverné par un certain Hugues, héritier abâtardi d'un grand nom. Avant Saint-Jean de Losne, il écrivait larmoyant : « L'empereur nous menace de nous enlever tout ce que nous possédons si nous ne nous rangeons pas à son opinion. Les rois de France et d'Angleterre menacent d'expulser tout ce qui tient à nous dans leur royaume si nous n'acceptons l'obédience du seigneur pape Alexandre. Or le corps de l'Église de Cluny se compose de deux parties intégrantes : l'une est dans l'Empire, l'autre dans les royaumes; malheur à nous quelle que soit celle que nous perdions. De toutes parts ce sont pour nous des angoisses comparables à celles de Suzanne. » Et Hugues avait conclu

1. FOURNIER, *Le Royaume d'Arles*, p. 46.

en obéissant sans fierté au voisin le plus menaçant, à Barberousse. Mais au lendemain de Saint-Jean de Losne, tout change; les moines de Cluny chassent cet abbé trop circonspect, d'ailleurs déposé par Alexandre; ils élisent à sa place un abbé fermement romain. Évidemment, un tel cas ne fut pas isolé; se sentant soutenus par la France, les plus timides se découvrirent de la bravoure.

Alexandre III restait le véritable vainqueur. L'empereur, sans doute, voulut prendre sa revanche : le 7 septembre 1162, il tenait à Dôle un grand concile, réduit par l'absence des rois de France et d'Angleterre, à n'être plus qu'un conciliabule germanique. Victor y défendit la validité de son élévation, puis Barberousse prit la parole : « Il avait invité les petits rois (*reguli*, ceux de France et d'Angleterre) à une conférence pour terminer le débat qui déchirait l'Église, mais ils n'avaient pas comparu parce que, au mépris des droits exclusifs de l'empereur romain, ils prétendaient instituer un pape romain et s'arroger une juridiction sur Rome où ils n'avaient que faire. » Le chancelier Raynald de Dassel appuya dans le même sens : que les rois de France et d'Angleterre prétendissent participer à l'élection de l'évêque de Rome, ville impériale, n'était-ce pas aussi exorbitant qui si l'empereur s'arrogeait le droit de participer à l'élection d'un évêque français ou anglais? Raynald répéta cette ridicule comparaison successivement en latin, en français et en allemand afin que personne n'en perdît rien. C'était une nouvelle affirmation des prétentions impériales sur Rome, mais cette fois, les entendeurs changeaient de nom; ils ne s'appelaient plus Alexandre III et les Italiens, mais Louis de France et Henri d'Angleterre; les ambitions romaines de l'empereur allaient-elles donc froisser l'univers entier?

Et par une curieuse aberration, l'échafaudeur de rêves grandioses qu'était Barberousse, rapetissait le Saint-Empire aux proportions d'un domaine national, et la catholicité à celles d'une simple Église impériale. Ainsi pré-

tendait-il briser cette idée d'une chrétienté unifiée, telle que l'aurait voulue le moyen âge. Ces « deux moitiés de Dieu » que devaient être le pape et l'empereur, sa solution de la question romaine les transformait en deux personnages étriqués, l'âme et le corps d'un organisme particulier et non plus de toute la société chrétienne, l'un n'étant plus que le roi d'une Allemagne émiettée, et l'autre le chapelain du premier. Qu'il y a loin des grandes figures d'Adrien et de Charlemagne à celles de Barberousse et de Victor !

---

## CHAPITRE III

### Le Triomphe passager de Barberousse.

Après le coup manqué de Saint-Jean de Losne, la cause de l'antipape ne fit que perdre. La reconnaissance d'Alexandre III par les rois de France et d'Angleterre fortifia en Allemagne même le parti alexandrin groupé autour d'Eberhard de Salzbourg. En vain, Victor IV jeta-t-il l'anathème sur ses adversaires au conciliabule de Trêves (1er novembre); on était beaucoup moins sensible à cet éclat de son pouvoir moral qu'à ses exigences matérielles, à ses levées de subsides. Raynald de Dassel parvenait, sans doute, à convaincre plus aisément les Italiens par un système d'implacable terrorisme : il chassait les évêques dévoués à la cause d'Alexandre, exilait ses parents, confisquait leurs biens. Vers la fin de 1163, l'empereur venait constater lui-même les bons effets de mesures aussi persuasives. De moins en moins victorieux, l'antipape Victor eut l'ingénieuse idée de résoudre la question en disparaissant de la scène : il mourait à Lucques le 20 avril 1164. « Il alla, dit un vieux chroniqueur, impénitent et excommunié, de cette vie en enfer. »

#### 1. La Candidature de l'antipape Pascal et le Conciliabule de Wurtzbourg.

Excellente occasion, semblait-il, pour Barberousse, de se débarrasser d'un inextricable problème ! Depuis trois ans, la défense de l'antipape ne le contraignait-elle pas à patauger dans des conciles burlesques qui avaient déconsidéré le Saint-Empire et le saint empereur, et qui menaçaient de lui mettre à dos l'autre moitié de l'Europe, la France,

l'Angleterre, et peut-être demain l'Italie frémissante sous le joug? Il hésita un moment, et dans son entourage il se trouva des hommes de bon sens pour lui conseiller la réconciliation avec Alexandre, tel par exemple son cousin Conrad de Wittelsbach, archevêque élu de Mayence. Mais, ne l'oublions pas, à propos de l'élection pontificale, toutes les ambitions romaines de Barberousse étaient en jeu, et bellement se trouvaient-elles évincées si Alexandre l'emportait. Alexandre reconnu, adieu sans doute les grands ennuis, mais adieu aussi les projets caressés, la domination sur Rome et la Péninsule : c'était la ruine du nouveau Charlemagne !

On comprend que Frédéric devînt hésitant et perplexe. Quelqu'un cependant l'était moins que lui : le chancelier Raynald. Cet ultra-impérialiste comprenait d'ailleurs que la réconciliation de Barberousse et d'Alexandre causerait sa perte. Il résolut donc de brusquer les événements, et de forcer la main à son maître. A Lucques, il reçoit une lettre de Frédéric lui enjoignant de surseoir à toute élection nouvelle; il ignore systématiquement ces instructions, bien décidé à prétendre qu'il les a reçues trop tard. Le jour même de l'enterrement de Victor, il assemble le Sacré-Collège. Quel Sacré-Collège! Le conclave se composait de deux cardinaux, ni plus ni moins : Guy de Crème, et Jean du titre des Saints-Silvestre et Martin; en plus, deux prélats allemands et le préfet de Rome. A l'unanimité, on élut d'abord Henri, évêque de Liége, qui, peu flatté, refusa. On nomma alors Guy de Crème. Autrefois il avait adapté à la hâte le manteau papal sur les épaules de Victor l'usurpateur; cette fois, il l'accepta pour lui-même, fut sacré par Henri de Liége, prit le nom de Pascal III. Grâce à lui, on verrait les conflits de Barberousse et d'Alexandre se prolonger longtemps encore, et la question romaine demeurer l'âpre souci du monde chrétien.

Sans doute était-il plus difficile encore de faire accepter

Pascal III que Victor : l'anti-papisme peut être un accident, il est dangereux de l'ériger en institution devant une Europe catholique. Dès lors, le parti d'Alexandre gagne de plus en plus ; on voit des personnalités comme Conrad de Mayence passer à lui et saisir l'occasion d'un pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle pour lui présenter ses hommages. Et quand, revenant d'Italie, Raynald de Dassel s'avisera de réunir à Vienne une assemblée des évêques bourguignons, à grand'peine obtiendra-t-il qu'ils ne prononcent pas l'excommunication contre Pascal. Dans cette région du royaume d'Arles, saint Pierre de Tarentaise fait hardiment campagne en faveur du pontife romain. Avec l'audace d'un homme de Dieu, il ne craindra pas d'aller trouver Barberousse lui-même à Besançon, et de le sommer, au nom de la sainte Église, de mettre fin aux horreurs du schisme. Tel était l'ascendant de Pierre de Tarentaise que non seulement Barberousse ne l'inquiéta pas, mais qu'il se sentit contraint par le sentiment populaire de l'entourer d'honneurs [1].

Il était donc nécessaire de frapper un grand coup. Une manifestation s'imposait : proclamer les droits de Pascal dans un grandissime concile qui serait le Pavie de ce nouveau Victor. Peu après son retour d'Italie, Barberousse convoquait la diète de Wurtzbourg (Pentecôte 1165). Mais bien que l'Assemblée fût, cette fois, exclusivement allemande, pas plus qu'à Pavie on n'y put trouver l'unanimité impérialiste. Une imposante minorité parle en faveur d'Alexandre, et dans le sens de la réconciliation. L'accord, disait-on, restait possible ; on le discuta.

Malheureusement, ce diable de Raynald survint le lundi de la Pentecôte, et dans un discours fort habile, montra que, tout au contraire, l'occasion s'offrait unique de faire opposition à Alexandre. En effet, on pourrait être sûr

1. Voir la biographie de saint Pierre de Tarentaise, dans *Acta Sanctorum*, mai, t. II, pp. 320 et suiv.

maintenant de l'alliance anglaise; car Henri II venait de se brouiller avec le pape au sujet du primat de Cantorbéry, Thomas Becket. Prêter un serment général de haine à Alexandre et à ses successeurs, voilà quelle était la conduite opportune. Dans un délai de six semaines après la dissolution de la diète, tous les abbés, prêtres et supérieurs ecclésiastiques, tous les nobles de l'Empire devraient prêter un tel serment sous peine de déposition, de confiscation des biens; voire de bannissement et de mutilation.

Cramponné à ses illusions romaines, l'empereur accepta le projet de son chancelier; mais l'assemblée s'y montrait moins disposée. L'archevêque de Magdebourg apostropha Raynald, lui reprocha de compromettre les autres à fond, alors que lui ne s'engageait qu'à demi. N'avait-il pas toujours différé de devenir prêtre, afin que n'ayant pas reçu le pallium de l'antipape, il pût encore, le cas échéant, se réconcilier avec Alexandre. « Par ce serment, s'écria l'archevêque de Magdebourg, nous brûlons nos vaisseaux, aussi ne le prêterons nous pas, tant que le chancelier n'aura de son côté, coupé le pont qui lui ménagerait une retraite. » Barberousse lui-même trouve l'objection valable, il presse Raynald de céder; celui-ci s'y refuse. Frédéric entre alors dans une de ces terribles colères de barbare qui faisaient tout trembler; à Raynald il reproche d'avoir prolongé le schisme et la guerre, d'avoir exposé les autres en se couvrant lui-même et il lui jette à la face l'épithète de lâche. Force fut à Raynald de se rendre et de consentir à l'ordination. Mais en s'inclinant sur un point particulier, il faisait capituler l'assemblée sur la question de l'antipape; vaincu, il triomphait.

L'empereur, les princes laïques et ecclésiastiques jurèrent; même les absents durent aussi jurer. Barberousse fait campagne en personne à travers l'Allemagne pour imposer à tous le serment de Wurtzbourg; impitoyablement, il destitue les réfractaires et, à son approche, Conrad

de Wittelsbach s'enfuit de Mayence et se réfugie en France près d'Alexandre III. A Wurtzbourg, l'Allemagne entière s'est levée contre le pontife romain ; elle a juré haine non seulement à Alexandre, mais aux successeurs d'Alexandre ; c'est à fond qu'elle s'engage dans le schisme. Voici la guerre conciliaire parvenue à sa phase extrême et provocante ; elle serait maintenant trop bénigne pour satisfaire les passions et les ambitions tudesques ; aussi va-t-elle faire place aux hostilités ouvertes, à l'expédition contre Rome. Wurtzbourg marque cette transition.

Mais, pendant ce temps, que devenait Alexandre? De la France, terre d'asile, il s'était ingénié à former contre Barberousse une coalition européenne où entreraient l'Angleterre, la France, l'empire grec, le royaume de Sicile, la Hongrie et la république de Venise. Projet grandiose, plus grandiose que pratique.

Sans doute, les démêlés d'Alexandre et de Louis VII s'étaient-ils heureusement dénoués à Saint-Jean de Losne ; mais la France ne pouvait marcher seule contre Barberousse, il lui fallait l'alliance anglaise ; or, à ce moment même, Henri II se brouillait plus ou moins avec le pape au sujet du primat Becket. Dans ces difficiles conjonctures, Alexandre tergiversait, il ménageait Henri II, et avec sa franchise un peu rude saint Thomas Becket l'en reprenait hardiment. En vérité, Alexandre n'était-il pas excusable de retarder la solution de la question anglaise, dans l'espoir de résoudre la question de chrétienté [1]? Barberousse d'abord, Barberousse, voilà l'ennemi. Inévitablement, néanmoins, Alexandre se trouvait en délicatesse avec Henri II : dès lors, plus d'alliance anglaise,

1. D'ailleurs, l'heure venue, Alexandre III parlera ferme. Après le meurtre de saint Thomas Becket, il imposera à Henri II des conditions très dures : renonciation aux constitutions de Clarendon, reconnaissance des droits du pape sur l'Église d'Angleterre, augmentation des privilèges et des domaines de l'archevêque de Cantorbéry, et enfin la pénitence publique.

et sans alliance anglaise, pas d'alliance française nette et effective.

Restait Manuel Comnène. Certes, il s'affirmait partisan de la guerre à Barberousse, et il ne tint pas à lui que l'entente générale ne se fît contre le Staufen. Par ses désirs de conquêtes en Italie, comme par ses prétentions à ressaisir la dignité impériale, il était l'antagoniste naturel du Staufen; ainsi le chroniqueur grec Kinnanos revendique-t-il pour le seul basileus le droit d'intervenir dans le choix du pape. Manuel caressait l'espoir de gagner à ses idées Alexandre et aussi les cités italiennes; on le voit intriguer auprès de Venise, de Pavie et de Crémone pour obtenir leur aide contre l'empereur, auprès de Pise et de Gênes pour extorquer leur neutralité. Mais toutes ces manœuvres devaient se heurter, en définitive, au veto formel de Guillaume de Sicile, qui se souciait fort peu de voir un rival puissant s'installer en Italie; s'embarrasser de Manuel pour se débarrasser de Barberousse, il ne le voulait pas.

Pourtant le basileus ne se découragea pas. Vainement, Barberousse déchaînera-t-il les Hongrois sur l'empire grec en vue d'opérer une diversion; vainement enverra-t-il une ambassade à Constantinople pour sommer le Comnène d'obéir au Staufen, seul empereur; Manuel continuera d'intriguer. Par les moyens les plus insinuants, il s'ingéniera à gagner les bonnes grâces d'Alexandre III. Le premier avant plusieurs autres, on le verra jouer la comédie de la réconciliation religieuse : en 1166, un concile politique se tiendra à Constantinople, favorable à l'Église romaine, de même plusieurs théologiens sont alors chargés de rédiger des écrits patronant l'union des Églises. Bientôt Manuel enverra à Rome le sébaste Jourdain, fils de Robert de Capoue, afin de négocier directement avec le pape la cessation du schisme. Il lui offrait aussi de très fortes sommes, capables d'attirer à l'alliance pontificale l'Italie entière. Les Comnènes allaient-ils donc jouer à l'égard de la papauté du XII<sup>e</sup> siècle, le même rôle

sauveur que les Pippinides à l'égard de celle du VIIIe? Par là, n'auraient-ils pas droit, eux aussi, à obtenir un renversement des influences, et à transférer l'empire des Staufen persécuteurs aux Comnènes protecteurs?

Tel était certainement le but grandiose de Manuel. Quoiqu'il en pensât, Alexandre ne crut pas qu'à un moment si angoissant, tant de bonne volonté dût être repoussée; d'accord avec le sacré collège, il envoya donc à Constantinople, Ubald, cardinal évêque d'Ostie, et Jean, cardinal du titre de Saint-Jean et Saint-Paul.

Mais, le difficile était de s'assurer le consentement des Siciliens qui, non sans raison, flairaient toujours dans le Grec l'envahisseur. On verra Manuel essayer d'amadouer le nouveau roi Guillaume II, en lui proposant la main de sa fille Marie, son unique héritière. N'était-ce pas offrir au Sicilien le trône même de Constantinople? Ainsi, semble-t-il que, par l'éblouissement de ses propositions, Manuel ait eu le don d'attirer à lui ceux qui eussent dû s'y sentir le moins portés. Pourtant il finira par se heurter à des défiances italiennes irréductibles.

Ainsi, de l'extérieur, nul secours direct et effectif pour la papauté. Les temps fuyaient déjà où les dévouements s'offraient sans arrière-pensée calculatrice; moins d'un siècle auparavant, on entreprenait l'héroïque entreprise de la croisade de Jérusalem; maintenant la croisade de Rome restait sans chevaliers. Ce n'est pas du XVIe siècle et du cardinal de Richelieu que date la politique réaliste.

Le seul et véritable appui ne pouvait être qu'en Italie : les intérêts de la papauté ne se trouvaient-ils pas étroitement unis à ceux des villes du Nord et de la Sicile? Vaincre ensemble ou périr ensemble, tel était l'implacable dilemne. Le mécontentement n'avait cessé de grandir dans l'Italie du Nord; depuis la ruine de Milan, sous la haute direction de Raynald de Dassel les officiers impériaux s'ingéniaient à rendre odieux le joug étranger; ils prélevaient d'énormes taxes, imposaient monnaie et papes impériaux, faisaient

construire des forts allemands par les malheureux Italiens, bref en tout abusaient insolemment de la victoire. Lorsque après l'incident de Saint-Jean de Losne, Frédéric était venu dans la Péninsule, les vaincus avaient bien essayé de l'attendrir sur leur sort ; on vit les Milanais l'attendre près des ruines de leur ville sous la pluie d'une froide et longue nuit de novembre, puis se jeter à ses pieds, en tendant vers lui des croix de bois suppliantes. Frédéric les renvoya à son chancelier qui consentit à leur octroyer une amende de 800 marcs : on n'est pas plus Teuton ! Même succès pour les députés de la marche véronaise : Frédéric ne marqua son passage que par l'ordre de faire raser Cortone.

Sous le poids d'une pareille oppression, un cri général d'indignation s'éleva. Au début de 1164, les quatre villes de Vérone, Trévise, Padoue et Vicence, situées dans la Marche au delà de l'Adige, forment, sous la protection de la république de Vénise, la ligue véronaise, la première des confédérations communales, et le prototype de la fameuse ligue lombarde. Agissant isolément, les cités italiennes et Milan elle-même n'avaient pu être pour Rome une défense suffisante, les ligues allaient constituer un rempart solide où se briserait la furie farouche de Barberousse. L'exaspération suprême causée par les exactions allemandes avait engendré une certaine entente en cette Italie, qui était pourtant la terre classique de l'individualisme et du condottierisme. Rome allait beaucoup en profiter.

D'ailleurs, les Romains eux-mêmes redemandaient Alexandre III. Quand en 1165, Christian de Mayence entreprit une expédition en Campanie dans le but de frayer vers Rome un chemin à Pascal III, il rencontra l'opposition de l'armée normande, commandée par Richard de Saye et Gilbert de Gravina. Bientôt on voit Normands et Romains donner la chasse aux impériaux ; ainsi était-ce non pas l'antipape, mais Alexandre III qui allait rentrer

dans la cité de Saint-Pierre, à la prière de ses sujets. Il s'embarque à Mauguio, en août 1165, échappe aux croisières des Pisans, Génois et Provençaux, qui essaient de lui barrer la route, débarque à Messine, puis de là par Salerne, Gaëte et Ostie, gagne Rome sous l'escorte des Normands. Le 23 novembre 1165, il rentrait dans sa ville au milieu de l'enthousiasme des populations, bannières déployées. A la vérité, sa situation dans Rome ne cessa pas d'être assez difficile : la turbulence n'est-elle pas une maladie chronique des Romains? et d'ailleurs le parti impérial y intriguait; Raynald y répandra à pleines mains l'or corrupteur. Cependant deux ans durant, Alexandre se maintint dans cette cité volcanique; il évitait avec soin de porter atteinte aux libertés publiques; contre l'or allemand il luttait avec de l'or sicilien, voire avec de l'or grec.

## 2. La Prise de Rome.

Malheureusement le Normand Guillaume Ier mourait le 17 mai 1166, laissant la couronne à un enfant mineur, du nom de Guillaume II le Bon. En Sicile, ce fut l'occasion de luttes intestines. Pour Barberousse qui voulait absolument atteindre Rome, n'était-ce pas le moment d'intervenir et de pousser jusqu'au fond de la Péninsule? Lutte à main armée contre le Vicaire du Christ, lutte sacrilège, propre à révolter les âmes croyantes.

Aussi Barberousse crut-il bien faire de rehausser d'abord l'Empire par un acte quasi-divinisateur. La grande figure de Charlemagne dominait le moyen âge, et, embellie par la légende, elle hantait les imaginations; Frédéric résolut de lui procurer les honneurs de la canonisation. L'éclat n'en rejaillirait-il pas sur l'institution impériale et sur Barberousse particulièrement? Alexandre III avait récemment élevé sur les autels Édouard le Confesseur et Canut le Grand; Frédéric ne pouvait-il, lui aussi, canoniser? Le jour de Noël 1165, à Aix, en présence de l'empereur, de

l'impératrice et de toute la cour, les ossements de Charlemagne furent tirés de leur sarcophage de marbre et exposés au milieu de la chapelle. Raynald de Dassel, le vrai pape de l'Église impériale, prononça alors la solennelle canonisation du grand empereur.

Combien Barberousse était fier de l'effet produit ! De toutes les scènes à effet qu'il avait provoquées, nulle plus éclatante que cette exhibition de l'ancêtre, de « l'illustre prédécesseur », qui, des marches de Germanie à celles d'Espagne, avait émerveillé la chrétienté.

Roncevaux ! Roncevaux ! Dans ta sombre vallée
L'ombre du grand Roland n'est donc pas consolée?

Ce Staufen semblait ignorer qu'entre Charlemagne et lui un abîme se creusait. Charlemagne, c'était le grand convertisseur et le grand civilisateur de peuples; absorbé par ses luttes contre les pontifes, Barberousse, lui, laissait à d'autres, à un Henri le Lion, duc de Saxe, à un Albert l'Ours, margrave de Brandebourg, le soin d'élargir les frontières de la chrétienté. Charlemagne, c'était le sauveur de Rome, le bras droit de la papauté, magnifiquement récompensé par le couronnement de Noël de l'an 800; qu'avait-il de commun avec le faiseur d'antipapes, anathématisé par Alexandre III? Au moment de cette burlesque canonisation, si ces os avaient pu se rapprocher, se joindre, se dresser comme une apparition vengeresse, n'auraient-ils pu crier à Barberousse : Parjure à tes engagements, ennemi du pape, poison de la chrétienté, sors d'ici, tu es excommunié !

Après cette théâtrale cérémonie, le nouveau Charlemagne se mit en devoir de préparer l'expédition sacrilège. Son triple but visait en même temps Manuel, Alexandre III et Roger II : au Grec, il voulait reprendre Ancône, au pape arracher sa tiare, du Sicilien conquérir le royaume. Dans le cours de l'année 1166, il rassemblait une forte armée. Milan manquait pour défendre l'accès de l'Italie.

Cependant, dans le Tyrol, sur le passage de l'empereur, se trouvait Salzbourg, occupée par l'archevêque Eberhard, le champion allemand d'Alexandre III. Impérieuses sommations du Staufen, refus énergique du prélat guelfe. Il fallut qu'à la diète de Laufen, Frédéric le mît au ban de l'Empire; ensuite, « de petits seigneurs, ou plutôt de petits brigands » se chargèrent de réduire la place; après une héroïque résistance, Salzbourg fut prise et livrée aux flammes. Frédéric franchit le Tonnal, et débouche près de Brescia, qui fièrement lui refusa des otages. A Lodi, il tient une assemblée où Pascal III reçoit l'hommage des princes et des podestats; comme l'Allemagne, l'Italie devait donc adhérer au schisme impérial.

Cependant, déjà des résistances s'esquissaient, tendant à se concerter. Jadis gibeline, Crémone groupait autour d'elle Mantoue, Bergame, Brescia et bientôt Plaisance. On apprenait que les proscrits milanais avaient en vain imploré l'impériale clémence. « Les malheureux purent voir, dit un chroniqueur, qu'ils auraient encore plus à souffrir que dans le passé. » Devant de tels procédés, le sentiment italien s'exaspère. Soudain, les villes récemment unies complotent de rebâtir les murailles de Milan; bientôt les proscrits rentrent; à moitié reconstruite, la capitale lombarde est bientôt assez forte pour imposer à Lodi tremblante l'adhésion à la Ligue. Ainsi, le premier effet de l'apparition de Barberousse était-il de reformer la coalition des haines contre l'intrusion germanique.

Pourtant, il résolut de passer outre. Dédaignant ce mouvement communal, il s'enfonça au cœur de la Péninsule. Jadis il avait cherché la solution à Milan, aujourd'hui il la voulait à Rome. Il sectionne son armée : conduit par les chanceliers Raynald et Christian, un premier corps se dirigera sur Rome à travers la Toscane; placé sous son commandement personnel, l'autre longera l'Adriatique dans le but de prendre Ancône; les deux troupes opéreraient d'ailleurs leur jonction sous les murs de Rome.

L'expédition d'Ancône ne réussit pas; mais l'armée des chanceliers, composée de 1,600 chevaliers et de Brabançons féroces, eut plus de succès. Ils commencèrent par s'emparer des châteaux de la campagne, entre autres Tusculum. Puis, les deux chanceliers, ces archevêques hommes de guerre, s'abouchèrent avec les Romains en vue d'un armistice. Très disposés à se défendre, les Quirites répondirent que l'empereur leur avait sans doute envoyé ces deux archevêques pour leur chanter la messe, mais qu'eux se disposaient à leur « donner une autre chanson ». N'était-ce qu'une fanfaronnade? On dut bien se convaincre du contraire quand on les vit faire une violente sortie et culbuter le corps des Brabançons. Mais Raynald tenait sous ses ordres cinq cents chevaliers armés; au cri de guerre : « le Christ nous est né, *Christus der du geboren* », le voilà qui s'élance à leur tête; les Brabançons se reforment, les Romains plient; on les poursuit, on les disperse, on les massacre comme un vil bétail *(sicut pecora jugulati)*. Carnage épouvantable. Au dire du chroniqueur, nombre de Romaines demeurèrent veuves, faute d'hommes pour remplacer leurs maris *(quod defecissent viri habitatores urbis)*.

Le découragement s'empare des Romains. N'osant plus courir aux remparts, ils préfèrent se retrancher à l'intérieur de la ville dans les rues et derrière les monuments. Tenir jusqu'au bout, tel est le mot d'ordre d'Alexandre III. Lui-même se réfugie à Sainte-Marie-in-Turri barricadée jusque devant l'atrium de Saint-Pierre; il se fait l'âme de la résistance. Guillaume II, son fidèle allié, ne l'abandonne pas; deux vaissaux siciliens remontent le Tibre, et les ambassadeurs du roi normand parviennent jusqu'à Rome; ils remettent au pape d'importants subsides, ils lui offrent même de l'emmener à la cour de Palerme. Refus héroïque : où est le péril, c'est là qu'Alexandre veut rester.

L'aide sicilienne ne demeura pourtant pas inutile;

grâce à elle, d'importantes sommes d'argent purent être distribuées aux défenseurs.

Pourtant la partie était vraiment trop inégale. Sans grande difficulté, par la porte Viridaria, Frédéric pénètre dans la cité léonine; le 29 juillet il ordonne de mettre le feu à Sainte-Marie-in-Turri; à travers les flammes, un chevalier, Frédéric de Rothenbourg, le propre neveu de l'empereur, se glisse jusqu'à la porte même de Saint-Pierre, où une inscription en argent rappelle la donation de Constantin; le Staufen la frappe avec sa hache, la donation de Constantin vole en éclats. Brutal symbolisme des spoliations sacrilèges ! Les Teutons pénètrent dans l'église, ils poursuivent et tuent, jusque dans la crypte des saints Apôtres, les Romains fugitifs. Sept siècles plus tôt, devant les flots des barbares envahissant Rome, on se trouvait en sécurité dans ces lieux sacrés.

Alexandre III avait pu s'échapper, traverser le Tibre, se réfugier dans le Colisée, transformé en forteresse. Au pape vaincu, Frédéric fit porter des propositions de paix : Alexandre et Pascal abdiqueraient et on procéderait à une nouvelle élection. Même dans les circonstances les plus difficiles, n'avoir jamais renié ses droits, voilà ce qui fait la grandeur d'Alexandre III : ici comme à Saint-Jean de Losne, il refusa toute discussion, et déguisé en pèlerin, par Terracine et Gaëte, gagna Bénévent. Grâce à cette résistance qui se dérobe à tout compromis, la victoire impériale n'était pas définitive. En vain Barberousse s'attachait-il un instant les Romains en flattant leurs passions politiques, en reconnaissant leur sénat et leur république; en vain proclamait-il Pascal III pape légitime, et se faisait-il couronner solennellement par lui avec l'impératrice Béatrice : Alexandre III restait toujours là pour protester contre cette violation de la papauté et contre cette violation de Rome.

D'ailleurs, Dieu lui-même se chargea d'intervenir. Dès le lendemain du sacre, le 2 août 1167, la peste éclatait

dans l'armée impériale avec une vigueur inouïe. « La mort fauche partout. Rome est dans le silence et notre gloire allemande gît abattue », s'écrie un poète impérial :

*Sic ubi Roma tacet, gloria nostra jacet.*

Seul ou presque seul, l'empereur reste debout, comme si la Providence voulait le forcer à contempler l'horreur du châtiment :

*Solus sanus erat, nescio quo munere, Caesar.*

Dès le 6 août, il ordonne la retraite. La peste monte en croupe avec ses guerriers, vrais hussards de la mort. « Le cheval, l'homme sont frappés, exhalant la peste, la portant partout sur leurs pas. »

*Fetet equus, plus fetet homo, fetet quoque vestis,*
*Fetet iter nimium, fetet ubique domus.*

Comme touchés du doigt de Dieu, voici terrassés deux grands coupables : Raynald de Dassel, l'auteur responsable de l'élection de Pascal, Frédéric de Rottenbourg, le violateur de Saint-Pierre de Rome. Dans cette épouvantable déroute, tous les contemporains virent une divine revanche ; Jean de Salisbury, Thomas Becket évoquaient l'ange exterminateur, frappant l'armée de Sennachérib : « Le Seigneur a brisé le marteau de l'impie ; il a envoyé un ange de mort pour frapper princes et capitaines dans le camp du roi Assur ; et lui, tout honteux, rentre dans son pays. »

Le 12 septembre, Frédéric arrivait à Pavie ; mais, à l'entrée de la Lombardie, voici que l'attendent de nouvelles difficultés. Pressé de parvenir à Rome, Barberousse avait dédaigné la ligue véronaise ; maintenant elle se dressait devant lui comme un vivant rempart, comme les lointaines murailles de la Rome papale, prêtes à l'encercler. Dans toute l'Italie du Nord, effervescence inouïe. Dès le 1er décembre la ligue s'agrandit, groupant non seu-



lement les cités de la Marche véronaise, mais celles de la Lombardie; même Milan et Lodi oublient leurs vieilles haines. Tous les citoyens de quatorze jusqu'à soixante ans jurent fidélité à l'alliance patriotique; point de trêve avant qu'on n'ait obtenu la liberté; c'est une formidable coalition de l'indignation italienne contre les exactions impériales.

En vain, Barberousse essaie-t-il de faire campagne et d'envahir le territoire milanais. Repoussé par des forces supérieures, il se voit menacé dans Pavie. Bien vite il se réfugie sur les terres de son allié le marquis de Montferrat. Impossible d'aller plus loin et de franchir les Alpes, dont le comte de Maurienne, Humbert III, garde tous les défilés. Au lendemain de la prise de Rome, voici donc l'humiliation suprême : l'empereur du monde cerné au pied des Alpes par de petits adversaires !

Il ne dut qu'à la ruse la possibilité du retour. Au monastère de la Grande-Chartreuse, inébranlablement fidèle à la cause romaine, vivait un parent de l'empereur, peut-être son frère naturel, du nom de Thierry. Il alla se jeter aux pieds de Barberousse : « Nul salut, lui dit-il, que dans un accord avec Alexandre. » Frédéric feignit de se rendre à se bonnes raisons; il convoqua près de lui trois Romains déclarés : le prieur de la Chartreuse, l'évêque de Pavie, et l'abbé de Cîteaux; il allait s'en remettre à leur avis. Durant ces pourparlers, au prix d'importantes concessions, le marquis de Montferrat avait enfin obtenu du comte Humbert de Maurienne, un libre passage pour Barberousse. Aussitôt, celui-ci de changer d'attitude : aux trois conseilleurs ecclésiastiques qu'il avait fait mander, il répond par des sarcasmes, affirmant que jamais il ne traitera avec eux, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'un ange du ciel, ou qu'ils n'aient le pouvoir d'opérer des miracles, de guérir les lépreux, ou de ressusciter les morts.

Telle était donc la bonne foi du plus chevaleresque des Teutons ! Par le col de Suze, avec les débris de sa grande

armée, il repassa les monts, rentra dans son Allemagne d'où jamais il n'eût dû sortir. Hélas ! ces terribles aventures ne lui avaient pas encore enlevé ses prétentions sur l'Italie !

Les yeux de Barberousse restent, en effet, tournés vers Rome comme vers la proie toujours plus convoitée à mesure qu'elle paraît plus difficile à saisir. Un homme s'était montré l'incarnation même des visées dominatrices de l'impérialisme, et l'agent aussi actif que passionné de la guerre contre le Romain Alexandre III : Raynald de Dassel. A Barberousse, il fut ce que serait plus tard Nogaret ou Dubois à Philippe le Bel ; les privilèges impériaux devenaient pour lui texte d'évangile, et volontiers, il eût donné au pape, avant la lettre, un soufflet d'Anagni, brutal, retentissant et décisif. Or, Raynald, mort, avait été remplacé, comme archevêque de Cologne, comme chancelier et comme conseiller le plus écouté de Barberousse, par sa doublure, Philippe de Heinsberg. Élève du feu chancelier, Philippe de Heinsberg se proclame, lui aussi, le dévoué partisan de l'impérialisme, prêt à le défendre par tous les moyens, par les armes, s'il le faut : car, de même que Raynald, Philippe de Heinsberg, archevêque, porte volontiers l'armure, du moment qu'il s'agit de combattre pour l'Allemagne et contre Rome.

Inspiré par un tel homme, Barberousse maintient sa politique anti-alexandrine. Dans tous les évêchés, à Brême, à Salzbourg, il patronne des candidats schismatiques. Le voilà qui soutient son vieux rival Henri le Lion contre des sujets révoltés et contre Albert l'Ours, margrave du Brandebourg ; et ce, dans le but de l'attirer et de grouper ainsi toutes les forces vives de l'Allemagne au profit de ses projets romains : car l'intérêt n'est pas en Allemagne, il est en Italie.

D'autre part, Frédéric essaie toujours d'attirer les rois de France et d'Angleterre à Pascal III. Ce pauvre antipape résidait dans la cité léonine, menant une vie assez

terne sous la surveillance protectrice d'un préfet impérial : regarder agir la république romaine et se taire bien humblement, tel était pour lui le mot d'ordre. En septembre 1168, il s'éteint dans sa morne insignifiance. Mais le pontife impérial ne doit pas mourir; n'y va-t-il pas du succès de Barberousse en Italie? L'antipape est mort; vive l'antipape! Frédéric se hâte de faire élire, sous le nom de Calixte III, Jean, abbé de Struma et cardinal évêque d'Albano : il sera la troisième marionnette pontificale au service des visées dominatrices du Staufen. Bien plus, voulant assurer la survivance de telles ambitions, à la diète de Bamberg en 1169, il obtenait l'élection de son jeune fils Henri comme roi des Romains, puis le faisait couronner solennellement à Aix-la-Chapelle.

Et cependant, — anomalie apparemment étrange, — au lendemain même de l'élection de Calixte III, il envoyait au vrai pape une ambassade chargée de négocier avec lui la fin du schisme. A Veroli, petite ville de Campanie, les médiateurs communiquèrent à Alexandre les propositions de Barberousse : reconnaissance des ordinations et consécrations faites par les antipapes, ajournement de la question du schisme. « Être forcé d'accepter aucun pape à l'exception de Pierre et des autres qui sont dans le ciel », il s'y refusait. « Après lui, quand le pape aurait ordonné comme empereur son fils aîné et requis les évêques catholiques de lui donner l'onction royale, celui-ci obéirait au Saint-Siège. » Ainsi tout revenait à proposer qu'Alexandre tolérât le schisme, acceptât les schismatiques, sans être lui-même accepté comme pape. En s'appuyant sur de vagues promesses impériales, — ne savait-on pas ce qu'elles valaient? — Alexandre ferait donc sa paix avec l'empereur; il abandonnerait ses alliés de l'Italie du Nord, tandis que Barberousse foncerait sur eux, sur ce rempart de Rome et de la papauté. Dupe, dupe et demi, Alexandre ne voulut pas l'être; en guise de réponse simple et franche, il accentua ses dispositions dans une lettre aux cités du

Nord. « Il bénissait, consacrait la Ligue, et la prenait sous la protection particulière de l'Église ; » au patriarche de Milan, il ordonnait de frapper d'interdit toute ville agissant contre la Ligue. Pour ses chefs, inviolabilité absolue ; leur désobéir, c'est insulter la sainte Église. Ainsi Alexandre montrait-il qu'il avait bien compris le sens de l'ambassade impériale : puisqu'elle avait voulu séparer le pape de la Ligue, ne révélait-elle pas des projets guerriers plutôt que des dispositions pacifiques?

Non, ce n'était pas le moment d'abandonner les Lombards. Ils s'affirmaient comme une force véritable et unifiée au service des intérêts romains et italiens. A l'exception de Pavie, toutes les villes, oubliant leurs querelles, se groupaient dans l'ardeur d'un patriotisme nouveau et généreux. Entre le Tanaro et le Pô, la Ligue construit une forteresse solide avec des murailles épaisses et des fossés profonds. Appellation bien expressive, on la nomma Alexandrie. Alexandre bénit Alexandrie ; il en devint le parrain. Contre cette forteresse, tous les efforts de Barberousse viendront bientôt se briser : Alexandrie de la paille ! avaient ricané les Allemands ; Alexandrie de fer ! riposteront les événements.

D'ailleurs, tandis que Barberousse persistait dans le schisme, Alexandre III travaillait à conserver tous ses alliés : Lombards, Grecs et Siciliens. Pour y parvenir, il lui fallut faire de véritables tours de force diplomatiques ; car naturellement, Siciliens et Grecs devaient être rivaux. Nous l'avons vu, Manuel avait fait à la papauté des offres de service magnifiques ; ainsi espérait-il obtenir le transfert de la dignité impériale des bords du Rhin à la Corne d'Or, des Staufen aux Comnènes. Alexandre III n'avait pas dit non, tout d'abord, mais après l'échec de Barberousse et sa lamentable retraite, à la fin de 1167, on pensa à détruire les illusions du basileus. L'auteur de la *Vie d'Alexandre III* insinue que le pape obéit en cela à des considérations dogmatiques : l'empereur, le protecteur de la chrétienté,

pouvait-il être un schismatique? Quoi qu'il en soit, les raisons politiques n'eussent-elles pas motivé suffisamment le refus pontifical? Qu'Alexandre III accordât l'Empire à Manuel, et dès lors il se mettait dans l'impossibilité de traiter jamais avec Barberousse évincé; d'autre part, il perdait nécessairement l'alliance de la Sicile et se heurtait en Italie à une opposition nationale.

D'ailleurs, l'habileté d'Alexandre III se conjuguait avec une grande loyauté : il entendait rester fidèle à tous ses alliés et ne point sacrifier l'un à l'autre. C'est pour cette même raison de haute équité, qu'après le triomphe, il refusera toujours de faire une paix séparée avec Barberousse : les Grecs, les Byzantins, les Lombards, tous peuvent être sûrs de lui. Au surplus, cette fidélité pontificale n'assure-t-elle pas leur fidélité? Même s'il leur arrive de ne plus s'entendre entre eux, ils continueront à s'entendre avec le pape. Ainsi, pour être un bon diplomate, suffit-il souvent de se montrer un grand honnête homme; ce n'est pas en transformant les traités en « chiffons de papier », c'est en les observant loyalement qu'on inspire confiance et qu'on s'assure des sympathies internationales. Le machiavélisme assure de petits succès; la loyauté politique et la fermeté dans les principes procurent les alliances durables. D'ailleurs, si Alexandre refusait de trahir la Sicile en accordant l'Empire au basileus, il désirait pourtant rester en bons termes avec Manuel : en 1170, se trouvant à Veroli, le pape « scella l'alliance des Byzantins avec les guelfes » en bénissant l'alliance d'un puissant Romain avec une nièce du Comnène; de même, inquiet d'un mariage projeté entre le fils de Barberousse et une fille du roi de France, il invite plutôt Louis VII à donner la princesse au fils de Manuel.

Bientôt le basileus et le roi de Sicile se brouilleront. On sait que les grands projets de Manuel sur l'Italie comportaient non seulement l'alliance pontificale, mais aussi l'alliance sicilienne, et que celle-ci devait être scellée par

l'union du roi normand avec la fille du Byzantin, Marie Comnène. Le mariage fut décidé, et en 1172, Guillaume II vint attendre à Tarente sa fiancée grecque. Démarche inutile; jamais il ne vit venir sa princesse lointaine. A cette même époque, Barberousse complotait de tirer Manuel hors de l'alliance pontificale, et il envoyait à Constantinople Christian de Mayence qui proposerait l'union de son fils Henri avec Marie Comnène. Les pourparlers n'aboutirent pas; au moins avaient-ils fait échouer le mariage byzantino-normand. Guillaume II ne pardonna pas au basileus de l'avoir humilié à Tarente; de dépit, on le verra conclure, en 1175, un traité avec les Vénitiens, traité dont est exclu l'empereur de Constantinople.

A peu près dans le même temps, Barberousse essayait d'une autre habileté matrimoniale plus perfide encore. Il avait ravi à Guillaume sa fiancée byzantine pour le brouiller avec Manuel et disloquer la coalition; n'eut-il pas l'audace de lui offrir en compensation la main d'une de ses filles pour le séparer du parti pontifical. Mais Guillaume II sut comprendre que, si honorable fût-elle, l'alliance impériale, en permettant à Barberousse de s'installer en Italie, créerait aux Siciliens un voisin dangereux [1]. Au moins Frédéric avait-il esquissé une politique d'avenir qui aboutirait au mariage de son fils Henri avec Constance, héritière de Sicile. Ce jour-là, la coalition anti-impériale se trouverait dissoute, l'Italie asservie, la papauté à la merci du Staufen. En attendant, Alexandre conservait tous ses alliés : Manuel, Guillaume, les cités lombardes. En tant qu'elle voulait isoler la papauté, la traîtresse diplomatie de Barberousse avait échoué.

1. D'ailleurs, Alexandre III s'efforça de trouver à Guillaume II une fiancée moins compromettante; en 1176, il lui fit agréer la princesse Jeanne, fille du roi d'Angleterre, Henri II, maintenant réconcilié avec la papauté. Le 2 février 1177, la reine fit de nuit son entrée solennelle à Salerne, à la lueur des torches. L'échec diplomatico-matrimonial de Barberousse restait donc complet.

## CHAPITRE IV

### La Victoire finale d'Alexandre III.

Dès que le Staufen vit ses ruses déjouées, il n'eut plus qu'une idée : entreprendre une nouvelle campagne d'Italie et percer cette muraille lombarde qui protégeait Rome. De diètes en diètes, à Worms, à Goslar, à Mersebourg, à Ratisbonne, il annonce l'expédition, il y convoque l'Allemagne entière. En septembre 1174, il va prendre à Bâle le commandement de ses troupes, armée nombreuse encore, mais moins brillante que la précédente : déjà sur les bords du Rhin, on protestait contre cette folle politique italienne. C'est au lendemain d'un revers de son lieutenant, Christian de Mayence, que Frédéric arriva en Italie. Christian menaçait le pape dans Tusculum, et surtout, avec l'aide d'une flotte génoise, il assiégeait Ancône, clef maritime de Rome. Mais Ancône résista héroïquement et fut débloquée grâce aux secours que lui envoya la ligue. Cependant n'y avait-il pas une autre porte de Rome, porte terrestre nouvellement bâtie, ville du pape et ville de la ligue : Alexandrie. L'enlever à tout prix, tel fut l'objectif de Barberousse. Mais, de même qu'Ancône, bien défendue, protégée par une plaine inondée, Alexandrie tint tête aux attaques les plus furieuses. L'hiver entier se passa pour Barberousse à ne pas la prendre. Au printemps, la ligue envoyait une armée de secours qui bientôt menaça les derrières de l'armée impériale.

Une bataille était imminente quand de part et d'autre, redoutant des conséquences décisives, on résolut de négocier. Mais les Lombards étaient solidaires du pape; de même que jadis Alexandre III à Veroli, ils refusèrent

de traiter sans lui. Sentiment d'une solidarité qui s'impose, pacte sauveur des responsabilités et des fidélités. Les ambassadeurs d'Alexandre prirent donc part aux négociations : vive fut la discussion entre les cardinaux du pape et les chanceliers de l'empereur. Pouvait-elle aboutir? Chaque parti se cramponnait à ses idées : la dissolution de la ligue lombarde, la destruction d'Alexandrie, voilà tout ce qu'exigeaient les Allemands; les Romano-Lombards ne pouvaient consentir de telles conditions, qui les livraient à Barberousse comme des agneaux au loup vorace; ils voulaient rester sur la défensive. D'ailleurs, en opposition aux prétentions impériales jadis formulées à Roncaglia, ils réclamaient les libertés municipales telles qu'on les avait connues sous Charlemagne et sous les Othons. Obstination invincible de l'orgueil teuton, et du sentiment national italien : nul moyen de s'entendre.

## I. Legnano.

Barberousse, toutefois, traîna les négociations jusqu'au retour de l'armée qu'il avait renvoyée en Allemagne. Ce rappel ne fut pas si aisé; moins compromis dans le schisme que les princes ecclésiastiques, nombre de princes laïques commençaient à trouver très long ce conflit qui leur coûtait bien cher. N'étaient-ils pas tentés de se désintéresser de cette Italie trop lointaine pour qu'on en pût jouir? L'opposition seigneuriale la plus retentissante et la plus grave vint d'Henri le Lion, duc de Saxe, le premier des grands de l'Empire. En vain, Frédéric se ménage-t-il une entrevue avec le puissant duc, à Chievena dans le pays des Grisons. « Tu es mon proche parent et mon ami, lui dit-il, je t'ai donné tous les biens que tu m'as demandés; pourrais-tu m'abandonner lorsque je suis environné de périls et qu'il s'agit de l'honneur de l'Empire, dont je t'ai fait le plus important feudataire? » Mais Henri ne cède pas, et le fier Frédéric s'abaisse alors jusqu'à se jeter à ses pieds,

lui embrassant les genoux, le suppliant. Humiliation perdue ! le Welf demeure inébranlable. « Tiens ferme, lui aurait dit l'un de ses comtes, et tu auras bientôt sur la tête la couronne que tu vois à tes pieds. » Il fallut que l'impératrice rappelât Barberousse à la dignité : « Monseigneur, lui dit-elle, quittez cette posture indigne de votre rang; souvenez-vous de ce qui vient de se passer, et plaise à Dieu de ne pas l'oublier ! » Oui, plût à Dieu mille fois ! L'enseignement en valait la peine.

On a discuté l'authenticité de la scène. Légendaire ou non, cet épisode n'a-t-il pas une valeur foncière et historique? Admirablement, il rend compte de la situation de Barberousse, toujours hanté de ses grands projets romains, mais menacé de plus en plus de se voir abandonné par une noblesse fatiguée de tant de luttes stériles. Et tandis que le Staufen s'affaiblit en Italie, l'autorité du Welf a grandi en Allemagne; tout occupé à patronner des antipapes dans la Péninsule, Frédéric n'a point vu qu'un anti-empereur se levait en Germanie. Le péril s'accentue; fasciné par ses rêves italiens, Barberousse s'obstine à l'ignorer.

Avec ses ressources amoindries, il résolut pourtant d'en finir avec les Lombards. Il rassembla heureusement ses troupes, surprit les Milanais qui soudain le trouvèrent à proximité de leur ville. Néanmoins ils sortirent à sa rencontre et engagèrent la bataille dans les plaines fameuses de Legnano (29 mars 1176). Tout d'abord le combat fut favorable à Barberousse. Une charge furieuse des Allemands culbuta les différents corps de la ligue lombarde, à commencer par les Brescians, qui cependant passaient pour les plus braves. Mais voici que l'élan des Teutons vient se briser sur le bataillon des fantassins milanais, groupés autour du caracciolo, solide et terrible *(validus terribilisque magis)*. Devant ce mur vivant hérissé de lances, la cavalerie allemande plie, rebrousse chemin pour reprendre élan, charge, plie encore. Alors les Milanais se

jettent à genoux, entonnent un chant sacré à saint Pierre : c'était bien, en effet, la cause de saint Pierre et de Rome qu'ils défendaient ce jour-là. Ils s'élancent sur la cavalerie allemande, déjà démoralisée. En vain les chevaliers essaient-ils de se défendre; revenus de leur surprise, les Lombards accourent à l'aide des Milanais et enveloppent l'adversaire sous le nombre. L'armée allemande qui s'affole et se débande, laisse des prisonniers et un immense butin, parmi lequel la bannière, le bouclier et l'épée de Barberousse. Lui-même avait disparu. Longtemps on le chercha parmi les cadavres. Pavie l'attendit anxieuse; l'impératrice prit le deuil. Le soir du troisième jour, il se présenta aux portes de la ville comme un fugitif.

Legnano, c'était la grande défaite de l'empereur, et en définitive la grande victoire du pape : les plans romains de Barberousse échouaient. Revanche matérielle de la destruction de Milan, Legnano préparait aussi la revanche morale des libertés communales et des droits pontificaux sur les principes de despotisme impérial proclamés à Roncaglia. En faveur d'une solution guelfe de la question romaine, nulle date n'a plus d'importance que Legnano : Frédéric était plus que vaincu, il était abandonné.

## 2. Venise.

Plusieurs mois durant, il hésita à s'humilier devant Alexandre III. Même ses fidèles étaient fatigués; ils lui disaient tout net qu'ils ne marcheraient plus. En octobre, le fier empereur se résigna à dépêcher des ambassadeurs auprès du pape à Anagni. Lui, ne voulait sans doute que gagner du temps; mais ceux qu'il envoyait désiraient vraiment la paix. Sur les préliminaires suivants, ils parvinrent à s'entendre avec le pape : « L'empereur promet de reconnaître Alexandre comme pontife légitime, de vivre en paix avec lui et avec l'Église romaine, de lui rendre la préfecture de Rome et les biens de la princesse Mathilde. Les

ambassadeurs promettent, en outre, de déterminer l'empereur à restituer tous les regalia de Saint-Pierre en sa possession, ou donnés en fief à d'autres; du moins, à travailler à leur restitution. »

Les impériaux avaient obtenu que ces pourparlers se tînssent uniquement entre eux et le pape. Frédéric fit ensuite répandre le bruit qu'Alexandre avait signé un traité définitif sans y comprendre les Lombards. Conclure une paix séparée et désunir par la diplomatie ceux qu'on n'avait pu séparer par les armes, tel était le but. Défiants, les Lombards criaient déjà à la trahison. En réalité, un aussi fin politique qu'Alexandre pouvait-il s'être laissé prendre au piège grossier du Teuton?

Résolu de tirer les choses au clair, il avait proposé une assemblée générale à Ravenne. Pour s'y rendre, il adopta la voie de mer : parti du port de Vesti, au pied du Mont Gargano, il essuya une tempête qui le poussa jusqu'à Zara, sur les côtes dalmates. Le doge de Venise vint l'y chercher : pour un temps la cité de Saint-Marc allait devenir la cité de Saint-Pierre.

De là, remontant le Pô, Alexandre convoqua à Ferrare tout le monde, c'est-à-dire, non seulement les impériaux, mais aussi les plénipotentiaires siciliens et les recteurs des villes lombardes. Devant eux, il détruisit sans ambages la fable allemande d'une paix séparée : « L'empereur nous avait envoyé ses nonces à Anagni pour conclure la paix en votre absence, dit-il aux Lombards; mais, nous rappelant l'ardeur de votre foi, la constance de votre dévouement, et de quel courage vous avez virilement combattu pour le maintien de l'Église et la liberté de l'Italie, nous n'avons pas voulu recevoir sans vous la paix de l'empereur, afin qu'ayant été associés à nos tribulations, vous soyez participants à notre joie. » Répondant au pape dans le même sens, un délégué lombard rappela les souffrances supportées pour la cause commune : « C'est nous, dit-il, qui, les premiers, avons soutenu le choc de l'empereur;

c'est nous qui, les premiers, en opposant à sa furie nos corps et nos armes, l'avons empêché de parvenir à la ruine de l'Italie et à l'oppression de l'Église. Nous n'avons rien voulu entendre de l'empereur et de ses schismatiques... Que Votre Sainteté sache et que la puissance impériale connaisse que nous recevrons avec gratitude la paix, l'honneur de l'Italie étant sauf et notre liberté demeurant entière; car nous aimons mieux encourir une mort glorieuse avec la liberté que de garder une vie misérable dans la servitude. » Donc, entre le pape et les Lombards, communauté des périls autrefois supportés, similitude des intérêts toujours conjugués. Les séparer n'avait été qu'un nouveau rêve de Barberousse.

Une commission s'établit, composée de sept membres de chaque parti : Église, Empire, Lombards; elle se réunirait à Venise pour les négociations ultimes; l'empereur toujours suspect resterait à Ravenne. Questions épineuses, longs débats. Sur quel accord établir les rapports des villes avec l'empereur? Sur les bases de Roncaglia? — Jamais, répondaient les Lombards; est-ce donc pour devenir esclaves que nous avons tant souffert? — Mais alors, serait-ce sur les principes qui avaient cours avant les grandes intrusions germaines en Italie? — Jamais, répliquait l'empereur; est-ce donc pour aboutir à une telle capitulation que j'ai si longtemps lutté? — La discussion s'éternisait; entre Venise, centre de la commission, et Ravenne, séjour de l'empereur, ce n'étaient que pourparlers sans issue.

Cependant, tout le monde désirait la paix, les Allemands non moins que les Lombards. Très sage, Alexandre III proposa une transaction : sans rien régler définitivement, on conclurait une trêve de six ans. A propos de la succession de la comtesse Mathilde, solution également provisoire : le pape laissait ces biens à l'empereur pendant quinze ans, mais sous réserve expresse de ses droits. Ainsi parvenait-on à s'entendre à la condition de ne pas

trop s'expliquer sur certains points vitaux. Néanmoins, des résultats se trouvaient acquis; la paix se profilait enfin à l'horizon de la chrétienté : en conformité avec les préliminaires d'Anagni, par l'accord de Venise, Frédéric reconnaîtrait Alexandre vrai pontife romain; la victoire restait donc au guelfisme. Quant à l'antipape, on le gratifiait d'une maigre abbaye, ses pseudo-cardinaux rentreraient humblement dans le rang; les évêques, ses partisans, se voyaient en général graciés, y compris le chancelier Christian confirmé archevêque de Mayence. C'était donc la paix, une paix véritable, sans revanche sur les personnes; mais la paix au profit du pape. Par des intrigues, Frédéric avait bien encore tenté de la retarder; le bruit, habilement semé, qu'il allait paraître soudain à Venise sans l'autorisation pontificale, y répandit un moment l'effroi jusque chez les ambassadeurs. Mais, très désireux d'en finir, les Allemands eux-mêmes protestaient, le chancelier Christian tout le premier. Frédéric dut céder à la pression de l'opinion : il n'entrerait dans Venise qu'avec le consentement d'Alexandre, et pour faire sa soumission.

Quand tous les détails du traité furent réglés, le fils du doge alla chercher solennellement Barberousse en six galères somptueusement parées, afin que dans une rencontre fameuse le pape et l'empereur consommassent la réconciliation. C'était le 25 juillet 1177.

Arrivé devant le pape, qui siégeait sur son trône sous le grand portail de Saint-Marc, le fier Barberousse ôta son manteau de pourpre, gravit l'estrade, s'étendit à terre et baisa le pied du Pontife suprême. Les larmes aux yeux, Alexandre le releva et lui donna le baiser de paix. Alors, ensemble, la main dans la main, ils pénétrèrent dans l'Église jusqu'à l'autel; l'empereur offrit des présents au pape et reçut sa bénédiction; on entonna le Te Deum. Le lendemain 26, Alexandre officia pontificalement. Frédéric l'attendait humblement sous le portail de Saint-Marc; il l'accompagna de nouveau jusqu'à l'autel, en

écartant la foule avec une baguette, comme un simple page. A la sortie, sans plus contester certes, il tint l'étrier et conduisit un instant par la bride le palefroi pontifical.

Le 1er août, la paix fut solennellement ratifiée dans la grande salle du palais patriarcal. Les députés siciliens et ceux des villes lombardes étant présents, le pape se réjouit du retour de l'empereur; celui-ci témoigna son repentir, il avoua que « la dignité impériale ne l'avait malheureusement pas préservé de l'erreur ». Ensuite, sur le livre des Évangiles et sur une parcelle de la vraie croix, la paix fut solennellement jurée par les représentants des puissances contractantes. Le 14 août, à Saint-Marc, sur l'ordre du pape et de l'empereur, on prononça l'excommunication contre ceux qui s'obstineraient dans le schisme. Plus de guelfes, et plus de gibelins : tous chrétiens romains.

En fait, cette paix de Venise procurait-elle à Alexandre III une victoire temporelle telle qu'on eût pu l'attendre? L'empereur conservait ses possessions italiennes, et même, pour de longues années, les biens de la comtesse Mathilde. Mais la victoire morale de la papauté était immense. « Dans la basilique de Saint-Marc, le puissant empereur s'agenouilla devant le pape; c'était un hommage religieux imposé par la coutume, mais comme ce pape s'appelait Alexandre, et cet empereur Barberousse, la génuflexion fut un fait politique, non une formalité d'étiquette. En une minute, les antipapes et les soldats que ce personnage incliné avait opposés au pontife, subirent une défaite dont on ne se relève pas, le désaveu. Par la seule vertu de son active patience, Alexandre obtenait ce résultat; après un schisme de ce vicariat à deux têtes que Dieu préposait à l'univers, les deux vicaires se rejoignaient, mais le vicaire temporel faisait à lui seul les frais du rendez-vous. Il avait repris, en sens inverse, la voie périlleuse par laquelle il s'était, vingt années durant, éloigné de son collègue; au terme de cette retraite, il était accueilli comme l'enfant prodigue, sans

chicanes, sans réserves, sans pénitence même : la démarche de Frédéric qui démentait ses ambitions et ses doctrines, et qui effaçait une grande partie de sa vie, n'était-elle pas la plus dure des pénitences[1]? » La légende amplifia encore l'importance du succès moral. N'alla-t-elle pas jusqu'à prétendre que, posant le pied sur le cou du César prosterné, Alexandre III avait prononcé les paroles bibliques : « Tu fouleras aux pieds le lionceau et le dragon. *Conculcabis leonem et draconem* »? Ce geste d'un symbolisme humiliant ne fut jamais esquissé; mais la tradition avait historiquement raison de souligner l'importance de la scène du parvis de Saint-Marc; n'était-ce pas le Canossa du Staufen? La papauté avait vaincu; bientôt elle allait couronner sa victoire par l'ouverture du onzième concile œcuménique, troisième de Latran.

Alexandre III s'en retourna vers Rome; il reprit la voie de mer, débarqua dans le royaume de Naples, et par Troja et Bénévent rentra à Anagni (14 décembre). Il y attendit que la poigne du chancelier Christian, aussi ferme à vaincre ses ennemis que jadis à le combattre lui-même, lui eût rouvert les portes de Rome. L'antipape n'eut d'autre ressource que de s'enfuir vers le Mont Albain; une ambassade romaine vint prier Alexandre de rentrer dans sa ville; c'est au milieu des ovations de tout un peuple qu'il y pénétra (avril 1178).

Certes, l'enthousiasme ne dura guère. Alexandre III, qui avait abattu l'empereur, ne put vaincre les turbulents Romains, fût-ce même avec l'aide du chancelier Christian. Il dut reprendre sa vie d'exilé; il erra de Tusculum à Viterbe; il devait mourir à Civitta di Castello, le 30 août 1181. Quant à Barberousse, repassant les Alpes, il s'était dirigé vers la Provence; à Arles, il se fit sacrer avant de rentrer en Allemagne; au lieu de Rome et de l'Italie, au lieu de la couronne du monde, c'était cette couronne secondaire de Bourgogne.

1. Goyau, *Les Papes, le Vatican et la Civilisation*, pp. 86-87.

Frédéric avait-il profité de cette rude leçon de vingt ans? On put le croire. Il sembla avoir compris enfin que la terre de sa suzeraineté était la Germanie et non pas l'Italie. Il s'ensuivit un temps de prospérité pour l'Allemagne. Barberousse réduisit d'abord Henri le Lion. N'était-ce pas encore une conséquence des longues absences de Frédéric, que la fortune extraordinaire de ce duc de Saxe et de Bavière, qui avait rempli le métier de roi dans une Germanie privée de son empereur : c'est lui qui, nouveau Charlemagne, avait refoulé à l'est les Slaves païens; par son alliance avec le roi de Danemark et avec le roi d'Angleterre, dont il avait épousé la fille, il devenait une véritable puissance. Cependant, le prestige impérial demeurait grand encore : Barberousse l'emporta. Ce fut au tour du Welf vaincu à se prosterner à ses pieds : « Ne l'as-tu pas voulu? » dit Frédéric en pleurs; et à regret il confirma la destitution d'Henri formulée par les diètes. Somme toute, Henri le Lion était une victime des prétentions romaines de Barberousse; si celui-ci était demeuré en Allemagne, jamais l'autre n'eût pensé à usurper sa place. Entre le guelfisme italien et le guelfisme germanique, n'y a-t-il pas un rapport de cause à effet? La résistance des Lombards permet la révolte du Welf.

Cependant, la question italienne continuait à préoccuper Frédéric. Après la paix de Venise, de graves problèmes demeuraient en suspens. D'une part, à qui l'héritage de la comtesse Mathilde? De l'autre, comment délimiter les rapports des villes et de l'empereur?

Diviser pour régner, tel fut toujours le principe de Barberousse. Jamais il ne cessa de travailler à séparer les Lombards de la papauté; il allait donc essayer de traiter à part avec Lucius III, récemment élu. Le pape n'était plus ce terrible Alexandre. D'ailleurs, la position du pontife suprême demeurait précaire; comme à l'habitude, l'évêque de Rome se trouvait hors de Rome, la cité libertaire; depuis son élection en septembre 1181, Lucius III

résidait à Velletri. Dès le printemps de l'année suivante, Frédéric lui envoya en ambassade le fameux archevêque de Salzbourg, Conrad de Wittelsbach. Les propositions étaient les suivantes : abandon à l'empereur des biens de la comtesse Mathilde, à seule charge de payer un impôt équivalent pour le pape au dizième et pour les cardinaux au neuvième des revenus impériaux en Italie. Lucius III y vit clair : il s'agissait de céder des territoires considérables qui ceignaient directement le Patrimoine comme d'un rempart épais, et cela en échange d'un problématique revenu que le pape serait toujours incapable d'exiger par la force. De plus, il faudrait traiter séparément d'avec les Lombards. Pour de l'or allemand, livrer ses meilleures forces et ses meilleurs alliés, voilà tout le marché. De son refus, Lucius III donna la raison la plus profonde : « Ce serait trahir les Lombards que de faire une paix qui les livrerait à merci. »

On vit alors Frédéric se retourner vers ces mêmes Lombards. Il essaya de conclure avec eux la paix séparée qu'il ne parvenait pas à faire avec Rome. Plus habile, il leur fit des offres autrement tentantes : les prétentions jadis émises à Roncaglia, il y renonçait; aux cités il accordait cette indépendance qu'elles estimaient si cher; il leur abandonnait les nominations municipales. Mais les Lombards exigeaient davantage.

Ils voulaient non seulement la liberté intérieure, mais aussi la liberté extérieure, celle de s'associer. A cette seule condition, ils conservaient force et sécurité. Une longue expérience ne le leur avait-elle pas montré? Enfin on arriva à s'entendre. Dans l'église Saint-Antonin, à Florence, les plénipotentiaires impériaux et les recteurs de la ligue prêtèrent un serment de paix : pour les villes, celle-ci comportait, au dehors le droit de se fortifier et de se liguer, au dedans une administration indépendante, bien que les magistrats élus dûssent s'assujettir à l'investiture impériale.

Les Lombards pouvaient bien crier : la victoire est à nous ! D'obligation à l'égard de l'empereur, ils n'en conservaient d'autre que le devoir de lui laisser libre passage à travers l'Italie du Nord et d'héberger ses troupes; encore ce devoir ne les contraindrait-il qu'à bon escient, puisque leurs murailles solides et leur ligue compacte les mettraient toujours en mesure de dire non. Solennellement ces clauses furent jurées par l'empereur et son fils Henri, au milieu d'une grande affluence laïque et ecclésiastique, dans la ville de Constance, sur le Bodensée (fin juin 1183).

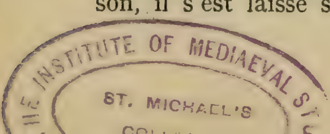
Sur un point particulier, Frédéric avait réussi : par cette paix de Constance, ne parvenait-il pas à isoler Lucius III qui, privé de ses Lombards, et toujours exilé hors de Rome, se trouvait vraiment pour l'instant dans une situation difficile? Aussi, envoya-t-il à Constance un ambassadeur, Pierre de Luni, chargé de discuter à nouveau la question toscane; mais elle était bel et bien insoluble, ni l'un ni l'autre des partis ne pouvant se sacrifier en matière si importante.

Néanmoins, tout le monde avait quelque sujet de se réjouir. Tant en Allemagne qu'en Italie, les questions les plus brûlantes paraissaient résolues; enfin, on allait pouvoir respirer et vivre. Une ère de prospérité sembla s'ouvrir pour la Germanie. A la grande diète de Mayence, Barberousse parut célébrer la fête de l'Empire et du peuple allemand; tout entière y fut conviée la noblesse. On y entendit les troubadours et les ménestrels de France, ainsi que les *Minnesaenger* d'Allemagne. « Et de l'emperor Ferri vos puis bien dire, écrit Guyot de Provins, qu'il tint une cort à Maïence; ice vos dis-je sans doutance qu'oncques sa pareille ne fu. »

### 3. La Revanche indirecte de Barberousse : l'Alliance sicilienne.

Malgré les apparences, Frédéric n'abandonnait cependant pas encore ses vues sur l'Italie; au cours même de la grande diète, il annonçait à son fils Henri, qu'il envoyait en Sicile des ambassadeurs chargés de demander pour lui la main de Constance, tante du roi normand Guillaume II et son unique héritière. C'était la reprise du projet diplomatico-matrimonial jadis esquissé en 1173; cette fois, il réussit. Lucius III n'avait ni l'habileté, ni le prestige de son illustre prédécesseur Alexandre III; d'ailleurs, en réconciliant les cités lombardes avec Barberousse, le traité de Constance avait plus ou moins isolé la papauté. Guillaume II n'était point un pur paladin. Médiocrement se souciait-il de défendre seul l'État pontifical contre une invasion allemande. Malgré l'opposition d'un parti nationaliste conduit par Mathieu d'Ajello, il préféra s'allier au Staufen que de le combattre. D'ailleurs, ce descendant d'un aventurier normand rêvait d'une politique conquérante en Orient et en Terre Sainte : les troubles qui, dans l'empire grec, avaient suivi la mort de Manuel Comnène (1180), l'encourageaient dans ces projets. Or, pour de telles entreprises, ne lui fallait-il pas la paix assurée dans ses États?

Le 29 octobre 1184, à Augsbourg, furent célébrées les fiançailles, et le 27 janvier 1186, à Milan, le mariage d'Henri, fils de Barberousse, avec Constance, héritière de Sicile. Pour que nul ne s'y trompât, à Troja, Guillaume avait fait prêter serment, à Constance, par les principaux vassaux. « On ne saurait faire l'éloge du sens politique de Guilaume II. A un intérêt immédiat, dont l'importance même était fort contestable, il n'a pas craint de sacrifier l'avenir de ses États. Rompant avec la politique traditionnelle qui avait fait la grandeur de sa maison, il s'est laissé séduire par les promesses de Barbe-



rousse. En abandonnant la cause de la papauté et en se jetant dans le parti de l'empereur, il a détruit de sa main l'œuvre que ses prédécesseurs avaient édifiée à grand'peine ; sans doute, il s'est assuré quelques années de paix, mais pour obtenir ce piètre résultat, il a sacrifié la fortune de son propre royaume. Par contre, on ne saurait assez admirer l'habileté dont Barberousse a fait preuve dans toute cette affaire ; par le mariage de son fils avec Constance, il a su donner à la question normande, pendante depuis si longtemps, la solution la plus élégante et la plus conforme aux intérêts de l'Empire. En réglant ainsi pacifiquement la situation du royaume de Sicile vis-à-vis de l'Empire, il a obtenu plus qu'il ne pouvait espérer d'une guerre heureuse. On ne saurait exagérer l'importance de ce succès de Barberousse, qui assura à son fils la possession de l'Italie du Sud et lui permit de reprendre en Lombardie les avantages que le traité de Constance venait de lui faire perdre.

« Le mariage de Constance constituait pour la papauté le plus grave revers qu'elle eût subi depuis longtemps. Par là, en effet, se trouvait ruiné tout l'édifice politique si laborieusement édifié par les papes du XI<sup>e</sup> et du XII<sup>e</sup> siècle, pour tenir en échec en Italie la puissance des empereurs, et assurer l'indépendance de l'État pontifical qui, désormais, va se trouver resserré comme dans un étau entre les possessions impériales [1]. »

En 1184, Barberousse passe les Alpes et entreprend un voyage en Italie, son sixième. Satisfaites des clauses de Constance, les cités lombardes le reçurent bien ; Milan même avait oublié ses anciennes cruautés, et lui fit fête. A Vérone, il se rencontra avec Lucius III ; on crut qu'enfin les deux chefs du monde allaient s'entendre pour réaliser la république unique et chrétienne rêvée par ces âges de

1. F. CHALANDON, *Histoire de la domination normande, en Italie et en Sicile*, t. II, pp. 389-190.

foi *(tamquam ex dualus capitibus una respublica effecta)*; de fait, à Vérone, l'empereur s'associait à l'excommunication lancée par le pape contre les Patarins. Mais voici que se dressait maintenant la question sicilienne. Lucius II pouvait-il ignorer qu'en réunissant l'Allemagne et le sud de l'Italie dans la même maison, le mariage du fils de Barberousse avec l'héritière de Sicile créerait pour la puissance d'entre deux un immense péril d'étouffement? De plus, Barberousse intriguait pour obtenir, lui vivant, le couronnement impérial d'Henri : autant créer l'Empire héréditaire et assurer la continuité des ambitions Staufen. Lucius différa, puis finit par refuser tout net ce couronnement. « Il ne peut y avoir deux empereurs en même temps, dit il, et le fils ne peut porter les insignes impériaux, si le père ne les a pas encore déposés. »

A nouveau se trouvaient en conflit les ambitions de Barberousse et la prudence pontificale. Les luttes ardentes du sacerdoce et de l'Empire allaient-elles donc encore se rouvrir? Frédéric semble le prévoir et le préparer. Il adopte une tactique nouvelle; renseigné par une dure expérience sur la puissance défensive des Lombards, il veut non plus les réduire par la force, mais les amadouer par des faveurs. Milan et d'autres villes sont comblées de privilèges; Milan va jusqu'à contracter une alliance effective avec l'empereur. Dans les territoires de la comtesse Mathilde, en Toscane et dans le duché de Spolète, même politique habile de Barberousse. Si le pape veut résister à l'empereur, il sera seul cette fois; il n'y a plus de ligue lombarde.

Sur ces entrefaites, Lucius III meurt; mais à un pape guelfe succède toujours un pape guelfe; un pape peut-il être gibelin? Bien qu'archevêque de Milan, la nouvelle ville impériale, Urbain III était résolu à maintenir tous ses droits. Cependant, fort des résultats de sa diplomatie italienne, Barberousse croit pouvoir aller de l'avant; puisque l'évêque de Rome ne veut pas entrer dans la

combinaison impériale, tout se fera sans l'évêque de Rome; au système de la brutalité, le Staufen substituait donc celui de la désinvolture. Comme pour défier Urbain, c'est sur les frontières mêmes du Patrimoine qu'il reçoit la fiancée de son fils, la princesse Constance, escortée de richesses immenses portées à dos de mulets. Il l'accompagne jusqu'à Milan. Là, en présence des ambassadeurs siciliens et lombards, devant une foule de princes et d'évêques allemands, le patriarche d'Aquilée bénit le mariage d'Henri et de Constance; celle-ci se voit couronner reine de Germanie, lui roi d'Italie et César. Ainsi sont indirectement décrétées d'une part l'union de l'Allemagne et de la Péninsule sous la même autorité, d'autre part l'hérédité de l'Empire; pour le pape et pour Rome, nulle décision plus dangereuse au monde.

Déjà, entre les deux pouvoirs la lutte semble imminente. Est-ce pour récompenser Milan de son loyalisme inattendu? Barberousse veut lui prêter main forte contre Crémone; le pape interdit aux villes italiennes de prendre part à l'expédition. De même, dans une compétition importante à l'archevêché de Trèves, il se déclare pour Folmar, le candidat anti-impérial. Frédéric marche sur Crémone qui, tremblante de peur, se rend sans résistance. Henri traverse la Toscane, et s'assurant l'aide des barons romains, envahit déjà le Patrimoine. Urbain III cependant ne cède pas; défendre jusqu'au bout « la liberté de l'Église », telle est sa devise, renouvelée des grands papes. De Vérone où il est exilé, il prend des mesures pour s'assurer une retraite soit sur Venise, soit sur Ferrare. Enfin, de l'autre côté des Alpes, il peut compter sur l'aide de Philippe de Hensberg, archevêque de Cologne. Encuirassé plus souvent que mitré, ce prélat parvient, de concert avec Folmar de Trèves et Conrad de Mayence, à former contre l'empereur une puissante ligue ecclésiastique. Péril redoutable ! Barberousse s'empresse de rentrer en Allemagne; en vain essaie-t il de se réconcilier

avec Philippe; force lui est de porter sa cause devant la diète de Gelnhausen. Frédéric allait combattre l'archevêque, tandis qu'en Italie son fils Henri marcherait contre le pape. Soudain, par toute l'Europe, une nouvelle effrayante se répandit, qui conviait l'Empereur à une croisade plus chrétienne : Jérusalem prise par les infidèles (17 juillet 1187).

Presque en même temps, Urbain III mourait. Le pieux Albert de Morra ne fait que passer sur le trône pontifical sous le nom de Grégoire VIII; un Romain lui succède : Clément III. Mais quel que fût leur nom, les papes ne pensaient plus maintenant qu'à la croisade; ils y conviaient l'empereur, les rois, les princes, la chrétienté entière. Clément III envoya le cardinal d'Albano prêcher l'expédition; Henri II et Philippe-Auguste se croisèrent. Repassant par l'Allemagne, le cardinal réconcilia Philippe de Hensberg avec Barberousse; le seul obstacle qui s'opposa au départ de l'empereur était ainsi brisé. Frédéric eut le geste grand : à la diète, laissant vide la place du Christ, il refusa de présider. Dans un mouvement d'enthousiasme digne des premiers croisés de Clermont, l'assemblée entière fit vœu de partir. Frédéric laissa la régence aux mains de son fils Henri.

Il n'appartient pas à notre plan de raconter ses dernières aventures : comment il eut à subir l'hostilité traditionnelle des Grecs perfides, et comment il mourut fort prosaïquement en se noyant dans le Cydnus, sans avoir vu Jérusalem. Ses restes gisent on ne sait où dans le sable de la campagne de Saint-Jean d'Acre. La légende affirme pourtant qu'il n'est pas mort encore : revêtu de son armure, il sommeille dans une caverne de Cilicie; il y rêve de gloire et de lendemains épiques. Un pâtre l'a vu, sa barbe avait tellement grandi qu'elle pouvait faire neuf fois le tour de la table de marbre à laquelle il était accoudé. Au bruit des pas du berger, il se réveilla, releva sa tête puissante et demanda, d'une voix sépulcrale : « Les cor-

beaux volent-ils encore autour de la montagne? » et comme le petit pâtre disait oui, il s'écria : « Il faut donc que je dorme encore pendant cent ans. » « Plusieurs assurent, dit Henri Heine, que l'empereur, dans sa montagne, est assis devant une table de pierre et dort ou songe au moyen de reconquérir l'Empire. Il balance constamment la tête et cligne des yeux. Sa barbe descend jusqu'à terre. Quelquefois, comme dans un rêve, il étend les mains et semble vouloir encore saisir son glaive, son bouclier... On dit que, lorsque l'empereur reviendra dans le monde, il suspendra son bouclier à un arbre desséché, et que l'arbre commencera alors à bourgeonner et qu'un meilleur temps recommencera en Allemagne [1]. »

Comme toujours, la légende frôle ici l'histoire. Barberousse avait incarné des rêves de grandeur nationale, une grandeur démesurée qui, ne pouvant se contenter de l'Allemagne, requérait aussi l'Italie. Secondés par les Italiens du Nord, les papes avaient vaincu Barberousse. Pourtant, avant de mourir n'avait-il pas transmis ses ambitions à son fils Henri? Par celui-ci, elles vivaient toujours. Seulement, en lui faisant épouser Constance de Sicile, Frédéric lui avait indiqué que la conquête de l'Italie devait désormais s'entreprendre par le sud. De plus, il lui donnait ainsi la tentation d'élargir encore les ambitions paternelles jusqu'à la conception d'un empire méditerranéen et mondial dont l'Allemagne ne serait qu'une province. A peu près dans le même temps, arrivait au trône de France un prince qui s'appelait Philippe-Auguste; lui n'était pas un grand rêveur, mais un grand réaliste; il ne s'inquiétait

1. Devenu le héros national, Barberousse fut même comparé à Charlemagne :

Quanta sit potentia vel laus Frederici
Cum sit patens omnibus, non est opus dici;
Qui rebelles lanceas fodiens ultrici
Repraesentat Carolum dextera victrici.

(Poême publié par GRIMM.)

guère des affaires d'Italie, il s'occupait des affaires de France. Ainsi les deux peuples couraient-ils vers leurs destinées : l'un vers une féodalité affaiblissante, l'autre vers un pouvoir absolu très fort. Dans ces luttes du sacerdoce et de l'Empire, la revanche des papes sera la Germanie émiettée; elle procurera aussi la sécurité des Français. A bas l'Allemagne ! Vivent les Allemagnes !

---

# LIVRE II

## LA CONQUÊTE DE L'ITALIE PAR LE SUD
## HENRI VI, INNOCENT III, FRÉDÉRIC II.

# CHAPITRE PREMIER

## Le Despotisme de Henri VI.

La diplomatie matrimoniale de son père avait orienté les espérances de Henri VI vers le sud de l'Italie, où il guettait un bel héritage. Mais, à ses yeux, la possession de la Sicile n'était qu'un moyen, de même que jadis celle de la Lombardie pour son Frédéric : dominer l'Italie entière, voilà ce qu'il voulait. Bien plus, ses plans s'élargissaient jusqu'à l'immensité universelle. *Urbs et Orbs;* empereur en Allemagne, roi en Sicile, il comptait de là subjuguer l'Orient et faire de la Méditerranée un lac Hohenstaufen; il voulait être César. Dès lors, l'Italie devenait le centre de ses ambitions, l'Italie, occidentale par son corps, mais orientale déjà par ses extrémités; l'Italie, ce bras allongé de l'Occident vers l'Orient. Après Legnano, vieilli et assagi, Barberousse avait sacrifié en partie ses ambitions méridionales à la paix de l'Allemagne; lui, au contraire, était prêt à sacrifier quelque chose en Germanie pour avoir la Péninsule.

Dès 1186 et 1187, au cours de son séjour en Italie, ce jeune rusé travaillait déjà à étendre partout son emprise. Il s'y efforçait particulièrement dans l'Italie centrale, Toscane et Marche d'Ancône, espérant ainsi élever une barrière entre la papauté et ses alliés naturels, les Lombards. Comme marquis d'Ancône, il avait installé le Souabe Conrad de Lutzenhard, et comme duc de Spolète, un autre de ses protégés, Conrad d'Urslingen. Même en Toscane où se maintenait l'indépendance de villes considérables, Florence, Pise, Pérouse et Sienne, il parvenait cependant à établir un président, Allemand lui aussi, Anselme de Kœnigsberg. Enfin, il arrivait à imposer son

influence dans le Patrimoine et à se faire prêter serment par les barons romains; les hauts personnages de la cité du pape lui étaient dévoués.

Bref, grâce à une action aussi énergique qu'habile, l'Italie centrale tombait pièce à pièce entre ses mains; ainsi complétait-il l'œuvre de Barberousse, qui, à Constance, avait déjà séparé en partie les villes lombardes de l'alliance pontificale. La papauté se trouvait donc maintenant extrêmement isolée. Ne semblait-il pas qu'allaient venir les jours de servitude sans combat? Car souvent une diplomatie lente et insidieuse est plus dommageable infiniment que toute guerre meurtrière. Le jour où Henri VI posséderait effectivement la Sicile, pour devenir le Tyran de la Péninsule entière, que lui manquerait-il hormis se donner la peine de faire son entrée dans Rome?

### I. L'Échec devant Naples.

Précisément mourait, le 18 novembre 1189, le vieux roi normand Guillaume II le Bon; il laissait sa couronne à la reine Constance, femme du jeune Staufen. A cette nouvelle, le César veut quitter l'Allemagne où, durant l'absence de Barberousse, il devait exercer la régence. Terminer à l'amiable la lutte reprise avec Henri le Lion, c'est l'affaire d'un instant; l'Italie, la Sicile le préoccupent par-dessus tout. En plein hiver, le voilà qui traverse les Alpes, avide d'aller prendre possession de l'héritage de sa femme.

Beaucoup moins empressés se montraient les Siciliens à accueillir la domination Staufen. Le peuple détestait les Allemands, qu'il considérait comme des barbares : un contemporain montre « les enfants effrayés par les rauques articulations de la langue germanique». D'ailleurs, la dynastie normande laissait des regrets, surtout dans la Sicile qu'elle avait enrichie; déchoir de son rang de capitale pour devenir l'un quelconque des chefs-lieux

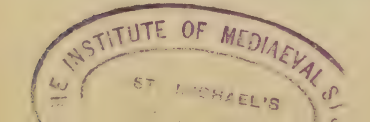
provinciaux de l'empire germanique, Palerme ne s'en souciait guère. De telles aspirations nationalistes se retrouvaient très vives dans la noblesse. Sans doute, conduit par l'archevêque de Palerme, Gautier, un parti existait favorable aux Allemands; Gautier se rendait compte avant l'événement que toute résistance au Staufen demeurerait stérile, et que se soumettre dès le premier jour éviterait à la Sicile les calamités d'une guerre soutenue contre un farouche agresseur. Pourtant, moins calculatrice et plus chevaleresque, toute une noblesse suivait le vice-chancelier Mathieu d'Ajello, qui préconisait la candidature de Tancrède, comte de Lecce, bâtard du duc Roger, le fils du feu roi Roger II. Usant de toutes armes, prières, menaces, présents, mettant en avant l'argument patriotique, et exploitant la haine des Allemands, Mathieu parvint à faire élire son candidat.

La papauté pouvait-elle laisser échapper une si belle occasion de faire échec au Germain menaçant? Puisqu'elle ne pouvait plus compter au nord sur la révolte lombarde, elle encouragerait sous main au sud la révolte sicilienne. Une première armée, envoyée par Henri VI et conduite par Henri de Kalden, ne réussit pas; en vain assiège-t-il les troupes royales dans Ariano di Puglia; dès septembre 1190, on le voit se retirer, vaincu sans doute par le climat. A la fin de 1190, Tancrède, le roi national, semblait maître de la situation. Bientôt, il est vrai, il dut héberger les croisés français et anglais de Philippe-Auguste et Richard Cœur de Lion; celui-ci, l'éternel batailleur, se plaignit que sa sœur Jeanne, veuve du roi Guillaume, n'eût pas été mise en possession de son dousaire; un moment, il parla de conquérir la Sicile; mais Philippe-Auguste apaisa le démêlé; Richard conclut même avec Tancrède une alliance défensive contre l'envahisseur Staufen. Mais Richard reprit la mer, le 30 mars, sans que Henri eût encore paru. C'est seul que Tancrède devrait se mesurer avec le puissant César.

Henri VI accourt avec 4,000 chevaliers allemands. Rien ne l'arrête, même pas la nouvelle subite de la mort de Barberousse; il faut absolument qu'il s'empare de la Sicile, centre de son influence à venir. N'est-ce pas là d'ailleurs comme un hommage à la mémoire de son père qui, avant de se croiser, amorça la politique sicilienne? Afin qu'en une seule fois toute autorité fût conquise en Italie, Henri IV réclamait au passage le couronnement impérial; en retour il restituerait intégralement le Patrimoine. Ce qu'une telle promesse pouvait valoir, on pouvait l'évaluer rien qu'à voir Henri fortifier encore son pouvoir dans l'Italie centrale et septentrionale : en Lombardie, il isolait Milan en accordant des privilèges à d'autres villes, notamment Plaisance et Crémone; en Romagne, il imposait un margrave de son choix, en Toscane un duc, à Spolète un autre duc.

Sa poigne de fer resserre l'étreinte qui menace d'écraser l'État pontifical.

Qu'allait faire la papauté? Couronner le dominateur, et consacrer ainsi ses actes d'usurpation? Un Alexandre III s'y fût refusé. Il eût pris la fuite, et du dehors eût reformé la ligue nationale et la coalition internationale contre l'envahisseur. Clément III ne se crut sans doute pas assez fort pour tenir tête au César; peut-être aussi se réservait-il de débattre les questions diplomatiques et de réclamer des garanties. Mais, avant même que l'armée allemande fût parvenue jusqu'à Rome, Clément III mourait (fin mars 1191). L'occasion s'offrait trop tentante à Henri VI pour qu'il n'essayât pas d'agir sur les cardinaux, et de leur faire choisir un pape de son choix, un pape gibelin. Prévenant cette manœuvre et rompant avec ses traditions de lenteur, le Sacré Collège élut en hâte Hyacinthe Orsini, cardinal-diacre du titre de Santa-Maria in Cosmedin, qui prit le nom de Célestin III (30 mars). Puis, par une manœuvre inverse, la curie romaine se disposa à ajourner la consécration du nouveau pape, afin que,



pressé par les affaires de Sicile, Henri VI n'eût pas le temps de se faire couronner.

Mais, elle aussi, l'ambition du César demeurait féconde en ressources. Les Romains étaient les adversaires séculaires de Tusculum; il consentit à détruire la ville, et au prix de ce forfait obtint son entrée dans Rome. Les événements, dès lors, s'imposaient : le 14 avril, couronnement du pape; le lendemain, jour de Pâques, couronnement de l'empereur. A Célestin III, il promit, sous les serments les plus sacrés, d'être le défenseur du Saint-Siège : « Je te donne la paix, lui assura-t-il par trois fois, je te la donne comme jadis le Seigneur à ses disciples ! » Fort touché de telles dispositions, Célestin lui conféra le diadème ainsi qu'à sa femme Constance. Moins fier et plus souple que son père, le nouvel empereur ne fit pas d'ailleurs difficulté pour mettre le pape en selle et conduire sa mule par la bride. Toute la population romaine applaudissait. Quelle différence entre ce premier voyage de Henri VI et la première venue de Barberousse ! Celui-ci avait prétendu solutionner la question romaine par la force, par le bras d'Hercule; il était accouru à Rome en menaçant sénat et république; c'est avec des insultes qu'on l'avait reçu, et au soir de son couronnement, le peuple s'ameutait déjà contre lui. Henri, au contraire, se conciliait tout le monde; il avait satisfait les rancunes des Romains contre les Tusculans, et promis au pape sans marchander. Combien plus dangereux était-il ! Jamais Rome qui l'acclamait ne fut plus proche de la servitude.

A son tour, l'Italie du Sud joua le rôle sauveur. Ne disposant que de forces restreintes, ayant à compter avec tout un parti favorable à l'envahisseur, Tancrède, le roi national, adopta un plan purement défensif; il confia à des hommes sûrs la défense des places importantes et se réfugia dans Naples avec le gros des forces. La marche du Staufen fut d'abord non moins aisée qu'une promenade militaire : les moines du Cassin lui prêtèrent serment; sans

coup férir, l'archevêque de Capoue fit arborer sur les murs la bannière impériale. Mais aussi indomptables qu'autrefois les Milanais, les Napolitains allaient se montrer les défenseurs acharnés des libertés siciliennes et italiennes. Henri VI avait cerné la ville par terre avec ses chevaliers, tandis que la flotte de Pise, son alliée, l'investissait par mer. Mais bientôt le fameux amiral napolitain Margarito, surnommé le nouveau Neptune, disperse les navires pisans; les chaleurs torrides de juillet fondent sur l'armée assiégeante et y sèment les épidémies. Voici que le fils d'Henri le Lion, Henri de Brunswick, retenu comme otage, passe aux Napolitains. Henri VI tombe malade, Philippe de Cologne meurt, le chancelier Diether meurt. Les Salernois trahissent et livrent l'impératrice Constance à l'amiral Margarito.

Quant à Célestin III, il n'avait consenti à traiter avec Henri VI que sous la contrainte directe; il accorda à Henri de Brunswick le privilège de ne pouvoir être excommunié que par le pape ou ses légats; ainsi se déclarait-il indirectement en faveur des ennemis de l'empereur; le chef du guelfisme italien encourageait le chef du guelfisme allemand; le succès de ce dernier ne serait-il pas une victoire italienne et pontificale? Le transfuge a regagné la Saxe; il y répand le bruit que le fils de Barberousse est mort; il essaie d'obtenir pour lui-même la couronne; les partis s'agitent. Toujours malade, la rage au cœur, Henri VI doit abandonner le siège de Naples et quitter l'Italie avec les débris de son armée. Sur ses pas, les vieilles haines italiennes reparaissent, villes de la ligue lombarde contre villes impériales : Brescia la guelfe bat Crémone la gibeline à la sanglante bataille de Mala Morte. Bien vite, Henri VI essaie de conclure avec Parme, Crémone, Côme et Bergame une alliance anti-milanaise; puis, plus vite encore, il repasse les Alpes au début de 1192. Malgré toute son habileté, lui aussi était vaincu.

Bientôt, Célestin III essaya de solutionner le grand

conflit en signant un traité de paix avec le Staufen, et un traité d'alliance avec le Normand. N'était-ce pas la politique traditionnelle, et qui s'imposait? Mais Henri VI ne voulut rien entendre. A Gérard, abbé de Casamari, envoyé comme négociateur, il répondra par des menaces. Comme le pape a excommunié les moines du Cassin, et jeté l'interdit sur cette abbaye germanophile, Henri s'en étonne; il réclame le Cassin comme un fief d'Empire. Et non seulement le Cassin, mais tout le royaume de Sicile, qui lui revient de plein droit, et où Tancrède est pur usurpateur. L'orgueil du Staufen ne pliait donc pas sous les revers; il s'exaltait par la défaite même.

Au moins, Célestin III fut-il plus heureux avec Tancrède. Toujours menacé par Henri VI, qui conservait dans l'Italie méridionale des troupes, des garnisons et des partisans, le roi national avait tout intérêt à s'entendre avec le pape; il attendait de lui une investiture officielle capable d'affaiblir, dans ses États, le parti d'opposition. On signa donc le concordat de Gravina; Tancrède dut faire au pape certaines concessions importantes, par exemple l'introduction dans ses États du droit d'appel en cour de Rome, l'autorisation reconnue à l'évêque de Rome d'envoyer un légat en Sicile, tous les cinq ans; la suzeraineté pontificale devenait ainsi sensiblement plus effective.

Une telle alliance, si elle permettait à Tancrède de se prévaloir d'une légitimité incontestable, ne supprimait pas le danger; car l'aide matérielle que la papauté était susceptible d'apporter à son allié restait nulle, ou peu s'en faut. La paix avec le Staufen, voilà quel eût été le vrai succès diplomatique. Mais le faible Célestin III n'avait guère d'influence, et Henri VI demeurait trop puissant et trop ambitieux pour qu'il y eût chance de le voir résilier ses prétendus droits sur la Sicile. En vain, Célestin III essaya-t-il de l'amadouer en faisant libérer par Tancrède l'impératrice Constance. Cette complai-

sance ne servit à rien; pure faute politique, elle fit perdre à Tancrède le plus précieux des otages; mais le Staufen demeura intraitable. Que lui importait de retrouver l'héritière, s'il ne recouvrait l'héritage?

Au fond, c'est en Germanie que se jouait alors la grosse partie. Henri VI eut d'abord l'avantage. Dans le nord, Adolphe III de Schauenbourg, comte de Holstein, s'empara de Brême; d'autre part, dans le sud, l'empereur renforçait sa puissance en recueillant la succession de Welf VI de Bavière. Dès lors, il se croit en mesure d'aller relancer Henri le Lion dans son repaire du Brunswick.

Soudain le Staufen compromit gravement sa fortune par une intervention maladroite qui suscita contre lui toute une coalition ecclésiastique. Deux compétiteurs se trouvaient en présence dans le grand évêché de Liége : l'élu du chapitre, le comte Albert, frère du duc Henri de Brabant, et le comte de Retest, oncle de Baudouin, comte de Hainaut. Ces rivalités ecclésiastiques s'arc-boutaient à des querelles féodales : le Brabant et le Hainaut étaient en désaccord. Sans tenir compte de la délicatesse de la situation, brusquement, comme un maître, Henri VI vint interposer un candidat impérial, Lothaire de Hochstaden, frère d'une de ses créatures. Le duc de Brabant se trouva atteint dans son affection fraternelle, et contrecarré dans sa politique. Célestin III eut l'habileté d'épouser sa cause; il munit le candidat Albert de Brabant d'un bref pontifical et fort d'une telle authentication, celui-ci se présenta en Allemagne. Malgré cela, Henri VI le fit chasser et interdit à l'archevêque de Cologne de le recevoir. Mais, cet élu du pape trouva asile chez l'archevêque français de Reims qui le consacra.

Furieux, Henri VI se présenta à Liége, brûla des châteaux, fit des exemples et obligea le duc de Brabant lui-même à abandonner la cause de son frère. Suprême violence, on apprit soudain que le candidat pontifical venait d'être assassiné par trois partisans brabançons. Le bruit

courut que l'empereur s'était concerté à l'avance avec les meurtriers dans l'église Saint-Servais de Maestricht, et de fait, s'étant réfugiés sur terre d'Empire, ceux-ci y jouirent d'une scandaleuse impunité. Cela ne ressemblait-il pas assez bien au coup d'Henri II contre Thomas Becket? A cette nouvelle, protestation générale des consciences : le pape excommunie le candidat impérial, et contre Henri VI, instigateur présumé du meurtre, une ligue puissante se forme; les ducs de Brabant et de Limbourg, le comte de Hainaut, les archevêques Bruno de Cologne et Jean de Trèves y entrent; le pape donne son approbation; dans la Saxe même, l'opposition du clergé grandit chaque jour. Si puissante par ses grands fiefs et par son influence, l'Allemagne ecclésiastique ne va-t-elle pas se soulever tout entière contre l'empereur? D'autre part, l'insurrection d'Henri le Lion, et la complicité d'Ottokar de Bohême. On pouvait se croire à la veille d'une nouvelle guerre du sacerdoce et de l'Empire, désespérée et inexorable.

Dans la Péninsule, soutenue également par le pape, la résistance s'organisait. Tancrède reprenait promptement possession de presque tout son royaume. Bientôt, encouragée par les événements d'Allemagne, c'est l'Italie entière qui, une fois encore, se redresse contre l'oppresseur; il semble que Lombards comme Napolitains soient prêts à se rallier sous la bannière pontificale. Ainsi contre Henri VI, partout les nuages s'amoncellent, à l'horizon italien aussi bien qu'à l'horizon allemand. Nul allié sûr : même les ducs de Souabe et de Bavière sont de fidélité branlante.

Cependant, Henri a la tête froide. Vrai Hohenstaufen, doué d'une ténacité énergique, les périls ne le troublent pas. En Italie, il envoie une petite armée sous les ordres de Berthold de Kunsberg pour tenter de reprendre l'Apulie à Tancrède; et, dans la marche d'Ancône, véritable couloir de liaison entre le nord et le sud, il intime à son mar-

quis Conrad de Lutzenhard l'ordre d'intercepter tout courrier à destination de Rome. De même, en Allemagne, il se multiplie, courant de Saxe en Bohême, et de Bohême en Bavière, ralliant ses partisans.

## 2. Succès complet du Staufen.

Soudain, vint s'interposer un événement qui, pour un temps, tint l'Europe en suspens : la captivité du roi Richard. Cet épisode a sa place dans notre étude. Richard Cœur de Lion, roi d'Angleterre, n'était pas en effet étranger aux querelles pendantes. En Allemagne, il avait soutenu Henri de Brunswick, son neveu; d'autre part, beau-frère de Guillaume le Bon, le dernier roi de Sicile, il appuyait la candidature nationale du dernier descendant des rois normands, le bâtard Tancrède de Lecce; entré à ce double titre dans les intérêts de l'Italie et du pape, ne semblait-il pas comme leur allié indirect? Par contre, il avait pour ennemis, non seulement Henri VI, mais aussi Philippe-Auguste, rival d'influence. Néanmoins, Richard et Philippe partirent ensemble à la croisade; leur hostilité s'y envenima, et il faut convenir que Richard était non moins brouillon que valeureux. Philippe-Auguste abandonna, le premier, une expédition qui n'aboutissait pas [1], mais, au départ, Richard, défiant, lui fit promettre qu'il ne profiterait pas de son absence pour attaquer les possessions anglaises en terre de France; il lui fit jurer de les garder « avec le même soin qu'il mettait à défendre sa propre ville de Paris ».

A peine rentré, Philippe priait Célestin III de le relever de ce serment. Le pape refusa; outre qu'il était plutôt l'allié de la papauté, Richard n'avait-il pas droit à l'immunité des croisés? Philippe alla pourtant s'entendre à Milan avec Henri VI; arrêter Richard, qu'il repassât par

1. Le seul résultat avait été la prise de Saint-Jean d'Acre, après deux ans de siège (13 juillet 1191).

l'Allemagne ou par la France, voilà ce qu'ils concertèrent. Ainsi fut fait. A son retour, en 1172, malencontreusement poussé par la tempête sur la côte dalmate, Richard essaie de traverser l'Allemagne sous un déguisement de marchand; s'il pouvait arriver chez son neveu, Henri de Brunswick, il doublerait, certes, par sa seule présence, la force de la coalition anti-impériale. Mais, suprême malchance, il est reconnu par le duc Léopold d'Autriche qui le livre à Henri VI. « Cette capture, s'écria le Staufen, vaut de l'or et des diamants. » De fait, c'est avant tout une forte rançon qu'il pensa à tirer de son prisonnier; ainsi Richard l'aiderait-il, bon gré mal gré, à relever sa situation, à préparer son expédition d'Italie.

La chrétienté s'indigna. Au nom de la loyauté protestaient les complaintes de nos troubadours :

Le roi Richard s'en allait sans soupçon
Quand l'empereur par fraude et félonie
S'en empara pour le mettre à rançon;
Que ta mémoire, ô César, soit honnie !

L'un de nos poètes, Pierre de Blois, écrivait directement à Célestin III, le priant de secourir ce fils de l'Église romaine « en considération du Christ ». Bérengère, la femme de Richard, suppliait également le pape d'intervenir. Quelques années plus tard, Innocent III n'eût pas hésité à ameuter l'opinion chrétienne et à excommunier Henri VI; c'eût été le signal d'un duel à mort entre la papauté et l'Empire; l'Italie s'y fût engagée à fond. Mais le faible Célestin III n'osa pas; ce n'est qu'indirectement, dans sa correspondance de France et d'Angleterre, qu'il se hasardait à menacer Henri VI de l'anathème.

Malgré les instances de Philippe-Auguste, celui-ci ne voulut pas prolonger l'odieuse captivité. Toujours hanté par le projet d'une domination impériale universelle, il voulut faire reconnaître sa suzeraineté par le roi anglais : un crucifix à la main, il l'investit du chapeau royal comme

un simple vassal. Par un raffinement d'habileté, Henri VI força son prisonnier à prendre des engagements capables de le compromettre irrémédiablement : à l'expédition du Staufen en Italie, Richard devait fournir un contingent de deux cents chevaliers, une flotte de cinquante galères, et même la participation personnelle. Ces exigences furent ensuite commuées en une rançon de 50,000 marcs d'argent qui constitueraient une aide très efficace et plus sûre.

Heureuse diversion à un moment critique que cette captivité de Richard ! Tout s'arrangeait au gré du Staufen. Bientôt tombait à rien la coalition anti-impériale. Ce fut l'amour qui la disloqua : Henri de Brunswick s'était épris d'Irmengarde, nièce de l'empereur ; la mère de celle-ci, la comtesse palatine, favorisait la passion des deux jeunes gens; elle leur ménagea même secrètement un rendez-vous au château de Stahleck et les fit marier par un chapelain. Henri VI fut d'abord furieux; mais ses adversaires ecclésiastiques y virent une heureuse occasion de finir la lutte ; ils demandèrent et obtinrent la grâce d'Henri de Brunswick ; épousant la nièce de l'empereur, ce chef de l'opposition réconcilierait dans son amour juvénil les vieux guelfes et les vieux gibelins. Fâcheux événement encore pour la cause italienne et romaine. Libre en Allemagne, l'empereur allait descendre dans la Péninsule. N'avait-il pas d'ailleurs l'or anglais de Richard? Maintenant, il pouvait acheter des chevaliers pour sa croisade d'Italie.

Jamais, en effet, au cours des années 1192 et 1193, Henri VI n'avait abandonné ses projets sur la Sicile, le pivot de ses ambitions méditerranéennes. Il avait laissé des contingents allemands dans maintes places normandes, et par son lieutenant Berthold il leur envoyait des renforts qui leur permettaient de continuer la lutte. Non seulement ils purent se maintenir dans les postes fortifiés commandant la frontière du côté de l'État pontifical, mais

encore ils ne cessèrent d'engager avec les Normands des combats souvent heureux. Ainsi, certains résultats très appréciables restaient-ils acquis de la première expédition ; la voie vers Naples était ouverte.

A cette action militaire, Henri VI joignait aussi une préparation diplomatique de la conquête. Il fallait isoler la Sicile, la priver de toute aide extérieure ou italienne. Nous avons vu comment, devenu prisonnier du Staufen, le malheureux Richard dut se désister de toutes prétentions. Une menace plus plausible, c'était, à la voix du pape, la formation d'une nouvelle ligue lombarde. Mais lors du traité de Verceil (12 janvier 1194), la diplomatie henricienne l'emporta dans l'Italie du Nord, et l'empereur fut assuré de n'y pas trouver d'ennemis, lors de sa venue.

Enfin — suprême chance pour le Staufen ! — Tancrède, le roi national sicilien, mourait le 28 février 1194, laissant la défense du royaume à un enfant, son fils Guillaume III, sous la régence d'une femme, sa veuve Sybille. Ainsi tous adversaires disparaissaient-ils, hormis le Pontife romain, trop faible et trop isolé pour devenir un obstacle.

Moment propice entre tous pour fondre sur la Sicile. En mai 1194, Henri VI quitte l'Allemagne ; traversant l'Italie, il s'emploie à renforcer partout le parti impérial par sa diplomatie prometteuse. Aux Génois, il s'engage à donner la Sicile entière. « L'honneur sera pour moi, mais le profit pour vous. » Comme une telle phrase sonne bien sur des lèvres allemandes !... Aux Pisans, il donnera plus encore, la Corse, Elbe, la moitié de Salerne, de Naples, de Messine, de Palerme. Grâce à ces offres fantastiques, il achète la collaboration des deux grandes cités maritimes, collaboration nécessaire à l'investissement de Naples.

Nulle résistance sérieuse. Henri se trouvait encore à Pise, que déjà des ambassadeurs napolitains venaient lui prêter hommage. Sans coup férir, la place capitule. Aussitôt, Henri se dirige vers Salerne, coupable d'avoir jadis livré à Tancrède l'impératrice Constance. Prise

d'assaut, la ville est livrée à un pillage effréné, ses murs rasés, ses habitants mis à mort, emprisonnés ou exilés. L'infortunée Sybille s'était réfugiée au château de Caltabellota; par l'intermédiaire de Richard de Caleno, Henri VI lui fit des propositions pacifiques : elle obtint pour son fils détrôné le comté de Lecce et le principat de Tarente. Le 25 décembre 1194, à Palerme, elle assistait avec ses enfants au couronnement du Staufen; le 29, sous prétexte de complot, celui-ci la fit arrêter ainsi qu'un grand nombre de barons; on les envoya en Allemagne. De même, on y expédiait tout le trésor royal, jusqu'aux tentures et aux fauteuils. « C'est Dieu qui faisait don à Henri de ces trésors, dit pieusement un chroniqueur allemand, Arnold de Lubeck. *Deus ei dedit thesauros.* »

Pourtant, il n'est pas vrai, comme on l'a cru longtemps, que ces premiers moments furent marqués par des excès et des cruautés; sur ce point, de récents travaux ont jeté une certaine lumière. Henri n'avait-il pas intérêt à pacifier le royaume et à s'assurer la sympathie des populations? Il organise la conquête. C'est à l'impératrice Constance qu'il confie la régence de Sicile; il crée marquis d'Ancône et duc de Romagne son fidèle serviteur, Markwal d'Anweiler. Au pape, il ne restait plus, semblait-il, qu'à se faire l'humble chapelain d'un si puissant empereur, possesseur de l'Italie entière. La question romaine paraissait résolue.

Ivre de gloire, Henri songeait alors à une domination universelle : Richard Cœur de Lion, il continuait à le regarder comme un vassal, il pensait même à obtenir l'hommage de Philippe-Auguste. Mais c'est surtout vers l'Orient que se portait son imagination enorgueillie : au bord des lacs de Sicile, il rêva de conquérir le trône de Constantinople. A Bari, dans une diète sicilienne, sous prétexte que l'empereur Isaac l'Ange avait été renversé par son frère Alexis, il annonça le projet : « Le moment est venu, déclara-t-il, de venger les croisés latins et parti-

culièrement mon père Barberousse des trahisons si souvent commises à leur égard par les Grecs. » Une telle piété filiale était bien touchante ! Il présentait d'ailleurs ce projet comme parallèle à une expédition en Terre Sainte.

Soudain, le voilà qui adresse au pape une lettre de croisé enthousiaste : il annonce l'intention d'envoyer aussitôt en Palestine 1,500 chevaliers et 1,588 sergents. Par cette habile politique, le rusé compère ne faisait-il pas coup double : sous couleur de prendre en main les intérêts de la chrétienté, il satisfaisait ses ambitions orientales, et d'autre part, il attirait à lui, malgré lui, le pauvre pape resté seul protestataire dans l'Italie domptée. De fait, Célestin III ne put que remercier Henri VI de son projet de croisade : dans une lettre du 29 avril 1195, il le félicitait chaleureusement.

Maître incontesté de l'Italie, Henri VI avait repassé les Alpes. Dans deux diètes, à Gelnhausen et à Worms, il convia l'Allemagne à la croisade (octobre-décembre 1195). C'était presque le centenaire du concile de Clermont ; on mit beaucoup d'enthousiasme à répondre à l'appel d'Henri. Il laissa partir les croisés de Jérusalem, mais se réserva de rassembler sur les côtes siciliennes le plus gros contingent destiné à son expédition préférée, la croisade de Constantinople. L'honneur du Christ, peu lui importait ; son profit, le triomphe de ses ambitions, tel était le seul enjeu. Barberousse, au moins, avait encore gardé quelques soucis de chrétienté.

### 3. Les derniers Projets : l'Empire héréditaire et la Croisade.

La fortune d'Henri VI était au plus haut point. Perpétuer la dynastie des Staufen en créant l'Empire héréditaire, ne serait-ce pas assurer la continuité des visées germaines sur la Péninsule ; ne serait-ce pas supprimer les compétitions d'élection qui périodiquement venaient

traverser la politique de conquêtes et en compromettre les résultats? Dans le Saint-Empire, ce serait aussi faire passer le pape au rang de bénisseur surnuméraire, en sorte que l'empereur ne lui devrait plus rien. Maître de Rome, celui-ci ne réduirait-il pas le Pontife souverain à n'être plus que le chapelain impérial, et comme un prestigieux maître de cérémonies, « une sorte d'archi-chancelier, l'archi-chancelier du culte catholique », selon la formule plus tard trouvée par Napoléon. La question romaine aurait ainsi pour solution l'asservissement de la papauté, non pas un asservissement momentané et créé par les hasards malencontreux de la lutte, mais un asservissement reconnu et passé à l'état d'institution. En face du faible Célestin, Henri VI incarnait la puissance et l'ambition démesurée; tenant déjà le pape par ses promesses de croisade, il crut pouvoir tout se permettre. Très habile d'ailleurs, aux nobles allemands il offrait aussi l'hérédité dans les comtés ou duchés, tandis que jusque-là l'investiture impériale était de rigueur : à la diète de Wurtzbourg en 1196, il réunit de nombreuses approbations signées de princes ecclésiastiques et laïques.

Mais la vraie approbation, celle qui sans conteste authentiquerait le projet, devait venir du pape. Qu'il consentît à couronner roi des Romains le tout jeune fils de Henri VI, et le principe d'hérédité se trouvait appliqué, donc reconnu. Dans ce but, une fois encore, l'empereur passa les Alpes. Ne pas y voir clair, Célestin III ne le pouvait pas. Loin de se montrer disposé à faire les concessions dernières, il envoya à Henri de multiples doléances : il se plaignait particulièrement qu'en Sicile l'archevêque de Palerme et d'autres évêques eussent été emprisonnés; pouvait-il d'ailleurs supporter que Philippe, duc de Toscane, occupât les biens allodiaux de la comtesse Mathilde et qu'il osât même s'avancer en territoire pontifical? Henri VI reçut la lettre de Célestin alors qu'il traversait la Lombardie; sa réponse fut empreinte d'une impertinente désin-

volture. Bientôt, dépouillant toute feinte, l'empereur réclamait directement du pape la consécration solennelle de son fils comme roi des Romains; puis, pour donner à sa requête une nuance plus persuasive, il s'avança dans le Patrimoine jusqu'à Montefiascone et Tivoli.

Même Célestin III ne pouvait accepter de telles conditions. Il ne résista pas en face comme jadis un Alexandre III, et comme plus tard un Grégoire IX; mais il employa l'arme qui rend parfois les faibles étrangement forts, la résistance passive. La curie romaine renforça cette fois ses habitudes de lenteur; six semaines durant, elle fit attendre sa réponse, puis finit par demander des avantages en échange. Henri VI, ce maître de l'univers, répondit fièrement qu'il ne se laisserait pas traiter en vassal, mais que volontiers il accorderait gratuitement des concessions, et des concessions telles que jamais n'en furent faites, même par son père Barberousse. Ne reconnaît-on pas là le beau prometteur? Le pape ne s'y laissa pas prendre; il fit savoir qu'il remettait sa réponse à l'Épiphanie 1197; mieux eût valu dire à la Trinité.

Chez les princes allemands, Henri avait, d'ailleurs, rencontré des résistances plus catégoriques. Pour eux, l'Empire électif était quasi un dogme politique. N'était-il pas assez naturel qu'ils tinssent à un système qui, périodiquement, leur valait tous les avantages d'un interrègne avec ses grands et ses petits profits? Si l'Empire devenait héréditaire, bientôt toute cette féodalité ne se verrait-elle pas muselée et domptée? Autrement dit, elle disparaîtrait; car l'essence même de la féodalité, c'est de vivre sans maître et de guerroyer sans trêve. Henri le comprit, il fallait biaiser : sans toucher à la constitution impériale, il demanderait seulement d'élire son fils Frédéric-Roger pour son successeur. Ainsi n'arriverait-il pas à ses fins indirectement? Sans créer l'Empire héréditaire, il obtiendrait que son fils fût héritier.

Barberousse avait passé la couronne à Henri VI, et maintenant celui-ci la transmettait à Frédéric-Roger; la répétition du fait ne tendait-elle pas à la répétition du principe, et ne semblait-il pas que le Saint-Empire fût devenu un bien de famille des Staufen? N'empêche, le dernier pas irrévocable restait à faire; et grâce à Dieu, à l'évêque de Rome et aux barons d'Allemagne, jamais il ne se ferait. Les Staufen n'étaient pas encore devenus ce qu'étaient les Capétiens en France; Rome ne subissait pas cette menace suprême; si faible qu'il fût, Célestin III venait de remporter un demi succès; ainsi rendait-il possibles les grandes victoires prochaines d'Innocent III.

L'empereur avait donc négligé Rome; il se dirigeait vers son royaume du Sud où des bruits de sédition circulaient. Promise pour l'Épiphanie 1197, la réponse du pape lui arriva enfin; elle contenait encore des propositions nouvelles. Toujours ce même système dilatoire, qui a valu à la diplomatie romaine ses plus beaux succès. Très peu satisfait, Henri fit savoir qu'il ne pouvait accepter. La curie attendait-elle une autre attitude de l'empereur?

D'ailleurs de nouveaux soucis l'accaparaient : il se trouvait menacé d'une révolution terrible. Les Siciliens ne supportaient pas plus volontiers le joug d'Henri VI qu'autrefois les Lombards celui de Barberousse. Nuancée de promesses et de procédés trompeurs à l'égard de l'Italie centrale, la politique d'Henri VI était, au contraire, rigueur farouche dans l'Italie méridionale que complètement il fallait asservir. La Sicile n'était-elle pas le pivot de toutes les visées grandioses du César sur la Péninsule et sur l'Orient? Il importait que cette base fût solide et non pas volcanique. Les gouverneurs allemands préposés au royaume avaient donc fait peser sur lui la tyrannie : priver le clergé national de ses rapports avec Rome, pressurer le peuple d'impôts, telle fut la consigne.

La venue de l'empereur exaspère les passions de ces Méridionaux ardents; contre sa vie même un complot se trame. Le bruit court que sa femme, Sicilienne de cœur, s'est entendue avec un seigneur du pays, le malheureux Jordano, qui l'épousera et deviendra roi. A peine ces nouvelles arrivent-elles à Henri VI, qu'il réprime dans le sang avec une férocité inouïe cette compétition non encore éclose. Il incendie Catane, il ordonne que les barons siciliens prisonniers en Allemagne aient les yeux crevés, mesure d'autant plus cruelle que ceux-ci n'avaient apparemment pris aucune part à l'insurrection. En présence de la reine Constance, Jordano subit les plus terribles supplices; des conjurés, ou de prétendus conjurés sont sciés en deux, d'autres brûlés vifs, ou encore enterrés vivants jusqu'au cou et ainsi décapités. A côté d'une telle répression, le châtiment de Milan par Barberousse n'avait été qu'une mesure bénigne.

Au moins les résultats seraient-ils définitivement acquis, et la puissance d'Henri VI cimentée dans le sang des Siciliens. Activement, le tyran préparait sa croisade contre Constantinople; déjà il se voyait maître de l'Italie et de l'Orient, quand il succomba à la fièvre, rapidement emporté en deux mois (août-septembre 1197). Avant de mourir, comprenant combien il serait difficile de maintenir les couronnes de Sicile et d'Allemagne sur la tête d'un enfant, il voulut placer Frédéric-Roger sous la seule protection qui fût stable et efficace, celle du pape. Dans ce but, il fit à Célestin toutes les restitutions exigibles : non seulement le Patrimoine proprement dit, mais aussi le duché de Spolète, la marche d'Ancône, le duché de Ravenne et même les biens allodiaux de la comtesse Mathilde. Il allait jusqu'à reconnaître la suzeraineté du Saint-Siège sur la Sicile. Ainsi la solution impériale de la question romaine était-elle à ce point fragile que la mort d'un seul suffisait à la compromettre. Nulle tradition dans ce sens, nul appui profond en Italie. Si un tel imperium se maintenait pro-

visoirement, ce n'était que par la force; au contraire, les protestations italiennes et pontificales vivaient toujours, n'attendant que leur heure pour s'exprimer bien haut. La solution impériale de la question italienne, c'était l'asservissement de tout un peuple; la solution papale, c'était sa liberté.

Dans son *Histoire d'Allemagne*, Zeller a porté un jugement très sage sur le despote Henri VI : « Plus diplomate que guerrier, plus violent que fort, et plus inexorable que sévère, toujours impatient, jamais satisfait, même dans le succès, impitoyable dans la lutte, plus fertile en ressources qu'en idées, mettant son ambition au-dessus de ses scrupules, ses passions au-dessus de sa conscience et sa cupidité au-dessus de son honneur, ayant autour de lui plutôt des instruments serviles que des serviteurs dévoués, peu sympathique aux Allemands, abhorré des Italiens, peut-être détesté de l'impératrice Constance, sa femme, il gâtait ses projets par ses chimères, ses bienfaits par la corruption, ses négociations par les équivoques, ses victoires par ses vengeances, son gouvernement par son avarice, la croisade même par l'égoïsme; et il mourait, sans avoir ni changé au profit de sa famille la constitution allemande, ni affermi sa domination impériale en Lombardie et à Rome, ni sa puissance royale en Sicile, ni terminé la croisade dont il avait parlé pendant quatre ans. Il avait seulement abandonné l'Allemagne au désordre, opprimé l'Italie, terrorisé la Sicile, inquiété les monarchies de l'Occident; et il laissait tout non seulement inachevé, mais inachevable à son jeune et frêle héritier [1]. »

Peu de temps après lui, mourait le pape Célestin III. Trop faible pour résister en face, il s'était montré assez habile pour opposer aux visées du César des lenteurs calculées; c'est au soir d'une victoire qu'il disparaissait,

1. ZELLER, *Histoire d'Allemagne*, t. IV, pp. 488-489.

tenant en main le testament de Henri. Mais un pontife allait se lever qui triompherait magnifiquement au nom des principes toujours rappelés, Innocent III le Grand. Ce pape sera à la querelle du sacerdoce et de l'Empire ce que Grégoire VII fut à celle des Investitures : l'intraitable tenant des libertés de l'Église.

# CHAPITRE II

## La question de l'Élection à l'Empire sous Innocent III.

La mort de Henri VI rêvant d'une universelle tyrannie mit à l'aise la chrétienté. Par contraste, l'héritage de ce farouche despote passait à un enfant de trois ans, Frédéric-Roger, sous la responsabilité du frère d'Henri, Philippe de Souabe, personnage généreux et chevaleresque, qui avait épousé la princesse Irène, une Grecque pleine de douceur. Aussitôt on secoua le joug : l'impératrice Constance renvoya de Sicile les conseillers allemands Markwald d'Anweiler et Conrad d'Urslingen; une fièvre d'indépendance traversa les villes de l'Italie centrale; on rejeta jusqu'au cadavre du puissant défunt; Célestin III lui refusa l'inhumation ecclésiastique parce qu'excommunié.

### I. Innocent III patronne Othon contre Philippe de Souabe.

Cependant, Philippe de Souabe, défenseur des droits des Hohenstaufen, était parvenu à regagner l'Allemagne. Il voulait faire proclamer empereur son jeune neveu Frédéric-Roger. Il comptait, disait-il avec emphase, « sur sa force, sur ses châteaux imprenables, sur ses vassaux nombreux, sur son or, sur son argent, sur ses pierres précieuses, sur ses brillants tapis », bref sur tout l'héritage de son frère. De fait, une élection à l'Empire, qu'était-ce autre chose qu'une question d'argent? Mais Frédéric-Roger n'était qu'un enfant encore bégayant, le fils d'un père excommunié et haï, lui-même non encore baptisé.

Comment donc lui obtenir la couronne à l'heure où toutes les passions contenues par la poigne du despote se ravivaient plus ardentes? Les guerres privées se rouvraient, la féodalité se déchaînait en pillages et en meurtres : Othon, duc de Bourgogne, le propre frère de Henri VI et de Philippe, donnait lui-même l'exemple.

D'ailleurs, des prétentions à l'Empire s'affichaient déjà. Toujours le titre impérial eut le don de faire naître les convoitises de tous les princes puissants. On parlait vaguement du roi de France Philippe-Auguste, du roi d'Angleterre Richard Cœur de Lion, ou encore des fils du fameux Henri le Lion, Henri et Othon. N'était-ce pas le vice foncier du Saint-Empire de demeurer électif, ce qui livrait périodiquement l'Allemagne aux disputes des compétiteurs? Cette grande institution, qui eût pu être si redoutable, s'effondrait ainsi par intervalles dans des luttes épuisantes, dans le chaos des rivalités féodales. Pour la tranquillité de l'Europe et du Saint-Siège, ces crises venaient couper les projets dominateurs des Césars allemands, brusquement, comme le réveil finit le rêve.

Le principal opposant du jeune Frédéric-Roger fut Adolphe de Cologne; en l'absence de l'archevêque de Mayence, parti pour la croisade, il ramassait en son giron toute la puissance ecclésiastique allemande. Ambitieux et avare, combien volontiers il eût mis la main sur les richesses des Staufen? Il lança d'abord la candidature d'un fils d'Albert l'Ours, Bernard de Saxe, qu'une obésité lamentable rendait peu propre à un rôle aussi majestueux. Fortement appuyé par ses barons, Philippe de Souabe le gagna de vitesse : habilement, il substitua sa propre candidature à celle du petit Frédéric, répandit l'or et les promesses, et le 8 mars fut élu à Mulhausen. Devancé, l'achevêque de Cologne ne se tint pas pour battu; il envoya chercher en Angleterre le second fils de Henri le Lion, Othon, neveu de Richard Cœur de Lion. Comme son oncle, Othon était brave, et même bravache, généreux,

audacieux, ambitieux, bien né pour un rôle de compétiteur à l'Empire. Il quitta l'Angleterre, débarqua aux Pays-Bas, pénétra en Allemagne, et fut reçu triomphalement à Cologne où on le déclara empereur; il marcha aussitôt sur Aix-la-Chapelle et se fit couronner dans cette capitale de Charlemagne. Désormais deux élus : à Philippe le Staufen s'opposait le fils d'Henri le Lion. La grande querelle des Wiblingen de Souabe et des Welfen du Brunswick se rouvrait.

Qu'allait faire la papauté? D'une telle élection pouvait-elle se désintéresser? Toujours elle y était partie prenante, parce qu'en théorie l'empereur devenait protecteur de la chrétienté et son bras séculier, parce qu'en pratique, il devait nécessairement adopter une politique italienne, conquérante ou bienfaisante. Célestin III était mort le 8 janvier 1198; la curie romaine élut pour lui succéder Lothaire, fils du comte Trasmundo de Segni, qui prit le nom d'Innocent III.

Entre tous les noms de papes médiévaux, celui-là reste le plus fameux. Aux yeux des mal intentionnés, il évoque le représentant et comme l'incarnation des visées dominatrices romaines sur l'Europe entière; pour eux, Innocent III fut un César ecclésiastique comme Henri VI un César laïque. En fait, théologien et canoniste expert, clerc très pieux, le nouvel élu avait écrit un traité sur la sainte Eucharistie et un autre sur le mépris du monde. Une idée très nette et très sincère de sa petitesse et de son néant personnel, une conviction non moins enracinée de la grandeur du rôle pontifical, voilà toute sa mentalité. Le pape, il le déclare « intermédiaire entre Dieu et les hommes, au-dessous de Dieu, au-dessus des hommes, moins que Dieu, plus que l'homme, jugeant tout et n'étant jugé par personne, selon la parole de l'Apôtre : « c'est Dieu qui me juge. » D'après lui, — comme d'après tous les théoriciens d'un moyen âge idéal, — le sacerdoce et l'Empire devaient se tenir étroitement unis pour conduire le monde. Mais le

sacerdoce était une puissance spirituelle, l'Empire une puissance politique; aussi la papauté détiendrait-elle le pouvoir législatif tandis que l'empereur demeurerait, dans les questions de chrétienté, l'exécutif docile. Et Innocent III éclairait ces principes avec l'expressive comparaison du soleil et de la lune : « de même, disait-il, que la lune reçoit sa lumière du soleil, de même la dignité royale n'est qu'un reflet de la dignité pontificale. » Les rois réverbèrent à la face des nations les faisceaux lumineux qui partent du trône pontifical; ils sont les dispensateurs fidèles de cette clarté; sinon, ils tombent sous l'excommunication de l'Église.

En formulant une telle théorie, Innocent III ne scandalisait pas le moyen âge; c'est le moyen âge lui-même qui l'avait élaborée et longuement il en avait rêvé la réalisation; on peut dire que depuis Charlemagne il ne cessait d'en cultiver la nostalgie. Innocent III n'innovait donc pas; il reprenait les idées sociales généralement enseignées dans les Universités et parmi les écrits des canonistes. L'originalité saisissante de son attitude est d'avoir voulu réaliser cette thèse envers et contre tous les puissants. Il trouvait l'Europe bien éloignée de son idéal de chrétienté : des royaumes divisés, incapables de faire front au Sarrazin; des rois en marge de la morale, Philippe-Auguste répudiant Ingeburge et Richard Cœur de Lion spoliant l'Église d'Angleterre; des fidèles enfin en révolte ouverte contre l'Église et livrés aux fantaisies des hérétiques, Lollards, Vaudois, Albigeois surtout. A l'égard de tous ces insurgés contre l'ordre chrétien, Innocent III agit avec une vigueur inouïe qu'il puise dans la force même de ses convictions : ne s'agissait-il pas d'édifier la chrétienté parfaite, sans transaction aucune avec l'erreur?

Ainsi apportait-il dans la question romano-allemande une volonté très ferme de maintenir les droits du Saint-Siège. Ne fallait-il pas rétablir la paix catholique pour

lancer à nouveau l'Europe contre les Maures? Or, de tranquillité il n'y en aurait dans la Péninsule et en Allemagne que si, abandonnant leurs rêves de domination transalpine, les Césars laissaient Rome au pape et l'Italie aux Italiens.

Pour que le Pontife suprême pût donner ses ordres à la chrétienté entière, il importait tout d'abord qu'il fût maître dans Rome. Or, la ville appartenait à une magistrature prétentieuse, sénateur ou préfet, en dépendance de l'Empire; de plus, incessamment, ne se voyait-elle pas la proie des factions féodales? Césarisme ou anarchie, tel semblait être le dilemme. Tout autour, les provinces de l'Église restaient aux mains des margraves allemands imposés par le défunt Henri VI. Rapidement, Innocent III changea cet état de choses : profitant de la vacance de l'Empire, il se fit prêter serment de fidélité par le préfet, Pierre de Vico; de même, par le sénateur qu'il plaça lui-même à la tête de la municipalité romaine. Dans le Patrimoine, autrement dit dans la Sabine, la Campanie et la Maritime, il dépêche vers les barons des envoyés pontificaux qui, à l'improviste, les mettent en demeure de jurer obéissance au nouveau pape.

Plus loin, dans l'Italie entière, ce n'était qu'une clameur contre le despotisme teuton. Innocent III l'entendit; il se fit le chef du mouvement d'indépendance qui grondait partout dans les villes de la Marche d'Ancône, de la Romagne, de la Toscane. En vain, le sénéchal d'Empire, Markwald d'Anweiler, essaya-t-il de se maintenir, et de traiter avec le pape; bientôt il dut quitter Ravenne devenue intenable; de même, Conrad d'Urslingen, duc de Spolète, se vit contraint de capituler sans condition sous la menace des révoltés. Au milieu de l'année 1198, Innocent III fit un voyage triomphal dans cette Italie centrale délivrée : Assise et Pérouse l'acclamèrent comme le plus grand Italien. D'ailleurs, se montrait-il assez sage pour laisser à ces villes les libertés communales qui leur étaient

si chères. Plus haut, la Toscane se formait en confédération ou ligue sous la présidence pontificale.

Dans le royaume de Naples, au nom de son jeune fils Frédéric, la reine veuve Constance se déclarait la fidèle vassale du pape; elle lui payait tribut, elle chassait les Allemands de son domaine. Bientôt, vers la fin de 1198, elle mourait, laissant l'enfant de quatre ans sous la tutelle effective d'Innocent III, qui envoya deux cardinaux à Palerme pour prendre la direction des affaires. L'Italie entière redevenait italienne et pontificale; Innocent III pouvait écrire : « Dieu nous a rendu sans violence ce qui nous avait été enlevé par la violence. »

Plus difficile, plus délicate à traiter apparaissait la question impériale. Chaque candidat ralliait à lui toute une noblesse : derrière Othon, voici les comtes de Flandre et de Luxembourg, le duc de Brabant, Cologne, la Westphalie, bref le Nord-Ouest. Philippe range sous lui sa Souabe et sa Franconie, les ducs d'Autriche et de Bavière autrement dit le Midi entier, sans compter des intelligences en Saxe et en Brandebourg; à n'en pas douter, la force et le nombre sont pour lui. Au dehors, le gibelin s'appuie sur Philippe-Auguste, et Othon sur Richard Cœur de Lion. Mais que va faire Innocent III? Énigme profonde. Nul ne sait. Il attend et s'informe : à une ambassade d'Othon le priant de reconnaître ses droits, il répond par le silence.

Vers la fin de 1198, la guerre éclate entre les deux partis : descendant le Rhin, Philippe brûle Andernach et Bonn; en 1199, par la mort de Richard Cœur de Lion, Othon perd un appui fameux; Philippe s'empare de Strasbourg et vient assiéger son rival dans Cologne; à la Noël, il tient à Magdebourg une diète brillante où il paraît vraiment en souverain. Faisant la paix avec la France, le nouveau roi anglais Jean sans Peur, et le comte Baudouin de Flandre se détachaient de l'alliance d'Othon; selon le dire des grandes annales de Cologne, il semblait qu'il ne restât plus

au pauvre prétendant que « la seule aide de Dieu ». Mais cette alliance spirituelle paraîtrait-elle négligeable, si c'était celle du pape?

Dès le début, Othon s'efforça de l'obtenir. A Innocent III il avait fait part de son élection, dans une lettre fort habile; il y rappelait que son père Henri le Lion s'était montré fidèle à la cause pontificale et que pour elle il avait souffert la confiscation et l'exil; d'ailleurs, il promettait de respecter les prérogatives de l'évêque de Rome aussi bien que les droits des Églises d'Allemagne. Quant à s'engager de manière précise en ce qui regarde l'Italie et le Patrimoine de Saint-Pierre, il ne le faisait pas. De grandes phrases, de belles protestations, et rien de plus. Tout cela, pure eau bénite de cour laïque envoyée à la cour pontificale! Innocent III n'eut garde d'y tremper les doigts. Par ailleurs, Othon fit bien rédiger des promesses très détaillées et fort satisfaisantes, mais il ne les signa pas, et Innocent III n'était pas homme à se laisser prendre à une ruse aussi grossière. Aussi demeura-t-il dans une prudente expectative. Il attend jusqu'au 2 mai 1199, avant de répondre aux avances guelfes; encore, n'est-ce que très indirectement, dans une lettre à l'archevêque de Cologne. Il s'y déclare prêt « à assurer l'honneur et le profit d'Othon ». Rien de plus, autrement dit, rien du tout.

De son côté, le parti gibelin intriguait. Sous le règne du tyran son frère, Philippe de Souabe avait participé aux crimes commis contre des nobles et des évêques italiens; à tel titre, il se trouvait nanti d'une excommunication des plus authentiques. En obtenir l'absolution était pour lui une nécessité préliminaire à toutes négociations; il parlementa dans ce but avec la papauté. Puis, dès 1206, il écrivit à Innocent III une apologie fort humble de sa conduite : jamais il n'avait désiré l'Empire, jamais il n'avait tenté de corrompre les électeurs. Mais les premiers candidats, les ducs de Saxe et de Zähringen n'avaient

pu s'imposer. Personnellement, il avait fait des efforts inouïs pour assurer le succès de son neveu Frédéric-Roger, si bien qu'à la fin nombre de ses partisans l'accusaient de se dérober au fardeau impérial. S'il a consenti à poser sa candidature, ce n'est donc « ni par cupidité, ni par amour du faste et de la puissance »; cela, il l'affirme « sur sa foi en Jésus-Christ, par qui il désire être sauvé ». Il déclare d'ailleurs qu'il est fils de l'Église, qu'il la défendra, même et surtout si elle s'appelle l'Église romaine. Bons sentiments, excellents sentiments, mais enfin des phrases encore ! Il eût fallu bien autre chose pour convaincre Innocent III.

Celui-ci continuait donc d'attendre, et apparemment l'interrègne qui se prolongeait ne faisait pas de tort aux Italiens. L'empereur, c'est à coup sûr le protecteur du pape, mais lorsque, de temps en temps, le protecteur vient à manquer, on n'en respire que plus librement à Rome. Vivent les grands et les petits interrègnes ! Chicanes et guerres au delà des Alpes, tranquillité en deçà. Est-ce à dire qu'Innocent III ait travaillé exprès à prolonger cet état anarchique? Nous ne le pensons pas. Pour les papes, la fin ne justifie pas les moyens. Or n'était-il pas évident que l'Allemagne et les pays vassaux souffraient énormément de l'interrègne : « la guerre des burgs » n'est alors qu'une suite ininterrompue de pillages et d'assassinats auxquels vient s'ajouter une famine meurtrière. Dans sa chronique, Renier, moine de Saint-Jacques de Liége, se plaint d'avoir mangé du pain d'avoine, et bu de l'eau au lieu de bière. Ce genre de mortification ne semble guère de son goût, encore nombre de pauvres gens qui moururent de faim eussent-ils été fort heureux de le partager.

Soudain, un événement se produisit, qui, en manifestant le secret des cœurs, permit enfin à Innocent III de se prononcer. Il reçut un manifeste rédigé à Spire, le 28 mai 1199, par les chefs du parti gibelin. Ceux-ci daignaient lui apprendre qu'ils avaient élu Philippe « empereur du trône

romain » *(in imperatorem romani solii eligimus)*. Substituée à l'appellation de « roi des Romains », une telle formule supposait résolu tout problème; les électeurs avaient nommé un empereur; au pape il ne restait plus qu'à dire amen. C'était la thèse impérialiste brutalement imposée et sans réplique. Les grands gibelins ajoutaient qu'ils avaient juré d'affermir le pouvoir de Philippe dans tous les territoires jadis possédés par le « sérénissime Henri »; autrement dit, mêmes ambitions qu'autrefois, non moins étendues, jusqu'en Sicile inclusivement. La diplomatie allemande ne se nuance pas toujours de sous-entendus : on spécifiait au pape qu'il eût à bien traiter « le fidèle serviteur du roi Philippe, Markwald, marquis d'Ancône, duc de Ravenne, procureur du royaume de Sicile, maréchal de la cour impériale »; de fait, muni des pleins pouvoirs de Philippe, Markwald s'était emparé du jeune Frédéric et régissait l'île à sa guise despotique. Enfin n'allait-on pas jusqu'à se promettre de bientôt mener à Rome le Staufen « avec le plus grand nombre d'hommes pour le faire couronner »? Au bas du manifeste, une multitude de signatures : archevêques de Magdebourg, de Trèves, de Besançon; évêques de Ratisbonne, de Freising, d'Augsbourg, de Constance, d'Eichstatt, etc...; abbés de Fulda, d'Hersfeld, de Tegernsee, d'Elwangen; ducs de Saxe, de Bavière, d'Autriche, de Lorraine; margraves de Meissen, de Brandebourg, de Moravie, de Rousberg... sans compter vingt-quatre autres princes qui ont envoyé leur adhésion. — 1199! C'était d'ailleurs l'année où les affaires du compétiteur Othon semblaient péricliter. Évidemment, les gibelins pensaient bien qu'ils allaient l'emporter par cette lettre impérative : en Allemagne, on s'imagine assez vite que la manière forte est toujours la meilleure manière.

En l'occurrence, il s'en fallait de beaucoup. Les partisans du gibelin venaient de manquer totalement de psychologie. Avant d'employer à l'égard du pape les procédés

d'intimidation, du moins auraient-ils dû essayer de pénétrer qui il était. Parce que Innocent III attendait pour se prononcer, ils en avaient conclu qu'il avait une âme timide et pusillanime. En réalité, — nous l'avons déjà dit, — toute atteinte aux droits et privilèges de l'Église le révoltait et le trouvait intraitable; nul plus que lui ne fut le défenseur de l'*iota unum aut unus apex*. Mis en demeure de se prononcer, il allait parler sans ambages. Il commença par protester dans un consistoire solennel auquel assistaient les ambassadeurs souabes : « glorifier la honte et exalter l'infamie » voilà ce qu'ont fait les Allemands; n'eût-il pas fallu en déférer au Saint-Siège? A lui, la décision finale. Même fermeté dans la réponse aux princes : « la couronne impériale que vous voulez venir prendre à Rome, mais c'est le pape seul qui peut la donner. » Ainsi les gibelins avaient-ils notifié à Innocent III la solution de la question, et lui répliquait qu'elle demeurait tout entière à résoudre; la ratification n'est pas de pure forme, elle est une authentication nécessaire; avant elle, nulle décision, après elle nulle discussion. Outre qu'elles reposaient sur un droit strict que le moyen âge avait reconnu, de telles exigences pontificales ne semblaient pas outrées en 1199. N'était-ce pas l'époque où, à la voix de Foulques de Neuilly, les Français enthousiastes se croisaient, tandis que, tombant sur le royaume, l'interdit vengeur acculait Philippe-Auguste à une capitulation matrimoniale?

Puissante sur tous les terrains, la papauté ne le serait-elle pas aussi en Allemagne? Innocent III ne se voyait-il pas autorisé à résumer la situation dans cette formule lapidaire : « Si l'Église est heureusement unie par la grâce de Dieu, l'Empire est divisé par suite de ses péchés. » D'un côté, des principes fermes et une autorité reconnue; de l'autre, des ambitions immodérées et le conflit des appétits brutaux.

Un moment on parla d'une commission d'arbitrage composée de huit guelfes et de huit gibelins, et qui se tien-

drait le 28 juillet 1200, sous la présidence de Conrad de Wittelsbach, archevêque de Mayence. Mais la réunion fut prorogée, et Conrad en profita pour mourir le 20 octobre. En même temps que lui, fut enterré le projet; au milieu de l'effervescence inouïe des partis, n'avait-il pas d'ailleurs toutes les chances d'échouer? Cependant, en cette année 1200, Philippe de Souabe échouait devant Brunswick; effrayé par l'interdit, Philippe-Auguste criait merci; une flotte pontificale, commandée par Jacques Conti, débarquait en Sicile et infligeait à Montréal un échec au margrave Markwald (12 juillet).

La parole était à Innocent III. Il la prit dans un mémoire rédigé en janvier 1201, et intitulé : « Délibération du seigneur pape Innocent sur le fait de l'Empire, en ce qui concerne les trois élus. » Cela débute par un rappel des principes : le droit absolu de la papauté à trancher la question impériale se trouve affirmé sans ambages. Les différentes candidatures sont ensuite envisagées. Il faut écarter celle du jeune Frédéric : outre qu'étant mineur, il demeure incapable de protéger la chrétienté, « la papauté ne peut souffrir la couronne d'Allemagne et celle de Sicile réunies sur la même tête ». Vient ensuite Philippe de Souabe. Avec franchise, Innocent III reconnaît qu'il a pour lui la majorité de l'opinion princière; mais il est et reste excommunié. D'ailleurs, faire succéder le frère au frère, Philippe à Henri VI, comme auparavant le fils au père, Henri VI à Barberousse, ne serait-ce pas rendre l'Empire héréditaire, sinon en théorie, du moins en pratique et par usage traditionnel? Ne serait-ce point procurer aux ambitions des Staufen le moyen de se perpétuer sans à-coups. Conséquence fatale : disparition du droit pontifical d'investir l'empereur, asservissement pour l'évêque de Rome, pour l'Italie, pour l'Europe entière. Enfin, à ces motifs politiques s'ajoutait une raison atavique profonde : rien de bon à attendre des Staufen; le passé ne l'a-t-il point surabon-

damment prouvé? « Philippe est fils et petit-fils d'ennemis de l'Église, ennemi de l'Église lui-même. Il cherche encore à la persécuter. Quel mal ne lui ferait-il pas s'il arrivait à l'empire? » Restait le troisième candidat, le guelfe Othon. Il n'a pas la majorité des suffrages, et Innocent III ne fait pas difficulté à le reconnaître; par contre, il est dévoué à l'Église, et « il descend d'ancêtres dévoués à l'Église ». N'est-ce point là l'essentiel? Telle était la teneur de la décisive « délibération » d'Innocent III. Il faut reconnaître que les motifs invoqués ne manquaient pas de sagesse. Si Othon, par la suite, trompa toutes les espérances, le pape doit-il en être tenu responsable? Le don de prophétie, il ne l'avait pas.

Dès le printemps de 1201, Innocent délègue en Allemagne Gui, cardinal-évêque de Palestrina, qui fera connaître partout la décision pontificale. Le 1er mars, Innocent III déclarait ouvertement son choix : « Par autorité divine à nous transmise par le bienheureux Pierre, nous te reconnaissons comme roi, mandait-il à Othon, et nous ordonnons à tous de te prêter serment et obéissance. » En retour, le 8 juin, à Neuss, Othon prenait à l'égard de la papauté des engagements formels : le Patrimoine, l'exarchat de Ravenne, la marche d'Ancône, le duché de Spolète, l'héritage de la comtesse Mathilde, la suzeraineté sur la Sicile, il les lui abandonnait volontiers, d'autant plus volontiers qu'il ne les avait jamais eus entre les mains. A Cologne, devant le légat pontifical, Othon jure « de protéger Innocent, l'Église romaine, ses domaines, fiefs et droits, tels qu'ils avaient été déterminés par plusieurs empereurs depuis Louis le Pieux, de ne pas la troubler dans ses propriétés acquises, mais de l'aider à récupérer celles qu'elle n'avait pas encore recouvrées; enfin de prêter son appui à l'Église romaine pour la défense du royaume de Sicile ». Othon jure tout cela, et en échange reçoit la couronne. Il venait de parler comme un Charlemagne. Ne semblait-il pas que les succès d'Innocent III

fussent désormais liés aux siens absolument, et que la comparaison de l'âme et du corps se prêtant aide mutuelle redeviendrait expressive et réelle dans une chrétienté dont Innocent III serait le pape, et Othon IV l'empereur?

Aussi va-t-on voir Innocent entrer ouvertement en campagne. Il écrit aux chefs politiques de l'Allemagne pour leur expliquer son choix à l'aide des mêmes arguments développés dans la « Délibération ». En même temps, il essaie de gagner à la cause d'Othon toutes les influences étrangères, spécialement Philippe-Auguste. A celui-ci il montre, — ce qui n'était point exagéré —, que si le Staufen triomphait et s'emparait de la Sicile, il deviendrait un péril pour l'Europe. Sans doute; mais ce sont les intérêts français qui préoccupent d'abord le Capétien : or, le candidat pontifical n'est-il pas en même temps le neveu de ce maudit Plantagenet qui détient encore toute une partie de la France de l'Ouest? Dans de telles conditions, comment pourrait-il le patronner? Philippe-Auguste n'était pas un rêveur; politique réaliste, il comprenait que, somme toute, la question italienne ne regardait qu'incidemment la France; il n'avait que faire dans ce guêpier, où plus tard se fourvoieront les Valois aventureux. Le Sud lui importait donc assez peu; c'étaient l'Est et l'Ouest qu'il fallait garder, et n'aurait-il pas tout à craindre le jour où l'oncle tiendrait les bords de la Garonne et le neveu les bords du Rhin? Au cours d'une entrevue avec Othon, il lui a déjà dit ironiquement : « Si vous devenez maître de l'Allemagne, je m'engage à vous faire cadeau, moi, des trois meilleures villes de mon royaume, Paris, Étampes et Orléans. » Sur ce point il demeurera intraitable : en vain Innocent III lèvera-t-il l'interdit qui pesait sur le royaume, en vain essaiera-t-il d'amener la paix entre France et Angleterre, le Capétien ne voudra rien entendre. Pour être du parti de la papauté, il attendra le jour où la papauté cessera d'être du parti d'Othon; et alors, on verra Bouvines.

Tandis qu'Innocent III essayait de persuader tout le monde, le Staufen ne demeurait pas inactif. De son élection, il fit aussitôt une affaire nationale : pourquoi cet évêque de Rome venait-il se mêler des affaires allemandes? Chacun chez soi. « Si le pape ne veut pas de moi, dit Philippe aux princes, c'est que j'ai pris la couronne sans la lui demander. Que devient donc votre indépendance? Impossible désormais de gouverner l'Empire sans devenir la créature du Pontife romain. » A quoi Innocent III pouvait justement répondre, dans une lettre à l'archevêque de Cologne : « Refuser la couronne à qui la réclame au nom du principe d'hérédité, n'est-ce pas défendre la liberté des princes? C'est donc nous qui sommes le champion des libertés allemandes ! » De quel côté se trouvaient les bonnes raisons, on le voit facilement. Mais, apparemment l'orgueil national trouvait plus de satisfaction à épouser la cause du Staufen contre la papauté.

Déjà alors, une sève d'anti-romanisme coulait dans les veines allemandes. Le pape, c'était l'Italien, l'étranger; que ne restait-il chez lui et que venait-il faire chez les autres? On oubliait en Germanie qu'Innocent III n'intervenait dans les élections impériales que pour assurer la paix de l'Italie, pour qu'elle ne fût plus ravagée par un Barberousse ou un Henri VI; la politique pontificale était avant tout défensive. Mais les Teutons ne regardaient pas plus loin que leurs préjugés et leurs rancunes de parti; ils ne considéraient pas la chrétienté; depuis plus d'un siècle, ils travaillaient à acquérir cette mentalité anti-romaine et anti-catholique qui enfantera la Réforme. Tant ecclésiastiques que laïques, les partisans du Souabe se redressèrent superbement devant Innocent III et le mirent au défi. Le 8 septembre 1201, à la diète de Bamberg, ils rédigèrent un manifeste national. On y nie positivement le droit des évêques de Rome à désigner les empereurs de Germanie; la vérité, affirme-t-on, serait tout à l'inverse; car « jadis les empereurs avaient le droit

de contrôler l'élection pontificale; s'ils y ont renoncé, c'est par respect pour l'Église ». Parmi les signataires, on note les premiers personnages ecclésiastiques de l'Allemagne, un arhevêque de Brême, un archevêque de Magdebourg, les évêques de Worms, de Ratisbonne, de Passau, de Constance, d'Augsbourg, etc.

Ce manifeste insolent, l'évêque de Salzbourg et l'abbé de Salem osèrent bien le porter à Rome avec le margrave d'Ostmark (mai 1202). Tant il est vrai que dans l'Église d'Allemagne, le germanisme a déjà étouffé le romanisme; non pas l'Église première servie, mais l'empereur premier servi. A ces prétentions anti-juridiques et anti-historiques de l'orgueil teuton, le pape ne put opposer qu'un nouveau rappel de principes. Il le fit indirectement dans une lettre au duc de Zähringen, Berthold. D'une part, « la règle est indéniable : l'examen de l'élu appartient à celui qui doit en être le consécrateur ». D'ailleurs, « faire succéder Philippe à Henri, c'est rendre l'Empire héréditaire, c'est frustrer les autres familles princières de l'espoir de jamais régner ». Si irréfutable que nous paraisse l'argumentation, elle fut pourtant accueillie en Allemagne comme un défi; dans la chronique d'Ursberg, un petit moine osa bien qualifier la réponse pontificale « un tissus d'absurdités et de mensonges ».

Sans se soucier de la fureur des opposants, inspiré par les vues les plus élevées, Innocent III n'en maintenait pas moins son attitude. Ces Allemands ne voyaient pas plus loin que les frontières de leur orgueil national; lui envisageait les intérêts généraux de la chrétienté. Aux yeux d'Innocent, ne fallait-il pas que la question impériale fût bien vite liquidée afin que tous les efforts se portassent vers la grande croisade : faute d'argent les pauvres soldats du Christ se morfondaient en Vénétie, et pendant ce temps l'Allemagne s'absorbait en querelles intérieures [1].

1. On sait que l'expédition devait subir du fait de Philippe de Souabe un dommage plus direct; beau-frère du prétendant byzan-

Avec l'énergie audacieuse d'un vrai convaincu, Innocent III sabra dans les lignes profondes du haut clergé germanique, à grands coups d'excommunication : sous ses foudres tomberont des évêques comme Ludolphe de Magdebourg, Conrad de Spire, Wolfer de Passau, Anon de Tarentaise, Jean de Trèves, d'autres encore, bref, toute une aristocratie ecclésiastique. Sous ces coups répétés, on verra quelques conversions, notamment celle de Conrad de Wurtzbourg, ancien chancelier de Souabe; mais c'est au prix de sa vie qu'il paiera son obéissance au Saint-Siège: un soir, comme il se rendait à sa cathédrale, deux sicaires le poignardèrent traîtreusement; sa main et ses vêtements ensanglantés furent portés à Philippe comme des trophées.

En réalité, presque partout en Germanie, le schisme impérial amenait le schisme des Églises : à l'évêque d'Innocent III, s'opposait l'évêque du Staufen, au prélat guelfe le prélat gibelin. Querelles de sacristains et de bedauds, pensera-t-on; non pas, mais luttes inexorables par le fer et le feu. Ainsi, à Mayence, premier siège épiscopal d'Allemagne, le guelfe Siegfried d'Eppstein s'oppose au gibelin Lupold de Schönfeld; de même à Liége, Hugue de Pierrepont bataille contre Henri de Jacea. A la faveur de l'anarchie politique s'installe l'anarchie ecclésiastique, la révolte à l'égard de Rome; c'est l'esprit de la réforme bien avant la réforme. Aux révoltés du XVI^e^ siècle on a cherché des patriarches, les Gottschalk, les Berenger et les Abailard; les voilà bien plutôt, leurs vrais ancêtres, ces évêques encuirassés qui ne connaissaient d'autre Église que celle du Staufen.

Cependant l'énergie du grand pape se haussait à la hauteur des événements. Rien ne l'ébranlait. Au même moment, il devait pourtant parer à des difficultés énormes dans la Péninsule. Durant l'année 1202, à Rome, Inno-

tin Alexis, c'est lui qui, de concert avec le gouvernement vénitien, fit dévier la croisade vers Constantinople (1203-1204).

cent se voit contraint de lutter contre une faction ameutée, et de lui reprendre la tour des Conti, que son frère Richard avait élevée. En Romagne, en Vénétie, en Lombardie grondent les éternelles guerres civiles. Au sud, l'astucieux Markwald d'Anweiler parvient à gagner le chancelier Gautier de Palear; il s'empare de Palerme et du jeune Frédéric. Terre volcanique que cette Italie! D'une année à l'autre les situations y sont changées du tout au tout : 1198 avait consacré le triomphe du pape, ne semblait-il pas que 1202 dût voir son échec complet?

En 1203, la situation ira s'empirant encore. Suscitée par les Orsini et les Poli, une émeute éclatera soudain et envahira Saint-Pierre au moment de l'office. « Comme nous nous en retournions selon l'usage, la couronne en tête, par les rues de la ville, les insurgés se mirent en embuscade et nous firent en public de tels outrages que nous rougirions de les énumérer. » Le pape, qui avoue lui-même ce triste état de choses, dut s'enfuir. Celui-là qui régit le monde chrétien, n'avait même pas une ville sûre où pouvoir prendre gîte; il erra; on le vit à Palestrina, à Ferentino. Dans le midi, les choses allaient de mal en pis. Sans doute, un Français, Gautier de Brienne, était-il venu y rétablir les affaires du Saint-Siège en écrasant Markwald; mais un autre Allemand, Diepold de Vohlburg s'était installé dans la Pouille, tandis qu'un aventurier italien, Capparone, s'emparait de Palerme. Dans la Péninsule, le pape n'était maître nulle part.

Alors, Philippe crut l'emporter par la diplomatie. C'est le temps où il fait au Saint-Siège des offres faramineuses. Tous les territoires jadis confisqués par l'Empire, il les restituera au Saint-Siège. En Allemagne, les monastères seront réformés et placés sous la direction de religieux rigides, cisterciens, prémontrés ou camaldules. Bien plus, — chose incroyable, — l'Orient verra le Staufen accourir en croisé pour la reconquête des Lieux saints; et même, s'il est possible, il rétablira l'Église grecque dans l'obédience

de la romaine. Enfin, on esquissait une charmante idylle politique : une princesse de la dynastie souabe ne pourrait-elle se fiancer à un neveu d'Innocent III? Jamais on n'avait vu prince mieux disposé envers la papauté. Mais, pour y croire, quelle naïveté il eût fallu !

De telles promesses de la part du Staufen, ses propres malheurs en Italie, ce n'était pas assez pour abattre l'énergie jamais domptée du grand pape. A ces époques souvent arrivait-il que les situations fussent brusquement changées par un simple combat de partisans, par une entrevue de diplomates : car les forces opposées restaient, somme toute, médiocres, et les hommes toujours vénaux. Les affaires d'Innocent III remontèrent soudain. En Allemagne, grossis de contingents bohémiens et hongrois, les Othoniens du comte palatin Henri infligèrent une défaite sensible aux Philippiens. Situation excellente, écrit alors le guelfe à son protecteur; même il ne craint pas de fixer une date, et toute proche, où les grands feudataires accourront lui faire leur soumission : la Chandeleur 1204. En Italie, à force d'habileté, Innocent III rétablit aussi les affaires : en 1204, il accorde aux Romains un conseil de cinquante-six sénateurs, et ainsi fait sa paix avec eux. En laissant aux grandes villes de l'Italie centrale leurs libertés municipales et en n'exigeant des cités lombardes que la reconnaissance d'Othon, il parvient à s'y conserver une popularité. A l'est, la prise de Constantinople par les croisés, la fondation de l'empire latin, le choix de Baudouin de Flandre comme empereur, assurent au pape l'influence. Qu'il parvînt de même à asseoir son candidat sur le trône de Germanie, et cet idéal d'une chrétienté paisible et unifiée prendrait corps réellement.

Hélas ! l'Allemagne restait toujours la terre classique du désordre et des compétitions. Le possible, et même un peu l'impossible, Innocent III le faisait pour assurer le succès d'Othon. Impérieusement, il exigeait des princes ecclésiastiques qu'ils se prononçassent en sa faveur,

et il assurait à ses partisans les nouveaux sièges épiscopaux. Mais, n'y avait-il pas les réfractaires, et aussi les indécis, ceux qui signaient par exemple leurs actes : « regno Ottonis et Philippi, sous le règne des deux empereurs Othon et Philippe » ? La formule ne cessait pas d'ailleurs d'être vraie; et même Philippe semblait gagner du terrain.

Voici chanceler les fidélités guelfes : le propre frère d'Othon, Henri de Brunswick, passe à Philippe pour une question d'héritage, et aussitôt un tel exemple devient terriblement contagieux. Il est suivi par l'archevêque de Cologne, Adolphe, celui-là qui avait pourtant, le premier, lancé la candidature d'Othon. Le duc de Brabant l'imite, le comte de Hollande meurt; le vide se fait autour d'Othon; Philippe lui enlève ses principaux partisans. Toutes les fidélités à la merci d'une surenchère; nul serment qui puisse tenir devant un beau présent; on avait assez d'orgueil pour s'opposer à Rome; on n'avait pas assez de fierté pour ne pas changer de César. L'exemple le plus fameux est celui d'Hermann de Thuringe qui, pour entretenir sa cour fastueuse, passait d'un camp à l'autre avec une prestesse révoltante. « L'Allemand n'est pas l'ami de l'homme, mais de la fortune, écrit tristement Innocent III, *non amicus hominis, sed fortunae;* il est comme le roseau qui plie au vent; il courtise les heureux et abandonne qui ne réussit pas. »

Après un simulacre d'élection, à Aix-la-Chapelle, Adolphe, l'archevêque transfuge, couronna empereur Philippe, « petit-fils de Barberousse ». Maintenant, le Staufen ne pourrait-il se prévaloir d'avoir été intronisé dans la ville du sacre, et par le vrai prélat consécrateur? Excommunié, Adolphe se voit cité en cour de Rome. De fait, c'était un vrai César allemand, un vrai Staufen, un véritable ennemi du pape et de l'Italie que ce traître venait de couronner. A peine couronné, Philippe envoyait dans la Péninsule Ludolf, évêque de Mayence, afin d'y

revendiquer les droits impériaux sur les Marches, et sans doute même sur le territoire pontifical ; Ludolf s'emparait d'Ancône et de Spolète, mais il ne put rien en Sicile où Innocent III s'était acquis l'amitié du nouveau conquérant, Diepold de Vohlburg, en le reconnaissant régent. Innocent III restait donc toujours debout ; la fortune pouvait plier ; lui, ne pliait pas.

A moitié vainqueur, Philippe l'emporterait-il? Pour cela, il fallait qu'il s'emparât de Cologne, clef de la résistance guelfe. Cologne était défendue par Othon lui-même et par les fidèles bourgeois. Sans succès, Philippe accourt l'assiéger en 1205 ; mais en 1206, il revient et défait complètement son rival sous les murs de la ville, qui capitule (bataille de Wassenburg, 29 juillet 1206). Othon passe en Angleterre ; le succès de Philippe paraît définitif. D'ailleurs, en Italie, les affaires pontificales restent toujours dans un état précaire ; c'est à grand'peine que le frère d'Innocent III, Richard, défend la campagne romaine contre les barons allemands, tandis qu'en Sicile la lutte de Diepold de Vohlburg et du chancelier Gautier de Palcar met le comble à l'anarchie. Cependant, telle est l'énergie d'Innocent III qu'en présence d'une situation aussi difficile et quasi désespérée, il ne cède pas ; il consent à parlementer avec Philippe, il ne consent pas à le reconnaître ouvertement.

A ce moment, le Souabe s'emploie de toutes manières à capter la confiance du Saint-Siège ; non seulement, il renouvelle ses promesses politiques, mais sur l'essence même du pouvoir pontifical, il parle maintenant comme un pur théologien de l'Église romaine : « Vous tenez de l'Apôtre une plénitude de puissance telle, écrit-il à Innocent, que vous n'êtes justiciable de personne. » Innocent prend bonne note de ces intentions excellentes, il les déclare « conformes à la vérité catholique ». Mais s'engager envers le Staufen, il ne s'empresse pas de le faire. Il en a tant entendu des chansons menteuses, il en a tant vu

des palinodies, qu'il serait bien inexcusable de se laisser prendre cette fois-ci. Enfin, en 1207, il envoie en Allemagne deux légats, les cardinaux Léon de Sainte-Croix, et Hugolin, évêque d'Ostie (le futur Grégoire IX). Au mois d'août, à la diète de Worms, Philippe se voyait relevé de l'excommunication. Pourtant le pape se défend bien de « pencher à droite ou à gauche », à guelfe ou à gibelin. Père de tous les chrétiens, il ne pouvait pas ne pas admettre à soumission un pénitent, fût-il un Staufen. Voilà ce qu'il a consenti, rien de plus. Néanmoins, les barrières étaient de fait abattues; s'entendre avec le Staufen, ne devenait plus impossible. A la papauté revenait sans doute la confirmation de l'élu; mais une fois supprimés les empêchements dirimants, serait-il prudent et sage de lutter contre l'opinion générale, si l'opinion générale se prononçait pour Philippe? Aux répugnances et aux appréhensions justifiées s'opposait dans l'âme du grand Pontife le désir de la paix; la haine sans repentance, la guerre pour la guerre, il ne l'avait jamais voulu. Ainsi s'explique qu'il ait demandé aux compétiteurs un armistice d'un an.

Trêves menteuses ! Dès le printemps de 1208, Philippe battait déjà le rappel de ses partisans dans les diètes d'Aix-la-Chapelle et de Bamberg; Othon IV se préparait à une défensive opiniâtre quand le glaive d'un assassin vint soudain tout trancher dans le sens des désirs pontificaux ! Furieux que Philippe lui eût refusé en mariage une de ses filles, Othon de Wittelsbach, comte palatin de Bavière, pénètre une après-midi dans sa chambre, lui transperce la gorge de son épée et s'enfuit. Bruyamment, les Allemands pleurèrent celui que déjà ils regardaient comme leur empereur. A les entendre, l'illustre victime n'était autre « qu'une étoile brillante, un rossignol incomparable, la perle des rois ». Déjà ils gémissaient sur l'anarchie que de nouvelles compétitions allaient causer dans le pays. « Plus de roi, plus de loi, dit un moine de Saint-

Gall; l'Empire est un corps sans tête; l'avenir appartient aux méchants. »

L'avenir était à Innocent III. Par l'entente du sacerdoce et de l'Empire, l'Allemagne, l'Italie et la chrétienté allaient-elles enfin trouver le repos? Avec une rapidité aussi inouïe que ce coup de fortune, on vit les anciens partisans de Philippe se précipiter vers Othon pour lui porter leurs hommages : évêques, princes, conseillers du feu duc, même le chancelier Conrad de Spire, et le maréchal Henri de Calden se soumirent. Occupé à pacifier le royaume de Naples, Innocent III se trouvait au Cassin quand il apprit la nouvelle de la mort de Philippe; il fit aussitôt savoir à tous les princes sa volonté de faire reconnaître Othon, et il y travailla à grand renfort d'habile diplomatie.

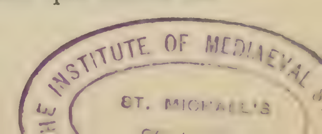
Tâche assez aisée, d'ailleurs; le parti gibelin fondait comme beurre au soleil. Le seul obstacle sérieux eût pu être Philippe-Auguste, toujours opposé à la candidature du neveu de Jean sans Terre. Il essaya bien de susciter au guelfe un rival, Henri de Brabant; mais même avec les trois mille marcs d'argent qu'il lui avança assez chichement, que pouvait ce petit prince lorrain contre celui que l'Allemagne acclamait et que le pape protégeait? A la diète de Francfort (11 novembre 1208), Othon fut proclamé roi; selon la vieille formule attribuée à Charlemagne, il jura « de maintenir la paix sur terre et sur mer »; et — ce qui valait mieux que tous les serments de Teuton, — il se fiança à la fille aînée de son ancien rival, Béatrice, âgée de dix ans. Réconcilier les deux maisons, assurer au nouvel empereur la gérance des domaines de la maison de Souabe, tel serait le résultat de cette combinaison matrimoniale.

Que manquait-il encore à Othon? Une seule chose, la prestigieuse authentication qui lui viendrait de son couronnement à Rome. Il dépêcha au pape des envoyés pour traiter de la date. Enfin Innocent III croyait toucher

à l'idéal du moyen âge : la Chrétienté régie par une autorité spirituelle unique, et protégée par une autorité temporelle unique. Mais pour cela, ne fallait-il pas que l'autorité spirituelle fût à l'abri des retours de fortune, ne fallait-il pas que le pape devînt puissant en Italie? A Othon, Innocent III spécifiait donc nettement ce qu'il « devait » lui accorder. Reconnaissance et protection impériales pour tout le Patrimoine, y compris les Marches, le duché de Spolète, l'exarchat de Ravenne, la Pentapole, les biens de la comtesse Mathilde en Toscane. C'était très sage : la sécurité du pape et la tranquillité de l'Italie ne requéraient-elles point un État de l'Église fort. Reconnaissance également de la suzeraineté pontificale sur le royaume de Naples. C'était très légitime encore. Car si la Sicile ne restait pas à la dévotion du pape, elle lui serait un perpétuel souci, et son alliance possible avec les Teutons rendrait toujours menaçante l'invasion germanique; le protectorat effectif du Saint-Siège sur la Sicile était la seconde condition nécessaire de la paix italienne et pontificale. A nombre d'historiens, de telles exigences ont paru odieuses; ils parlent des ambitions temporelles d'Innocent III. Pourtant, franchement acceptées par Othon, ces clauses procuraient la vraie solution de la querelle du sacerdoce et de l'Empire : l'Italie était libre et le pape avec elle. Dernière précision : l'empereur devrait renoncer à toute intervention dans les élections ecclésiastiques : au chapitre, l'élection du candidat; au prince, le seul don de l'investiture laïque. Ainsi se trouverait résolue au mieux, selon les clauses du vieux concordat de Worms (1122), l'éternelle question des investitures. Car Innocent III ne distinguait pas, comme on le fait aujourd'hui, la thèse idéale et l'antithèse, autrement dit la solution réclamée par les événements; pour lui, la thèse existait seule; c'étaient les circonstances qui devaient se plier aux principes, et non pas l'inverse; dans la chrétienté d'Innocent III, le Christ doit régner en maître.

Telle était la teneur de la fameuse charte signée à Spire le 22 mars 1209. Othon ne fit pas difficulté d'admettre ces conditions; il en scella même l'acceptation en se servant d'une formule pleinement déférente : « Othon, par la grâce de Dieu et du pape, roi des Romains et toujours auguste. » Après avoir reçu à Wurtzbourg l'hommage des derniers retardataires, après avoir solennellement contracté ses fiançailles avec Béatrice, il s'apprêta à descendre en Italie.

Innocent III, pourtant, se montrait moins enthousiaste. Du jour où il devient empereur, un candidat, même guelfe, ne peut être que gibelin, autrement dit partisan de l'impérialisme et du pangermanisme chers au Staufen. Tant qu'on a besoin du pape pour lutter contre un concurrent, on épuise à son profit le vocabulaire de la reconnaissance et de la piété filiales, on promet de tout concéder, même et particulièrement les territoires qui ne vous appartiennent pas encore; dès qu'on a ceint l'altier diadème, on ne se souvient plus de rien; à l'humilité timide font place les sommations arrogantes, les menaces de tout détruire. Reconnu empereur, mais non encore couronné, Othon n'avait pas été sans donner déjà des inquiétudes au perspicace Innocent. Un légat l'avait précédé en Italie, Wolfer d'Aquilée; jadis serviteur du Staufen, ce prélat changeait volontiers de maître, mais sans changer de principes; comme Raynald de Dassel ou Philippe de Heinsberg, cet homme d'église était Allemand, et non pas autre chose. Il arriva en Italie investi par son maître de pouvoirs s'étendant non seulement à la Lombardie et à la Toscane, mais encore au duché de Spolète, à la Marche d'Ancône et à la Romagne. N'était-ce pas mordre déjà dans l'État pontifical? Innocent III le fait discrètement entendre, lorsqu'il lui octroie des lettres de créance auprès des cités lombardes et toscanes, « celles du moins qui relèvent de l'Empire »; et quant au territoire de la comtesse Mathilde, il spécifie nettement que toutes les



restitutions obtenues par le légat impérial le seront au profit de la papauté. Othon IV ne l'a-t-il pas promis? Autres prétentions impériales : dans une lettre à Innocent III, Othon ose bien se plaindre du petit roi de Sicile, Frédéric-Roger, le pupille de la papauté. A l'entendre, ce jeune Staufen ne cherche qu'à troubler la paix de l'Empire. D'ailleurs, l'appelle-t-il simplement « le fils d'Henri VI », sans plus, comme pour marquer l'intention de lui ravir, à la première occasion, son titre de roi. Innocent répond en spécifiant que « son cher fils, l'illustre roi de Sicile », lui est attaché par les liens de la fidélité et du vasselage. Ainsi, avant même toute entrevue, les idées du Welf et celles d'Innocent III se heurtaient déjà. Contre les exactions du légat Wolfer en Italie, le pape envoie à l'empereur des réclamations motivées que déjà celui-ci n'a plus le temps d'entendre.

Il est tout à son prochain voyage dans la Péninsule. A Augsbourg, il a rassemblé une trop imposante armée, six mille chevaliers avec une suite nombreuse de fantassins. Par les rudes pentes du Brenner, il pénétra dans la riante vallée de l'Adige; il semblait que tout lui fît fête, la nature et les hommes. En général, les cités démocratiques, comme Milan, Brescia et Plaisance, étaient demeurées guelfes et papales, tandis que les villes aristocratiques, comme Ferrare, Pavie et Crémone, avaient plutôt désiré le triomphe du Staufen. Cependant, heureuses de l'issue de ces interminables luttes, toutes auguraient une ère de paix. Bien que tremblant un peu à l'approche de ces Allemands qui si souvent les avaient pillées, les cités lombardes firent grand accueil à Othon, notamment Milan. Envers toutes, il s'engageait beaucoup. Car les débuts d'un empereur comprennent deux phases tout opposées : promettre d'abord au pape les villes d'Italie pour se faire reconnaître par lui; promettre ensuite aux villes d'Italie un maximum de liberté pour obtenir leur appui contre le pape. Félonie et marchandage, tel est

alors le métier d'empereur; il entre en Italie comme un maquignon dans une foire.

Le pape attendait à Viterbe; Othon se rendit près de lui et y resta deux jours. « Combien de fois, dans des circonstances semblables, aux portes mêmes de Rome, les papes n'avaient-ils pas fait renouveler aux souverains allemands qu'ils allaient couronner, les serments qui garantissaient leurs droits sur Rome, sur son Patrimoine, sur les biens de la comtesse Mathilde, et sur la traditionnelle donation? Innocent III avait obtenu sous ce rapport, par le moyen de ses légats, plus qu'un empereur n'avait jamais promis. Mais, il était sans doute allé jusqu'à Viterbe pour obtenir le renouvellement public et peut-être écrit de ces serments. Il n'ignorait pas que le welf Othon prêtait l'oreille aux conseils de tous les anciens amis de Philippe de Souabe, devenus les siens, de son chancelier Conrad, de son maréchal de Calden, et de plus d'un évêque allemand. Il ne lui échappait pas qu'Othon IV traitait avec les mêmes égards les partisans de ses anciens adversaires et ceux de sa maison, les amis de Rome et ceux de l'Empire. Un homme d'État vieilli comme Innocent dans les traditions de Rome, n'en était pas d'ailleurs à croire que la reconnaissance enchaînerait toujours Othon, ou que son origine guelfe, mitigée d'ailleurs par un mariage gibelin, défendrait celui-ci de la politique vraiment impériale et allemande. Pour la première fois, après tant de messages échangés, se trouvaient en présence ce pape âgé de cinquante ans, rompu aux affaires et si grand connaisseur d'hommes, et ce fils d'Henri le Lion, ce neveu de Richard, jeune encore, à peine âgé de trente ans, souple et arrogant, humble et vaniteux, grand faiseur et petit teneur de promesses... Othon n'en était plus au commencement de son règne; ni même au lendemain de la mort de Philippe de Souabe... Il avait traversé triomphalement l'Allemagne et l'Italie. La confiance, les fumées de l'orgueil lui montaient à la tête. « Étaient-ce bien les secours, les

excommunications de Rome qui lui avaient valu l'Empire? Un hasard, l'assassinat de Philippe de Souabe ne l'avait-il pas fait tout à coup roi? » D'ailleurs, il avait là 6,000 hommes bien armés, et même dans une discussion diplomatique cet appoint n'est jamais dédaignable. Aussi Othon put-il se montrer très réservé et ne s'engager à rien. Qu'on vînt donc lui prendre ce qu'il ne donnait pas ! « Toute l'habileté italienne d'Innocent échoua contre cette subjectivité germanique qui ne tient jamais compte que de son propre sens (Eigensinnigkeit), et qui ne se détermine qu'en vertu de son intérêt (Eigennutz) [1]. »

Par contre, Innocent III sut bien lui rendre la monnaie de sa pièce, une monnaie sans effigie impériale; il lui fit non pas un couronnement prestigieux à la Charlemagne, mais un couronnement minuscule, un couronnement au rabais. Selon une distinction très nette, il le nomma empereur, mais ne le consacra pas tel de droit divin *(imperator nominatur ut dominus, consecratur ut non dominus)*. Il ne fallait donc pas qu'Othon s'abusât; il avait le nom d'être celui qui commande, mais il n'en détenait pas le pouvoir consacré. Non pas à lui, mais au pape le sacerdoce suprême qui imprime au monde sa direction. L'imperium véritable, l'empire sur la chrétienté était à Innocent, de même que dans le composé humain l'imperium est à l'âme. Rappel authentique de la grande théorie médiévale : le pape commande, l'empereur est son bras droit pour l'exécution. Devant un prince qui semblait déjà prêt à l'oublier, Innocent III le proclamait avec insistance.

La cérémonie se déroula sous une demi-menace; près du Pont Saint-Ange, les chevaliers allemands contenaient avec peine la populace plus ou moins ameutée; Innocent III minimisait la cérémonie; mais les Romains eussent voulu la supprimer tout à fait. Cependant, Innocent prenait le

1. ZELLER, *Histoire d'Allemagne*, t. IV, pp. 107-109.

temps d'expliquer à Othon le symbolisme des insignes : le glaive à deux tranchants signifiait qu'appelé à châtier les autres, l'empereur « devait commencer d'abord par se délivrer de ses propres vices »; la boule d'or renfermant de la poussière et de la cendre « rappelait sous l'éclat extérieur de l'Empire, la fragilité temporelle ». Ainsi se poursuivait le rappel très clair des principes; au dire même d'un témoin, le pape n'aurait livré les insignes à Othon qu'après le couronnement, lorsque celui-ci l'eut escorté jusqu'au pont Saint-Ange, au milieu d'une foule agitée.

Othon sortit de la grande cérémonie extrêmement déçu. Qu'il y avait loin d'un tel couronnement à celui de l'an 800 ! Alors, pape, empereur et peuple ne faisaient qu'une âme et qu'une joie; aujourd'hui, c'était le tiraillement, la mésentente, la guerre déjà : car les bagarres avec les Romains avaient fait couler du sang allemand. N'était-ce pas payer bien cher une cérémonie plutôt humiliante? Innocent III pria Othon de quitter la ville dès le lendemain : décidément à Rome l'Allemand était toujours l'ennemi.

Othon voulut résoudre les problèmes pratiques avec la même rigueur qu'Innocent avait montrée pour trancher les questions de principes. Il désirait même que le pape se dérangeât pour venir le trouver; sinon, il était prêt à rentrer dans Rome qu'il n'avait fait qu'entrevoir. Innocent III se récusa, prétextant « l'état de la ville ». Au fond, la grande affaire à solutionner, n'était-ce pas la question territoriale, la question romaine? Mais faute de la débattre de vive voix avec le pape, Othon se chargea bien de la résoudre lui-même à l'allemande. Sans doute, s'était-il engagé auprès d'Innocent III à restaurer l'État pontifical dans son acception la plus large : Marches, Romagne, Toscane. Mais il avait promis aussi aux princes l'intégrité de l'Empire, et cette intégrité réclamait les territoires italiens. D'où conflit entre les serments.

Othon l'eut bien vite supprimé. Partout en Italie, il rétablit l'influence allemande. Les droits impériaux sont revendiqués en Toscane, la Marche d'Ancône est livrée au marquis d'Este, Azzo, et celle de Spolète à Diepold, l'intrigant Teuton qui déjà a troublé la Sicile. Dans le nord, Vénétie, Lombardie, Piémont, Othon essaie de réaliser l'unité à son profit ; il établit des podestats impériaux dans certaines places comme Ferrare et Brescia ; bien plus, il sollicite et obtient des secours en argent et en hommes ; ne voit-on pas Milan et Parme lui en fournir dans la mesure de leurs moyens? Enfin, — ce qui est un comble, — ne songe-t-il pas à restaurer la puissance allemande en Sicile? Déjà il contracte alliance avec Pise, qui lui fournira une flotte. Bref, ramener la Péninsule à l'état où elle se trouvait sous Henri VI, refaire une Italie impériale et anti-papale, tel apparaît le but du nouvel empereur. Ce welf, mais il est plus gibelin que tous les gibelins ; en vérité un empereur ne peut être que gibelin.

Innocent voit le péril. Comme jadis Alexandre III, il s'emploie à former une ligue de cités dans laquelle entreraient Pérouse, Vérone, Pavie, Plaisance. En même temps, il essaie d'intimider Othon par des reproches : « As-tu donc oublié que nous t'avons fait ce que tu es? Arrête-toi tandis que tu le peux encore, et songe au sort funeste de Nabuchodonosor. » Ces réminiscences bibliques n'eurent aucun effet sur le César enorgueilli. « Tout cela, c'est de la phrase en pure perte, répliqua-t-il. Au pape le pouvoir spirituel, à moi tout le temporel. » Et sans s'arrêter, il poursuit son but ; avec une armée que conduit Diepold, par la marche de Spolète, il envahit le royaume de Naples, s'empare de San-Germano, du Mont-Cassin, de Capoue ; la Basilicate et la Calabre lui font leur soumission ; la Sicile est menacée, et le jeune Frédéric-Roger n'a plus qu'à se jeter à la mer et à passer en Afrique. Péril immense, heure suprêmement critique, nulle menace aussi imminente depuis l'époque d'Henri VI.

## 2. Innocent III patronne Frédéric-Roger contre Othon : Bouvines.

Sans hésiter, Innocent III lance contre Othon une foudroyante excommunication, et délie ses sujets du serment de fidélité. En ce temps-là, une telle arme spirituelle était encore terrible; outre qu'elle s'imposait aux consciences, ne signalait-elle pas ouvertement à la chrétienté entière que se rouvrait la lutte séculaire entre le pape et l'empereur? Les deux camps se reformaient. L'anathème pontifical à peine fulminé, déjà les tentatives impériales de conciliation entre les villes du Nord tombent à rien : Plaisance, Alexandrie, Bologne, Milan vont à Othon; mais Ferrare, Vérone, Brescia, Ravenne vont au parti du pape; l'unification impériale est brisée, à peine entreprise. En Allemagne, n'ayant accepté Othon qu'à regret, tout ce qui se disait Staufen, lève la tête et s'agite. Dès septembre 1211, réunis à Bamberg, l'archevêque de Mayence, Siegfried d'Eppstein, et le landgrave Hermann de Thuringe se déclarent en faveur du jeune roi de Sicile, Frédéric-Roger. Une diète se tient bientôt à Nuremberg, qui l'élit « roi des Romains pour être couronné empereur ». Deux délégués, Henri de Nifen et Anselme de Justingen, sont aussitôt dépêchés afin d'annoncer la décision au pape et à Frédéric.

Que va faire Innocent III? Les mêmes raisons qui militaient jadis contre Philippe ne semblent-elles pas plaider encore contre Frédéric-Roger? Lui aussi appartenait à cette famille dont Innocent avait écrit à Philippe-Auguste: « Ne vous fiez pas à cette race des Staufen; n'essayez pas d'apprivoiser les tigres. » Pourtant, le pape n'hésita pas, cette fois; il prit lui-même le rejeton des grands fauves et le présenta à l'Allemagne et au monde comme son candidat. Pour ce faire, le pontife avait d'abord une raison très grave : la menace directe d'Othon. Qui lui opposer si ce n'est ce Hohenstaufen, le seul candidat acceptable, le

seul qui, par le prestige de ses ancêtres, pût rallier à lui une partie de la Germanie et la retourner contre Othon? Par ailleurs, Innocent III ne pouvait-il espérer que cet éphèbe qui lui devait tout, serait déférent à l'égard de la papauté, et resterait à son égard comme un pupille docile? Si gentil dans l'encadrement de ses cheveux blonds, cet adolescent ne pouvait avoir déjà les griffes du tigre; en tous cas, il les rentrait bien. Enfin, par ce choix pontifical, n'apparaîtrait-il pas clairement à l'Italie, à l'Allemagne et au monde que le pape n'est pas un bénisseur surnuméraire, mais que vraiment il confirme l'empereur, qu'il lui donne la couronne comme autrefois Léon III à Charlemagne? Si souvent isolées, les vraies théories réapparaîtraient victorieuses; elles seraient vengées des affronts à elle imposés par les Barberousse et les Henri VI. « L'Empire, disait à cette époque l'Anglais Gervais de Tilbury, n'appartient pas à celui à qui l'Allemagne le donne, mais à celui à qui le pape le décerne. Il n'est donc pas à Othon, mais au Christ, à Pierre. » Si chers à Innocent III, ces principes allaient recevoir, par le fait du jeune Frédéric, un éclatant *confirmatur*. Le pape se laissa bercer de cette espérance. En juin 1211, dans un retentissant manifeste, il compare Othon à Saül, Frédéric-Roger au petit David, et il proclame que « Dieu a décidément réprouvé Saül, lui substituant un plus jeune dans le royaume ».

Othon a compris l'immensité du péril. Effrayé, il confie ses intérêts italiens à Diepold, et bien vite repasse les Alpes. Déjà gronde la révolte et se multiplient les défections. Les assemblées que tient Othon à Francfort et à Nuremberg sont pâles; plus ou moins il se sent abandonné. Pour ramener à lui la féodalité gibeline, il consomme, au château de Nordhausen, son mariage avec la jeune Béatrice, la fille du Souabe. Mais, soudain, durant les fêtes nuptiales, la nouvelle impératrice meurt, empoisonnée, dit-on, par une Italienne jalouse. Ainsi se rompait le frêle

lien qui prétendait réconcilier les familles séculairement rivales; on eût dit qu'une Providence mystérieuse, qui servait bien les papes, travaillait toujours à brouiller les deux maisons, les deux Allemagnes, quelque effort humain qu'on fît pour les unir.

Autre malheur pour Othon : Frédéric-Roger arrivait. Le jeune roi était venu de Sicile à Rome; tous les engagements exigés, il les avait pris, y compris celui de ne jamais réunir sur la même tête les couronnes de Germanie et de Sicile; en foi de quoi, il faisait couronner à Palerme son fils Henri, âgé seulement de quelques mois (février 1212). Appuyé sur cette garantie, le pape le reconnaissait empereur; il lui octroyait du crédit et de l'argent.

Jeune et brave, ne doutant de rien, Frédéric se fraie un passage à travers les cités lombardes; en vain les Milanais essaient-ils de l'enlever au passage du Lambro; comme par miracle il leur échappe, arrive à Trente, oblique à l'est à travers l'Engadine et les Grisons, franchit les Alpes aux endroits les plus difficiles, et débouche dans l'évêché de Coire où déjà se rangent derrière lui les révoltés. Il entre à Constance malgré Othon, bientôt réduit à s'enfuir dans la Forêt-Noire. De Souabe, des chevaliers accourent en nombre rejoindre leur Staufen. Il remonte en vainqueur à travers l'Allemagne. Par sa jeunesse, par sa beauté, par l'éclat incomparable de sa lignée, par les promesses et les bénéfices qu'il semait avec prodigalité, il opérait toutes les séductions. En vain, Othon essayait-il de le déconsidérer en le représentant comme « le roi des prêtres »; la faiblesse du welf n'était-elle pas précisément d'avoir contre lui le grand prêtre? Vers lui affluent les nouvelles de nombreuses défections; il recule devant l'heureux rival, et s'en va se retrancher dans l'archevêché de Cologne, son vieux fief. La situation d'Othon semble devenue aussi lamentable qu'aux plus beaux jours de Philippe; tout cela, parce qu'un pape désarmé a lancé contre lui l'excommunication.

Rien pourtant n'était fini. L'histoire des années précédentes ne prouvait-elle pas qu'on pouvait avoir des partisans, et nombreux, qu'on pouvait même posséder la vallée du Rhin et s'y promener à l'aise du nord au midi et du midi au nord, sans parvenir à terminer la lutte. Or, il fallait qu'elle finît, que la chrétienté se reposât de tant de guerres, et que l'on vît enfin réalisée cette société idéale où, l'Italie et l'Empire étant unis, tous écouteraient docilement les hautes directions du pape. Afin d'arriver à une décision, et pour éviter que la querelle ne s'éternisât dans des échauffourées de féodaux allemands, le Pape tourna le conflit à des proportions européennes, exigeant des rencontres mortelles et des solutions radicales; en place de cent combats obscurs et stériles, une seule bataille glorieuse et décisive, en un mot Bouvines.

Plus d'une fois, Innocent III avait essayé d'intéresser Philippe-Auguste à sa cause. Peines perdues, tant que la papauté avait patronné le guelfe, neveu de Jean sans Terre. Maintenant, le Capétien allait changer; la guerre contre Othon, n'était-ce pas sa guerre à lui? Pourtant, il se récusa d'abord. Jusqu'au jour où Othon ne fut plus le maître dans la Péninsule, il resta insensible aux appels désespérés d'Innocent. Se lancer dans d'aventureuses expéditions italiennes, alors que l'Anglais l'épiait de l'autre côté de la Manche, ce n'était pas dans son programme. Sur le ton d'une pitié presque comique, il avait répondu à Innocent : « Nous sommes bien désolés que le soi-disant empereur ait la possibilité de vous faire du mal, et cette pensée nous remplit le cœur d'amertume. Quant à vous envoyer par mer deux cents chevaliers, comment pourrions-nous le faire, puisque la Provence est un territoire impérial, et que les ports de ce pays appartiennent aussi à l'Empire? » Le Français avisé suggérait d'ailleurs au pape les bons moyens : excommunication d'Othon, envahissement de la Germanie au profit d'un nouvel empereur. Quelle bonne expédition on pourrait faire alors,

et combien volontiers il en serait ! « Il faut, disait-il, des lettres de vous qui délient tous les sujets d'Othon de leur serment de fidélité et leur donnent l'autorisation d'élire un autre empereur. Alors, l'été prochain, nous nous mettrons en campagne et entrerons dans l'Empire avec notre armée. » Excellent avis : à la sagesse rien ne manquait : l'arme spirituelle préparerait le succès guerrier qu'on irait remporter aux marches de l'Est.

Or, maintenant, en 1212, Innocent III avait réalisé la première partie du projet : l'excommunication d'Othon. Le jeune Frédéric n'était-il pas là sur les bords du Rhin, ne demandant qu'à lier sa cause à celle du roi de France? Celui-ci ne se fit plus prier; il accepta une entrevue. Maître du cours du Rhin, Frédéric put venir jusqu'en Lorraine et y rencontrer le prince Louis, fils aîné de Philippe-Auguste. L'alliance fut signée contre Othon et Jean sans Terre; la France avancerait 20,000 marcs au prétendant. « Le pape n'était plus seul à faire des empereurs; la royauté française s'en mêlait. Elle prenait les princes d'Empire à sa solde : fait nouveau et grave dans la situation européenne. Profiter des divisions de l'Allemagne, les entretenir, corrompre les princes de l'Empire pour empêcher dans ce pays la constitution d'un pouvoir fort, cette politique de la monarchie française, qui deviendra traditionnelle, date réellement de Philippe-Auguste. Les derniers Capétiens, les Valois, les Bourbons, n'ont fait que marcher dans la voie qu'il avait tracée [1]. » L'entrevue avait eu lieu à Vaucouleurs, petite ville obscure mais prédestinée, où à deux siècles d'intervalle furent prises des décisions d'une portée immense pour l'avenir de la France : Bouvines et Patay s'y préparèrent.

Durant toute une période, l'alliance demeura latente. Sans doute profita-t-elle à Frédéric qui, avec les marcs du roi de France, acheta les féodaux allemands, tous à vendre

1. LAVISSE, *Histoire de France*, t. III, 1re partie, p. 157.

au plus offrant. Bientôt, à Francfort, en présence du légat pontifical et des envoyés français, Frédéric est élu roi par une assemblée de princes; l'archevêque de Mayence le couronne solennellement. Mais un événement retarda la grande lutte. Empressé à porter d'abord ses efforts contre Jean sans Terre, principal adversaire, Philippe-Auguste avait préparé une armée et une flotte pour passer en Angleterre. Les encouragements pontificaux l'y précédaient; car Jean sans Terre pressurait et persécutait l'Église anglaise; contre le primat de Cantorbéry, Étienne Langton n'osait-il pas mener une lutte renouvelée d'Anselme et de Thomas Becket? Pourtant, à la dernière heure, le légat Pandolphe obtient du Plantagenet atterré une capitulation où il promet « d'obéir aux ordres du pape sur toutes les choses pour lesquelles on l'avait excommunié » (mai 1213). Dès lors, plus de guerre civile en Angleterre; expédition française inutile et impossible. Somme toute, Innocent III venait d'épargner à Philippe-Auguste une périlleuse expédition d'Outre-Manche, à laquelle le sentiment national était secrètement hostile.

Le choc n'en était pas moins inévitable. Les alliances restaient fermes, et les intérêts mortellement opposés. Durant l'été de 1213, Othon et Jean sans Terre organisèrent une grande ligue et un grand projet : tandis que l'Anglais débarquait dans le Poitou, au nord l'Allemand envahirait la France avec l'appui des féodaux du Nord-Est, Ferrand de Flandre, Renaud de Boulogne, le duc de Brabant, le comte de Hollande, etc. Telle fut, avant beaucoup d'autres, la première coalition contre la France. Qu'elle l'emportât et Othon devenait le maître de l'Italie et de Rome, l'arbitre de l'Europe. Elle échoua.

A l'ouest, Jean sans Terre fut battu à la Roche-aux-Moines et contraint de rembarquer; au nord, dans les plaines de Flandre, à Bouvines, se joua la décisive partie, le 29 juillet 1214 [1]. Le lieu n'est pas ici de décrire les

1. Jusque-là, durant toute l'année 1213 et la première partie

phases de cette bataille célèbre; mais il importe d'en dégager les conséquences pour l'Empire et pour Rome. Assurément à Bouvines se mesuraient la France et l'Allemagne; celle-ci fut vaincue en la personne d'Othon. Là se rencontraient aussi la royauté capétienne et la féodalité turbulente : celle-ci fut terrassée en la personne de Ferrand de Flandre et de Renaud de Boulogne, et la puissance royale s'y affermit définitivement. Mais plus d'un absent se trouvait engagé dans la lutte : à Bouvines, non moins que son neveu, Jean sans Terre était vaincu, et de même que cette journée avait assis l'autorité capétienne en France, elle permit aux barons anglais de parler haut et finalement n'amènera-t-elle pas le Plantagenet à accepter le régime parlementaire, celui de la Grande Charte?

Peut-être Frédéric et Innocent III étaient-ils plus intéressés encore à une telle victoire. Selon que le rapporte le chroniqueur Guillaume le Breton, témoin oculaire, à l'heure où le combat allait commencer, Philippe-Auguste représenta aux siens la bataille comme une véritable lutte de croisés : « En Dieu est tout notre espoir, aurait-il dit, toute notre confiance. Le roi Othon et son armée ont été excommuniés par le pape, car ils sont les ennemis, les persécuteurs de l'Église... Nous pouvons compter sur la miséricorde divine. Dieu nous donnera le moyen de triompher de nos ennemis, qui sont les siens. » Lorsqu'il eut ainsi parlé, les chevaliers s'inclinèrent, et lui éleva les mains et demanda pour eux l'aide du Très-Haut. Bouvines fut bien en effet un triomphe pour l'Église : le tyran de

de l'année 1214, la lutte entre Frédéric et Othon n'avait consisté qu'en des razzias sans conséquence. Othon ravagea les territoires du comte de Hochstad, de l'archevêque de Magdebourg, de l'évêque de Munster, du comte de Gueldre. En revanche, Frédéric envahit la Saxe; mais il ne put s'emparer ni de Brunswick, ni du monastère de Quelinbourg, transformé en forteresse. Efforts stériles qui prouvaient une fois de plus la difficulté d'arriver à une solution définitive sans une intervention étrangère.

Rome et de l'Italie, Othon, avait été battu définitivement; le candidat du pape, le jeune Frédéric, l'emportait.

Il triomphait sans avoir combattu; il se trouvait encore en Alsace quand Philippe-Auguste lui envoya les débris de l'aigle doré d'Othon. Aussitôt Bouvines connu, l'opinion allemande encore hésitante se porta tout entière vers Frédéric; successivement Henri de Brabant, Henri de Limbourg, Henri de Bar, le comte de Bourgogne, le royaume d'Arles vinrent lui rendre hommage. Le 25 juillet 1216, au milieu d'un cortège immense de nobles et de clercs, Frédéric était couronné à Aix-la-Chapelle. Deux jours plus tard, le jeune empereur descendit dans la crypte où reposait le corps de Charlemagne, le vieil empereur. On transféra les restes du grand ancêtre dans un cercueil neuf, dont Frédéric cloua lui-même le couvercle. Geste symbolique, théâtral et expressif : le vieil empereur était bien mort, le nouvel empereur Frédéric était un Staufen. Cependant cette scène se passait le 29 juillet 1216, deux ans très exactement après Bouvines. Le nouvel empereur, n'était-ce pas Bouvines qui l'avait fait? N'était-ce pas Philippe-Auguste qui avait consacré la fortune du jeune candidat d'Innocent III?

Ce rejeton des Barberousse et de Henri VI apparaissait maintenant comme le protégé et le protecteur du pape. Un an avant Bouvines, le 15 juillet 1213, à la diète d'Aegra, Frédéric avait donné à Innocent sur la question romaine les satisfactions les plus étendues; il lui restituerait « le vieux Patrimoine » tel ou à peu près que l'avait décrit la légendaire donation de Constantin : outre le duché de Rome, les Marches, l'Exarchat, les biens allodiaux de la comtesse Mathilde en Toscane, le duché de Spolète et, par surcroît, la Corse et la Sardaigne. De plus, nous le savons, Frédéric avait autrefois promis de ne jamais réunir les couronnes d'Allemagne et de Sicile sur la même tête. N'y avait-il pas dans ces clauses le nécessaire et le suffisant pour une conclusion vraiment pontificale de la

question romaine? En outre, à Aegra, Frédéric s'était engagé à respecter en Allemagne la liberté des élections épiscopales et des appels à Rome. Ainsi l'imperator promettait-il de fournir à la querelle des Investitures comme à celle du sacerdoce et de l'Empire, une solution vraiment chrétienne; et, ce qui donnait à ses promesses un caractère extraordinairement solennel, c'est qu'il y associait les princes et les en faisait garants *(praesentibus subscriptis principibus imperii)*. Celui qui avait vaincu à Bouvines, n'était-il pas celui qui s'était engagé à tout cela? Le jeune Frédéric apparaissait comme un Charlemagne, dont Innocent III eût été le Léon III, un Léon III plus imposant et plus dominateur, en sorte que, malgré tout, dans cette chrétienté renouvelée de l'an 1216, c'était le pape, c'était Innocent qui accaparait la scène, tandis que l'an 800 ce fut plutôt l'empereur, ce fut Charlemagne.

Dernier geste qui acheva de poser Frédéric devant l'opinion chrétienne : ce même jour où il avait présidé au transfert des restes de Charlemagne, soudain, devant les représentants du pape, au grand étonnement de tous, il prit la croix, « voulant, disait-il, témoigner sa reconnaissance à Dieu pour tous les bienfaits qu'il en avait reçus ». Nombre de princes et d'évêques imitèrent cet exemple. Frédéric semblait mettre ainsi le sceau à sa politique désintéressée, chevaleresque et chrétienne. D'un tel prince qui se croisait d'enthousiasme, on pouvait heureusement prévoir qu'il tiendrait ses promesses en Italie. Au lendemain de Bouvines, la question romaine semblait définitivement traitée, et la chrétienté au seuil de l'âge d'or.

Bouvines avait rendu d'ailleurs complet le triomphe de Frédéric. Universellement abandonné, Othon s'était réfugié à Cologne; ne l'appelait-on pas l'empereur sans empire? Après la scène du tombeau de Charlemagne, le discrédit du pauvre homme alla s'accentuant. Il menait à Cologne une vie quelconque, faisant des dettes, en laissant faire surtout par sa femme, Marie de Brabant, qui jouait

aux dés l'argent des Coloniens. Le loyalisme de ceux-ci ne put résister à tant d'épreuves; ils donnèrent à Othon avec 600 derniers marcs l'autorisation de déguerpir. Le couple pseudo-impérial s'enfuit furtivement sous un déguisement de pèlerins, tandis que Frédéric, triomphant, entrait dans la ville. Retiré dans ses États de Brunswick, Othon devait s'éteindre bientôt en 1218; la veille de sa mort, il avoua ses fautes, demanda le pardon du Pape et de l'Église, et dans l'excès de son repentir, se fit flageller jusqu'au sang, prosterné à terre sous la psalmodie du Miserere. A quatre ans de distance, c'était comme l'épilogue de la bataille de Bouvines.

Hélas, à cette date de 1218 déjà, le mirage d'une *pax christiana* semblait s'éloigner. Innocent III était disparu depuis deux ans, emportant dans la tombe son idéal et ses inquiétudes. Sans doute, le Concile de Latran, tenu à la veille de sa mort, en 1215, avait été la reconnaissance de ses idées les plus chères sur l'Église et sur la chrétienté. Mais déjà, en réalité, dans ce Saint-Empire qu'il avait restauré, il pouvait apercevoir de fâcheux présages; déjà son impérial protégé avait esquissé des gestes d'indépendance et de domination; déjà il avait essayé de ne pas abandonner la royauté de Sicile, attendant pour le faire l'époque de son couronnement à Rome. N'était-ce pas ainsi que commençaient tous les grands Césars : ils retenaient la Sicile pour dominer l'Italie? Durant son agonie, les yeux fixés sur l'avenir de Rome et de la chrétienté, Innocent III dut se demander si l'enfant dont il avait fait la fortune ne se retournerait pas contre l'Église. Le conseil qu'il avait donné autrefois à Philippe-Auguste à propos de Philippe de Souabe dut lui revenir en mémoire : « N'essayez pas d'apprivoiser les tigres. »

---

## CHAPITRE III

### La lutte de Frédéric II et de la Papauté.

#### I. Frédéric II et Honorius III : la période des grandes duperies.

QUELLE réponse donner à cette troublante énigme psychologique? Qui était Frédéric? Apparemment un jeune homme beau et brave. Orphelin dès l'enfance, il avait vécu sous la tutelle d'Innocent III, et ensuite lui avait dû l'extraordinaire fortune qui soudain fit de lui l'empereur; depuis, ce pupille du Pape avait pris spontanément l'engagement de se croiser. Ainsi, tant par son éducation ecclésiastique que par le cours de sa fortune et par ses actes mêmes, il semblait être à la fois le protégé et le protecteur de l'Église. Ces apparences étaient bien trompeuses. En réalité, fils de Henri VI, le plus dominateur des Césars gibelins, Frédéric nourrissait intérieurement les vieilles prétentions germaines d'asservir l'Italie; d'autre part, doté par sa mère Constance du sang des anciens rois de Sicile, il révélait la vivacité d'imagination d'un Méridional; aux rêves dominateurs d'un Hohenstaufen, il joignait des visions d'Orient, un instinct de s'échapper vers les pays du soleil et de créer une puissance méditerranéenne dont la Sicile deviendrait le pivot. Est-ce assez dire que ses ambitions formidables s'opposaient absolument à la sage et traditionnelle politique des Papes, qui ne pouvaient consentir à ce que l'Allemagne et la Sicile fussent réunies dans les mêmes mains. Frédéric avait formellement promis à Innocent III que cela ne serait jamais; mais Innocent III était mort; on venait de lui élire un successeur sous le nom d'Honorius III, le

cardinal Censius Savelli, celui-là même qui avait présidé à l'éducation du jeune Frédéric. Le nouveau Pape était attaché au jeune empereur par une affection presque paternelle; d'autre part, c'était un vieillard pieux et bon: double facilité pour l'astucieux Frédéric de le duper à fond. Car déjà imbu des maximes du vieux droit romain qui confère l'absolutisme aux empereurs, imprégné des théories gréco-arabes les plus subversives, dénué de tout scrupule, capable de toutes les félonies, Frédéric apparaissait comme un véritable Italien du XV$^{e}$ siècle à l'aube du XIII$^{e}$ : pour le but, César; pour les moyens, Machiavel.

Au lendemain de la mort d'Innocent III, en décembre 1216, il avait demandé de surseoir à la croisade; il alléguait cette raison assez justifiante qu'après une si grande crise l'Allemagne n'était pas encore apaisée et que d'ailleurs son rival vivait toujours. Plus tard, comme la croisade commencée était tenue en arrêt devant Damiette, Honorius le pria doucement d'en prendre la direction; le 12 janvier 1219, Frédéric lui répondit par une ardente protestation de dévouement; cependant il se voyait obligé d'ajourner son départ jusqu'à ce que le frère d'Othon IV, Henri de Brunswick, lui eût rendu les insignes de l'Empire qu'il détenait encore; toujours condescendant, le pape se laissa persuader; il y eut sursis accordé jusqu'au 24 juin. Le jour venu, nouveaux prétextes, nouveaux délais postulés jusqu'à la Saint-Michel (29 septembre); le vieillard cédait toujours.

Durant tout ce temps d'ailleurs, Frédéric agitait l'importante question de nommer son suppléant, son lieutenant, pendant sa croisade en Orient. Celui qu'il proposait n'était autre que son propre fils Henri, « afin, disait-il, qu'en son absence l'Allemagne fût mieux gouvernée et qu'elle revînt plus aisément à son fils, s'il lui arrivait malheur durant l'expédition ». En s'abritant sous ce prétexte, Frédéric proclamait donc subrepticement ce principe d'hérédité à l'Empire dont les papes n'avaient jamais

voulu, parce qu'appliqué il eût livré l'Italie et Rome aux ambitions ininterrompues des Hohenstaufen. Apte à toutes les capitulations, Honorius céda encore sur ce point capital; il est vrai que pour endormir les défiances du bon vieillard, Frédéric renouvelait les fameuses capitalutions d'Hiera, car les promesses ne lui coûtaient guère.

Autre projet non moins inquiétant; tout en se défendant de vouloir rassembler sur la même tête les couronnes de Sicile et d'Allemagne, Frédéric demandait que la Sicile lui revînt au cas où son fils Henri mourrait sans postérité. Or, n'était-ce pas aussi prévoir le cas concret où pourrait s'accomplir cette terrible réunion, si fatale à Rome et à l'Italie? Bref, par des moyens détournés et lointains, Frédéric s'employait à hâter la réalisation des deux circonstances politiques les plus dommageables au pouvoir temporel des papes : l'Empire héréditaire, l'Empire uni à la Sicile. Cependant Honorius III cédait sur toute la ligne; tout au plus se hasardait-il à constater timidement que Frédéric n'avait point, pour voler à la Croisade, le saint empressement de Barberousse, son aïeul; néanmoins il accédait à son désir d'être couronné à Rome.

Alors, s'enhardissant, Frédéric passait aux réalisations : à la diète de Francfort (20-26 avril 1220), il faisait élire non plus seulement lieutenant, mais roi véritable, son fils Henri, puis, il ne cachait plus sa volonté de conserver la Sicile sa vie durant; il osait bien en parler au pape directement. De tels procédés démasquaient nettement le digne héritier des Hohenstaufen et le rejeton des grands fauves. Innocent III n'eût pas manqué d'y répondre par des menaces formelles d'excommunication; Honorius III, lui, ne haussait pas même la voix; il sommeillait, le bon vieillard. D'ailleurs, Frédéric s'entendait parfaitement à le berner; il lui racontait des histoires de brigands, des histoires de brigands allemands; à la diète de Francfort, une discussion d'une violence inouïe avait éclaté, disait-il,

entre l'archevêque de Mayence et le landgrave de Thuringe ; elle avait pris des proportions si inquiétantes, elle avait dévoilé un tel état d'anarchie que d'un commun accord les princes avaient décrété la nécessité d'élire un roi pour le temps de la croisade, et ils avaient choisi toujours d'un commun accord Henri, le propre fils de Frédéric ; tout cela à son insu et en son absence *(nobis inscientibus et absentibus) ;* en vain, à son retour, avait-il protesté ; force lui avait été de s'incliner devant une nécessité politique. Ainsi reprenaient corps les ambitions des Hohenstaufen.

Hohenstaufen, oui, sans doute, Frédéric l'était bien par son désir de dominer et de créer un empire immense où le bras de l'empereur serait tout et où le pape ne serait rien. Cependant, il inaugurait une politique nouvelle qui n'était plus celle des grands ancêtres ; eux avaient prétendu s'imposer à la fois en Allemagne et en Italie ; lui, veut avant tout posséder l'Italie ; il veut créer un empire dont la Sicile sera le centre. « Jusqu'alors on avait vu des empereurs trop Allemands. Frédéric III, au contraire, est plus Italien qu'Allemand. Il a pour mère une Sicilienne, Constance. Il a été élevé sur le littoral méditerranéen « au milieu des bosquets d'orangers de Palerme », et a toujours préféré à la rude Germanie la région sicilienne ; il en aimait non seulement le doux climat, mais aussi la race et la civilisation où se combinaient, sous l'influence du voisinage, les éléments du monde latin, du monde grec et du monde musulman. Il délaissera presque entièrement l'Allemagne qu'il abandonnera à la féodalité. Toutes ses préoccupations politiques sont pour le royaume de Sicile, où il s'appliquera à organiser une forte autorité monarchique. Dans la lutte qu'il va engager contre la papauté, il est moins bien armé que ses prédécesseurs, malgré l'avantage que semble lui donner la possession d'un territoire plus vaste et d'un plus grand nombre de couronnes. Héritier d'un royaume qui était depuis deux cents ans fief du Saint-Siège, roi de Sicile plus encore qu'empereur, il se

trouvera dans la fausse position d'un vassal révolté contre son suzerain. Funeste effet du présent apporté par Constance dans la famille des Hohenstaufen : en prenant la Sicile, ils étaient devenus plus vulnérables. La dynastie des rois normands continuait à porter préjudice à l'Empire; vivants, ils avaient plus d'une fois mis en fuite les armées germaniques; morts, ils causèrent la ruine des empereurs, en léguant leur héritage. Robert Guiscard, du fond du tombeau, restait toujours, comme au temps de Grégoire VII, l'allié mystérieux des papes contre les Teutons [1]. »

A cette même diète de Francfort, où il avait fait reconnaître son fils Henri, Frédéric posait l'acte capital par lequel il abandonnait l'Allemagne à elle-même pour se tourner entièrement vers l'Italie : il signe alors avec les princes une alliance, une « confédération » qui les rend quasi indépendants du pouvoir impérial. Ainsi essaie t-il de séparer nettement leur cause de celle de la papauté; ainsi espère-t-il ne plus se voir obligé, comme ses prédécesseurs, à revenir en hâte d'Italie en Allemagne pour dompter des révoltes. Expédient tentant, à coup sûr, pour un prince avant tout préoccupé de fixer sa domination dans la Péninsule; mais, en fait, l'Allemagne s'acheminait de plus en plus vers la féodalité et vers le désordre. Frédéric II demeure le plus grand responsable de l'état d'anarchie dans lequel la Germanie s'est débattue si longtemps encore après lui. Plus que jamais, la question italienne devenait funeste aux intérêts de l'Empire; c'est l'Italie qui a perdu l'Allemagne. La restauration d'un *imperium romanum* qui dominerait le monde, hantait l'imagination du Staufen. Ne se considérait-il pas comme un dieu terrestre, le seul auquel il sembla croire? Il appelait sa mère « diva », et le bourg d'Iési où il était né, il osait bien le dénommer « notre

1. J. Birot, *Le Saint Empire*, pp. 144-145.

Bethléem ». Le couronnement viendrait authentiquer ce sacerdoce impérial illimité; alors, des rives du Bosphore aux colonnes d'Hercule, il aurait le droit de parler en maître. Rêveur de génie, mais rêveur quand même !

Après avoir réglé à la brillante diète d'Augsbourg les affaires allemandes, Frédéric entra dans la Péninsule par le col de Brenner. Quelle différence avec l'aventurier qu'il était lorsque, quittant cette même Italie huit années auparavant, il pénétrait dans l'Allemagne d'Othon IV, n'ayant pour toute force que la protection pontificale et le prestige de son nom. Maintenant, il avait nom César; et c'est avec l'intention d'y dominer en maître qu'il mettait le pied en Italie. Cependant, il ne procéda pas comme son aïeul Barberousse à grands coups de provocations et de menaces; ce félin avait la souplesse de la panthère. Il fit des grâces à tout le monde, et il en accorda à tout le monde : avec le doge de Venise, alliance; aux Génois, concession du territoire qui s'étend de Porto-Venere à Monaco; réconciliation de Bologne et de Faenza; reconnaissance des droits du Saint-Siège sur les biens allodiaux de la comtesse Mathilde. Un tel voyage n'est qu'un enchantement, une séduction prolongée. « Vous ne vous repentirez pas, écrit-il au vieil Honorius, d'avoir élevé et chéri un pareil fils; nous nous rendons aux pieds de votre sainteté; bientôt, vous aurez le fruit désiré de l'arbre. » Quintessence d'hypocrisie ! Il s'agissait d'amadouer le pape débile. Honorius envoie au-devant de son cher enfant l'évêque de Tusculum, il devra lui faire des doléances au sujet de l'élection d'Henri en Allemagne, lui rappeler l'urgence de la croisade, lui proposer des clauses d'arrangement. Frédéric comprend tout, approuve tout, s'engage à tout; bientôt il sera à Damiette.

Au préalable, le 22 novembre 1220, il entre dans Rome. Le couronnement eut lieu au milieu des démonstrations les plus sympathiques; il fut enveloppé d'une paix joyeuse, qui n'était pas l'atmosphère ordinaire de telles

cérémonies. Tant l'astuce de Frédéric avait su donner l'illusion d'une harmonie parfaite entre ses vues et les intérêts de Rome et de l'Italie. Ce tyran, on le croyait un bienfaiteur. La fleur des aristocraties italienne et allemande se trouvait là, rehaussant l'éclat des fêtes; pour une fois, les Romains ne protestaient pas. Il semblait y avoir entente complète des trois éléments : le pape, l'empereur et le peuple. Était-ce donc le retour à l'an 800? On eût pu le croire. A l'issue du couronnement, Frédéric prit, encore une fois, la croix. Puis, il signa avec Honorius « une loi constitutive catholique »; l'accord s'y trouvait stipulé entre le pape et l'empereur, à la fois contre les mouvements politiques libertaires des communes et contre les mouvements religieux libertaires des hérétiques. N'était-ce pas l'alliance du pouvoir spirituel et du bras séculier pour régir la chrétienté, alliance telle que l'avait échafaudée la théorie médiévale? Le pupille d'Innocent III et d'Honorius III apparaissait comme le saint empereur de ce Saint-Empire. Qu'il cachait bien son jeu, le Hohenstaufen ! Quand il eut restitué au pape le duché de Spolète et l'héritage de Mathilde, on eût pu le prendre pour un nouveau Charlemagne.

Cependant Frédéric se dirigeait vers la Sicile, sa terre natale et sa terre de prédilection. « C'est avec bonheur que le fils de Henri VI revoyait le royaume où il avait élé élevé. Les huit années de son séjour en Allemagne semblaient lui avoir inspiré peu de goût pour son ciel brumeux, ses épaisses forêts de hêtres et de sapins, ses lourds châteaux, ses villes boueuses, pour la sombre végétation de ses cathédrales commençantes, moins encore peut-être pour les droits obscurs et enchevêtrés et les chicanes de ses rudes seigneurs laïques et ecclésiastiques. Le beau ciel du Midi, son sol avec ses arbres toujours verts, ses pins, ses orangers et ses oliviers, la mer mythologique de Naples et de Palerme, les monuments anciens, encore çà et là debout dans leur majesté, les rues dallées, les pleins cintres et les

arcades de ses basiliques, ses villas et ses palais plus gais, plus aérés, bâtis par les Normands, le prestige des souvenirs de l'administration impériale de Rome, la clarté de son ancien droit, dont l'étude refleurissait alors, lui plaisaient davantage. Il nous avouera lui-même plus tard qu'il faisait un sacrifice chaque fois qu'il quittait ce pays, dont l'agrément et les délices lui plaisaient, pour aller accomplir son devoir d'empereur au delà des Alpes. Mais il avait à cœur surtout de revenir en maître dans le royaume où sa mère et sa femme et lui-même avaient tant souffert des factions rivales, italienne, allemande, pontificale, des usurpations de tous sur la couronne. [1] »
Frédéric avait bien envoyé aux croisés de Damiette l'aide promise de 500 chevaliers; mais son attention se concentra sur son royaume de Sicile; en faire l'appui de toute sa politique conquérante en Italie, voilà quel était son but. Or le royaume se voyait l'objet d'une double menace : la Sicile proprement dite souffrait des ravages des Sarrazins qui, de leurs repaires montagneux, descendaient dans la plaine et pillaient les villes; d'autre part, dans la partie péninsulaire, peu à peu les seigneurs avaient empiété sur les droits royaux et s'étaient arrogé des privilèges énormes; contre ces périls, Frédéric s'employa avec vigueur.

Il en oubliait la Terre sainte; sans doute y envoyait-il quelques nouveaux renforts, mais lui ne partait jamais. Soudain, au début de l'automne, la foudroyante nouvelle arriva d'Orient : le grand désastre des croisés, l'évacuation de Damiette. Cette fois, le vieux pontife eut un sursaut d'indignation : la cause de tout le mal, n'était-ce pas Frédéric et ses retards injustifiés? Et Honorius allait jusqu'à le menacer d'excommunication. L'autre laissa passer l'orage; puis, pour témoigner au pape sa bonne volonté entière, il lui offrit une entrevue. A Véruli, le

1. ZELLER, *Histoire d'Allemagne*, t. V, pp. 200-201.

25 avril 1222, Frédéric parvint une fois encore à persuader Honorius. En ce temps-là, le pape se trouvait en conflit avec Orvieto et Pérouse; et d'autre part la Sicile n'était point pacifiée. Ne convenait-il pas que Frédéric ne quittât l'Italie qu'après avoir assuré partout une paix qui laisserait au pape pleine sécurité? N'était-ce pas d'un bon fils? D'ailleurs, il jura encore, en les termes les plus solennels, qu'il passerait la mer dès qu'une nouvelle diète aurait fixé une date raisonnable. N'était-ce pas d'un bon chrétien?

Cette assemblée devait se réunir à Vérone, dès la Saint-Martin; mais, par un bien malencontreux hasard, Frédéric à cette date tomba malade; Esculape lui commandait le repos; pouvait-il désobéir à Esculape? Tout se trouva remis au printemps de 1223. Alors à Ferentino se tint un congrès solennel; les trois grands-maîtres des Ordres militaires s'y rencontrèrent; on décida que l'expédition serait tentée dans deux ans, et pour y intéresser directement Frédéric, le grand-maître de l'Ordre teutonique, Hermann de Salza, eut l'heureuse idée de lui proposer d'épouser en secondes noces la fille du roi Jean de Brienne, Isabelle, qui n'avait que onze ans, mais qui demeurait l'unique héritière du royaume de Jérusalem. Par les serments les plus sacrés, Frédéric jura encore de s'embarquer à la Saint-Jean Baptiste de l'an 1225. Il semblait d'ailleurs fortement occupé de la sainte entreprise, et envoyait Hermann de Salza la prêcher en Allemagne.

En réalité, il travaillait avant tout à consolider sa situation sicilienne; c'est contre les musulmans de Sicile qu'il menait une vraie croisade, croisade utilitaire où il n'y en avait que pour lui. Il alla relancer les Sarrazins dans leurs repaires montagneux et les obligea à faire leur soumission; il en transporta plusieurs milliers de l'autre côté du phare, et les établit à Lucera pour en composer sa garde de janissaires, dont le nombre ira jusqu'à 20,000;

Ainsi s'essayait-il à son rôle de sultan. Maître de la Sicile, Frédéric se parait d'ailleurs d'un titre exotique, celui de roi de Jérusalem. Après avoir obtenu du légat Pélage un nouvel ajournement à la croisade, lors de l'entrevue de San Germano (25 juillet 1225), il n'en réalisait pas moins son union avec Isabelle de Brienne. A la suite d'un mariage par procuration en Palestine, la jeune fiancée débarquait à Brindisi, où la cérémonie nuptiale se célébrait solennellement, le 9 novembre. Aussitôt, Frédéric fit savoir à Jean de Brienne et à ses barons que lui seul serait désormais roi de Jérusalem; et envers et contre toutes les protestations, il maintint son titre. Voilà donc que se démasquaient les projets ambitieux de Frédéric. Ne voulait-il pas constituer une puissance méditerranéenne solide qui aurait tout le prestige d'une royauté orientale, mais qui conserverait en Sicile sa base et son appui? De cette île, ainsi que d'une forteresse, Frédéric commanderait au loin à l'Orient chrétien, et tout près au pape et à l'Italie.

Comme les deux partis impérial et pontifical existaient toujours et se disputaient partout, comme Gênes luttait contre Milan en Lombardie, Pise contre Florence en Toscane, Bologne contre Imola en Romagne, Frédéric résolut de faire l'unité à son profit et par la force. On le vit convoquer tous ses vassaux dans les Abruzzes en vue de marcher sur l'Italie du Nord. « Restaurer dans une prochaine diète les droits de l'Empire méconnus », tel était son but déclaré. Ainsi la situation demeurait-elle la même qu'au temps de Barberousse; le tyran Hohenstaufen vivait toujours, avec cette seule différence qu'au lieu de partir du nord, il venait du midi. Dans ces conditions, inévitable était la lutte, une lutte sans merci, une lutte pour la vie et pour la liberté. Dernièrement, lors de l'entrevue de San Germano, alors que, victime une fois encore des agissements des Romains, Honorius avait dû se retirer à Rieti, c'était l'intervention impériale qui lui avait per-

mis de rentrer à Rome. Mais, conjurant de petits périls chroniques, ces petits services ne s'effaçaient-ils pas à la pensée de la grande menace gibeline. Peu importe que le loup caresse d'abord l'agneau, si c'est pour le dévorer ! Même un pauvre Honorius III, si bon et si débonnaire, ne pouvait échapper à cette vue du danger imminent ; il y a un instinct de conservation qui, en cas de péril mortel, rend virils les plus apathiques ; le dilemne s'imposait clair : être ou disparaître. Quand pour se rendre dans l'Italie du Nord, Frédéric exigea des Spolétains, sujets du pape, le paiement d'indemnités et de vivres, ils se plaignirent à Honorius. Celui-ci enfla la voix, il rappela à son pupille les services rendus et les déplaisirs essuyés en retour. Alors, démasquant son jeu, Frédéric se plaignit que les droits impériaux fussent foulés aux pieds ; il irait les proclamer solennellement à Crémone devant la noblesse allemande et les magistratures urbaines. Allait-on voir réapparaître les prétentions de Roncaglia?

Conscientes du péril, les cités du Nord se préparaient à résister. Les délégués de Milan, Bologne, Brescia, Vicence, Trévise reformaient pour vingt-cinq ans la ligue lombarde, et bientôt Faënza, Alexandrie, Lodi, Turin y adhéraient. Ce n'était point là un adversaire négligeable. Durant la période de paix relative qui suivit Constance, n'avaient-elles pas eu le temps de se fortifier et de s'armer? Au surplus, se sentaient-elles appuyées par l'autorité morale du pape, tandis que dans le Midi même elles pouvaient compter sur la sympathie des barons napolitains encore mal domptés. Telle était la formidable réalité à laquelle se heurteraient bientôt les prétentions nuageuses de Frédéric.

Il eut beau convoquer à Crémone sa fameuse diète ; non seulement il n'y trouva pas les délégués des villes rebelles, mais ses fidèles Allemands eux-mêmes n'y purent parvenir. Quand, par Trente et la vallée de l'Adige, son fils voulut descendre en Italie, les Véronais l'arrêtèrent

net comme un dangereux article de contrebande. Frédéric proposa bien aux recteurs de la ligue une indemnité de passage, ceux-ci maintinrent la condition expresse qu'il prêtât serment de n'attaquer aucune des villes du Nord. Devant ces exigences, l'empereur entra dans une violente colère : « J'aime mieux, s'écria-t-il, souffrir une injure que d'en passer par de si onéreuses conditions », et il en appela à la justice du pape. Celui-ci envoya le cardinal de Porto en vue d'arranger l'affaire; mais les recteurs de la ligue se montrèrent intraitables. En vain, Conrad d'Hildesheim les excommunia-t-il comme coupables de causer des retards à la croisade — c'était bien plaisant —; en vain le César les mit-il au ban de l'Empire, ils virent passer ses colères sans sourciller. L'arbitrage pontifical put enfin s'exercer : on convint que l'excommunication et l'anathème allemands avaient porté à faux; Lombards et Vénitiens furent enjoints de collaborer pécuniairement et par les armes à l'œuvre commune de la chrétienté, la croisade.

Était-ce bien ce qu'avait voulu Frédéric? Il retourna dans sa Sicile, la rage au cœur. Sa première entreprise échouait piteusement en fausse diète, en menaces stériles, en excommunication rapportée. Il ne pouvait même pas arriver à rééditer Roncaglia. Et l'arbitre du conflit, c'était ce pape débile, ce pauvre Honorius ! Bientôt, celui-ci mourait, après avoir réconcilié Frédéric avec son beau-père; en compensation du titre perdu de roi de Jérusalem, on avait nommé Jean de Brienne lieutenant du pape dans les États de l'Église. Tout semblait sauvé, mais tout restait menacé. Pour Frédéric, simple partie remise. L'Italie et Rome demeuraient sous le coup du grand péril Hohenstaufen.

## 2. Frédéric II et Grégoire IX : la lutte ouverte.

Élu le 29 mars 1227, le nouveau Pontife était le cardinal d'Ostie, Ugolin, qui prit le nom de Grégoire IX. Parent d'Honorius III et son admirateur, il avait, bien qu'octogénaire, une virilité combattive, prête à s'opposer en face aux prétentions impériales. Tout aussitôt, il eut la vue nette de la situation : obliger Frédéric à réaliser enfin son vœu dix fois renouvelé, ne serait-ce pas du même coup libérer l'Italie et obliger l'empereur à travailler pour la chrétienté? Moins d'un mois après son avènement, dès le 23 avril, Grégoire lui rappelle ses promesses. Frédéric comprit que le temps des atermoiements était passé; l'énergie de ce vieillard le jetait de force à la mer; il s'embarqua à Brindisi, le 8 septembre.

### Premier différend : la croisade différée, Frédéric excommunié : la paix de San Germano.

On sait la comédie nouvelle jouée par le faux croisé et comment trois jours après le départ, sous prétexte de maladie, il rentrait dans le port d'Otrante, tandis que le corps expéditionnaire continuait à voguer vers l'Orient. Comme il avait berné le vieil Honorius, Frédéric comptait bien duper encore le vieux Grégoire; mais celui-ci était d'une autre trempe; à la lettre d'excuses de Frédéric, il répondit par une foudroyante excommunication lancée d'Anagni et adressée *Urbi et Orbi*. Habile et perfide fut la réponse que Frédéric y opposa. N'a-t-il pas de vraies excuses? Et d'ailleurs, il faut que l'on compte sur lui comme sur la seule aide possible; car « son titre et son pouvoir demeurent l'effroi des barbares; ils dépassent ceux de tous les princes de la terre ». C'était toujours César. Par contre, à ce moment, le pape pouvait sentir la faiblesse de son pouvoir temporel; à Rome même, il n'était jamais maître qu'à demi. Le temps pour Gré-

goire IX de se rendre à Anagni en vue d'excommunier Frédéric, et déjà la ville s'était insurgée; la lecture de la réponse de Frédéric y avait mis tout le monde en effervescence; force fut au pape de sévir. Mais par ses agissements, Frédéric entretenait le mécontentement; lorsque, le lundi de Pâques, 27 mars, Grégoire IX prêcha contre l'empereur dans l'église Saint-Pierre, on le vit soudain insulté, menacé, chassé de la ville et contraint de se réfugier à Pérouse. Durant ce temps, Frédéric faisait un coup de maître; il partait pour la croisade, comptant y retrouver ce prestige que le pape voulait lui ravir par l'excommunication.

Cependant, abandonner l'Italie, n'était-ce pas la livrer à ses ennemis? Le lieu n'est pas ici de raconter l'expédition diplomatique de Frédéric en Terre Sainte. Mais le jour même où il était couronné à Jérusalem, les troupes pontificales infligeaient une sérieuse défaite aux Napolitains et s'emparaient de San Germano et du Mont Cassin. Les Abruzzes et l'Apulie perdues, la Basilicate et la Calabre directement menacées, la Sicile même en pleine révolte, voilà quels semblaient être pour Frédéric les résultats de son départ. Si sa puissance orientale s'érigeait par les négociations avec le croissant, sa puissance occidentale s'effondrait par les armes de la croix (mai 1229).

Pourtant, la Sicile ne lui était-elle pas plus chère que tout? En Orient, il avait voulu éblouir et gagner du prestige; en Italie, il voulait fonder et bâtir. Soudain, sans être attendu, moins de trois mois après son couronnement à Jérusalem, dès le 10 juin 1229, il aborde dans la Pouille au château d'Ascone. Aussitôt, lettre d'explication au pape. Sachant son homme par cœur, celui-ci lui répond par une franche déclaration de guerre; aux princes et à l'Europe, il dénonce « la grande trahison de l'empereur envers la chrétienté »; contre lui, il appelle au secours. Mais, par la rapidité de ses attaques, Frédéric devance toute coalition; il reparaît dans le royaume de Naples, et

aussitôt les pontificaux de Jean de Brienne battent en retraite. Il a bientôt retrouvé une armée, troupes bizarres et composites où figurent côte à côte des chevaliers allemands retour de Terre Sainte, et des Sarrazins de Lucera : voilà donc l'alliance de la croix et du croissant contre le pape. Étrange aberration teutonne ! Pour les Allemands, habitués depuis si longtemps à combattre le pape, c'est l'empereur excommunié qui s'appelle le vrai vicaire du Christ, tant les luttes prolongées pour la possession de l'Italie ont faussé chez eux toute conception saine de la chrétienté. Ne seront-ils pas leurs petits-fils ceux-là qui acclameront Luther? Avec de tels croisés, Frédéric fait merveille : le 8 septembre, il arrive à Capoue; en un instant, il a reconquis le Mont Cassin et le royaume de Sicile. Exilé à Pérouse, privé de ressources, Grégoire IX doit céder au victorieux César.

Le grand-maître Hermann de Salza s'interposa pour la paix, la paix de San-Germano (début 1230). Au profit du pape, évacuation et restitution de l'État pontifical, liberté accordée au clergé sicilien; par contre, Frédéric était absous, et les résultats de sa politique orientale reconnus. En septembre 1230, il se rencontrait avec Grégoire IX à Anagni. L'entrevue fut empreinte d'une cordialité inattendue; ne vit-on pas les deux ennemis d'autrefois converser et se promener ensemble? On crut partout qu'enfin la question sicilienne se trouvait résolue à l'amiable. Paisibles furent en effet les années qui suivirent San-Germano : en ce temps, s'il arrive que les barons romains s'insurgent et qu'ils se réfugient dans leurs châteaux de la Campanie, l'empereur court les y relancer au nom du pape.

Rien n'était pourtant changé dans la mentalité de Frédéric; dominer l'Italie restait son idée fixe. Aussi profitait-il de ces moments de paix pour fortifier son pouvoir en Sicile, base de toutes ses entreprises ultérieures. Tandis qu'en Allemagne il continue et aggrave sa politique, qui

consiste à opprimer les villes, mais à laisser aux princes un pouvoir toujours plus grand, afin que, de leur part, il n'y ait nul soulèvement et que les affaires d'Italie puissent le retenir sans distraction; par contre, dans sa Sicile, il établit un régime absolument tyrannique, retient les biens des seigneurs rebelles, détruit les murailles des villes insoumises comme Foggia, Casale-Nuovo et San Severo. Grégoire IX s'inquiète de ces procédés rigoureux : « Frédéric, dit-il, change en deuil et en lamentations les espérances et la joie que la paix avait fait naître. Les peuples s'agiteront et diront : « Voici que ces deux grands luminaires se sont réunis pour plonger beaucoup de monde dans les ténèbres de la douleur et du désespoir. » Dans les constitutions du royaume de Sicile rédigées à Melfi en août 1231, il pose les principes d'un gouvernement absolu, en conformité avec les adages du vieux droit romain; il s'entoure de légistes dévoués capables d'en assurer l'application; il enserre l'aristocratie laïque et ecclésiastique dans un filet de lois, les soumettant à la juridiction royale; enfin il s'assure un contingent de troupes solides, tant allemandes que sarrazines.

De même se préparait-il à restaurer en Lombardie l'influence impériale. Mais l'Italie du Nord aimait trop son indépendance pour se laisser dompter par le despote; dès qu'il semblait vouloir étendre la main sur elle, un grand frémissement la traversait toute, et en un instant, les cités divisées se rapprochaient pour la défense de leurs libertés. Quand, en 1231, Frédéric veut réunir à Ravenne une diète impériale, aussitôt les cités lombardes et romagnoles reforment la ligue. Selon la vieille tactique, non seulement elles n'envoient pas de délégués à la diète, mais elles interdisent le chemin aux Allemands, qui voudraient s'y rendre par les défilés des Alpes; Henri luimême, le fils de l'empereur, ne peut passer. Frédéric n'en tient pas moins l'assemblée; il y condamne les constitutions des villes italiennes comme contraires aux droits

des princes; il prétend détruire les magistratures municipales, jusque et y comprise la charge de podestat. Enfin, à la diète d'Aquilée, il obtient d'Eccelin III de Romano l'abandon de Vérone, cette porte de l'Italie par la vallée de l'Adige. Voici directement menacée l'indépendance des villes lombardes. Frédéric s'en retournait en Sicile avec la volonté arrêtée d'y préparer une expédition qui dompterait les libertaires cités.

Mais qu'allait faire Grégoire IX? Au fond, malgré ses protestations d'amitié envers la papauté, Frédéric en revenait quand même à l'éternelle politique des Staufen usurpateurs de l'Italie : conquérir le Nord et le Midi; et prendre ainsi l'évêque de Rome entre les deux mâchoires d'un formidable étau. Les papes demeuraient donc les alliés naturels des Lombards; en défendant les libertés communales, c'était leur propre indépendance, et celle de l'Église, qu'ils protégeaient. Aussi Grégoire IX essaya-t-il de couvrir par la diplomatie l'Italie du Nord; à Padoue se rencontrèrent deux cardinaux légats du pape, et Hermann de Salza, représentant de l'empereur. Celui-ci voulait la répression des Lombards, le pontife réclamait des garanties contre les empiètements possibles de Frédéric. Malheureusement, Grégoire IX n'était point libre de hausser la voix comme il l'eût voulu; en ce temps-là encore, chassé de Rome et exilé à Anagni, il dépendait du Staufen comme d'un sauveur. Malgré les raisons profondes de discorde, on faisait semblant de s'entendre; plus on doutait l'un de l'autre, plus on multipliait les protestations d'affection et les assurances de ne se séparer jamais. Cependant, voici que Frédéric doit à son tour dompter un soulèvement de la Sicile opprimée, tandis que le pape trouve le moyen de se réconcilier avec les Romains. Aussitôt profite-t-il de ce retour de fortune pour essayer d'imposer sa solution dans les affaires de Lombardie; on le voit rendre une sentence d'arbitrage d'après laquelle les villes sont relevées du crime de lèse-majesté impériale, à

seule condition d'entretenir des troupes pour la Terre Sainte. Pareille solution était toute à l'avantage des cités lombardes; Frédéric la déclina. Qu'allait-il arriver? Allait-on voir se rouvrir les grandes luttes terribles?

S'interposant, deux événements ajournèrent la guerre inévitable : en Allemagne, la révolte de Henri contre Frédéric, à Rome l'émeute communale.

Grave apparaissait cette insurrection romaine. Ce n'était plus un mouvement turbulent, une fronde sans avenir, mais un véritable essai de révolution politique. Sous la conduite du sénateur Lucas Savelli, le peuple réclamait son entière indépendance par la création d'une république qui comprendrait non seulement Rome, mais tout le patrimoine de Saint-Pierre; un édit du Sénat et du peuple confisqua authentiquement le territoire pontifical. Une fois encore le pape dut s'enfuir à Rieti; une fois encore, force lui fut de faire appel à Frédéric.

Mais celui-ci, lui aussi, avait besoin de Grégoire. Révolté, son fils Henri n'essayait-il pas de gagner à sa cause les cités du Nord? Entre le pape et l'empereur un échange de bons procédés s'ensuivit. Grégoire IX soutint Frédéric en Lombardie; il demanda aux cités de laisser passer les troupes allemandes : « Les Romains, disait-il, l'avaient forcé de requérir l'aide du bras impérial. » De fait, Frédéric soutint le pape contre les révoltés; son armée eut tôt fait de reconquérir le Patrimoine.

Seule une nécessité urgente avait pu causer ce rapprochement éphémère entre Frédéric II et Grégoire IX. A cette vue, les Lombards s'étaient abouchés avec Henri, le révolté; ils avaient contracté avec lui une alliance de dix ans. Mais Frédéric n'eut qu'à se montrer en Allemagne pour triompher sans armes et sans combat de cet Absalon au petit pied. Après avoir célébré à Worms son mariage avec Isabelle, sœur de Henri III d'Angleterre, il promulgait à Mayence la constitution de 1235 qui, en dépit des apparences, marquait un pas en avant vers la

féodalité complète, vers l'indépendance des États. « Il y avait une bien grande différence de Frédéric à Barberousse, son grand-père qui, à un siècle de distance, avait tenu également une grande diète à Mayence. L'un affermissait son pouvoir en Allemagne par des concessions en Italie, pour préparer une croisade qui devait clore glorieusement sa vie; l'autre ne pacifiait l'Allemagne que par des sacrifices d'autorité pour retomber de tout son poids sur l'Italie, dans l'attente d'une lutte dernière et désespérée contre la papauté [1]. »

En effet, elle ne peut être que précaire l'alliance du pape et de l'empereur. Nulle illusion possible : du jour où Frédéric attaquerait les Lombards, il s'en prendrait presque directement au pape. Déjà, à Mayence, Frédéric veut profiter de la réunion de tous les princes allemands pour les convier à une campagne d'Italie et donner le coup de grâce aux cités orgueilleuses qui, en empêchant les diètes de Crémone et de Ravenne, l'ont deux fois tenu en échec. Mais Grégoire intervient : « C'est, dit-il, non contre les Lombards, mais contre les musulmans que les chevaliers allemands doivent reporter leurs forces; » ainsi la politique chrétienne de la papauté s'opposait-elle à la politique réaliste de Frédéric. Pourtant, les Teutons écoutaient plus volontiers Frédéric; un virus anti-italien fermentait dans leurs veines; alors déjà, ils étaient plus Allemands que chrétiens, plus impérialistes que papistes, plus gibelins que guelfes : l'Allemagne au-dessus de tout, *Deutschland über alles*. A Mayence, les princes promirent de suivre Frédéric au printemps suivant, afin de venger le droit impérial héréditaire *(jus imperii hereditarium)*. Frédéric se prépare. En vain, le rusé essaie-t-il encore de louvoyer, en vain consent-il à observer, jusqu'à la fin de 1235, le compromis pontifical; désormais la lutte est imminente : Lombardie et papauté contre l'impérialisme de Frédéric II, pour la vie et pour la liberté.

1. ZELLER, *Histoire d'Allemagne*, t. IV, pp. 306-107.

Par ses légats et sa diplomatie, le pape essaya bien encore de reculer le conflit. Mais les villes lombardes sentaient le péril : vainqueur de Henri, l'empereur n'allait-il pas fondre sur elles? A Ferrare, elles renouvelèrent leur ligue, jurant d'opposer une muraille infranchissable au passage du despote... Par contre, Hermann de Salza réunissait à Crémone les députés des cités gibelines, Pavie, Modène, etc... Pacifique, Grégoire IX écrivait encore aux archevêques de Mayence et de Trèves que la vraie lutte devait être non pas la campagne de Lombardie, mais la croisade contre les infidèles; de même, se plaignait-il directement à Frédéric.

### Deuxième différend : Cortenuova et la Melloria.

L'empereur ne voulait plus rien entendre. Démasquant son jeu, il déclarait qu'il voulait la guerre et qu'il ferait la guerre. Cependant, se parer d'un extérieur chrétien demeurait utile en ces âges de foi. Avant le départ, Frédéric se rend en personne à la Marbourg et y dépose une couronne d'or sur la tête d'Élisabeth de Hongrie, récemment canonisée par Grégoire IX. Sans doute le pape veut la croisade, mais Frédéric explique sans rire que sa guerre contre les Lombards est déjà une croisade, une croisade qui fera l'unité de la chrétienté, et qui rendra possible l'autre croisade, celle contre les infidèles; il ose bien dire qu'il y a eu une Providence empressée à préparer sa vie à un tel rôle. « Si le Sauveur a conduit ma fortune d'une façon si prodigieuse, c'est afin que l'Italie, resserrée de tous côtés dans le cercle de nos forces, revienne à notre obéissance et à l'unité de l'Église, et me permette ainsi de porter un secours efficace à la Terre Sainte, qu'il est de mon devoir de protéger » (24 juillet 1236). Quel excellent apôtre : Machiavel déguisé en Charlemagne !

Dans ses lettres particulières aux rois, Frédéric cache moins sa pensée. Ne dévoile-t-il pas le véritable mobile de

sa politique lorsqu'il proclame qu'il s'agit avant tout de « venger son grand-père Barberousse des injures qu'il a essuyées en Lombardie »? Le rêve dominateur des Staufen le hante toujours, ainsi que leur haine pour ces Lombards qui y opposent la provocante barrière de leurs villes libres. La papauté et les cités du Nord se liguaient pour sauver la liberté de l'Italie et de Rome. Frédéric comprenait si bien les deux causes liées qu'au moment même de passer les Alpes, il essayait de retenir le pape dans les éternelles difficultés romaines; excités par lui, les Frangipani soulèvent le peuple.

Mais Grégoire ne se laisse pas intimider. Aux proclamations trompeuses de Frédéric, il répond par un rappel très net des principes. Il appartient non pas au roi de Germanie, mais à l'évêque de Rome de régir la chrétienté; à l'empereur la protection, au pape la direction. « Quand l'Église t'a concédé le jour de ton couronnement la puissance du glaive, elle n'a pas entendu diminuer en rien la substance de sa juridiction. Eh, quoi ! tu attentes aux droits du siège apostolique, à la foi que tu lui dois, à ton propre honneur, en méconnaissant le pouvoir qui t'a fait ce que tu es? »

Si solennelle qu'elle fût, aucune parole n'était plus capable d'arrêter le démon déchaîné. Parti d'Augsbourg le 12 juillet, Frédéric se trouvait le 12 août à Vérone. L'armée de la ligue s'était avancée pour lui barrer la route; le légat pontifical Jacques de Palestrine décida Plaisance, clef stratégique de la Lombardie, à se déclarer contre lui. Appuyé à cette place, les Lombards l'empêchaient de déboucher et de porter ses coups décisifs contre Milan. Frédéric s'indignait : « Les pèlerins et les marchands vont partout, et je ne pourrais traverser les terres de mon empire ! » Bien plus, ne se voyait-il pas menacé d'avoir ses communications coupées avec l'Allemagne? En effet, derrière lui, en bordure de l'Autriche, dans la marche de Trévise, ceux de Padoue, de Mantoue, de

Vicence, de Trévise se liguaient contre lui; avec l'aide des Vénitiens ils s'emparaient de Rivalta et menaçaient de lui couper la retraite. Pourtant, Frédéric ne se laisse pas abattre; vivement, avec sa cavalerie, il rebrousse chemin, fond sur cette ligue hypocrite, la disperse par la rapidité de sa venue, prend d'assaut Vicence qu'il livre aux flammes, puis, remontant jusqu'en Autriche, il y assure son autorité contre Frédéric le Batailleur, et s'empare de Vienne durant l'hiver 1236.

Ses derrières ainsi protégés, il reparaît en Italie au printemps 1237 et appelle à son aide Sarrazins de Lucera et gibelins d'Italie. Devant cette force redoutable, un moment on pense à transiger. Mais transmises aux légats pontificaux, puis par ceux-ci aux recteurs de la ligue, les propositions de Frédéric sont celles d'un vainqueur brutal : dissolution de la ligue, abandon par les villes de tous leurs droits. On résolut de mourir plutôt pour la liberté.

Frédéric, comme un furieux, traverse le Brescian et le Mantouan qu'il ravage, mais le voilà arrêté par la résistance de l'héroïque Brescia. Le 9 novembre, l'armée de la ligue arrive en vue de la ville pour lui porter secours. La partie décisive allait-elle donc s'engager? A Cortenuova, Frédéric surprend les Lombards; sa cavalerie les enfonce sans leur donner le temps de se reformer; après un combat acharné qui dure jusqu'au soir, voici le camp forcé; le Caroccio des Milanais ainsi que les bagages et un grand nombre d'hommes tombent au pouvoir des impériaux, les débris de l'armée parviennent cependant à se replier sur Milan. Dans Crémone, Frédéric II défila en triomphateur; le Caroccio fut envoyé à Rome et le pape dut subir l'humiliation de le voir traîner au Capitole. Ne fallait-il pas que dans la capitale de l'Empire on fêtât la grande victoire de l'empereur?

Cependant, pour qui défend ses libertés, nul revers décisif; il y a une gloire des vaincus, gloire sombre et

fière, gage des résurrections futures, quand ils peuvent dire : Tout est perdu, fors l'honneur. Milan avait fermé ses portes; dans l'ivresse de sa victoire, Frédéric lui proposait des conditions inacceptables, ou plutôt il refusait de lui en faire. Milan résolut de se défendre, et près d'elle les deux vaillantes cités, Alexandrie à l'ouest, Brescia à l'est. Frédéric est résolu à en finir; il réunit tous ses contingents, allemands, italiens, napolitains. S'emparer d'Alexandrie et de Brescia, qui flanquent Milan à droite et à gauche comme deux tours avancées, tel est son but; ainsi isolera-t-il la place. Mais l'empereur ne recevait plus tous les secours en hommes qu'il attendait; aux yeux des princes allemands, combien peu profitables ces saignées périodiques; beaucoup s'excusaient. Tous les efforts tentés contre Alexandrie et Brescia se heurtèrent à une résistance désespérée. Lutte sauvage et passionnée. Dans sa fureur, Frédéric mettait parfois les otages devant les machines de guerre, et Brescia lui rendait procédé pour procédé.

A ce moment critique, le vaillant pape octogénaire n'hésita pas à se déclarer contre le despote. Tous les torts de Frédéric, il les relève amèrement; il souligne qu'en faisant la guerre aux Italiens, l'empereur met obstacle à la croisade. Si la lutte a éclaté en Lombardie, réplique Frédéric, c'est parce que Grégoire a trop différé son arbitrage; d'ailleurs après la paix, volontiers il ira à la croisade; ne s'en est-il pas entretenu déjà avec Louis IX de France et Henri III d'Angleterre? Le fourbe tente de se justifier devant l'opinion européenne; aussi se garde-t-il bien de créer un antipape par crainte du scandale. Plutôt que Grégoire IX, c'est l'empereur qui se montre le vrai protecteur de l'Église; aux princes et aux peuples, Frédéric voudrait prouver cette thèse monstrueuse et paradoxale.

Grégoire IX vient de rentrer à Rome où il a brisé la révolte des Frangipani, suscitée sous main par Frédéric II.

Il multiplie les démarches diplomatiques, réconcilie Gênes et Venise, leur fait signer à Rome une alliance de neuf ans contre le Staufen; puis le dimanche des Rameaux, 20 mars 1239, il lance l'excommunication contre Frédéric, délie ses sujets du serment de fidélité et jette l'interdit sur Padoue, siège de sa résidence. Frédéric veut parer le coup. Il a essayé d'abord de brouiller le pape avec les cardinaux; il « les exhorte à conjurer par leur esprit de modération les desseins dangereux du pontife ». Il s'efforce ensuite de séparer les Romains de Grégoire; son conseiller, Pierre de Vigne, s'étonne de ne pas « trouver dans la ville de Romulus, un seul patricien, un seul Quirite, pour protester contre l'injure faite à l'empereur de Rome ». N'était-ce pas essayer d'affoler les imaginations romaines en évoquant les gloires antiques de la capitale des Césars? Enfin, Frédéric s'en prend à Grégoire lui-même; il fait non seulement son procès politique, mais son procès personnel. Lui jeter à la tête des accusations mensongères, l'abreuver d'injures, l'appeler « prêtre orgueilleux, faux prophète », l'accuser de simonie et de gaspillage, voilà ses moyens (20 avril). Le pape répond par la grandeur tragique des malédictions apocalyptiques. Dans l'encyclique *Ascendit de mari* du 21 juin, il s'écrie : « Voyez la bête qui monte du fond de la mer, la bouche pleine de blasphèmes avec les griffes de l'ours et la rage du lion, le corps pareil à celui d'un léopard. Elle ouvre la gueule pour vomir l'outrage contre Dieu et contre ses saints. » Répondant aux imputations personnelles de Frédéric par d'autres, singulièrement justifiées, il accuse cet esprit fort, corrompu par la philosophie et la médecine arabes, et digne déjà des encyclopédistes du XVIII[e] siècle; il lui reproche d'avoir insulté la maternité de Notre-Dame et d'avoir proféré ce blasphème, que le monde avait été séduit par trois imposteurs : Moïse, Jésus et Mahomet. En novembre, il ordonne au clergé allemand d'annoncer au son des cloches l'excommunication de Frédéric « le

pseudo-empereur, véritable Hérode, adversaire du catholicisme, ennemi de l'Église ». Frédéric essaie de se justifier; s'il l'emportait devant l'opinion, la partie ne serait-elle point gagnée pour lui? Le voilà soudain qui écrit comme un Père de l'Église : « Nous n'avons jamais parlé de trois imposteurs, car nous professons publiquement que Notre-Seigneur Jésus-Christ est le fils unique de Dieu, égal au Père et au Saint-Esprit en éternité et en magnificence... né selon la chair, ou selon sa nature humaine, de la glorieuse Vierge Marie et ressuscité le troisième jour par la vertu de sa nature divine. Nous savons, au contraire, que le corps de Mahomet est sous la puissance des démons; enfin la sainte Écriture nous apprend que Moïse fut un ami de Dieu, avec qui il s'est entretenu sur le Sinaï. » Frédéric représente Grégoire semblable à un despote du monde : « Chose extraordinaire ! Le soleil veut ravir à la lune son éclat et sa lumière, le prêtre cherche à détruire la grandeur impériale, et la souveraineté apostolique s'efforce de ternir notre majesté impériale que nous tenons de Dieu même. » N'y avait-il pas là comme un commentaire avant la lettre de la fable du loup et de l'agneau? Néanmoins, l'agneau savait se défendre. Ainsi le sacerdoce et l'Empire semblaient se mesurer dans une lutte à mort, haletante et tragique; la chrétienté contemplait, ébahie et muette d'horreur.

Qui donc l'emporterait? L'Allemagne semblait, sinon se désintéresser de la querelle, du moins n'y vouloir plus prendre une part active; elle était lasse. Trop gibeline et trop impérialiste pour obéir aux sentences d'excommunication, elle s'y opposait par la voix même de ses prélats; ils arguaient le loyalisme dû à l'empereur, et toutes les tentatives de l'archidiacre Albert de Beham pour créer un anti-César échouèrent. Peu d'enthousiasme toutefois pour aller se faire tuer au profit d'une cause impériale étrangère à l'Allemagne.

C'est donc de l'autre côté des Alpes que se jouait la

partie. Dans l'Italie du Nord, sous l'influence de la diplomatie pontificale, Frédéric subissait plusieurs défections; successivement Azzo d'Este et Albéric de Romano l'abandonnent; au lieu de prendre l'offensive contre Milan, il est obligé de s'en tenir à une stricte défensive. D'autre part, la flotte vénitienne débarque des troupes dans le royaume de Naples; là, les procédés tyranniques de Frédéric n'appellent-ils pas la haine et la vengeance, et ne peut-on espérer un soulèvement?

Alors, le Staufen prend un parti extrême. Abandonnant pour un temps la Lombardie où il ne peut vaincre, et se rapprochant de ses États du Sud, plus ou moins soulevés, il semble vouloir s'attaquer directement au pape, et frapper son ennemi en plein cœur, autrement dit à Rome. Il confie à son fils naturel, le bel Enzio, le gouvernement de la Romagne, de la Marche d'Ancône et du duché de Spolète, et veut cerner ainsi le patrimoine de Saint-Pierre; enfin il va jusqu'à délier les sujets du pape de leur serment de fidélité, et leur promet de les combler de privilèges. Dans l'entourage pontifical, il y eut un moment d'effroi; l'archevêque de Messine, résidant à Rome, offrits a médiation. Inutile démarche; Frédéric témoignait sa volonté de rattacher définitivement à l'Empire, la Marche, le Duché de Spolète, ainsi que d'autres terres « qui doivent être impériales ». Franchissant les frontières mêmes du Patrimoine, il entre dans Viterbe, l'ennemie séculaire de Rome. Enfin, de Tivoli, à portée de regard de la Ville éternelle, il écrit aux Romains pour les inviter à la révolte. Essayer de les attirer à lui par de grandes phrases à l'antique, s'annoncer comme devant relever dans cette capitale de l'Empire « les aigles victorieuses, les anciens faisceaux et les lauriers de triomphe », voilà son procédé.

Tout fut sauvé par Grégoire IX. Il se rend en procession au Latran, et, la main sur les reliques des grands apôtres, il s'écrie : « Puissent les saints garder cette ville que les Romains trahissent. » Tant d'énergie à une heure si cri-

tique ranime les courages et les haines. On se souvient qu'empereur est synonyme d'oppresseur; on jure qu'il ne passera pas. De fait, il n'osa point s'avancer; bientôt il quittait le Patrimoine pour s'enfoncer dans son royaume. Le grand péril était conjuré (février, mars 1230).

Un moment on put croire que la lutte allait s'apaiser. Au mois de mai, Manfred s'empara d'Alexandrie; ce succès sembla suffire à l'orgueil déçu de Frédéric; quand Conrad de Thuringe, le nouveau grand-maître de l'Ordre teutonique, s'interposa pour la paix, volontiers le Staufen eût accepté. Mais les Lombards ne désarmaient plus; sans garanties, point d'armistice acceptable.

Venise était maintenant la grande alliée des Lombards; or, placée à l'embouchure du Pô, Ferrare interceptait les communications. S'en emparer par surprise fut bientôt résolu. L'attaque combinée des milices lombardes et d'une flotte vénitienne réussit pleinement; malgré l'intrépide défense de son gouverneur, le vieux Salinguerra, Ferrare dut capituler. La Lombardie se trouvait maintenant unifiée contre Frédéric; sans doute, le Nord et le centre de l'Italie allaient-ils faire bloc contre lui.

Il comprend l'étendue du péril. De la Sicile à travers la Marche d'Ancône il s'élance, résolu à s'emparer coûte que coûte de la Romagne afin d'empêcher la jonction des Romains et des Lombards. Or, Faënza était alors le cœur de la Romagne, comme Milan celui de la Lombardie. Après avoir pris Ravenne, Frédéric vient donc mettre le siège devant cette ville; en vain les Vénitiens essaient-ils une diversion en ravageant les côtes du royaume de Naples, pendant de longs mois le Staufen s'acharne contre Faënza. La lutte présente un caractère de haine farouche; quand, épuisés, les Faëntins se voient contraints d'expulser vieillards, femmes et enfants, Frédéric refuse de les laisser passer, malgré les supplications de celles qui lèvent vers lui des croix de bois en demandant grâce : « De tout temps, répliqua-t-il, les Faëntins se sont montrés nos

ennemis. Ont-ils perdu la mémoire des outrages faits par leurs pères à l'impératrice Constance, quand, malade et avancée en grossesse, elle traversa la Romagne? Supposent-ils que nous ignorions leurs tentatives coupables pour s'emparer de notre personne et nous faire périr? Une trop longue indulgence n'a pu les désarmer; aucune grâce ne leur sera faite. » Vieilles haines sans pardon ! D'ailleurs l'enjeu était trop important pour que Frédéric cédât.

Le pape, lui aussi, comprenait la gravité de l'heure; il en appelait à l'Europe entière; il convoquait un concile pour Pâques de l'année 1241. Il demanda à cet effet une trêve en faveur de Faënza; inutile démarche, Frédéric ne voulut rien savoir; ce concile, mais il était dirigé contre lui; on n'y assemblerait que des guelfes afin de le condamner; par avance il récusait l'autorité d'une telle assemblée. Même, il menaçait de faire prisonniers les évêques qui voudraient se rendre à Rome.

La voie de terre est donc fermée; Grégoire s'assure la voie de mer. Il obtient des Gênois qu'ils transporteront les prélats des côtes de Provence à Gaëte. Pourtant, enragés gibelins, furieux de ce qu'on tente de créer un anti-César, nombre d'évêques allemands déclinent la convocation; « que le pasteur romain fasse paître ses Italiens ! » réplique l'un d'eux, Conrad de Freisingen. Bien plus, ne voit-on pas l'évêque de Ratisbonne promettre au « très chrétien empereur Frédéric » une aide de 600 chevaliers? Par contre, les prélats d'Angleterre, de France, d'Espagne et d'Italie, se rendent à l'appel du pontife; en avril 1241, ils se rassemblent dans la rivière de Gênes, et s'embarquent sur les galères de la république.

Mais, sur ces entrefaites, Frédéric s'était emparé de Faënza. Libre de ses mouvements, voici qu'il donne l'ordre à la flotte sicilienne et pisane de barrer la route aux pontificaux. A la hauteur de l'île de Monte-Christo, près du rocher de Meloria, les deux flottes se heurtèrent. Supérieurs en nombre, les Siciliens l'emportèrent; plu-

sieurs galères gênoises parvinrent à se sauver, mais le gros de la flotte fut capturé. Le butin ecclésiastique était considérable : trois légats, une centaine de prélats, et notamment les archevêques de Bordeaux, de Rouen et de Milan. Chargés de chaînes d'argent, Frédéric les fit conduire à Pise; de là, en trois longues semaines, à fond de cale, dans des conditions infectes, ils accomplirent le voyage de Naples; beaucoup périrent en route.

Pour l'empereur, grand triomphe, il exulte. « Je vois, ose-t-il écrire au roi d'Angleterre, je vois que Dieu est avec moi. » Tout paraît trembler sous lui; ne semble-t-il pas qu'il va tout soumettre, *Urbem et Orbem?* A cette heure, pourtant, on vit relever la tête deux hommes qui ne craignaient rien parce qu'ils ne craignaient que Dieu : le pape et le roi de France. Jusqu'ici saint Louis n'avait pas consenti à prendre parti dans un conflit qu'il espérait voir finir pacifiquement au plus grand profit de la croisade; même, il venait de décliner l'offre de l'Empire faite à son frère Robert d'Artois. Mais à la nouvelle que des prélats français avaient été arrêtés, par l'intermédiaire de l'abbé de Corbie et d'un chevalier de son hôtel, Gervais d'Escrenne, fièrement il demanda des comptes à l'empereur. Dans l'ivresse du triomphe, Frédéric répondit insolemment : « C'est, dit-il, l'admirable providence de Dieu qui, déjouant la conspiration ourdie contre nous, a mis entre nos mains les cardinaux et les prélats non seulement du royaume de France, mais des autres provinces, que nous tenons tous comme nos ennemis et adversaires... La puissance de l'Empire dépasse toute force humaine; les animaux tremblent en reconnaissant les traces du lion. Que votre Altesse Royale ne s'étonne pas si Auguste retient dans ses serres ceux qui s'efforcent d'enserrer César. » Alors saint Louis, relevant l'affront, somma l'empereur de s'exécuter en un de ces langages bien français, par lesquels il nous est arrivé plus d'une fois à travers l'histoire d'imposer nos volontés aussi impérieuse-

ment que par des coups d'épée. Il faut lire cela dans la saveur de la vieille langue « ... Vous tenés nos prélats qui au siège de Roume estoient meus par foy et par obédience, ne refuser ne pouoient le mandement le pape, et les feistez prendre en mer; laquelle chose nous portons grievement, et dolent en sommes. Si sachiez certainement que nous avons entendu par leurs lettres qu'il ne pensoient à faire chose qui vous feut contraire. Dont, quant il nont fet choze qui tourne à vostre grief, il apartient à vostre majesté rendre les et délivrer. Si pourveez et metez en balance de droit jugement ce que vous mandons, et ne veliez pas tenir par puissance les prélats, ou par volenté; car li royaumes de France net mie encore si afoiblis que il se laisse mener à vos esperons. » Devant un langage aussi énergique, Frédéric dut céder et restituer les prisonniers français.

Un autre qui ne tremblait pas devant la grande menace, c'était Grégoire IX. Lui et les villes lombardes résistaient toujours. Frédéric, qui se croyait maître de tout, s'apprêtait à marcher sur Rome; mais ce pape de quatre-vingt-neuf ans voulait résister quand même : *potius mori*. Pourtant, il n'était pas jusqu'à sa propre ville où il ne rencontrât une opposition puissante, celle des Colonna. « Je ne te reconnaîtrai bientôt plus comme cardinal, disait Grégoire au prélat de la famille. — Ni moi, toi comme pape, répliquait l'autre », et il se fortifiait dans le mausolée d'Auguste. A ce moment, franchissant les Apennins, Frédéric pénétrait dans le Patrimoine; il occupait Spolète, ravageait Terni et Rieti, puis se dirigeait sur Rome.

Mais le vieux pontife était décidé à mourir à son poste; il refusait les conditions de capitulation que lui transmettait Frédéric par l'intermédiaire de Richard de Cornouailles; il domptait dans Rome, avec l'aide des Orsini, la faction Colonna. Par Tivoli et Albano, Frédéric s'approchait de la ville. Dans cette angoisse extrême, Grégoire, se raidissant, trouvait encore la force d'envoyer aux cardi-

naux captifs une exhortation de surhumaine confiance. « Ne vous laissez pas, leur disait-il, ne vous laissez pas, vous croyants, troubler par le changement apparent de ce qui arrive. Ne soyez ni abattus dans le malheur, ni fiers dans l'infortune; ayez confiance en Dieu; supportez avec patience les épreuves qu'il vous envoie. La petite barque de Pierre peut de temps en temps être assaillie par des vents contraires et par les coups de la tempête; mais bientôt, au souffle impérieux de Dieu, le calme succède à l'orage, et échappée aux vagues écumantes, elle glisse en paix sur la plaine liquide apaisée et soumise. »

Cependant, le 22 août, le vieux pape s'éteignait. Il était mort debout, fixé pour la postérité dans cette attitude héroïque qui allait sauver Rome. Temps affreusement troublés; à côté de la querelle du sacerdoce et de l'Empire arrivée à son paroxysme, voici que menaçant l'Europe, l'invasion des Mongols la jette dans une terreur immense. Les fidèles s'engouffrent dans les églises et s'écrient : De la fureur des Tartares, Seigneur, délivrez-nous. « Que les consolations célestes nous soutiennent, ô ma mère, disait saint Louis à Mme Blanche : car si cette nation vient sur nous, ou nous ferons rentrer ces Tartares, comme on les appelle, dans leurs demeures tartaréennes d'où ils sont sortis, ou ils nous feront tous monter au ciel. » Au jeu de mots près, le propos était grave.

Habilement, Frédéric avait toujours séparé la papauté de Grégoire IX, l'homme, de l'institution. Apprenant la mort de son ennemi, il s'écria : « Ce mois d'Auguste (août) a enlevé celui qui osait attaquer Auguste; le voilà mort celui qui jeta tant d'hommes en péril de mort. » Mais, pour faire montre d'intentions pacifiques, il quitta le Patrimoine et s'enfonça dans le royaume de Naples. Avec une parfaite hypocrisie, il souhaitait voir élever au Saint-Siège un pontife qui réparât le mal fait par Grégoire et qui donnât la paix au monde. « Quoique le défunt méritât notre haine, nous lui aurions désiré plus longue vie, afin

qu'il pût réparer le scandale causé. Mais Dieu qui connaît les secrètes pensées des méchants, en a décidé autrement; il fera monter sur le Siège apostolique un homme selon son cœur. Nous désirons vivement nous réconcilier avec l'Église; nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour protéger la foi catholique; nous n'avons pris en main le sceptre de l'Empire que pour défendre contre tous ses ennemis notre mère l'Église. » Bien fol qui eût cru un seul mot de toutes ces protestations !

L'élu se trouva être un Milanais, Godefroy, cardinal évêque de Sabine; il prit le nom de Célestin IV. Mais, comme si les responsabilités écrasantes de la situation l'eussent terrassé, il mourut presque aussitôt, avant sa consécration. Suivit une longue vacance de deux ans. A Rome, lutte entre les guelfes et les Colonna impérialistes, le Sacré-Collège dispersé, les six cardinaux présents partagés d'avis. La chrétienté souffre de l'attente; Frédéric s'impatiente; il écrit aux cardinaux, leur exprime « la profonde douleur qu'il ressent du long veuvage de l'Église romaine ». « Par vos menées, leur dit-il, vous devenez la fable de l'Europe. Si vous ne parvenez pas à trouver un pontife, c'est que dans votre ambition, tous, vous voudriez le devenir. » Il oubliait d'avouer que la vraie cause du retard provenait de l'impossibilité où il mettait les cardinaux de se réunir en assemblée plénière. D'ailleurs, trouver un pape capable de tenir tête à un pareil monstre, quelle difficulté ! De France, saint Louis excitait à l'audace les princes de l'Église : « Dès qu'il s'agit de l'indépendance de l'Église, leur écrivait-il, vous pouvez compter sur l'appui de la France. Soyez fermes, résistez vigoureusement au joug honteux sous lequel vous n'avez déjà que trop courbé la tête. » On voit par ces simples mots à quel point est fausse la légende d'un saint Louis se désintéressant de la querelle du sacerdoce et de l'Empire. Comme il devait alors faire face à la redoutable coalition du roi d'Angleterre, du comte de la Marche et du comte de Tou-

louse, il ne put intervenir davantage. Pourtant une ambassade d'évêques français passa les Alpes et insista auprès de Frédéric afin qu'il levât le blocus de Rome et qu'il permît aux cardinaux de se grouper. A cette prière, Frédéric, après être venu ravager la campagne romaine, consent enfin à laisser libre l'élection; il rentre dans son royaume de Naples et relâche les prélats captifs. Le 25 juin 1243, le cardinal Sinibaldo Fieschi est élu pape et prend le nom d'Innocent IV.

### 3. Frédéric II et Innocent IV : la Défaite gibeline.

C'était un prélat intègre, un juriste consommé, un diplomate habile; à la défense des droits de l'Église il apportait la même passion sainte que Grégoire IX; seulement, par nature il était davantage porté à user des armes diplomatiques. On rapporte qu'apprenant son élection, Frédéric se serait écrié : « J'avais un ami dans le cardinal Fieschi; Innocent sera mon ennemi parce qu'un pape ne peut être gibelin. » Pourtant, il affecta la confiance et exprima au nouveau pontife sa bonne volonté entière : « Nous avons appris avec une extrême joie que notre ancien ami est devenu notre père. Nous croyons que votre élévation à la papauté va mettre fin à toutes les discordes. Dans cette ferme confiance, nous prenons ici l'engagement d'employer nos forces à maintenir la dignité de l'Église romaine, à protéger les libertés ecclésiastiques; et, sauf les droits et l'honneur de notre couronne, à nous montrer pour vous un fils obéissant et soumis. »

Des actes, et non pas des formules, voilà ce que le nouveau pape réclamait de Frédéric. Tout aussitôt, lui dépêche-t-il à Melfi deux ecclésiastiques avec des réclamations très nettes : délivrance des prisonniers de la Meloria, restitution de tous les territoires pontificaux, paix avec les Lombards, création d'un tribunal international d'arbitrage pour les questions litigieuses. Comme

on le voit, Innocent IV ne voulait traiter qu'en garantissant l'honneur et la vie des Lombards; la papauté continuait à faire cause commune avec eux parce que son sort restait indéfectiblement lié au leur. Innocent IV écrivait aux chefs ligueurs : « Engagez nos amis et nos fidèles à persévérer dans leur dévouement à la bonne cause. Qu'ils sachent que nous n'entendons pas les abandonner et que l'Église n'acceptera aucun accord dans lequel on refuserait de les admettre. »

Sur ces entrefaites, au cri guelfe de « Vive l'Église! », Viterbe, qui avait une garnison impériale, se révolta. Puisque les Viterbois étaient du Patrimoine, Innocent IV les soutint comme ses vassaux naturels. Frédéric vint assiéger la ville, mais il échoua devant l'indomptable courage des habitants. Ce revers du Staufen encouragea et fortifia le parti guelfe dans toute l'Italie centrale, si bien que la conclusion de la paix, loin d'en être entravée, en fut accélérée : car plier sous la mauvaise fortune, Frédéric s'y résignait toujours, quitte à se redresser ensuite. Pierre de la Vigne et Thaddée de Suessa étant partie pour l'empereur, les conditions préalablement posées par Innocent furent débattues : restitution du domaine pontifical, reddition des prisonniers, acceptation de l'arbitrage pontifical pour la question lombarde, levée de l'excommunication impériale. En elle-même, l'acceptation de telles clauses constituait un triomphe pour la papauté, et l'on fut bien étonné de les voir agréées par Frédéric. La paix fut signée sur la place du Latran, et dans un sermon au peuple, le pape réconciliateur appela Frédéric, « fils dévoué et prince catholique, *devotum filium et catholicum principem.* » Pareil éloge ne dépassait-il pas quelque peu les mérites antérieurs de l'empereur?

En fait, c'était une paix instable, une « paix mal assise » dont les éléments restaient à préciser. A peine en vint-on au détail, toute entente s'évanouit. Sur la question lombarde en particulier, Frédéric a bien accepté l'arbitrage

pontifical, mais à la discussion il déclare vouloir sauvegarder les droits de l'Empire, et il exige que le pape se détache de la ligue. Dans ce cas, loin de poser les conditions, n'était-ce pas le pape qui les subissait? Il perdait ses alliés naturels, il devenait dupe. Même la proposition de sceller une telle entente par le mariage de Conrad, fils de Frédéric, avec l'une des nièces du pape, ne put séduire celui-ci. Rome et la sainte Église d'abord, les intérêts de la famille après, bien après. Par ailleurs, Innocent IV voyait Frédéric intriguer à Rome, y soutenir les Frangipani, prétendre à la nomination du préfet et à l'investiture des fiefs. Le Staufen voulait-il donc à la fois le séparer des Lombards et régir en personne le Patrimoine? Prisonnier de l'empereur, lui, le chef de l'Église, jamais ! Nous l'avons dit, ses procédés étaient d'une autre sorte que ceux de Grégoire IX. Il résolut de se dérober à l'étreinte, de s'échapper furtivement, puis de convoquer les évêques de la chrétienté à un concile œcuménique où il excommunierait l'empereur. Ainsi ne reverrait-on plus la Meloria. C'était vaincre en s'évadant, c'était par la fuite préparer une grande victoire morale. Alexandre III n'en avait-il pas jadis donné l'exemple? A malin, malin et demi !

Innocent devait se trouver à Narni pour les négociations impériales. Au lieu de cela, il se rendit à Civita-Castellana; puis, durant la nuit du 29 juin, sous le déguisement d'un chevalier, à travers la montagne, il gagna Civita-Vecchia; là il s'embarque sur une galère, et trompant à la faveur d'un orage la surveillance de l'amiral sicilien Anselme de Mari, il débarque à Gênes. On l'y acclame au cri de *Benedictus qui venit in nomine Domini*, tandis que les gens de sa suite donnent la réplique avec à-propos. « *Anima nostra sicut passer erepta est de laqueo venantium.* Comme le passereau, nous avons rompu le lacet de l'oiseleur. » De fait, Innocent IV venait d'échapper au péril d'être cerné par l'empereur. Celui-ci dut se reconnaître

vaincu : « Jadis, si je jouais aux échecs avec le cardinal Fieschi, je le faisais mat; mais aujourd'hui, prenant en main son jeu, les Gênois me font perdre la partie. »

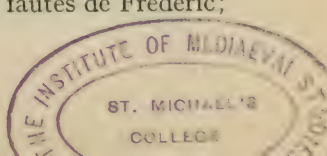
### L'ÉCHEC MORAL DE FRÉDÉRIC : LE CONCILE DE LYON.

Il disait vrai. Innocent IV ne pouvait-il maintenant convoquer le concile œcuménique qui condamnerait Frédéric? C'était la revanche de la Meloria. Pour le lieu de la réunion, le pape hésitait encore. Il eût voulu la France; mais saint Louis se déroba; sans doute restait-il soucieux de garder une neutralité qui un jour peut-être lui vaudrait d'offrir son arbitrage pacifique dans la grande querelle. Après un séjour de trois mois dans un cloître cistercien des Apennins, Innocent IV jeta son dévolu sur Lyon. Choix souverainement habile : située aux confins de l'Empire et de la France, Lyon demeurait en réalité ville libre; ainsi les évêques de tous pays pourraient-ils s'y rendre facilement. A travers les Alpes glacées, s'armant d'une énergie digne de son prédécesseur Grégoire IX, Innocent IV, malade, s'y traîna quand même, avec la volonté et l'espoir d'y briser enfin l'astuce de Frédéric sous une excommunication retentissante. « Mes fils, écrivait-il aux Gênois, je veux aller à Lyon afin de faire connaître avant de mourir aux princes et aux prélats dans quelle misère gémit l'Église. Si je ne puis aller à cheval, je m'y ferai porter. »

Arrivé à Lyon, Innocent IV convoqua tous les prélats de la chrétienté au concile : les deux principaux motifs invoqués étaient la croisade et la condamnation de Frédéric. Sauf les évêques gibelins de Germanie, la haute hiérarchie répondit en foule à l'appel du pontife; Français, Espagnols, Anglais, guelfes d'Italie, les prélats se trouvèrent à ce rendez-vous de chrétienté; même parmi les Allemands, on y voyait le patriarche d'Aquilée, les archevêques de Cologne et de Mayence, les évêques de Trieste,

de Liége et de Prague. Frédéric avait envoyé pour le défendre le fameux Thaddée de Suessa. Dans une réunion préparatoire, celui-ci fit habilement, au nom de son maître. des propositions magnifiques : Frédéric restituerait au pape son Patrimoine, puis il irait à la croisade et délivrerait les Lieux saints ; bref, il ferait son métier d'empereur comme un Charlemagne. Mais Innocent IV n'était pas homme à se laisser éblouir par de telles paroles ; il connaissait son homme. « Voilà de belles promesses, répartit le pape, mais qui ne seront jamais exécutées. Aujourd'hui que la cognée est à la racine de l'arbre, elles doivent servir à tromper le concile, à le dissoudre et à faire différer la sanction. Que l'empereur respecte d'abord la paix autrefois jurée, et je n'aurai plus d'arrière-pensée. Mais comment saisir ce Protée qui change constamment de figure? Qui se fera sa caution? — Les rois de France et d'Angleterre, répartit Thaddée. — Nous ne l'acceptons pas, répondit le pape. Car si l'empereur, ainsi que tout son passé le fait supposer, manque une fois de plus à sa parole, il faudra faire auprès de ces deux rois de fâcheuses instances, et l'Église aura trois ennemis au lieu d'un. » Aux yeux d'Innocent IV, nul armistice possible qu'aux conditions autrefois posées : évacuation immédiate des États de l'Église, libération des prélats captifs, soumission de la question lombarde à l'arbitrage pontifical. Ces clauses, Frédéric ne pouvait ni ne voulait les accepter sérieusement ; il ne restait plus qu'à le juger.

A la première session, dans son discours d'ouverture, Innocent IV compara ses souffrances aux cinq plaies de Notre-Seigneur : sa première souffrance venait des péchés du clergé, la seconde de Jérusalem prise par les Sarrasins, la troisième de Constantinople menacée par les Grecs schismatiques, la quatrième des Tartares envahisseurs de la Hongrie ; la cinquième enfin, la plus cuisante de toutes, avait pour cause la guerre de l'empereur contre l'Église. Innocent s'étendit longuement sur les fautes de Frédéric ;



il l'accabla sous un réquisitoire écrasant où les fautes politiques et les crimes personnels furent rappelés à l'envi : hérésie, sacrilèges, superstitions astrologiques, création d'une fortertesse sarrasine à Lucera en pleine terre chrétienne, relations avec le Soudan, mœurs infâmes, adultères avec les filles des Sarrasins. Enfin, pour bien mettre en relief la félonie de Frédéric, Innocent IV eut l'habileté de rappeler quelles conditions de paix, jeune empereur, il avait acceptées d'Honorius : reconnaître la suzeraineté du Saint-Siège sur le royaume de Sicile, abandonner au pape la Marche d'Ancône, le duché de Spolète, l'exarchat de Ravenne, la Pentapole, la Romagne, les biens allodiaux de la comtesse Mathilde, rien alors ne lui coûtait. Mais depuis, combien de fois n'avait-il pas violé toutes ces promesses avec beaucoup d'autres? La partie semblait perdue pour l'empereur. Thaddée de Suessa essaya de répondre point par point; qu'il y ait mis beaucoup de savoir-faire, c'est incontestable, mais il ne convainquit personne; la cause de Frédéric n'était pas défendable. « Mes Seigneurs, disait Thaddée, sur l'inculpation d'hérésie, la plus grave de toutes, on ne peut rien dire de positif en l'absence de l'empereur, c'est lui-même qu'il faudrait entendre; ce sont ses paroles seules qui pourraient nous dévoiler le secret de son cœur... Si l'empereur est lié d'amitié avec le Soudan d'Égypte, et s'il laisse habiter les Sarrasins dans son royaume, pur esprit de prévoyance; car il se sert ensuite de ces Sarrasins pour apaiser les révoltes de ses sujets. Il épargne ainsi le sang chrétien... Quant aux filles des Sarrasins, il ne les a pas attirées pour pécher avec elles, mais seulement pour jouir de leurs chants, et il les a renvoyées dès qu'il s'est aperçu qu'elles donnaient lieu à des soupçons[1]. » On peut le croire, un tel plaidoyer recueillit facilement tous les sourires sceptiques de l'assemblée.

1. Sur le Concile de Lyon, voir Héfelé-Leclerrq, *Histoire des conciles*, t. V., 2me partie, pp. 1633-79.

Pour faire pièce au concile, le Staufen avait convoqué à Vérone une réunion de ses fidèles. Si pâle parut cette diète en regard des grandes assises de la chrétienté, que Frédéric lui-même en comprit vite le ridicule, et qu'il la congédia. Cependant, à Lyon les séances se précipitaient. Le 5, on avait jugé la conduite de Frédéric à l'égard des prisonniers de la Meloria. Essayant de gagner du temps, Thaddée demandait un sursis afin de permettre à Frédéric de venir se justifier lui-même; on savait à quoi s'en tenir; on n'accorda qu'un délai insuffisant. « S'il vient, je pars », aurait dit Innocent IV.

Le lundi 17 juillet, le pape résolut d'excommunier solennellement Frédéric. En vain, Thaddée objecta-t-il que le concile n'était pas universel : « Si quelques prélats manquent ici, répliqua Innocent, tu dois t'en prendre à celui qui par les plus coupables moyens s'oppose à la réunion de l'Église; nous ne pouvons faire droit à ton appel. » Puis à la lueur des torches, le pontife prononça la sentence; tous les crimes du Staufen s'y trouvaient rappelés. « Pour ces péchés et beaucoup d'autres, concluait le pape, après mûre réflexion avec nos frères et le Saint Concile, nous, représentant du Christ sur la terre, déclarons ce prince dépouillé de par Dieu de tous ses honneurs et dignités. Nous délions à tout jamais du serment de fidélité tous ceux qui le lui ont prêté, et défendons, en vertu de l'autorité papale et sous peine d'excommunication, à toute personne de lui obéir à l'avenir à titre d'empereur ou de roi. Ceux à qui appartient l'élection d'un nouvel empereur doivent y procéder; quant aux Deux Siciles, nous y pourvoirons après avoir pris l'avis de nos frères les cardinaux. » Alors, selon le rite, les évêques retournant leurs flambeaux à terre, les étouffèrent sous leurs pieds. Thaddée eut l'impression que son maître était perdu et que l'Univers l'avait condamné. *Dies iste, dies irae, calamitatis et miseriae!* s'écria-t-il en se frappant la poitrine. Puis il essaya un dernier rappel de l'argument

favori de Frédéric : Déposer l'empereur, n'était-ce pas supprimer le défenseur des Lieux saints? « Maintenant, déclara-t-il, les hérétiques pourront se réjouir, les Kharismiens règneront sans obstacle sur la Terre Sainte, et les Tartares menaceront l'Europe. — J'ai fait mon devoir, répliqua Innocent; que la volonté de Dieu soit faite ! »

Quand l'empereur fut informé de la terrible sentence « il éclata en menaces et en injures contre le pape ». Cet homme, dont la naissance est vulgaire, dit-il avec emportement, cet homme prétend me précipiter du trône, moi qui ne connais point de supérieur, ni même d'égal ! Croit-il déjà m'avoir ravi mes couronnes? » Et se faisant apporter le coffre qui les renfermait, il en prit une, s'en ceignit le front, en s'écriant d'une voix étouffée par la colère : « La voici, je la possède encore, et quoi qu'il fasse, je ne la perdrai pas ! Ma position, loin de s'aggraver, s'améliore, car j'étais en quelque sorte dans la nécessité d'obéir à mon ennemi, et à partir d'aujourd'hui, je ne lui dois plus de ménagements [1]. »

Sa première colère apaisée, Frédéric en appela aux princes, aux évêques, à l'Église entière. Dans sa circulaire aux Anglais, datée de Turin le 31 juillet 1245, il niait expressément au pape le droit de le déposer. « La sentence portée contre nous est injuste et excessive eu égard à la peine; elle condamne l'empereur romain pour crime de lèse-majesté, c'est-à-dire soumet ridiculement à une loi l'empereur qui est au-dessus de toute loi [2] et contre lequel aucun homme, mais Dieu seul peut prononcer des peines temporelles. » Il avertissait les princes que leur cause restait solidaire de la sienne, qu'après lui leur tour viendrait, qu'il fallait libérer le monde du despotisme papal. « Songez que cette sentence a été prononcée sans la parti-

1. Du Cherrier, *Histoire de la lutte des Papes et des Empereurs de Souabe*, t. II, p. 152 (d'après Mathieu Paris).
2. Qui omnibus legibus imperialiter est solutus.

cipation d'aucun prince allemand ayant pouvoir de nous élire ou de nous déposer, ce qui constitue un danger, non seulement pour nous, mais pour tout prince temporel. On commence par nous, à bientôt les rois et les princes. Défendez donc en moi votre propre cause. »

Dans l'âpreté de la lutte, Frédéric se déclarait prêt à se servir de toutes armes, à révolutionner l'Église. De certaines de ses paroles, on a cru pouvoir conclure qu'il avait imaginé une vaste réforme de l'Église, un retour à la pauvreté apostolique, sous sa poigne toute-puissante de pape laïc. En réalité, ce monstre du moyen âge était non pas un réformateur, mais un sceptique. Aussi faisait-il flèche de tout bois. Renverser Innocent IV, voilà son but; pour y parvenir, tout procédé lui devenait bon. Or, c'était sur la hiérarchie ecclésiastique que s'appuyait Innocent IV; quel meilleur moyen de l'atteindre que de saper cette hiérarchie? D'autre part, Frédéric avait besoin de l'aide des princes et barons, comment les mieux gagner qu'en leur promettant les dépouilles de la trop riche Église? Il attisait leurs convoitises, il sonnait l'hallali pour la curée; éternel moyen de séduction, et qui réussira toujours ! « Comment, leur écrivait-il, pouvez-vous obéir aux fils de vos propres sujets, à des hommes aux faux dehors de sainteté, qui s'engraissent des aumônes et se tournent ensuite contre les bienfaiteurs de l'Église? Dévorés d'ambition, ils espèrent que le Jourdain tout entier coulera dans leur bouche ! Oh ! si vous vous défendiez plus soigneusement contre les entreprises de ces scribes et de ces pharisiens qui s'enrichissent en appauvrissant vos États, combien vous épargneriez d'argent ! Vous rendent-ils en échange quelque service? Aucun ! Quand vous leur tendez la main, non seulement ils la saisissent avec avidité, mais ils prennent votre bras jusqu'au coude. Une fois dans leurs filets, vous êtes semblables à l'oiseau qui s'enlace de plus en plus en cherchant à se dégager. » Aux princes allemands, il spécifie : « De

nos jours, l'Église est toute mondaine; ses ministres, enivrés des délices terrestres, se soucient peu du Seigneur. C'est pourquoi, nous croyons faire une œuvre de charité en enlevant à de tels hommes les trésors dont ils se sont gorgés pour leur damnation éternelle. Joignez-vous à nous et veillons tous ensemble à ce que, en perdant leur superflu, ils servent désormais le Très-Haut, et se contentent de peu. » Frédéric remuait ciel et terre pour abattre l'adversaire; il voulait élargir ses démêlés avec le pape aux proportions d'une affaire européenne, ce qu'ils étaient en effet. Aussi parlait-il de cette manière, non seulement aux princes allemands, mais aux barons français, et on verra ceux-ci se faire l'écho de sa politique dans un violent pamphlet anti-clérical.

De son côté, Innocent IV essayait par des arguments plus véridiques d'attirer à lui les princes; sa lutte contre Frédéric, il la leur montrait comme une guerre à l'Antéchrist. « L'épouse de l'Agneau, disait-il, dans une encyclique, aux rois et aux princes, la sainte Église règne sur l'univers entier, de même que son époux Jésus-Christ, duquel dérive tout pouvoir... Ses fils (les prêtres) reçoivent de leur Père la grâce de la toute-puissance pour déraciner et pour détruire, pour bâtir et pour planter... Ainsi ornée du diadème d'un tel époux, l'Église ne craint rien... Mais tout homme sensé peut constater de quel esprit est animé ce fils de perdition, ce précurseur de l'Antéchrist, monstre d'ingratitude... Il a avoué le projet de rendre les serviteurs de l'Église aussi pauvres que dans les temps apostoliques, et, en effet, il a déjà dépouillé à maintes reprises les églises de son Empire. Rois, princes et pieux fidèles, comprenez donc combien le Christ est blessé par tous ces outrages prodigués à son épouse. Frédéric s'est attaqué au Christ en s'attaquant à Pierre et à ses successeurs... Voyez maintenant si ses crimes contre l'Église pouvaient rester impunis. Celui qui maudit son père ou sa mère mérite la mort; aussi vous prendrez les armes pour châtier

et non pour défendre celui qui est privé de la bénédiction maternelle pour avoir persécuté sa mère... »

Cependant, entre le pape et l'empereur un arbitre pacifique ne pouvait-il s'interposer ? Saint Louis, le prince très chrétien, n'était-il pas là? Grand intérêt avait le Staufen à s'assurer les bonnes grâces du roi de France. Non seulement il lui écrivit comme à tous les autres princes, mais il lui envoya ses conseillers intimes, Pierre de la Vigne et Guillaume d'Occa, lui assurant qu'il ne demandait pas mieux que s'en remettre à sa décision. Il faisait d'ailleurs miroiter aux yeux de saint Louis ses éternelles promesses de croisade : quand la paix serait conclue avec le pape, lui aussi irait en Orient, à moins qu'il n'y envoyât son fils Conrad. Quelle perspective grandiose : Frédéric et saint Louis, l'Allemagne et la France alliées pour une croisade commune ! Ne serait-ce donc pas le retour aux beaux temps d'Urbain II? Il est probable que saint Louis ne croyait que très à demi à ces fallacieuses promesses; il n'en acceptait pas moins le rôle d'arbitre dans l'espoir de laisser derrière lui, à son départ pour l'Orient, une chrétienté pacifiée. Il eut donc une entrevue à Cluny avec Innocent IV : les conférences, qui durèrent sept jours, se tinrent très secrètes entre le pape, le roi et M^me^ Blanche; le conflit ne fut pas apaisé, parce que bel et bien insoluble, de par la mauvaise foi de Frédéric (novembre 1245).

La lutte reprit avec une vigueur inouïe. « Jusqu'ici, j'ai servi d'enclume, clamait Frédéric, maintenant je serai le marteau. » Avec un calme moins dramatique, mais plus imposant, Innocent IV répliquait : « Nous sommes prêts, quoiqu'il arrive, à souffrir la mort; nous et les cardinaux nos frères, nous défendrons en combattant la cause de Dieu et de l'Église, jusqu'au dernier soupir. »

En Italie, son terrain favori, Frédéric conduit lui-même la lutte; il parvient à détacher Venise de l'alliance pontificale; à Eccelin de Romano, son très sûr allié, il confie

le soin de fortifier les places trévisanes, gardiennes des défilés alpins. Mais les pontificaux s'organisaient, eux aussi. Au centre de l'Italie, la main ferme du cardinal Renier Capocci tenait le Patrimoine, le duché de Spolète, la Marche d'Ancône. Bientôt, avec l'aide de Bernado Orlando, propre beau-frère d'Innocent IV, il organise une vaste conspiration ayant son siège à Parme. Le vicaire impérial de Toscane, Pandolph Tasanella, le podestat de Parme, Ubaldo Francesco, et plusieurs autres impériaux s'étaient laissé acheter; le cardinal envahirait le royaume de Naples, en même temps que se soulèveraient les Siciliens exaspérés. Mais le complot fut éventé. Le cardinal se fit battre à Asoli; avec une énergie et une cruauté dignes de son père Henri VI, Frédéric noya dans le sang l'insurrection napolitaine; il y eut des prisonniers qui eurent le nez et les mains coupés, les yeux crevés. Le bruit courait que le pape avait favorisé le complot, qu'il avait même soudoyé des sicaires pour tuer Frédéric. Devant de telles calomnies, la vertu d'Innocent IV s'indignait : « Se défendre, rien de plus légitime, déclarait-il; mais trahir et se venger, n'est-ce pas un crime? » Par contre on soupçonnait Frédéric de tramer l'assassinat d'Innocent IV; des conjurés furent arrêtés. C'était la guerre à l'italienne, la guerre au couteau.

En ce temps, l'anti-César, Henri Raspon, landgrave de Thuringe, échoua aussi en Allemagne. Il s'était levé, disait-il, « pour la défense de Dieu et de son Église contre Frédéric, l'ennemi de la croix ». Il infligea d'abord une véritable défaite à Conrad; mais sa demi-fortune fut précaire, et il mourut bientôt à la Wartbourg.

Ainsi, en Allemagne comme en Italie, Frédéric était victorieux. Ne pouvait-il maintenant passer à une offensive décisive? Il en conçut le hardi projet. C'était le temps où, faisant écho à Frédéric, une ligue de barons français publiait un manifeste anti-clérical et anti-papal; à sa tête, les plus hauts personnages, tels Mauclerc, le

duc de Bourgogne et le comte de Saint-Pol; les ligueurs se mettaient en relation avec Frédéric. Celui-ci crut pouvoir tenter un coup d'éclat qui serait un coup décisif; il résolut de s'emparer du pape à Lyon. Dans ce but, il travailla à s'attacher tous les princes dont il devrait traverser les États pour se rendre d'Italie dans la vallée du Rhône par le Mont Cenis. En particulier se conciliait-il l'alliance d'Amédée de Savoie en esquissant le mariage de son fils Manfred avec Béatrice, la fille du comte : aux fiancés, l'empereur promettait tout le territoire qui s'étend de Pavie aux Alpes, ainsi que le royaume d'Arles, lors de sa reconstitution (1247).

Il est vrai que dès la fin de 1215, en accordant le mariage de Charles d'Anjou, frère de saint Louis, avec Béatrice, héritière de Provence, le pape avait littéralement fondé cette première dynastie angevine, qui, après la mort de Frédéric, jouerait un rôle décisif dans la lutte contre les Staufen.

Ainsi s'opposaient déjà dans la vallée du Rhône, les deux maisons puissantes dont la lutte aurait pour épilogue Bénévent et Tagliaccozzo, la mort de Manfred et l'exécution de Conradin.

Frédéric pouvait-il soupçonner tout cela? Pour le moment, assuré du passage, il résolut de tenter son hardi coup de main. Il comptait d'ailleurs sur les ligueurs français et priait le comte de Saint-Pol de venir le rejoindre avec des hommes d'armes. Quant au Capétien, l'empereur l'avertissait doucereusement qu'il allait se rendre à Lyon pour conclure un arrangement avec Innocent IV. Saint Louis se trouvait alors à l'abbaye de Pontigny à l'occasion de la translation des reliques de saint Edmond; il y fut rejoint par les envoyés du pape, les cardinaux d'Albano et de Tusculum qui demandaient l'aide du roi. Dans ce cas de péril extrême, saint Louis, vrai chrétien, se départit de sa neutralité; il déclara que si l'empereur faisait un pas en avant, lui et ses trois frères lui barreraient la route.

Frédéric tourna bride; une révolte des Parmesans lui fournissait prétexte de rentrer en Italie, sans paraître subir l'affront direct.

### L'ÉCHEC MATÉRIEL DE FRÉDÉRIC : PRISE DE VITTORIA PAR LES PARMESANS.

L'événement était grave, des bannis parmesans portant la croix sur l'épaule et criant « Jesu Maria » comme des croisés, — les croisés du pape, — avaient repris Parme. Aussitôt des renforts vinrent des principales villes guelfes, Plaisance, Milan, Mantoue, Gênes, Ferrare; fortifier Parme, l'improviser centre de la ligue, fut l'affaire de quelques jours. Furieux, Frédéric jure de reprendre la place; de partout, des cités gibelines comme du royaume de Naples, il fait venir des troupes. Face à la cité guelfe, il forme un vaste camp retranché, et pour montrer sa volonté de l'emporter à tout prix, voilà qu'il l'organise comme une véritable ville avec ses maisons et ses rues; c'était Vittoria, la future remplaçante de Parme, quand celle-ci aurait été réduite en cendres. Devant un adversaire si résolu et si puissant, — les troupes de siège étaient fortes de 35,000 hommes, — Parme ne semblait-elle pas vouée à sa perte? Une flotte de secours, partie de Mantoue, fut coulée; bientôt la famine sévit dans la ville.

Mais le légat Montelongo animait la résistance. Une tentative désespérée des assiégés renversa soudain les rôles. Le 18 février 1248, ils sortent de leurs murailles, s'élancent sur le camp de Frédéric, qui, sans défiance, était parti à la chasse. Après un combat acharné, les troupes impériales faiblissent. Bannière déployée, les Parmesans pénètrent dans Vittoria. Le carnage est immense, la ville livrée aux flammes; on s'empare du trésor de l'empereur, de sa couronne, de son harem; Thaddée de Suessa gît parmi les morts. La rage au cœur, Frédéric se replie sur Crémone. Un peu auparavant, le légat Pierre Cappoci était parvenu à susciter Guillaume

de Hollande comme un sérieux compétiteur à l'Empire. La victoire des Parmesans et l'élévation de Guillaume de Hollande marquent le déclin de la puissance du Staufen (fin 1247-début 1248).

Dans l'Italie du Nord, la guerre se poursuit. Deux centres guelfes : Milan, qui vient de créer la charge de capitaine du peuple pour unifier le mouvement de résistance; Bologne, étendant son influence sur Ravenne, Imola et Faënza, en opposition à Modène, Pise et Lucques les gibelines. Cependant, le royaume de Sicile devenait maintenant le théâtre principal de la lutte, lutte non plus seulement du pape et de l'empereur; mais aussi du suzerain et du vassal; où Frédéric avait voulu mettre le centre de sa puissance, c'était là qu'Innocent le voulait vaincre. Le 30 août 1248, le cardinal légat Stephanus fut chargé de proclamer en Sicile la déchéance de l'empereur, et d'y prêcher ouvertement la croisade contre lui. « Nous tenons d'autant plus, disait le pape, à délivrer le royaume de Sicile de l'état misérable dans lequel il est tombé, que ce pays appartient à l'Église romaine. Quel cœur honnête pourrait retenir ses larmes en voyant un État qui a joui de tant de liberté et d'opulence réduit à une misérable servitude, ruiné, errant dans la foi, et se dépeuplant de plus en plus? L'Église en gémit et veut apporter un remède efficace à de si grands maux. C'est pourquoi nous enjoignons de faire solennellement publier la croisade contre l'ex-empereur, en accordant à ceux qui répondront à notre appel les indulgences réservées pour la Terre Sainte... Que toute appréhension cesse et que les fidèles renaissent à l'espérance. Un arrêt émané du ciel lui-même, par l'organe de l'Église universelle, ayant déposé l'ex-empereur, aucun pouvoir humain ne réformera le jugement de Dieu. Personne ne transférera le diadème impérial et royal à ses enfants, véritable race de vipères, tellement dominée par l'orgueil qu'elle se croit supérieure à l'humanité. »

Cette lettre pontificale avait été répandue partout en Sicile; les frères mendiants s'y étaient employés avec audace. Frédéric répondit par une véritable persécution contre l'Église de Sicile; à quiconque se prononcerait pour le pape, il promettait le supplice du feu. Voyant la fortune s'éloigner, le Staufen s'énervait, devenait défiant, flairait la trahison partout. C'est alors qu'il fit périr son conseiller intime Pierre de la Vigne, accusé d'avoir voulu l'empoisonner. Le drame est resté mystérieux; Dante met sur les lèvres de Pierre des paroles de protestation : « Je jure que j'ai toujours été fidèle à mon maître, et si quelqu'un de vous retourne sur la terre, qu'il réhabilite ma mémoire déshonorée par l'envie. » Quoi qu'il en soit, n'était-ce pas une défaite pour Frédéric que la perte de cet homme, la plus puissante force juridique et pamphlétaire qu'il eût jamais vue à son service; en tuant Pierre de la Vigne, Frédéric se désarmait lui-même dans la lutte d'influence qu'il livrait au pape. « Malheur à moi, se serait-il écrié, mes propres entrailles me rongent. *Vae mihi, contra quem propria pugnant viscera.* »

La fortune, ou plutôt la Providence, allait désormais s'acharner contre lui. Venu à Naples dans le but d'enrayer une expédition projetée par le cardinal Renier, il y apprit un nouveau malheur. Le légat Montelongo de Milan et le cardinal Octavien de Bologne s'étaient entendus pour réunir les guelfes lombards et toscans; ils avaient marché contre le fils de l'empereur, le bel Enzio, retranché dans Modène. Enzio leur offrant la bataille, avait été battu et fait prisonnier à Fossalta (26 mai 1249); pendant vingt-trois ans et jusqu'en 1275, il devait demeurer en captivité, enfermé dans une tour dont les clefs furent jetées au fond d'un fleuve. Cependant, devant les grands revers, Frédéric poitrine encore : « Rien ne nous fera plier, écrit-il; demain peut-être les chances de la guerre tourneront en notre faveur, et d'ailleurs nombreux sont encore nos fils. »

Il disait vrai; les bâtards ne lui manquaient pas. Il enfle encore la voix comme un César, il veut effrayer les Bolonais qui gardent Enzio prisonnier, et il évoque superbement le grand ancêtre Barberousse qui « dompta les Milanais ». « Craignez un pareil sort, et n'allez pas croire que notre bras se soit soudain engourdi. » De fait, Frédéric tente un suprême effort : il appelle à son aide tous les siens : Eccelin de Romano, son farouche allié du Nord, les Sarrazins, ses infatigables cavaliers, enfin son gendre Vatacès, l'empereur de Nicée. S'emparer du Patrimoine, emporter enfin Rome, puis réduire une à une les villes lombardes, voilà ce qu'il projette.

Soudain, à la fin de novembre 1250, il tombait malade de dysenterie au château de Tiorentino, près de Lucera. Il succomba le 13 décembre. Sur ses derniers moments des bruits contradictoires ont couru; d'après certains, il serait mort comme il avait vécu en blasphémant et en maudissant l'Église. D'autres, par contre, le font expirer entre les bras de l'archevêque de Palerme, sous le froc d'un chartreux. Quoi qu'il en soit, Dante même, gibelin, n'a pas hésité à le mettre en enfer, et c'est le seul des empereurs qu'il y ait jeté. Cela se conçoit : être gibelin n'était pas pour Dante une marque de réprobation, bien au contraire. Mais Frédéric II avait affiché dans ses idées un scepticisme scandaleux, dans ses mœurs une désinvolture orientale, dans sa politique un machiavélisme implacable. Il ne parut connaître d'autre loi que ses intérêts; tour à tour, il poursuivit ou défendit l'hérésie, selon l'opportunité des situations. Déjà il aurait pu énoncer la sentence de Comynes, serviteur de Louis XI : « Et à la fin du compte, qui en aura le prouffict, en aura l'honneur. » Et avec cela, pourtant, le geste grand et parfois dramatique; la beauté anticipée du tyran tel que le connaîtra le XIV^e^ et le XV^e^ siècle italien, c'est-à-dire, une aisance, une maestria dans la diplomatie et dans le crime qui étonnent et éblouissent. De là vient qu'il ne mourut pas dans l'imagination popu-

laire; comme Barberousse, lui aussi eut sa légende et ses apparitions. D'ailleurs, il évoquait malgré tout cette idée d'une plus grande Allemagne, qui hantera toujours l'esprit orgueilleux des Teutons; Italien de race et de tempérament, il demeure quand même un héros national allemand. Par contre, il reste aussi comme l'Antéchrist du moyen âge. Le sentiment chrétien a pardonné à Barberousse, qui s'humilia à Venise et partit pour la croisade; jamais il ne pardonnera à Frédéric II.

---

## CHAPITRE IV

### Les petits aspects de la Grande Querelle.

#### I. Le rôle des idées générales et des intérêts locaux a l'intérieur des partis.

En étudiant la querelle du sacerdoce et de l'Empire, nous avons envisagé la question italienne sous son aspect grandiose, pape contre empereur, « moitié de Dieu » contre « moitié de Dieu ».

La lutte paraissait s'engager pour la liberté des villes. Ce que Frédéric semblait vouloir, c'était, en effet, un système administratif puissant qui prendrait l'Italie entière dans les rouages d'une centralisation hiérarchisée et d'un fonctionnarisme servile : plus de libertés municipales, plus d'élections de magistrats ; la Péninsule découpée en vicariats généraux ou provinces ayant à leur tête un délégué impérial, créature surveillée du maître ; sous ces délégués, des podestats également fonctionnaires, sortes de sous-préfets révocables à merci ; tout ce personnel choisi d'ailleurs parmi les Siciliens domptés. Ce système était vraiment le despotisme organisé ; sans nul doute Frédéric en avait fait son idéal de gouvernement pour l'Italie ; aussi commença-t-il à le réaliser dès que ses premiers succès le lui permirent. Ce n'est donc pas un mythe ; en se rangeant derrière le pape, les Lombards défendaient leurs libertés municipales.

Peut-être aussi, mais avec moins de conviction, luttaient-ils pour quelque chose de plus grand, pour une patrie italienne. Il faut le reconnaître, l'idée d'une patrie plus vaste que la cité n'est guère encore répandue dans cette Italie divisée en une multitude de cités rivales ;

de même, les seigneurs allemands sont des féodaux qui bataillent entre eux pour quelques arpents de terre; les querelles de donjon les retiennent beaucoup plus que celle du sacerdoce et de l'Empire. Cependant, de part et d'autre, le pape et le César essaient de grandir leur cause et de susciter des dévouements, en rappelant que la grandeur nationale se trouve engagée.

Lorsqu'en 1235, il veut rallier à son expédition transalpine les seigneurs allemands, Frédéric II rappelle qu'elle est entreprise « pour promouvoir l'honneur de l'Empire, en rétablir les droits en Lombardie, et en confondre par la force les adversaires »; il s'agit de reconquérir « l'héritage impérial ». Le Staufen essaie de hausser la mentalité de ses féodaux à la hauteur de sa thèse pangermaniste, si affolante pour l'orgueil des Teutons; et ceux-ci ne manquent pas de se laisser griser plus ou moins par cette conception d'une plus grande Allemagne qui ira bien jusqu'au golfe de Naples.

Les papes y opposent l'idée d'une gloire italienne à défendre; ils s'essaient à faire germer le sentiment national encore bien latent. Une telle préoccupation se rencontre chez les grands papes, chez Innocent III surtout; au sortir de la formidable oppression d'Henri VI, il prêche ouvertement la guerre au despotisme germain. Écrivant aux cités lombardes, « il invoque l'intérêt de l'Italie tout entière ». Il se félicite dans une lettre aux habitants de Crémone « que les succès du Saint-Siège aient dissipé le nuage de l'adversité et éclairé toute l'Italie ». Quand il intervient en Sicile, c'est au nom de la dignité de l'Église romaine et de sa suzeraineté, reconnue par les rois normands, mais aussi « pour l'avantage de l'Italie entière ». Jamais il ne néglige l'occasion de rappeler les méfaits des Allemands et d'insister sur tout ce qui les sépare des Italiens. Le Germain n'est pas seulement l'étranger, mais l'ennemi, « race brutale, écrit-il aux gens de Spolète, dont vous ne connaissiez pas la langue ». Aux Capouans, il

rappelle de quelle façon les Allemands leur ont pris leur argent, avec quel cynisme ils ont violé toutes leurs promesses : « Pas un seul d'entre vous qui n'ait été leur victime. » Aux Siciliens, il ne manque jamais de remettre sous les yeux le tableau des rigueurs de Henri VI : exécutions capitales, mutilations, expropriations, transports de prisonniers en Allemagne. Quelques mois à peine après son avènement, lorsqu'il obtient de Philippe de Souabe la délivrance des otages italiens, il fait venir à Rome ceux à qui on avait coupé un membre ou crevé les yeux et les donne longuement en spectacle à toute la curie et à tous les étrangers [1]. » Le grand pape sentait assez quelle force serait, pour la défense de la cause romaine, ce sentiment patriotique fraîchement éclos; n'est-ce pas pour les Lombards un suprême honneur que de se poser en défenseurs de Rome, capitale de l'Italie et capitale du monde?

Autre grande idée à défendre, la plus grande à coup sûr : en se rangeant au parti pontifical, en défendant la Rome des papes, on était du parti de l'Église, du parti qui excommunie, et non pas de celui qui est excommunié. Les papes — et à juste titre — ont représenté Frédéric II comme un monstre, tyran de chrétienté. A n'en pas douter, le plus formidable enjeu de cette lutte des guelfes et des gibelins, c'était la liberté de l'Église et du Pontife suprême; si César triomphait, le pape devenait son chapelain dans Rome capitale de l'Empire; idéalement échafaudés selon la conception médiévale, d'après laquelle l'État protégeait et servait l'Église, les rapports du sacerdoce et de l'Empire se trouvaient soudain renversés, de façon que l'Église servît le prince et que le catholicisme devînt religion d'État. Le triomphe du gibelinisme, c'était tout cela; derrière la question italienne, il y avait tout cela. Après la liberté des cités, après la liberté de l'Italie, la liberté de l'Église, la liberté du monde. Ainsi envisagée,

1. LUCHAIRE, *Innocent III*, *Rome et l'Italie*, p. 39.

cette lutte du sacerdoce et de l'Empire est un « dramatique conflit d'idées ».

Cependant, de mesquines rivalités rapetissaient et localisaient souvent la querelle. En pratique, les multiples acteurs du drame luttaient avant tout pour une patrie étrangement limitée; chaque ville, petite ou grande, pensait d'abord à ses intérêts, opposés à d'autres intérêts locaux, ceux de deux ou trois villes voisines; conflits restreints, toujours les mêmes, comme entre deux propriétaires voisins les questions de cadastre et de mur mitoyen. Ces appétits communaux se groupaient, se liguaient les uns contre les autres, puis, dans l'espoir de triompher plus facilement, se mettaient sous le patronage d'un des deux grands lutteurs, le pape et l'empereur. Comme les intérêts étaient multiples et opposés, l'empereur ne pouvait contenter tout le monde; en se déclarant pour telle ville, il s'inscrivait dès lors nécessairement contre telle autre; on était gibelin ou guelfe selon qu'on avait vu l'empereur épouser votre cause ou lui préférer celle d'une cité rivale.

« La loi de toutes ces péripéties se dégage d'elle-même; elle n'a rien d'obscur, ni de compliqué. La fidélité désintéressée n'existe pas, personne ne s'en piquait au début, et même de longues luttes soutenues en commun ne réussissent pas à la créer. Que l'empereur repousse une prétention ou l'accueille, qu'il alarme un intérêt ou le rassure, qu'il donne tort à celui-ci et raison à celui-là, c'en est assez pour transformer la docilité en rébellion et l'hostilité en dévouement. Il dépend de lui de choisir pour ses amis à peu près qui bon lui semble, parce qu'il n'y a presque personne qu'il ne possède les moyens de séduire. En revanche, il ne dépend pas de lui de ne pas choisir et d'avoir tout le monde; préférant celui-ci, il écarte ceux-là. Car s'il est en soi à peu près indifférent à chacun d'adhérer à un parti ou à un autre, il ne l'est pas de savoir qui l'on y rencontrera. On ne veut pas, sous

prétexte d'union et de discipline, être obligé de faire bonne mine à ses ennemis personnels et peut-être de leur céder quelque chose. L'empereur ne peut rien pour aplanir des litiges où se heurtent des prétentions irréductibles. Dans la mesure très large où l'attitude des villes et des seigneurs de la Haute Italie est la conséquence de leurs relations mutuelles, il n'a sur elle aucune action. Parfois, ces relations se modifient d'elles-mêmes. Alors, il en est de même des alliances. Entre deux villes longtemps amies une querelle vient à surgir; aussitôt elles éprouvent le besoin de s'orienter de côtés différents. Au contraire, deux villes jusqu'alors ennemies sont rapprochées par quelque intérêt nouveau plus fort que les anciennes rancunes : elles parviennent à régler leurs difficultés particulières; tout de suite, il leur paraît naturel de combattre sous le même drapeau. Mais plus souvent encore, deux adversaires demeurant d'ailleurs sur leurs positions, l'un d'eux, rebuté par un mauvais procédé, intimidé par une menace, gagné par une surenchère, désire abandonner la ligue pour l'empereur, ou l'empereur pour la ligue. Il faudra donc qu'il entre dans le parti de l'autre, de l'adversaire. Mais il n'y restera pas avec lui. Il n'y entrera que pour l'en chasser. Tôt ou tard, obéissant à une loi fatale, l'autre exécutera le mouvement inverse. Ils se retrouveront dans des camps opposés. Ils auront remis d'accord leur politique générale et leur politique locale; comme toujours, c'est la première qui sera réglée sur la seconde. Quant aux partis, ils n'auront fait qu'échanger entre eux leurs membres.

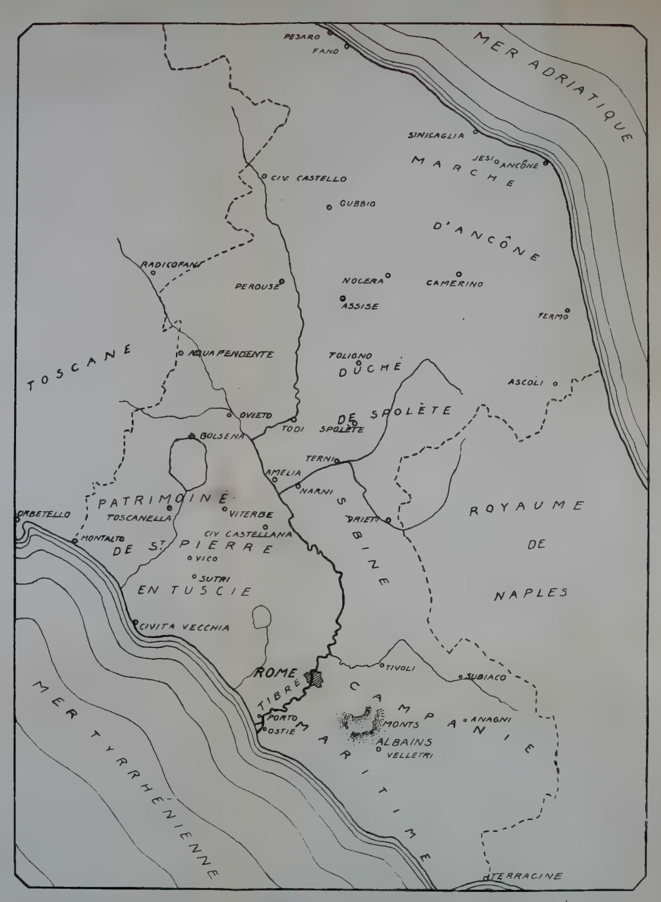
« C'est ainsi qu'ils se transforment d'ordinaire non par des défections ou des accessions en masse, mais par une série de permutations individuelles. A peine à ce propos est-on fondé à parler de revirement; car on n'a changé que de camp, de drapeau, de serment, de principe et de souverain. Tout cela a été fortuit au début, et reste toujours accessoire. L'essentiel subsiste : chacun de ces couples d'ennemis

irréconciliables demeurent attachés au flanc l'un de l'autre. Tout cela est antérieur, et en soi étranger, et à l'intervention de Frédéric dans la Haute Italie, et à sa rupture avec le pape. Il se serait désintéressé des affaires lombardes qu'on aurait vu tout de même se former des ligues milanaise et crémonaise. Il serait resté le fils docile de l'Église qu'il n'en aurait pas moins rencontré l'hostilité d'une partie des Lombards. Et de même, la ligue lombarde a existé bien avant que le Saint-Siège se fût déclaré pour elle en 1227, et eût commencé à la patronner discrètement d'abord, puis ouvertement, rapproché d'elle par une commune hostilité [1]. »

Ordinairement ignoré du grand public, cet aspect de la question n'en est pas moins indéniable; sans cela, comment expliquer que, malgré les arguments patriotiques et religieux invoqués par les pontifes, malgré les excommunications fulminées, malgré l'interdit jeté sur les villes impérialistes, il soit resté quand même en Lombardie toute une ligue de communes furieusement gibelines? C'est donc que pour elles, les arguments généraux et supérieurs ne valaient pas les arguments restreints et les intérêts de la cité; elles choisissaient le parti d'un excommunié, elles supportaient d'être elles-mêmes interdites, pourvu que leurs rancunes et leurs appétits locaux eussent chance d'être satisfaits. De même, les cités guelfes ne se montraient pas toujours tellement désintéressées au service de la grande cause du pape; elles entendaient plus ou moins l'alliance comme un marché profitable; elles y mettaient pour condition *sine qua non* la garantie, par le Souverain Pontife, de tous leurs intérêts locaux.

En résumé, du fait même que Rome était au pape, la question italienne débordait certainement les proportions des conflits féodaux vulgaires; elle devenait une lutte

1. JORDAN, *Les Origines de la domination angevine en Italie*. Introduction, p. XLIII et p. LXXVI.




L'ÉTAT PONTIFICAL.

pour la liberté de l'Église : tel était le but. Cependant, en pratique, elle groupait les uns contre les autres des intérêts particuliers, étroitement égoïstes, des intérêts communaux; la grande querelle mondiale s'émiettait en de multiples querelles de banlieues, villes contre villes : tels étaient les moyens.

## 2. La situation des Papes a Rome.

Un autre aspect d'après lequel la lutte des guelfes et des gibelins ne laisse pas de paraître de dimensions restreintes, c'est, si l'on peut dire, son côté exclusivement romain. Tant qu'il y eut un empereur conquérant, la partie se joua toujours sur un double terrain : une première fois, dans une querelle grande du pape et de l'Italie contre les Allemands, une seconde fois, dans des luttes petites et indéfiniment renouvelées du pape contre ses propres sujets. La situation du Souverain Pontife dans Rome est, en effet, délicate et difficile; il doit y faire front à des ennemis multiples.

Tel que le réclame Innocent III, l'État pontifical peut être divisé en quatre provinces : 1° Campanie et Maritime; 2° Patrimoine de Saint-Pierre en Tuscie; 3° Duché de Spolète; 4° Marche d'Ancône.

1° La Campanie et la Maritime formaient le Patrimoine de Saint-Pierre proprement dit. Ces deux régions parallèles étaient séparées l'une de l'autre par les Monts Albains; à l'ouest de ces Monts, en bordure de la mer, la Maritime; à l'est et jusqu'à l'Apennin, la Campanie.

2° Le Patrimoine de Saint-Pierre en Tuscie était le pays situé entre la mer — une ligne qui de Montalto irait à Civita di Castello, en adjugeant au Saint-Siège, outre ces deux localités extrêmes, Toscanella, les bords du lac de Bolsène, Aquapendente et tout le territoire pérugin, enfin le cours du Tibre en y ajoutant encore, sur la rive gauche de ce fleuve, Todi, Narni et Amelia.

3° Le duché de Spolète s'étendait sur Rieti, Terni, Spolète, Foligno, Nocera, et avait pour annexes les comtés de Gubbio et d'Assise.

4° La Marche d'Ancône comprenait les diocèses de Pesaro, Fano, Fossombrone, Cagli, Sinigaglia, Jesi, Ancône, Umana, Osimo, Camerino, Fermo et Ascoli[1].

Sauf la Marche, donnée d'abord en fief à la famille d'Este, chaque province était sous les ordres d'un recteur, pris dans le personnel de la curie, investi de fonctions judiciaires, militaires et politiques considérables, mais dans la dépendance étroite du pape.

Innocent III et ses successeurs s'efforcèrent de maintenir au moins cette superficie de l'État pontifical, superficie restreinte à leurs yeux; car ils eussent voulu y englober la Romagne et la Toscane proprement dite, et en repousser les limites jusqu'au Pô, véritable frontière naturelle.

Si petit que parût leur Patrimoine, ils le possédaient mal. Ces territoires se trouvent sans cesse envahis par l'Empire; ne venaient-ils pas couper en deux la Péninsule d'une mer à l'autre; ne mettaient-ils pas une solution de continuité entre l'Empire et la Sicile? Peu importait que le pape accordât même la réunion des deux royaumes, s'ils demeuraient ainsi séparés. L'État pontifical, c'était donc la revanche indirecte du Saint-Siège, c'était la barrière dressée par devant les ambitions teutonnes; pour employer une comparaison empruntée à des événements rapprochés, c'était comme ce Fachoda français venant couper la grande ligne anglaise du Cap au Caire; obstacle petit, ridicule, exaspérant, d'autant plus exaspérant que plus petit; d'ailleurs, obstacle moral immense, car pour le franchir, il fallait faire la guerre à la papauté, cette grande autorité morale du monde chrétien. Après l'Italie du Nord qui barrait une première fois la route à l'envahisseur, il y avait l'État pontifical, qui prétendait la lui

1. Voir Vidal Lablache, *Atlas*.

fermer en seconde ligne; il devait donc être le champ clos des ambitions impériales et des revendications papales.

Dans ces conditions, les villes du Patrimoine ne pensèrent, elles aussi, qu'à leurs petits intérêts; profitant de la grande querelle, elles allèrent de l'un à l'autre adversaire, se donnant au plus offrant; « politique de bascule et de marchandage », indigne à coup sûr de ces cités qui eussent dû se montrer les intrépides factionnaires des libertés pontificales. A partir de 1239, en particulier, lorsque la lutte atteint son paroxysme, c'est comme une surenchère des deux grands lutteurs pour obtenir ces importantes petites alliances des villes du passage. Celles-ci en profitèrent énormément : agrandissement de territoire, accroissement des franchises, jusque et y compris la podestatie, tels sont les avantages merveilleux qu'elles surent en tirer.

Cependant, le champ de la querelle se rétrécit encore, il se localise à Rome et à la Campanie, qui sont en relation plus étroites avec le pape. Il y a une solution générale de la question romaine : l'emporte-t-il en Italie, le Souverain Pontife n'est plus menacé d'être dans la ville de Pierre le chapelain de l'empereur. Mais il y a aussi une solution particulière et toute locale de la question romaine : le pape parvient-il à régenter ses sujets directs, il reste maître dans sa ville; la révolution municipale éclate-t-elle, il en est chassé.

Ces deux aspects de la question romaine ne sont pas toujours conjugués; il peut arriver qu'au moment même où le pape l'emporte sur l'empereur, il soit tenu en échec par les Romains indociles. Bornons-nous à citer un très fameux exemple : la ligue lombarde et Alexandre III l'emportent sur Barberousse qui, vaincu à Legnano, s'humilie à Venise : c'est la question romaine résolue en faveur du pape, c'est la victoire complète. Mais, tout aussitôt, et à son retour de Venise, Alexandre III se voit battu par les turbulents Romains; malgré l'appui du

chancelier Christian de Mayence, il doit reprendre sa vie d'exilé, errer de Tusculum à Viterbe; il finira par mourir *extra muros* à Civita di Castella; après avoir été banni par l'empereur, le voilà banni par ses propres sujets. La question romaine se joue donc deux fois : sur le terrain impérial et sur le terrain local; là, ce sont des luttes grandioses et comme des conflits de chrétienté; ici ce sont des querelles mesquines; elles n'acquièrent d'importance que parce que Rome en devient l'enjeu, et parce que le pape s'y trouve partenaire. On ne pourra en donner tout le détail; au moins, importait-il de délimiter nettement la situation pontificale.

A Rome, et dans la région suburbaine, quatre pouvoirs en pérsence : le pape, l'empereur, la commune, la noblesse de la Campagne. Les Romains sont partagés entre deux attraits : l'honneur de se dire les citoyens de la Rome antique et impériale, l'honneur de se sentir les sujets de la Rome des papes.

Avec ses souvenirs des consuls et des *imperators*, Rome est véritablement la ville historique par excellence, celle qui a des traditions incomparables; chez ses fiers habitants, il en résulte un chauvinisme exalté. Si le patriotisme italien demeure encore latent et discutable, le patriotisme des Romains se révèle vivant et ambitieux; aussi exercent-ils, au XIII^e^ siècle, une sorte de suzeraineté idéale sur les villes de l'Italie centrale. Mais, cela ne suffit pas à l'ambition d'une cité qui a de tels souvenirs; elle voudrait une suzeraineté réelle et non plus sur des villes quelconques, mais sur l'empereur lui-même; elle déclare y avoir de stricts droits historiques. « Capitale du monde », « tête du monde », elle prétend nommer le maître du monde. Adossés aux souvenirs fameux, les Romains ne doutent plus de rien; ils somment le candidat à l'Empire de leur envoyer humblement sa pétition. A tant d'outrecuidance, l'Allemand répond habituellement par une bonne rebuffade, et c'est au moins ce qui sauve le pape

d'une alliance de ses sujets avec l'empereur. En exploitant la mégalomanie romaine, celui-ci eût pu s'attirer les bonnes grâces de la fière cité; au contraire, il se l'aliène en repoussant avec hauteur ses prétentions; au lieu de plier habilement devant l'orgueil romain, l'orgueil teuton le heurtait de front. De là vient que la cérémonie du sacre impérial, qui eût pu être un signal d'entente, était à l'ordinaire un signal d'hostilité et de luttes ouvertes dès le soir même du sacre.

L'exemple digne d'être rappelé est celui de Barberousse. Avant son sacre, on ose bien lui écrire qu'il ne peut tenir son pouvoir que des Romains. « Les décisions de l'empereur n'ont force de loi que lorsque le peuple lui a remis toute la puissance dont il a le dépôt. C'est au sénat et au peuple qu'il appartient de créer l'empereur, et nulle loi ne les en peut empêcher. » Puis quand Barberousse s'approche de la cité maîtresse du monde, le Sénat vient à sa rencontre, et un orateur rappelle nettement au nouveau promu ses devoirs stricts. On connaît la réponse de Barberousse, brutale et humiliante : « Votre ville n'est plus ce qu'elle fut jadis... essayez donc d'arracher la massue des mains d'Hercule. » Ainsi les Romains pensaient mettre eux-mêmes la couronne sur la tête inclinée de l'empereur, et voici que, brandissant son arme de combat, il énonçait la formule absolutiste du droit antique : « Tout ce qui plaît au prince a force de loi. *Quidquid regi placuit, legis habet vigorem.* » Ordinairement les conséquences ne se font pas attendre : à peine l'empereur sort-il de Saint-Pierre où il vient d'être couronné que la cloche du Capitole s'ébranle appelant le peuple à la révolte, entre les bandes et la garde impériale le combat s'engage dans les rues; tel est le cas de Barberousse. Parfois même, la sédition éclate avant la fin du sacre : tandis qu'Innocent III couronne Othon, c'est avec peine que les chevaliers germains contiennent la foule qui veut forcer le Pont Saint-Ange et interrompre la cérémonie.

Si les Romains ne pouvaient faire revivre la gloire impériale à leur profit, ne pouvaient-ils au moins exhumer la gloire de la république? Cette prétention était plus dangereuse pour les papes; souvent ils la subirent durement. Le mouvement communal qui éclatait partout dans l'Italie du XII^e siècle, n'allait pas épargner Rome. Liguée avec les nobles, la bourgeoisie avait fait en 1143 la révolution contre Innocent II; elle avait proclamé une municipalité indépendante et l'avait installée dans l'antique Capitole. Ce fut alors la lutte ouverte entre le pouvoir papal et le pouvoir usurpateur; Lucius II donne en vain l'assaut au Capitole; Eugène III (1145-53) voit Saint-Pierre et le Latran assiégés; l'énergique Adrien IV (1154-59) parvient à se maintenir, grâce à l'appui momentané de Barberousse, qui supprime Arnauld de Brescia, le grand promoteur de la république; mais Alexandre III lui-même (1159-81) fut tenu en échec par la démagogie; on rapporte que, lorsque son cadavre fut ramené d'exil, la populace jeta de la boue et des pierres sur son cercueil. Le terrain ne cesse pas d'ailleurs d'être volcanique : des trois premiers successeurs d'Alexandre III, Lucius III, pape durant quatre ans (1181-85), ne se montre à Rome qu'à la dérobée; les deux autres, Urbain III (1185-87) et Grégoire VIII (1187), n'y paraissent même pas.

Clément III (1187-91), le prédécesseur d'Innocent III, parvint enfin à établir des rapports réglés entre la papauté et la commune romaine.

Ce fut l'acte de 1188. D'après ce traité synallagmatique, le peuple reconnaissait au pape la souveraineté sur le Sénat et sur la ville, ainsi que le droit de battre monnaie; par contre, le pape consentait à l'existence légale de la commune et de ses assemblées; on aboutissait à une sorte de régime constitutionnel où les droits régaliens de la papauté essayaient de se concilier avec les prérogatives républicaines de la commune. Rédigé au nom du Sénat et du peuple romain, l'acte était daté de la « qua-

rante-quatrième année de l'institution du Sénat au Capitole ».

Ce pacte d'entente ne pouvait être très stable ; d'instinct la commune romaine aspirait à une indépendance démagogique, ou bien, par une réaction contraire, fruit de l'anarchie, elle concentrait l'autorité entre les mains d'un seul, un sénateur tribun, qui gouvernait sans le pape ; pour éviter ces excès et recouvrer son autorité, celui-ci s'efforçait de rendre illusoire le gouvernement représentatif, en plaçant sous ses ordres le Sénat et le préfet. D'où heurts fréquents, presque constants ; situation éminemment instable : le pape doit toujours avoir son bagage tout prêt afin de prendre rapidement le chemin de l'exil à la moindre alerte.

L'exemple d'Innocent III est le meilleur à évoquer : il avait une idée très nette de la situation du pape dans le monde, et il concevait que rien ne devait échapper à son contrôle dans une chrétienté vraiment digne de ce nom ; avec une indomptable constance ne l'avait-il pas rappelé à Philippe de Souabe et à Othon? Il avait triomphé pleinement dans l'Empire et dans l'Europe ; il avait vaincu Othon ; il avait fait plier Philippe-Auguste et Jean sans Terre ; mais à Rome, dans l'étroite enceinte de sa propre ville, il ne parvenait pas à être le maître. Certes il s'employa énergiquement à dominer : dès le début, il ordonne au chef de la municipalité de donner sa démission, il révoque tous les officiers romains nommés par l'ancien Sénat et les remplace par des fonctionnaires pontificaux ; à l'assemblée de cinquante-six membres, il substitue un sénateur unique, un sénateur vassal ; il force le préfet de Rome, Pierre de Vico, partisan de l'Empire sous Henri VI, à lui prêter un serment d'une précision minutieuse et terriblement astreignante.

Cela n'alla pas sans difficultés. Les protestations démagogiques avaient pour porte-voix les nobles, et voilà ce qui les rendait singulièrement fortes. La noblesse constitue

un nouvel élément de trouble, qui s'amalgame souvent avec le premier pour doubler le péril.

Les barons étaient puissants, puissants dans la Campagne et puissants à Rome. Dans les territoires suburbains, dans la Campanie, la Maritime, le sud du Patrimoine, on ne voit que de petites villes sans importance et sans avenir; car le climat est insalubre et la malaria sévit à l'état endémique; en conséquence, tandis que partout ailleurs les communes ont pris le pas sur les nobles, ici ce sont les féodaux qui l'emportent : ils possèdent dans la Campagne des châteaux forts d'où rayonnent leur influence et leurs pillages. Pourtant, cela ne suffit point à leur ambition; pour eux il n'y a de pouvoir réel et un peu élargi qu'à Rome; ils y ont donc une seconde forteresse, une tour urbaine; ils y constituent une puissance armée avec laquelle tout parti devra compter : il suffit de nommer les principales familles, les Conti, les Savelli, les Colonna, les Poli, les Vico.

Installées à Rome, elles avaient eu autrefois leur mot à dire dans les élections pontificales, et ce mot fut souvent singulièrement impérieux; maintenant, il est vrai, le droit ecclésiastique excluait formellement leurs ingérences tapageuses et néfastes; Alexandre III leur avait porté, à ce point de vue, le coup suprême au III$^{e}$ concile de Latran (1179). Mais les ambitions des barons étaient aussi tenaces à Rome que celles du César germain en Italie; ils se rabattirent sur autre chose. On eût pu croire leur bon temps passé; d'autant plus que la création de la commune romaine avait eu surtout pour but de briser leur influence; la révolution démagogique s'était déchaînée contre eux en même temps que contre les papes. Cependant, comme ceux-ci, ils entrèrent en composition avec le nouveau régime; ils reconnurent le Sénat, et firent partie de la commune; ils voulurent accaparer à leur profit le mouvement populaire.

Dès lors, la lutte s'engagea très vive entre eux et la

papauté. Le sénateur unique substitué par Innocent III au collège des cinquante-six ne leur plaisait guère; à n'en pas douter, pour le pape il était moins facile de maîtriser une assemblée que de dominer un personnage, surtout si celui-ci devenait son homme-lige par serment. Le parti des nobles parvint d'abord à chasser de Rome Innocent III sous un prétexte secondaire, puis il réclama le sénatoriat multiple. Il y eut lutte acharnée : le pape, rentrant dans Rome, eut l'habileté de désigner comme électeur municipal son propre adversaire Jean Pierleone, et celui-ci nomma sénateur unique son parent Grégoire Pierleone; Innocent III essayait ainsi de parer au reproche d'accaparer le pouvoir. Mais les nobles virent la manœuvre : ils voulaient non seulement une concession temporaire, mais un retour à l'ancienne constitution et au sénatoriat multiple. Sous la conduite de Jean Capocci, la faction entra en hostilité ouverte avec le pape; elle se retrancha dans le monastère de Rosa et créa un gouvernement insurrectionnel.

Ce qui suit montre assez combien cette noblesse pouvait devenir dangereuse : « Le schisme municipal était accompli. Entre les partisans des deux Sénats commença la guerre civile, acharnée surtout dans les régions du Latran, du Colisée et de l'Esquilin. Pandolfo, Richard de Segni, les familles Annibaldi et Alessi soutinrent la cause du pape; Jean Capocci, les Baroncelli, les Fraiapani et les Pierleoni, celle de l'opposition. A Rome, comme dans toute l'Italie, ces guerres avaient un caractère spécial. On fortifiait tous les édifices un peu élevés; on bâtissait à la hâte, fiévreusement, des tours en briques ou même en bois; on louait des archers, des arbalétriers, des machines à battre les murs. Il s'agissait alors d'empêcher l'adversaire de construire sa tour, de le cribler de flèches et de pierres pendant qu'il y travaillait, et s'il réussissait quand même, d'assiéger son fort, de le ruiner à coups de bélier et d'y mettre le feu. Ces tours, faites de matériaux

peu résistants, tombaient ou brûlaient, mais on les rebâtissait aussi vite, et la lutte, engagée un peu partout, s'éternisait. Tel est le spectacle qu'offrait Rome, de mai à octobre 1204, pendant qu'Innocent III, du palais de Latran, devenu aussi une forteresse, pouvait entendre les cris de bataille et voir s'allumer les incendies. Jean Capocci brûla, près du Latran, des maisons appartenant à Pandolfo. La guerre fut vive, surtout entre ces deux hommes. Les pontificaux s'opposaient à la construction de l'énorme tour que Capocci ajoutait à sa demeure. Celui-ci s'obstina; mais de temps à autre, prenant l'offensive, il se ruait sur le donjon de Pandolfo, qui dominait l'Esquilin. De son côté, Pandolfo occupa un monument antique contigu à la maison de son ennemi et y fit une plate-forme très haute, d'où ses frondeurs et ses archers lançaient leurs projectiles avec rage. Ce fut l'épisode principal, mais on se battait de tous les côtés. Les Fraiapani, qui avaient fait du Colisée un vaste bastion, s'attaquaient aux Annibaldi. Un partisan du pape, Gildo Carbonis, éleva, à lui seul, jusqu'à trois tours. A la fin, la fortune se déclara visiblement pour l'Église. Pierre Annibaldi, beau-frère d'Innocent III, repoussa l'attaque de Capocci, prit deux tours et une église fortifiée, tandis qu'un des chefs de l'opposition, Baroncelli, eut le malheur de voir son fort, mal construit, s'écrouler de lui-même. Découragé par ce désastre, le parti de l'indépendance faiblit et la populace l'abandonna [1]. » Voilà un exemple des luttes telles qu'elles éclataient à Rome entre les factions. En plus, l'épilogue mérite ici de retenir notre attention; sans doute, Jean Capocci et les siens ne voulurent pas s'avouer vaincus, mais la victoire morale restait au pape. Après un retour transitoire au Sénat de cinquante-six membres, Innocent III put établir définitivement le régime du sénateur unique, contre lequel personne ne

1. Luchaire, *Innocent III, Rome et l'Italie*, pp. 63-65.

protesta plus. Étayée sur l'ambition des nobles, l'idée de l'indépendance communale n'en avait pas moins opposé, pendant dix ans, une résistance acharnée à un pape aussi habile et aussi énergique qu'Innocent III. Son autorité « faillit trouver sa limite et son échec à quelques pas du Latran ».

Il l'avait emporté; le régime du sénateur unique était installé; mais le péril noble n'en subsistait pas moins. Durant toute la première moitié du XIIIe siècle, jusqu'en 1252, contrairement à l'usage des autres villes, le sénateur, le podestat romain, est élu parmi les citoyens mêmes et non pas choisi à l'étranger. Évidemment, ce sont les nobles qui accaparent la charge, Annibaldi, Conti, Savelli, Malabranca, Colonna, Orsini. A l'autorité ordinaire du sénateur s'ajoute dès lors le prestige de sa maison; des heurts surviennent nécessairement entre cette force civile qui veut dominer, et l'autorité ecclésiastique; l'éternel conflit va donc se reproduire, mais sous une nouvelle forme. « Qu'il survienne un accès de mégalomanie romaine, il est bien difficile au sénateur de le contenir, même s'il ne le provoque pas; sa charge veut de lui qu'il fasse valoir ce que Rome appelle ses droits... Nombreux sont donc les nobles qui entrent dans l'esprit de leurs fonctions au point de se brouiller avec le pape : Honorius III en fit l'expérience avec Parenzo; Grégoire IX avec Jean de Poli et Luca Savelli; exemples d'autant plus frappants que ces hommes appartenaient à des familles qui, à d'autres moments, ont été les plus fermes soutiens de la papauté [1]. » Ainsi même transformée et concentrée dans les mains d'un seul, la commune ne laisse pas d'être dangereuse pour les papes; elle continue à symboliser la glorieuse république romaine et, par intervalle elle tend à la réaliser.

1. JORDAN, *Les Origines de la domination angevine en Italie*. Introduction, p. CXVIII.

Les nobles, d'ailleurs, ne cessent de se provoquer; dans Rome et hors de Rome, ce sont d'incessants conflits de barons féodaux, luttes entre eux, luttes entre eux et le peuple, guerres de rues toujours menaçantes. Il faudrait une poigne de fer pour rétablir l'ordre, et le pape n'est pas encore une force matérielle, il n'est qu'une force morale; on ne l'écoute guère.

Ajoutez à tout cela les difficultés de la politique extérieure romaine. Rome avait dans la Campagne des voisines plus humbles; comme toutes les cités italiennes, elle voulait s'agrandir aux dépens de ces voisines auxquelles souvent elle vouait une haine farouche. Quelles difficultés pour les papes ! Ces villes étaient siennes, elles faisaient partie de son domaine; il pouvait difficilement les renier. Il se voyait pourtant obligé ou d'épouser les haines des Romains contre elles, ou de s'attirer la rancune des Romains en essayant de les défendre.

En 1191, on avait vu le faible pape Célestin III donner son consentement à la guerre contre Tusculum, qui fut détruite de fond en comble. Au moment où Innocent III arrivait au pouvoir, c'était Viterbe qui concentrait toutes les haines. On avait contre les Viterbois d'assez sérieux griefs; ils s'étaient montrés impérialistes lors de la venue de Barberousse, avaient participé au pillage de Saint-Pierre et se vantaient même d'avoir emporté chez eux, à titre de butin de guerre, les portes de bronze de la basilique; de plus, Viterbe montrait des ambitions conquérantes; elle avait détruit Ferento, elle essayait maintenant de s'emparer du château de Vitorchiano. Rome lui déclara la guerre. Qu'allait donc faire Innocent III? C'était là que ses adversaires l'attendaient; s'il n'épousait pas les haines des Romains, il se rendait furieusement impopulaire : s'il s'alliait aux Romains contre Viterbe, il perdait l'alliance de cette ville et se créait lui-même des ennemis dans ses États. Innocent III sut moyenner avec habileté; il marcha avec les Romains, en s'excusant auprès

des Viterbois d'avoir eu la main forcée : « Nous ne voyons pas comment nous pourrions nous refuser à recevoir la plainte du peuple romain. » Les Viterbois vaincus, le pape fut assez diplomate pour obtenir un traité qui, en satisfaisant l'orgueil de la ville éternelle, conservait cependant son existence à Viterbe. Innocent III s'en était bien tiré; mais le cas se renouvellera souvent, compliquant encore les difficultés du gouvernement pontifical. Pour les papes, il y avait une unité romaine à réaliser, mais les Romains, égoïstes et sans largeur de vues, ne voyaient qu'à satisfaire leurs haines et leurs intérêts; là où les papes voulaient l'entente, ils perpétuaient le désordre et les rivalités, rivalités de partis et rivalités de cités.

En résumé, les périls se dressent multiples devant la papauté. Il faut qu'elle compte à Rome avec la commune, avec le peuple et avec les nobles; il faut qu'elle résolve souvent de délicates compétitions entre Rome et les villes voisines; dans ses États un peu plus éloignés, sa politique doit s'ingénier à satisfaire les cités pour qu'elles ne passent pas au Teuton. Partout, le péril ! La grande lutte du sacerdoce et de l'Empire est donc loin d'être le seul souci des papes; ils ont aussi à résoudre des difficultés locales, à parer à des dangers plus petits sans doute, mais plus menaçants parce que tout proches; des gibelins, il y en a jusqu'au cœur de leur cité, aux portes mêmes du Latran. Périodiquement, ils quittent Rome, couvrant parfois leur départ du prétexte d'une villégiature d'été. Il semble que l'humiliation à Rome soit pour eux la condition constante du grand triomphe sur l'empereur.

Malgré tout, l'État pontifical se trouve en progrès. Jusque-là, au cours des XI^e^ et XII^e^ siècles, les grands papes réformateurs étaient des étrangers; ni Léon IX, ni Grégoire VII, ni Urbain II, ni Calixte II, ni Adrien IV, ni Alexandre III ne furent Romains; plusieurs d'entre eux

provenaient d'humble origine, ils ne se sentaient donc pas enracinés profondément dans le sol pontifical; ils demeuraient éloignés de la noblesse; ils arrivaient plus ou moins dépaysés, sans connaissance des multiples intrigues locales, sans attaches profondes dans la région romaine, et quand il s'agissait de s'exiler, ils allaient chercher asile plus loin et jusqu'en France. Au contraire, en ce XIIIe siècle, une heureuse tradition s'établit d'élire papes des Romains ou des Campaniens : Célestin III Orsini, Innocent III Conti, Honorius III Savelli, Grégoire IX Conti. Appartenant à de nobles familles romaines, de tels pontifes assurent la fortune de leurs maisons, font de leurs neveux de riches barons féodaux sur qui ils peuvent compter absolument. Certes, en soi, le népotisme demeure un procédé dangereux; le vicaire du Christ n'appartient pas à sa famille, il appartient à l'Église. Pourtant, qui pourrait nier que l'élévation des neveux aux charges temporelles ne s'imposât parfois comme une nécessité politique? D'eux, au moins, on pouvait attendre la fidélité. Au XVe siècle, le népotisme deviendra trop souvent excessif; mais, sagement dosé, il assurait aux papes les meilleurs gouverneurs de province, les serviteurs les plus sûrs, on serait même tenté de dire, les seuls qui le fussent. Aussi le grand Innocent III en usa-t-il très heureusement.

A son frère Richard, il assure le comté de Sora, et la succession des seigneurs de Poli; au fils de Richard, il eût voulu donner la Toscane; il employa d'autres parents, soit à l'administration du domaine, soit au commandement des armées pour ses guerres de Sicile. Son but eût été de protéger l'État pontifical par une barrière de principautés vassales, ainsi gérées par les siens et bientôt absorbables. D'ailleurs, il renforce cette influence de sa famille en se constituant des obligés parmi les autres membres de l'aristocratie romaine; il acquiert ainsi toute une clientèle de profiteurs et d'arrondis qui lui sont dévoués.

Une telle politique n'est pas propre à Innocent III ; au XIIIe siècle, elle apparaît quasi traditionnelle. D'ailleurs, le sommet de la hiérarchie une fois acquis, ces familles cherchent à y demeurer ; s'étant fait une place au Sacré Collège, elles y gardent un ou plusieurs représentants. Bien plus, on voit, à onze ans de distance, Grégoire IX Conti prendre la place d'Innocent III Conti ; et Grégoire poussera de même au cardinalat un autre Conti, Rinaldo, qui est le futur Alexandre IV. Dynasties de papes, dynasties surtout de cardinaux ; dans la main de ces puissants la grande propriété se stabilise ; il se constitue une très forte noblesse ecclésiastique qui assure l'avenir de l'État pontifical. Ces familles sont intéressées, en effet, à ce que le Patrimoine de Saint-Pierre subsiste ; elles ne voudraient pas échanger contre un autre régime la suzeraineté bénigne du siège apostolique.

Évidemment, le système n'est pas sans avoir certains inconvénients : changement de pontife amène plus ou moins changement de clientèle ; les parents et les protégés du pape défunt jalousent les parents et les protégés du nouveau promu ; il y a « ligue des envieux contre les satisfaits » ; les rivalités vont parfois jusqu'aux luttes. Ainsi, sous Honorius, Richard Conti, propre neveu d'Innocent III, mène-t-il la révolte ; de même, sous Grégoire IX, ce sera Luca Savelli, neveu d'Honorius.

Somme toute, le pape tenait la turbulente noblesse par deux moyens : la nomination du sénateur et les faveurs dispensées, de là aussi renaissaient périodiquement les tentatives de révolte : quand un vent d'indépendance folle, soufflant de l'antiquité romaine, passait sur la ville pontificale, le sénateur se croyait souvent tenu à se faire le défenseur des droits de la Rome des consuls ; quand un pape succédait à un autre, la cour descendante insultait la cour montante et parfois on en venait aux mains.

Voilà bien le fond de la situation du pape à Rome.

Nulle sécurité; il lui faut subir toutes sortes d'ennuis, de rivalités passagères; et cependant on ne désire aucun autre gouvernement; on le chasse souvent, mais à la condition qu'il ne restera pas trop longtemps dehors; on y perdrait trop. Et ce qui est vrai des nobles, il faut le dire aussi du peuple. Rome, en effet, reste une ville sans industrie ni commerce; elle tire tous ses profits du pape, de son entourage déjà nombreux, des pèlerins qui affluent: A peine le pontife est-il parti, les Romains le rappellent; comme dit Mathieu Paris, ils se rendent compte « qu'ils ont perdu beaucoup d'argent ». Ainsi dans les moments où la folie des grandeurs passées les saisit, ils chassent Saint-Pierre, ils réclament la République idéale; quelques mois écoulés, le bon sens et le sens pratique leur reviennent; tous, nobles et bourgeois, redemandent leur pape; ils s'aperçoivent qu'ils ne peuvent vivre sans lui parce qu'ils vivent de lui.

---

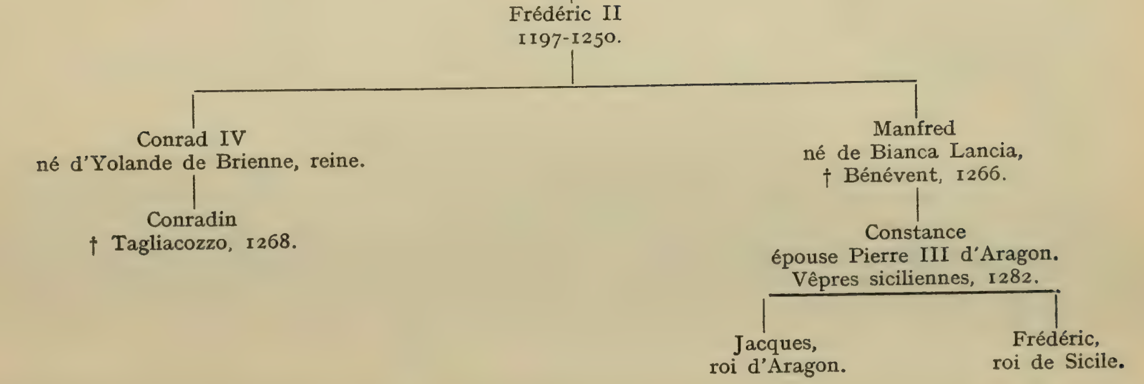
# APPENDICE

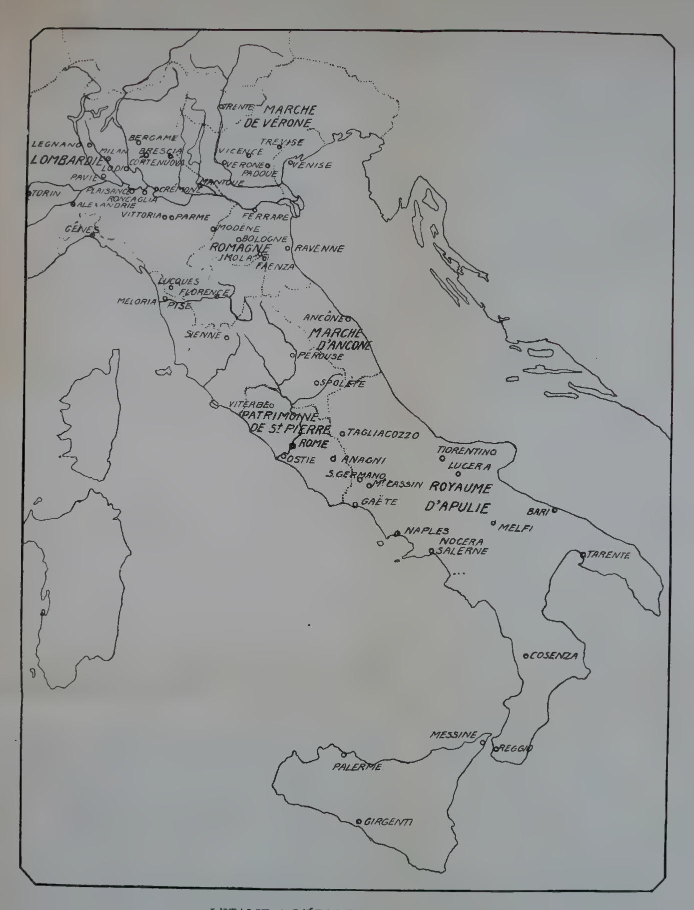
## CHRONOLOGIE DYNASTIQUE DURANT LA

| Empereurs d'Allemagne | | Papauté | |
|---|---|---|---|
| Frédéric Barberousse | 1152-1190 | Eugène III . . . . | 1145-1153 |
| | | Anastase IV. . . . | 1153-1154 |
| | | Adrien IV. . . . . | 1154-1159 |
| | | Alexandre III . . . | 1159-1181 |
| | | Lucius III. . . . . | 1181-1185 |
| | | Urbain III . . . . | 1185-1187 |
| | | Grégoire VIII . . . | 1187 |
| | | Clément III . . . . | 1187-1191 |
| Henri VI . . . . . | 1191-1197 | Célestin III . . . . | 1191-1198 |
| Frédéric II . . . . | 1197-1250 | Innocent III . . . | 1198-1216 |
| | | Honorius III. . . . | 1216-1227 |
| | | Grégoire IX . . . . | 1227-1241 |
| | | Célestin IV . . . . | 1241 |
| Conrad IV. . . . . | 1250-1254 | Innocent IV. . . . | 1243-1254 |
| Conradin . . . . . | † 1268 | Alexandre IV . . . | 1254-1261 |
| | | Urbain IV. . . . . | 1261-1264 |
| | | Clément IV . . . . | 1265-1268 |

| Rois de France | | Rois de Sicile | |
|---|---|---|---|
| Louis VII le Jeune . | 1137-1180 | Roger Ier le Jeune . | 1129-1154 |
| | | Guillaume I [le Mauvais . . . | 1154-1166 |
| Philippe-Auguste. . | 1180-1223 | Guillaume II le Bon | 1166-1189 |
| | | Tancrède, fils de Roger duc de Pouille (fils du roi Roger Ier) | 1189-1194 |
| | | Guillaume III (détrôné par l'empereur Henri VI) . . | 1194 |
| Louis VIII . . . . | 1223-1226 | | |
| S. Louis. . . . . . | 1226-1270 | | |

# LES HOHENSTAUFEN






L'ITALIE A L'ÉPOQUE DES STAUFEN.

# TABLE DES MATIÈRES

**Livre II. La Conquête de l'Italie par le sud : Henri VI, Frédéric II.**



Imp. Vromant & C°. 3, rue de la Chapelle, Bruxelles. 8-22.8828.

